







# étranger

## LE CONFLIT ENTRE LE POLISARIO, RABAT ET NOUAKCHOTT

### L'armée marocaine pourrait exercer son droit de suite

#### DÉCLARE LE ROI HASSAN II

Le Front Polisario paraît avoir marqué un nouveau point en attaquant, vendredi 4 novembre, la petite garnison de Bir-Gandou, en Mauritanie, à 110 kilomètres au nord-est de Nouadhibou, à 40 kilomètres au nord de Boulnour (le Monde du 6-7 novembre). Dix soldats mauritaniens et un policier ont été tués au cours de l'attaque, a indiqué dimanche le ministre mauritanien de la défense. Cinq soldats seulement ont été retrouvés, une vingtaine d'autres ayant été faits prisonniers. La population civile n'aurait, quant à elle, pas souffert des tirs sahraouis.

La colonne du Polisario, forte d'une trentaine de véhicules, a été accablée quelques heures plus tard, dans la soirée de vendredi, par l'armée marocaine. Une quinzaine de militaires auraient été tués au cours du combat. Le corps de l'un d'eux a été identifié comme celui d'un chef de tribu (colonie) d'origine mauritanienne, Ould-Malzi, bien connu, dit-on, des militaires mauritaniens. Entre vingt et vingt-cinq Sahraouis, selon des indices laissés sur le terrain, auraient été blessés. Trois soldats mauritaniens ont été blessés.

Une haute personnalité française, dont l'identité n'a pas été révélée, a fait, d'autre part, samedi et dimanche, une visite éclair à Nouakchott, où elle est arrivée à bord d'un Mystère-20 du GLAM (Groupe de liaisons aériennes ministérielles).

Rien n'a filtré des conversations de cet émissaire, qui a été l'hôte à d'her, samedi, du président Moktar Ould Daddah.

À RABAT, le deuxième anniversaire de la « marche verte », lancée en novembre 1975 pour libérer pacifiquement le Sahara occidental de la présence espagnole, a été célébré avec enthousiasme dans tout le pays. Il a été aussi marqué par un nouvel avertissement du roi Hassan II aux dirigeants algériens. « Chaque fois, a-t-il dit dans un discours radiodiffusé et télévisé, que les frontières marocaines sont à l'avant violées par le « pseudo-Polisario », l'armée marocaine usera de son droit de suite quelles qu'en puissent être les conséquences. » Le souverain a souligné que « le peuple marocain et son roi ne veulent qu'amour et sentiments fraternels au peuple algérien ».

Après avoir laissé entendre que des éléments de l'armée régulière algérienne violent périodiquement les frontières marocaines, le roi a affirmé que, si de pareilles escadrons se répétaient, son armée « n'hésiterait plus à violer elle-même les frontières algériennes ». Il a fait observer que la responsabilité d'une éventuelle guerre « incombera aux dirigeants algériens et à eux seuls », et il a invité son peuple à « demeurer prêt » à défendre sa dignité et l'intégrité territoriale de son pays.

À AMSTERDAM, les associations de soutien au peuple sahraoui de plusieurs pays d'Europe occidentale — Angleterre, France, Espagne, Italie, Allemagne, Suisse, Portugal, Suède, Belgique et Hollande — se sont réunies les 5 et 6 novembre en présence d'une délégation du Polisario. L'assemblée a exprimé son appui total au Front et au peuple sahraoui. Elle a adressé une lettre de protestation à M. Giscard d'Estaing.

À PARIS, le groupe du parti communiste et celui du parti socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale ont annoncé, dimanche matin 6 novembre, qu'ils s'étaient réunis « pour examiner la situation grave créée par la politique du gouvernement français au Sahara occidental ».

« Les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche, poursuivent le communiqué publié à l'issue de cette réunion, sont déterminés à agir pour que tous les Français actuellement détenus par le Polisario soient rendus rapidement à leurs familles. »

Mais ni le sort des Français prisonniers du Front Polisario, ni celui des techniciens français travaillant dans la zone des combats, ne seront réglés par l'engagement de la France dans un processus militaire pouvant déboucher à tout moment sur l'interdiction du conflit du Sahara occidental.

« Ils expriment leur très vive inquiétude devant les initiatives dangereuses du gouvernement Giscard-Barre. »

« A cet effet, ils estiment que la seule voie concevable est celle prenant en compte l'existence du Polisario, à l'exclusion de toute opération militaire ou menace d'intervention. »

Ils rappellent que le conflit du Sahara occidental ne peut être réglé en dehors de l'application des principes de l'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche demandent, enfin, une déclaration du gouvernement devant l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur le budget des affaires étrangères, afin que les élus de la nation et le gouvernement soient placés devant leurs responsabilités.

### Manifestations en Algérie contre la politique française

#### De notre correspondant

Alger. — Les conversations entre l'émissaire du gouvernement français, M. Claude Chayet, et les dirigeants du Polisario, au siège de ce dernier à Alger, ont été suspendues, dimanche soir 6 novembre, après plus de quinze heures d'entretien échelonnés sur quatre jours. Ce n'est pas la rupture mais c'est l'impasse.

M. Chayet a déclaré : « Nos discussions sont parvenues à un point tel que les positions respectives sont suffisamment claires et précises pour que je puisse en rendre compte à mon gouvernement. » M. Ould Salek, ministre sahraoui de l'information, a ensuite précisé : « Nous avons procédé à un tour d'horizon complet sur la lutte qui oppose le peuple sahraoui au Maroc et à la Mauritanie. Nos positions respectives sont très claires quant aux conséquences de ce conflit qui met en danger la paix et la sécurité dans la région. Nous sommes disposés à recevoir de nouveau l'émissaire du gouvernement français quand il le voudra. »

Cette première série d'entretiens a donné lieu à un dialogue de sourds. M. Chayet s'est efforcé de circonscire la discussion à la libération des civils français, considérés comme des « otages » du Front Polisario, et a refusé de s'engager sur le terrain politique.

MM. Omar Hadrami, membre du bureau exécutif, et Ould Salek, qui étaient en contact avec le secrétaire général du Front Polisario, M. Abdelaziz, et avec le premier ministre, M. Lamine, n'ont voulu à aucun moment reconnaître qu'ils détenaient les disparus. Ils ont également dénoncé le terme d'« otages ». Pour eux, il ne peut y avoir que des « prisonniers de guerre », ou sinon il faudrait aussi considérer comme des « otages » les guerilleros sahraouis capturés par la Mauritanie et le Maroc, puisque ces deux pays refusent depuis le début du conflit, il y a deux ans, d'autoriser la Croix-Rouge à leur rendre visite et de lui fournir des listes de noms, contrairement à ce qu'a fait le Front Polisario.

Les dirigeants sahraouis ont surtout posé le problème sur le plan politique. Pour eux, le sort des Français, quels qu'ils soient, travaillant en Mauritanie est inséparable des choix de la France. Même si les disparus étaient restitués, que se passerait-il si, au cours d'une attaque contre une ville mauritanienne, des Français venaient à être tués ?

Les dirigeants sahraouis estiment que la France a les moyens de persuader la Mauritanie non seulement de publier la liste des prisonniers mais encore de se retirer du Sahara occidental, ce qui, évidemment, rendrait caduc l'accord tripartite de Madrid et isolerait le Maroc. En somme, il faudrait que la France admette qu'elle a fait une mauvaise analyse au départ et qu'elle modifie sa politique.

MM. Ould Salek et Omar Hadrami ont également fait valoir que la R.A.S.D. (République arabe sahraoui démocratique) aurait souhaité pratiquer une coopération fructueuse avec la France, mais que celle-ci, en agissant comme elle l'a fait, finira par contraindre le Polisario à choisir ses alliés dans un camp alors qu'il souhaite demeurer non aligné et collaborer avec tout le monde.

#### La médiation libyenne

En marge de ces conversations, la médiation libyenne semble avoir fait long feu. Lors de sa première visite à Alger, le commandant Jalloud aurait proposé, selon une source digne de foi, une procédure analogue à celle qui avait permis la libération de Mme Claustre. Il aurait suggéré que les civils français soient remis à la Libye qui, en échange, aurait, d'une part, donné de l'argent et des armes au Front Polisario et, d'autre part, obtenu de la France qu'elle relâche ses pressions militaires. Une fois les esprits calmés, Tripoli aurait libéré les détenus.

Les interlocuteurs du chef du gouvernement libyen auraient répondu qu'on ne pouvait comparer le cas de Mme Claustre à celui des Français de Zouérate, ni mettre en parallèle le Polisario, représentant du peuple sahraoui en lutte pour son indépendance, avec des bandes armées.

C'est à la suite de cette fin de non-recevoir que le commandant Jalloud serait retourné consulter le colonel Kadhafi avant de se rendre à Paris. On ignore la teneur de son entretien avec M. Giscard d'Estaing, mais on a noté qu'à son retour à Alger, dimanche, il a réaffirmé « le soutien inconditionnel de la révolution libyenne à la révolution algérienne ».

L'Algérie, quant à elle, a agi sur trois plans à la suite du conseil des ministres de jeudi dernier au cours duquel elle a renforcé le dispositif défensif à l'indou et le long de la frontière marocaine pour parer à toute éventualité, une attaque surprise du Maroc soutenue par la France n'étant pas exclue par la presse algérienne.

L'Algérie a confié une mission au colonel Yahyaoui, qui la représente à Moscou aux festivités du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre. L'ancien

directeur de l'académie interarmées de Cherchell s'est entretenu avec le ministre de la défense soviétique. C'est à la suite de cette rencontre que l'ambassadeur d'U.R.S.S. au Sénégal a déclaré que son pays s'élèverait contre « toute intervention étrangère au Sahara » et qu'il n'était pas possible d'ignorer le Front Polisario dans la recherche d'une solution (le Monde du 5 novembre). C'est la première fois que Moscou prend aussi nettement position en faveur des Sahraouis.

Des manifestations de masse organisées depuis vendredi se multiplient dans tout le pays, entraînant des dizaines de milliers de personnes qui dénoncent « l'intervention militaire française » et scandent des slogans contre « l'impérialisme et le colonialisme français ».

Enfin, les Algériens n'avaient pas encore réagi officiellement ce lundi en fin de matinée au discours de Hassan II. Le radio n'en a même pas fait mention. Toutefois, sous le titre « Face aux menaces dirigées contre la révolution, fermeté et vigilance de tout le peuple », El Moudjahid annonce qu'une grande marche aura lieu à Alger, à partir de 17 heures, lundi après-midi. Deux cortèges partiront, l'un de la place des Martyrs, l'autre de la place du 1er-Mai, et convergeront vers la villa An-Nasr, siège du Front Polisario. Cette manifestation, prévue à l'origine pour dimanche, a apparemment été reportée pour que M. Claude Chayet n'ait pas l'impression d'être soumis à une pression dans sa négociation avec les dirigeants sahraouis.

Depuis deux jours, une campagne de mobilisation politique de la population a remplacé dans la presse celle qui se poursuivait depuis cinq semaines contre la bureaucratie (le Monde du 4 novembre).

PAUL BALTA.

#### Rhodésie

M. HAREB AGHOUR, secrétaire général de la centrale syndicale U.G.T.T., a déposé une plainte à la suite de menaces de mort qu'il avait proférées à son propos un individu brandissant un revolver. Cet incident, que certains rumeurs ont interprété comme une « tentative d'assassinat », risque d'alourdir le climat social. L'Union régionale du travail de la ville de Sfax assure qu'il est « de nature à engager le pays dans le cercle vicieux du terrorisme ». L'affaire aurait été évoquée dans l'entre-tien, empreint de cordialité et de sincérité, que M. Aghour a eu, samedi 5 novembre, avec le président Bourguiba.

#### Tunisie

LORD CARVER, commissaire-résident désigné par Londres pour la période intérimaire conduisant à l'indépendance de la Rhodésie, a quitté Salisbury dimanche 6 novembre pour le Botswana, première étape d'une tournée dans les pays de « première ligne ». Après ses entretiens avec Lord Carver, M. Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré dimanche qu'aucun cesse-le-feu n'aurait été trouvé avec l'émissaire britannique. Les discussions entre celui-ci et les dirigeants du Front patriotique, MM. Mugabe et Nkomo, doivent se poursuivre prochainement à Matla. (A.F.P.)

Quelle que soit l'heure de votre avion, il y a une correspondance Avis.



Au moindre retard, râlez.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement?	Oui	Non
2. Le service a-t-il été amical et efficace?	Oui	Non
3. Votre voiture était-elle propre?	Oui	Non
4. Votre voiture était-elle en bon état technique?	Oui	Non
5. Avez-vous des suggestions à nous faire?		

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

Chez Avis, dans chaque voiture, vous trouverez une carte d'appréciation. Si vous n'êtes pas satisfaits de nous, dites-le nous. A nous de tout faire pour que cela n'arrive pas. A nous de tenir nos promesses. Ainsi pour être sûrs de vous rendre service, dans chaque ville où il y a une agence Avis, nous sommes prêts à livrer votre voiture à votre arrivée à l'aéroport. Quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. Il suffit simplement de faire votre réservation à l'avance.

Nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation, ce qui serait pour nous le meilleur des stimulants. Et pourquoi pas une carte de suggestions. En nous aidant à mieux faire encore, vous profiterez encore mieux de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

**AVIS**

Profitez de nous.

## AFRIQUE

**Le conflit entre le Polisario  
Rabat et Nouakchott**

### Le travail continue à Zouérate défendue par des soldats marocains et mauritaniens

De notre envoyé spécial

Zouérate. — Au milieu du désert, à 650 kilomètres de la mer, près du Rio-de-Oro : Zouérate, 30 degrés d'hiver et presque 50 degrés en été. C'est là que les Français se sont installés, il y a quinze ans, pour tirer de la Kédia d'Ijilil (« la Montagne de fer ») le minerai qui est ensuite acheminé à Nouakchott par voie ferrée. Ils étaient encore sept cent dix-neuf en avril.

Le 1<sup>er</sup> mai, le Polisario attaqua la ville. « Zouérate a été comme assomée », raconte le directeur délégué de la Cominor, M. Roland Guitard. Quinze jours plus tard, il ne restait plus que quelques Français.

Aujourd'hui, ils sont environ deux cents : cent trente-cinq hommes, trente-huit femmes et une trentaine d'enfants. « C'est encore insuffisant », déclare M. Roger Millot, directeur de l'exploitation arrivé à Zouérate depuis un mois.

A trois reprises, depuis le 1<sup>er</sup> mai, Zouérate a été de nouveau attaquée : les 4 et 18 juillet et le 19 août. La dernière fois c'était en plein jour. Les Marocains, qui procédaient à des tirs d'essai, ont envoyé des obus sur les guerilleros qui se cachaient aux environs de la ville. Se croyant découverts, ceux-ci ont riposté et la bataille s'est engagée. Une lourde défaite pour le Polisario : des dizaines de morts et du matériel perdu. Cette victoire a redonné le moral à la population.

La communauté française s'est servie les coudes. L'école a repris avec de nouveaux instituteurs. D'autres têtes ont fait leur apparition. La vie de cette grande famille s'est réorganisée autour du « Mil-Hôtel » (de Mifera, l'ancienne société nationalisée le 23 novembre 1974), des deux clubs et dans les quelques villas.

ERRATUM. — Dans le numéro du Monde du 3 novembre, une longue déclaration a été prêtée à M. Chayet en raison d'une erreur matérielle. Le diplomate a déclaré à notre correspondant, en réponse à la question de savoir si la France envisagerait des menaces contre l'Algérie : « Ce sont là de bien grands mots qu'il n'est pas raisonnable d'employer. » Ses propos s'arrêtaient là. La suite du paragraphe était un commentaire de Paul Balta.

floues. Rares sont ceux qui voudraient quitter Zouérate pour aller travailler à Nouakchott. Le climat, bien que plus chaud, y est plus agréable. Il y a rarement des vents de sable. Malgré l'isolement (seulement deux avions par semaine, via Nouakchott) et le danger, on ne se plaint pas dans cette cité où tout est Cominor.

#### Un « pare à montons » ?

La ville a jallili du désert au début des années 60, au pied de la Kédia, une montagne noire, succession de pointes rocheuses qui culminent à 915 mètres et d'où l'on extrait le fer. Petit à petit les Mauritaniens se sont installés aux alentours, dans un vaste bidonville séparé des villas par un terre-plein et un long mur ajouré de 1,50 mètre de haut. Le mur de la honte. Combien sont-ils ? Personne ne peut le dire, peut-être quinze mille. Peut-être vingt mille. Ils subissent tant bien que mal. Nomades chassés par la sécheresse d'un grand nombre de zones favorables au Polisario.

Mais Zouérate n'est plus rien sans la voie ferrée qui la relie à Nouakchott, véritable cordon ombilical par lequel est amené le ravitaillement. L'essence commence à manquer. Que se passera-t-il quand les trains ne pourront plus passer ? Le transport du minerai devrait en principe reprendre le 14 novembre. Les autorités mauritaniennes ont décidé de créer une unité spéciale de protection afin que la sécurité soit véritablement assurée et que les soldats ne sautent pas des wagons pour dormir plus à l'aise quelque part. Des armes lourdes doivent être installées. Le travail continue donc. La danger ? « On y pense tout le temps car nous ne sommes pas à l'abri. Mais que voulez-vous faire ? » Les plus optimistes, bien que conscients du danger, comme M. Millot, pensent que le risque d'un nouveau 1<sup>er</sup> mai est pratiquement nul car la ville est maintenant bien défendue par près de sept cents Marocains et quelque deux cent cinquante Mauritaniens. Des patrouilles sont effectuées. Des radars ont été installés. D'autres, au contraire, estiment qu'il y a toujours dans un « pare à montons » et que le Polisario n'a plus qu'à venir se servir.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## PROCHE-ORIENT

Liban

### Une série d'attentats crée une vive tension

La situation au Liban s'est brusquement aggravée au cours du dernier week-end. Une dizaine de personnes ont été tuées et quinze autres blessées à la suite de cinq attentats. Le premier visait un avocat musulman connu, M<sup>re</sup> Abdel Hamid El Ahdab ; une charge de dynamite a détruit, le samedi 5 novembre, deux étages de son immeuble, tuant la fille, âgée de six ans, de l'avocat, qui a été blessée ainsi que sa femme. Le même jour, deux militants chrétiens de gauche qui avaient combattu lors de la guerre civile aux côtés des forces palestino-progressistes, ont été abattus dans la région de Koura, contrôlée par les conservateurs. Deux autres attentats à Beyrouth-Ouest, dirigés contre les sièges de partis progressistes, n'ont pas fait de victimes.

Par ailleurs, les combats ont repris dans le sud du Liban, entre, d'une part, les forces israéliennes et conservatrices libanaises, et, d'autre part, les forces palestino-progressistes. Des obus ont atteint la ville bédouine de Sayd, tuant deux Israéliens. En guise de représailles, l'artillerie israélienne a pommé plusieurs localités musulmanes et des positions tenues par les fedajin.

### Le président Sarkis a demandé au chef de l'État syrien d'obtenir le retrait des Palestiniens du Sud

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président libanais, M. Elias Sarkis, a fait, le samedi 5 et dimanche 6 novembre, une visite officielle en Syrie, la deuxième depuis son entrée en fonction il y a un peu plus d'un an. Le problème du Sud-Liban, les perspectives de solution de la crise du Proche-Orient et de la convocation de la conférence de Genève, ainsi que les relations bilatérales ont constitué les trois grands thèmes des entretiens, qui se sont tenus sur près de dix heures, dont plus de la moitié en tête à tête.

Le président Sarkis a exposé la thèse de son pays, qui se résume pour l'essentiel à ceci : il est nécessaire de convaincre les Palestiniens d'appliquer le programme d'exécution des accords du Caire adopté le 25 juillet dernier à Châta et relatif à leur retrait du Sud-Liban, soit à l'automne, soit à l'été 1978. Le président Assad a, en tout cas, indiqué qu'il ne voulait pas que les pays arabes se méfient de cette affaire, déclarant que le problème du Sud-Liban « ne nécessite pas la convocation d'un « sommet » arabe ». Ses interlocuteurs libanais ont été pris bonne note.

LUCIEN GEORGE.

L'O.L.P. estime, pour sa part, que son retrait du Sud équivalait à la fin de la lutte armée palestinienne et qu'il ne peut donc avoir lieu qu'en échange de son admission à la conférence de Genève, tandis que la reconnaissance d'un « droit à l'autodétermination » d'échange qu'elle garde pour offrir une contrepartie à la création de l'État palestinien.

#### « Des horizons plus étendus ! »

Tandis que les pourparlers se poursuivaient à Damas, M<sup>re</sup> Yasser Arafat, président de l'O.L.P., annonçait à Saida un violent réquisitoire contre ceux qui exigeaient le retrait des fedajin du Sud, sans demander pour autant que les Israéliens abandonnent les positions qu'ils occupent en territoire libanais. Il a révélé à cette occasion que les représentants israéliens avaient posé comme condition, lors de la dernière réunion de la commission mixte d'armistice israélo-libanaise, que les Palestiniens se retirent sur une ligne située à 10 kilomètres au-delà du fleuve Litani. Les responsables libanais savaient néanmoins à vouloir dissocier l'affaire du Sud de la crise du Proche-Orient, d'autant plus qu'ils sont conscients que les chances d'un règlement global du

## DIPLOMATIE

**M. PIERRE CERLES  
EST NOMMÉ AMBASSADEUR  
EN ROUMANIE**

Le Journal officiel du 8 novembre annonce la nomination de M. Pierre Cerles comme ambassadeur en Roumanie, en remplacement de M. Raoul Delage, récemment nommé ambassadeur en Iran.

[M. Cerles, né en 1915, est entré aux affaires étrangères en 1940. Il a été successivement en poste à Prague, à Londres, à l'administration centrale (Asie-Orientale), au cabinet du commissaire général en Indochine (le général Ely) en 1954-1955, au cabinet du secrétaire d'État aux affaires étrangères (M. Jean Chastant), à l'administration centrale (Europe) et à Moscou comme deuxième (1957), puis premier conseiller (1957). Détaché auprès de l'O.T.A.N. en 1963, il a été premier conseiller à Pékin (1966), puis ambassadeur à Bagdad (1970). Il était depuis 1975 directeur des affaires d'Asie du Nord et du Levant au Quai d'Orsay.]

LIBÉRÉ PUIS EXPULSÉ D'ISRAËL

### Mgr Capucci est arrivé à Rome

Mgr Elia Capucci, chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem, amnistié, libéré dimanche 6 novembre par les autorités israéliennes, est arrivé dans la soirée à Rome. Il avait été arrêté en août 1974 et condamné quatre mois plus tard à douze ans de prison pour s'être rendu coupable de transport d'armes.

Mgr Capucci, qui avait toujours contesté sa condamnation, niant les faits reprochés, dénonçant les irrégularités de la procédure et récusant la compétence du tribunal, est considéré comme un « héros de la résistance » par les organisations palestiniennes, et sa libération avait été exigée à plusieurs reprises par les auteurs de prises d'otages. Le prélat, qui paraissait très affaibli, n'a fait aucune déclaration à son arrivée à l'aéroport de Rome et a gagné la ville immédiatement sans rencontrer les nombreux Palestiniens venus l'accueillir.

De notre correspondant

Jérusalem. — La présidence de l'État d'Israël a publié dimanche 6 novembre à 17 heures, deux heures avant que Mgr Capucci quitte sa prison de Ramleh, le texte intégral de la requête du Paul VI à M. Ephraïm Katir en faveur du chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem.

Cette lettre est le premier document signé par le pape dans lequel il est fait mention de l'État d'Israël et de son président. On a cependant remarqué l'absence de toute indication sur le lieu de résidence du chef de l'État, le Vatican ayant voulu éviter, dit-on, de mentionner le nom de Jérusalem dans un tel contexte.

La réduction de peine demandée par le Saint-Père se fonde « sur le mauvais état de santé de l'évêque Elia Capucci », et sa libération, a-t-il dit, « sur la libé-

ration, Paul VI s'en déclare convaincu, « ne se fera pas au détriment de l'État d'Israël ».

Accompagné du délégué apostolique et du chef de l'Eglise grecque catholique de Galilée, ainsi que d'une forte escorte de policiers, le prélat a baissé le soir avant de monter dans l'appareil sans faire la moindre déclaration.

La libération de l'évêque terroriste a suscité divers mouvements de protestation, notamment au parti travailliste, qui a l'intention d'interpeller le gouvernement. L'Association des Israéliens originaires des pays arabes a demandé par télégramme à M. Begin de prier Paul VI d'intervenir maintenant en faveur des Juifs de Syrie comme il l'a fait pour « un autre Syrien, Mgr Capucci ». — A. Sc.

### M. BEGIN : Jérusalem n'abandonnera pas la « Judée et la Samarie » à un pouvoir étranger

Jérusalem (Reuters). — Le premier ministre israélien, M. Begin, a rejeté, dimanche 6 novembre, une proposition américaine visant à transformer la rive occidentale du Jourdain en une zone autonome et démilitarisée.

Cette proposition avait été avancée par le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, dans une interview au New York Times.

et la Samarie soient abandonnées aux mains d'un gouvernement ou de tout autre organisme étranger.

Le cabinet israélien a repoussé, par ailleurs, au cours de sa réunion hebdomadaire, la proposition, attribuée au président Sadate, de créer un groupe de travail pour préparer la conférence de paix de Genève.

[Au Caire, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Elmal Fakhri, a déclaré que le président Sadate ait renouvelé cette offre qu'il avait formulée l'été dernier.]

### Pour connaître la Chine

Abonnez-vous, abonnez vos amis aux

## PERIODIQUES CHINOIS

en langue française

### LA CHINE

Mensuel illustré en couleurs

1 an : 17 F. - 2 ans : 25,50 F. - 3 ans : 34 F.

### PEKIN INFORMATION

Hebdomadaire expédié par avion à travers le monde

1 an : 21 F. - 2 ans : 31,50 F. - 3 ans : 42 F.

### LA CHINE EN CONSTRUCTION

Mensuel illustré en couleurs

1 an : 14 F. - 2 ans : 21 F. - 3 ans : 28 F.

### LITTÉRATURE CHINOISE

Revue mensuelle

1 an : 17 F. - 2 ans : 25,50 F. - 3 ans : 34 F.

(un souvenir de Chine pour tout abonnement collectif)

OU AUX

## JOURNAUX et PERIODIQUES

en langue chinoise (catalogue sur demande)

Envoyez vos abonnements à :

#### FRANCE

LIBRAIRIE LE PHENIX  
72 bd Sébastopol 75003 PARIS  
C.C.P. 17-217-63 Paris

#### E-100

Editions du Centenaire  
Librairie « Les Herbes Sauvages »  
70 rue de Belleville 75020 PARIS

#### LIBRAIRIE NORMAN

BETHUNE  
18 bd St-Michel 75006 PARIS  
C.C.P. La Source 32.908.88

#### ASSOCIATION DES AMITIÉS

FRANCO-CHINOISES  
32, rue Maurice Ripuche  
75014 PARIS  
C.C.P. 9455-10 Paris

#### CENTRE CULTUREL

FRANCE CHINE  
136, Quai du Port  
13002 MARSEILLE  
C.C.P. 2853-56 Marseille

E-100  
Editions du Centenaire  
Librairie « La Fontaine du Livre »  
33, rue Léonard 69001 Lyon

LIBRAIRIE POPULAIRE  
226, rue Dupuissin  
69397 LYON CEDEX 03  
C.C.P. 7435-58 Lyon

LIBRAIRIE DE L'AVENIR  
52, Cours Pasteur  
33000 BORDEAUX

#### LIBRAIRIE LE MONDE

EN MARCHÉ

37 rue Vauvray 35000 RENNES  
C.C.P. 195-427 Rennes

#### LIBRAIRIE

LE TEMPS DES CERISES  
50 bd de la Madeleine  
06000 NICE

#### BELGIQUE

ASSOCIATION BELGIQUE  
CHINE Service Librairie  
Rue du Midi, 13  
B-1030 BRUXELLES  
C.C.P. 56399 Brux.

## obscurité

**Faits &  
Chiffres  
vient de  
paraître**

**TISSUS DE MODE.  
TISSUS D'AMEUBLEMENT.  
ALLEZ VOIR  
LES PLUS BEAUX TISSUS  
DE PARIS A PASSY.**

**BOUCHARA Passy** 57, RUE DE PASSY, PARIS 16<sup>ème</sup>



# Le soixantième anniversaire de la révolution d'octobre

La révolution d'octobre 1917 en Russie fut, en grande partie, l'œuvre d'un homme : Lénine. Ses partisans, les bolcheviks, étaient très minoritaires dans un pays soumis, depuis la chute du tsarisme en mars de la même année, à un double pouvoir. Celui du gouvernement provisoire et celui des soviets (ou conseils) qui surgissaient presque spontanément. Cette dualité provoquait l'anarchie, d'autant plus que la population exigeait une paix avec l'Allemagne et ses alliés que le gouvernement ne voulait pas conclure et un ravitaillement décent qu'il était incapable d'assurer. Lénine ne tint aucun compte des objections d'un certain nombre de ses camarades : il organisa un coup d'Etat et il gagna.

Les soixante années qui se sont écoulées depuis le 7 novembre 1917 (le 25 octobre, selon l'ancien calendrier russe) ont été marquées par des crises d'une exceptionnelle gravité : guerre civile, famine et collectivisation forcée, épurations massives et sanglantes,

guerre avec l'Allemagne entre 1941 et 1945, effort gigantesque exigé du peuple pour construire le socialisme par ses seuls moyens. Mais, tout de même, un pays ressoudé dans la lutte contre les nazis, capable de prendre rang parmi les vainqueurs et de devenir la seconde puissance industrielle du monde. Le régime n'a pas su s'accommoder de la liberté, il a freiné par ses contraintes l'épanouissement culturel, mais, en luttant contre l'analphabétisme, il a fabriqué des lecteurs.

Le pays fut longtemps présenté comme un modèle mythique et il semble parfois souffrir de ne plus l'être. L'Union soviétique fait moins peur à ses adversaires et suscite moins l'admiration de ses amis. Les communistes maintiennent s'interrogent sur les qualités du socialisme en terre soviétique. Ses successeurs ont-ils trahi Lénine ? Les déformations étaient-elles la conséquence inévitable d'un système mis en place par le fondateur du bolchevisme, qui a travaillé

au renforcement de la discipline plus sûrement qu'au dépérissement de l'Etat ? Autre question : fallait-il donc la dictature stalinienne pour mener à bien l'industrialisation commencée, en Russie, vers 1880 ?

A soixante ans, et bien qu'elle ait regretté les excès du « culte de la personnalité », l'U.R.S.S. n'est pas encore en état d'examiner sereinement tout son passé. Il n'est plus jamais question des hommes qui jouèrent pourtant un rôle essentiel en 1917 et qui sont morts de façon fort peu naturelle comme Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine. Staline, qui, à lui seul, fut tout de 1930 à 1953, est, de temps à autre, mentionné, avec pudeur. Khrouchtchev, l'artisan de l'ouverture sur l'extérieur, mais trop rustre pour un peuple fier de sa culture et trop impulsif pour des dirigeants en quête de stabilité, est oublié. Soixante ans après la victoire de la révolution, le Kremlin remplace parfois par la légende une histoire qui l'embarrasse encore. — B. F.

## Le mode d'industrialisation soviétique et son influence

par CHARLES BETTELHEIM (\*)

EN 1917, la révolution d'Octobre brisa la domination des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie russes. Le gouvernement provisoire de Kerensky est renversé. Il est remplacé par le gouvernement ouvrier et paysan dirigé par le parti bolchevique qui affirme sa volonté d'engager le pays dans la voie du socialisme.

Les années 1918 à 1920 sont marquées par la guerre civile et l'intervention étrangère, dont le pouvoir soviétique sort vainqueur, mais avec une production profondément désorganisée.

En 1921, le parti bolchevique met en route la NEP (Nouvelle politique économique), qui permet le fonctionnement d'un secteur privé, surtout important dans l'agriculture. Pour Lénine, la NEP est plus qu'une mesure d'urgence temporaire. Elle doit donner la possibilité d'industrialiser le pays sans exercer une contrainte brutale sur les paysans, grâce notamment au développement des coopératives. Le secteur industriel d'Etat doit dominer de plus en plus en affirmant la supériorité de son organisation.

Sept ans plus tard, de grands progrès économiques ont été accomplis. Les salaires réels dépassent le niveau de 1913. La production agricole rejoint son volume d'avant guerre. L'industrie, le logement, le transport, le commerce, les services, les phénomènes de crise se manifestent : le chômage augmente et le ravitaillement des villes en céréales se fait de façon irrégulière. La question est posée : pour industrialiser le pays tout en maintenant la NEP ou peut-on la maintenir en modifiant les modalités d'application ?

En pratique, l'ampleur et les caractéristiques du programme industriel

mis en route à partir de 1925 rendent l'abandon de la NEP inévitable. L'Union soviétique s'engage alors sur une voie entièrement nouvelle. Au nom de la construction du socialisme, c'est un nouveau mode d'industrialisation qui s'affirme (1).

Celui-ci est caractérisé par un développement largement prioritaire de l'industrie lourde, la préférence absolue accordée à la technique la plus moderne, et par l'élimination complète du secteur privé. L'industrie est entièrement étatisée. L'agriculture est collectivisée au sein de grandes fermes d'Etat et de coopératives (les kolchozes). Les paysans sont poussés à entrer dans les kolchozes sans avoir été réellement persuadés de leur supériorité, aussi faut-il leur laisser le droit à une parcelle et à un élevage individuels qui continuent à jouer en pratique un rôle économique non négligeable malgré leurs dimensions limitées.

Les conditions dans lesquelles s'accomplissent les transformations économiques des années 1928-1940 sont imposées beaucoup plus par les contradictions sociales qu'il se développent alors que par les prévisions des plans quinquennaux. La pression exercée par les dirigeants économiques du secteur industriel d'Etat pousse à l'adoption de formes d'organisation et à la mise en œuvre de techniques extrêmement coûteuses en investissements mais qui accroissent les pouvoirs des organes économiques centraux et des cadres. Le mode d'industrialisation soviétique est d'autant plus marqué par cette pression qu'il est conforme à la représentation que la direction du parti bolchevique se fait des exigences du socialisme.

Au cours des années 1928-1940,

les taux de croissance de l'industrie atteignent des niveaux sans précédent. A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique est devenue une grande puissance industrielle. Ainsi, en 1940, elle produit 18,3 millions de tonnes d'acier, contre 4,3 millions de tonnes en 1928. Pour cette production, comme pour quelques autres, elle occupe la deuxième place dans le monde. Elle a rejoint et dépassé l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le Japon.

### Un « modèle économique »

Les succès industriels remportés par l'Union soviétique exercent une influence incontestable sur la façon dont nombre de pays économiquement faibles essaient de résoudre leurs propres problèmes économiques au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Cette influence est d'autant plus vive que l'U.R.S.S. est sortie victorieuse de la guerre et qu'après la victoire les formes d'organisation et de développement caractéristiques de l'Union soviétique sont étendues aux démocraties populaires d'Europe.

Dans des pays comme la Chine, le Vietnam du Nord, la Corée du Nord ou l'Albanie, l'influence des résultats obtenus par l'Union soviétique est particulièrement grande, car ces pays voient triompher des partis communistes qui se réclament comme l'U.R.S.S. du marxisme-léninisme.

Cependant, cette influence se manifeste aussi dans des pays dont les gouvernements rejettent le marxisme-léninisme et dans lesquels le capital privé est très loin d'être éliminé. Tel est le cas, entre autres, de l'Inde de Nehru et d'Indira Gandhi et, jusqu'à un certain point, de l'Egypte de Nasser. Dans ces pays, l'expérience soviétique sert un peu de « modèle économique ». On en retient essentiellement les traits suivants : la nationalisation d'une partie plus ou moins importante de l'industrie, la planification, la concentration

des efforts d'investissement sur certains secteurs économiques considérés comme des « secteurs clés », le choix d'une technologie très « moderne », la réalisation des investissements principalement par l'intermédiaire du budget d'Etat, le monopole ou le contrôle d'Etat du commerce extérieur.

Les résultats obtenus par les pays ayant pris l'expérience économique soviétique comme un simple « modèle » ne répondent pas à ce qui en a été attendu. Aucun de ces pays n'a réalisé une véritable industrialisation. Cependant, le « modèle soviétique » continue à jouer encore aujourd'hui un rôle certain dans la fièvre mondiale, même dans des pays dont les gouvernements rejettent le marxisme-léninisme. Dans les pays ayant des gouvernements se réclamant du marxisme-léninisme, les résultats obtenus sur le plan industriel sont en général quantitativement remarquables, du moins lorsque ces gouvernements ont su faire œuvre originale et n'ont pas essayé simplement d'imiter un prétendu « modèle soviétique ».

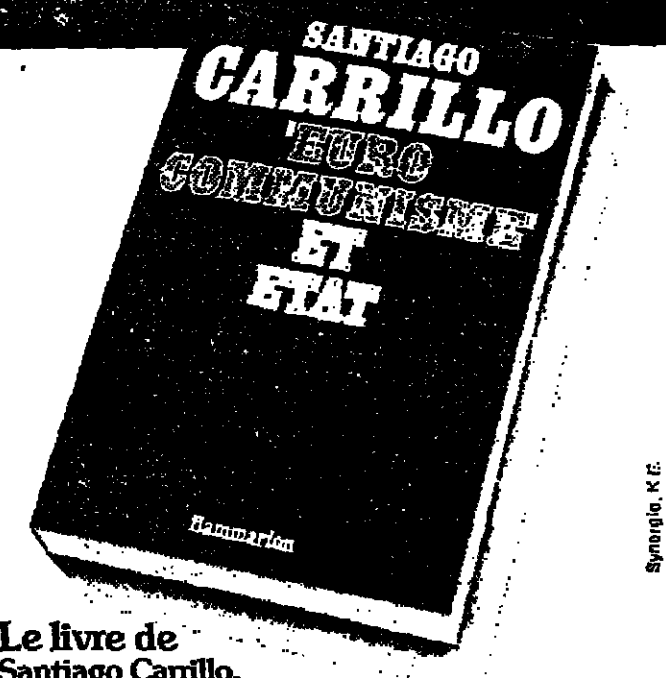
Les conditions concrètes de chaque pays ont, en effet, une spécificité qui rend inefficace toute tentative de recourir à un « modèle » extérieur. Mais, surtout, le mode d'industrialisation qui a effectivement pris corps en U.R.S.S. est porteur de très graves contradictions économiques et sociales.

### Les contradictions

Au cours des années 30, l'industrialisation soviétique a largement reposé sur une « accumulation primitive » analogue à celle dont Marx a cessé les caractéristiques en analysant les débuts du capitalisme en Angleterre. Cependant, en Union soviétique, ces caractéristiques sont considérablement amplifiées par le rythme très élevé du développement industriel et par la place dominante qu'occupent les très grandes unités de production dotées de la technique la plus moderne, dont les équipements doivent d'ailleurs être achetés à l'étranger. Aussi l'agriculture

**Santiago Carrillo : un leader communiste pas comme les autres.**

Flammarion.



Le livre de Santiago Carrillo. Eurocommunisme et Etat, 256 pages, 38 F.

FLAMMARION

**CLOTURE DES JEUX MERCREDI APRÈS-MIDI**  
 Notices à votre disposition chez les dépositaires

**SINDLER**  
 Prêt à porter de Luxe pour Hommes  
 17, rue Tronchet PARIS 8<sup>e</sup>  
 AVANT TRAVAUX met en  
**LIQUIDATION TOTALE**  
 (par autorisation Préfectorale - Loi du 30 décembre 1966)  
 les mardi 8, mercredi 9, jeudi 10, vendredi 11, samedi 12 novembre  
 (ET JOURS SUIVANTS)  
 Ses stocks de Chemiserie, Bonneterie, Vêtements de Luxe pour Hommes de l'actuelle collection  
 Automne - Hiver 77-78  
 QUALITÉ EXCEPTIONNELLE  
**Prix Sacrifiés**  
 OUVERT sans interruption de 9 heures 30 à 19 heures

**éditions sociales**  
**DEBAT A LA MUTUALITE MARDI 8 NOVEMBRE à 20 h 30**  
 avec la participation des auteurs et de :  
 M. BOURGINES, Directeur de "Valeurs Actuelles"  
 Mme LAVALLARD, Rédactrice en Chef de "L'Usine Nouvelle"  
 M. PLASSARD, Président Directeur Général de la S.E.D.I.S.  
 sous la double présidence de  
 Francis COMBES, Secrétaire Général de l'Union des Etudiants Communistes  
 Antoine SPIRE, Membre de la Direction des Editions Sociales.  
**changer l'économie**  
**TROIS CLEFS ET UN CALENDRIER**  
 1978 : ne pas gérer la crise, mais en sortir résolument.  
 Entretiens de Louise BLANQUART  
 avec : Paul BOCCARA, Philippe HERZOG, Anicet LE PORS, Claude QUIN.  
 en vente toutes librairies 1 vol. 20 F.

LES GRANDES D

... ..

nationalistes », mais en le  
 « tant à ambre/jeune ». On  
 lui fait cependant accéder d'un  
 ment aux plus hautes fonction  
 s un « étage » préalable  
 secou. La même objection va  
 l'absence de l'ent. Roman  
 ne fin 1978, on aura pu  
 une, et qui ne jouit jusqu'al  
 it que d'une réputation de  
 administrateur de la ville.  
 Quel est le tableau du parti  
 nel politique de l'URSS  
 nante. Il n'est pas, on le ve  
 Octobre. Il n'est pas, on le ve  
 tant, dans la mesure où  
 même ne s'accomode abso  
 pas de brillantes exception  
 où les tenants du pouvoir  
 Brejnev en premier, ont é  
 ment décidé de ne pas acc  
 l'occasion d'essayer de  
 de taille, car les discou  
 stétiques, toujours en qu  
 spectabilité, ont perdu la  
 l'occasion de prouver s  
 de qu'une transition su  
 tout ni coup d'État était  
 le. Mais la démonstration, j  
 ment, était-elle possible ?  
 breux Soviétiques ne le pe  
 pas, et considèrent le p  
 avec un désintérêt pro  
 talisme. C'est l'un d'  
 administrateur régu  
 la silence, qui nous a  
 le journal, être un

...ancien dignitaire réfu-  
...le silence, qui nous confiait  
...pourrait être ntre Ce +

surprises : le système  
action est tel que, au bout d  
système, tous les hommes produ  
le régime se ressemblent. C  
se plus ou impuissamment à  
trophie du parti pendant tre  
quarante ans... Le vote im  
pensation de mes concitoyen  
est pas de connaître le nom  
omme qui remplacera Brejne  
is de savoir qu'est-ce qui  
veront d' demain dans l  
gastins. »

JACQUES AMALRIC.

chain article :

UN PEUPLE  
DE CONSOMMATEURS  
FRUSTRES

en 1977

russe  
guerre d'indé-  
frontières

1939]

**Top Map: R.S.F.S. de Russie and U.R.S.S.**

Legend:

- Limites de l'empire russe en 1914
- ▨ Territoires de l'empire russe perdus par l'U.R.S.S. (guerre d'intervention, 1917-1921) → frontières de l'U.R.S.S. jusqu'en 1939
- ..... Frontières de l'U.R.S.S. au 23/4/1941
- Frontières actuelles de l'U.R.S.S.
- Limites des républiques fédérales

**Bottom Map: R.S.F.S. de Russie and U.R.S.S.**

Legend:

- ▨ Territoires annexés par l'U.R.S.S. depuis 1939 en Asie


**Legend for Bottom Map:**

1 - R.S.S. d'Estonie	8 - R.S.S. d'Arménie
2 - R.S.S. de Lettonie	9 - R.S.S. d'Azerbaïdjan
3 - R.S.S. de Lituanie	10 - R.S.S. de Turkménistan
4 - R.S.S. de Biélorussie	11 - R.S.S. d'Ouzbékistan
5 - R.S.S. d'Ukraine	12 - R.S.S. de Tadjikistan
6 - R.S.S. de Moldavie	13 - R.S.S. de Kirghizistan
7 - R.S.S. de Géorgie	


[illegible]

Tome 1 : 1917/1923 (528 pages. 60 F)  
Tome 2 : 1923/1930 (608 pages. 65 F)

**(PUBLICITE)**  
**DEMEMAGEMENTS**  
**BAILLY FRANCE**  
NOUVEAU N° DE TEL.  
**320.12.01**



cinéma international  
**MOTO**  
**CINEMA**



**PARIS**  
Porte  
de Versailles

هكذا من الأصل



# iversaire de la révolution d'octobre

## LES GRANDES DATES DE L'HISTOIRE DE L'U.R.S.S.

### I. — Du vivant de Lénine

19 JANVIER 1918 : l'Assemblée constituante se réunit à Petrograd. Elle est dissoute après une journée de session.  
5 FÉVRIER : décret sur la séparation de l'Église et de l'État, de l'Église et de l'école.  
16 FÉVRIER : adoption du calendrier grégorien (universel).  
19 FÉVRIER : décret sur la socialisation de la terre.  
3 MARS : signature du traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie.  
9 MARS : début de l'intervention occidentale.  
16 JUILLLET : exécution de la famille impériale.  
30 AOÛT : attentat contre Lénine par la socialiste-révolutionnaire Kaplan.  
15 NOVEMBRE : l'amiral Kolchak se proclame régent de Sibirie.  
15 DÉCEMBRE 1919 : le gouverne-

### II. — La période stalinienne

21 JANVIER 1924 : mort de Lénine.  
21 JANVIER : adoption de la première Constitution de l'U.R.S.S.  
2 FÉVRIER : établissement de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne (avec la France ce sera chose faite le 28 octobre).  
15 JANVIER 1925 : Trotski cesse d'être commissaire à la guerre.  
10 AVRIL : la ville de Tsaritsyn devient Stalingrad.  
24 AVRIL 1925 : traité de neutralité et de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.  
OCTOBRE 1925 : Trotski est exclu du bureau politique.  
12 MAI 1927 : rupture des relations anglo-soviétiques.  
JANVIER 1929 : Trotski est expulsé d'U.R.S.S.  
23-29 AVRIL : la conférence du parti adopte le premier plan quinquennal.  
21 JUIN : un arrêté « sur les mesures relatives à la consoli-

dation du système kolkhozien » marque le début de la collectivisation forcée.  
29 NOVEMBRE 1932 : pacte de non-agression franco-soviétique.  
16 NOVEMBRE 1933 : établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis.  
15 SEPTEMBRE 1934 : l'U.R.S.S. est admise à la S.D.N.  
1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1934 : l'assassinat à Leningrad de Kirov, deuxième personnage du parti, sert de prétexte à des opérations sanglantes et massives.  
2 MAI 1935 : traité d'assistance mutuelle franco-soviétique.  
13-24 AOÛT 1936 : procès de ce que la propagande appelle le « centre trotskiste-troïkiste-zinoviev ». Les principaux accusés — dont Kamenev et Zinoviev, anciens compagnons de Lénine — sont condamnés à mort.  
5 DÉCEMBRE 1936 : adoption de la constitution stalinienne.

23-30 JANVIER 1937 : procès du « centre antisoviétique trotskiste » ; parmi les accusés et condamnés : Piatkov, Radet.  
16 JUIN : exécution de Toukhatchevski et de nombreux chefs de l'armée rouge.  
2-13 MARS 1938 : procès du « bloc antisoviétique des droitières et troïkistes ». Parmi les accusés et condamnés : Boukharine, Rykov (ancien chef du gouvernement).  
1<sup>er</sup> OCTOBRE : publication de l'« Histoire du parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S. », à la gloire de Staline.  
23 AOÛT 1939 : conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique.  
17 SEPTEMBRE : l'armée rouge entre en Pologne.  
30 NOVEMBRE 1939 : l'U.R.S.S. attaque la Finlande ; elle est exclue de la S.D.N.  
JUIN 1940 : après l'armistice franco-allemand, l'U.R.S.S. se fait restituer la Bessarabie et annexe la Roumanie-Orientale et les États baltes.  
9 MAI 1941 : Staline — déjà secrétaire du parti — devient chef du gouvernement.  
22 JUIN : l'Allemagne attaque l'U.R.S.S.  
12 JUILLLET : accord anglo-soviétique prévoyant des opérations combinées.

### III. — Le dégel khrouchtchevien

5 MARS 1953 : mort de Staline ; le 6 mars, Malenkov est nommé chef du gouvernement.  
10 JUILLLET : un communiqué annonce l'arrestation de Beria, chef de la police. Son exécution sera annoncée à la fin de l'année.  
26 AOÛT : communiqué soviétique sur l'représentation de la bombe H.  
3 SEPTEMBRE : Khrouchtchev est nommé premier secrétaire. Devant le comité central, il critique la politique agricole stalinienne.  
17 AOÛT 1954 : décret sur la mise en valeur des terres vierges.

17 JUILLLET 1942-2 FÉVRIER 1943 : la « bataille de Stalingrad ».  
27 JANVIER 1944 : après neuf cents jours de blocus, l'étape se desserre autour de Leningrad.  
2 MAI 1945 : l'armée rouge prend Berlin.  
8 AOÛT : en application des accords conclus en janvier à Yalta avec Roosevelt, l'U.R.S.S., quarante-huit heures après Hiroshima, déclare la guerre au Japon qui capitule le 15.  
14 AOÛT 1948 : arrêt du Comité central sur les revues Zvezda et Leningrad, marquant le début du jdanovisme, période de répression en matière d'intellectuels et d'artistes.  
5 OCTOBRE 1947 : création du Kominform.  
20 JUIN 1948 : début du blocus de Berlin.  
28 JUIN 1948 : la Yougoslavie est exclue du Kominform.  
25 JANVIER 1949 : annonce de la création du Comecon.  
11 MAI : fin du blocus de Berlin.  
14 JUILLLET : première bombe atomique soviétique.  
14 FÉVRIER 1950 : traité d'amitié sino-soviétique.  
5-14 OCTOBRE 1952 : au XIX<sup>e</sup> Congrès, Staline « prépare au important remaniement de la direction du parti ».

### IV. — La « direction scientifique »

5-6 FÉVRIER 1953 : voyage à Bano et à Pékin de M. Kossyguine.  
MARS : le comité central approuve le programme de M. Brejnev qui augmente considérablement les investissements dans l'agriculture.  
16 JANVIER 1956 : sous le patronage de M. Kossyguine, l'UdSSR et le Pakistan, alors en guerre, concluent un accord.  
FÉVRIER : le procès des écrivains Sinavski et Danilov marque le début de l'offensive contre les contestataires.  
MARS : le XXIII<sup>e</sup> Congrès consacre les changements décisifs lors de la chute de Khrouchtchev. M. Brejnev prend le titre de secrétaire général du comité central.  
JUIN : voyage en U.R.S.S. du général de Gaulle.  
SEPTEMBRE : le comité central approuve la réforme de M. Kossyguine qui accroît les pouvoirs des gestionnaires.  
20-21 AOÛT 1958 : les troupes du

23 MARS : visite officielle de Khrouchtchev à Paris.  
3 JUIN 1961 : rencontre Khrouchtchev-Kennedy à Vienne.  
17-31 OCTOBRE 1962 : le vingt-deuxième congrès du P.C. soviétique : reprise des attaques contre Staline. Le différend avec l'Albanie et aussi la Chine est rendu public.  
28 OCTOBRE 1962 : après une période de tensions signée, Khrouchtchev annonce le retrait des troupes soviétiques envoyées à Cuba.  
5 AOÛT 1963 : signature à Moscou du traité sur l'arrêt des expériences nucléaires.  
15 OCTOBRE 1964 : Khrouchtchev est mis à la retraite. M. Brejnev le remplace à la tête du parti et M. Kossyguine à la direction du gouvernement. Ils s'engagent à exercer une « direction scientifique ».

**La Malmaison**  
21, Av. de la République, Rueil.  
Au centre de Rueil, dans un grand jardin, au calme, quatre petits immeubles de trois étages.  
Appartement modèle ouvert tous les jours de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Tel. 967.97.17. Livraison : Novembre 77.

SEPMO GEFIC 4, Place d'Iéna 723 78 78

## Accueillez dans votre discothèque la prestigieuse collection Le Monde de la Symphonie sous une signature renommée entre toutes : celle de la Deutsche Grammophon



A l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire, la Deutsche Grammophon vous invite à accueillir dans votre discothèque une collection musicale unique, d'ores et déjà reconnue par les sommités des critiques et des musicologues comme un authentique chef-d'œuvre.

L'intégrale des Maîtres de la Symphonie

En douze coffrets luxueux, Le Monde de la Symphonie réunit les œuvres symphoniques complètes des 12 plus grands génies de cette incomparable forme d'expression musicale : de Haydn à Mozart et Beethoven, jusqu'à Mahler et Bruckner.

En tout 93 disques stéréophoniques Haute-Fidélité, gravés selon les techniques qui ont fait de la Deutsche Grammophon la marque dont le prestige est reconnu dans le monde entier.

L'élite des chefs d'orchestre

Toutes les œuvres qui composent Le Monde de la Symphonie sont interprétées par des orchestres au sommet de leur art, tels les Philharmoni-

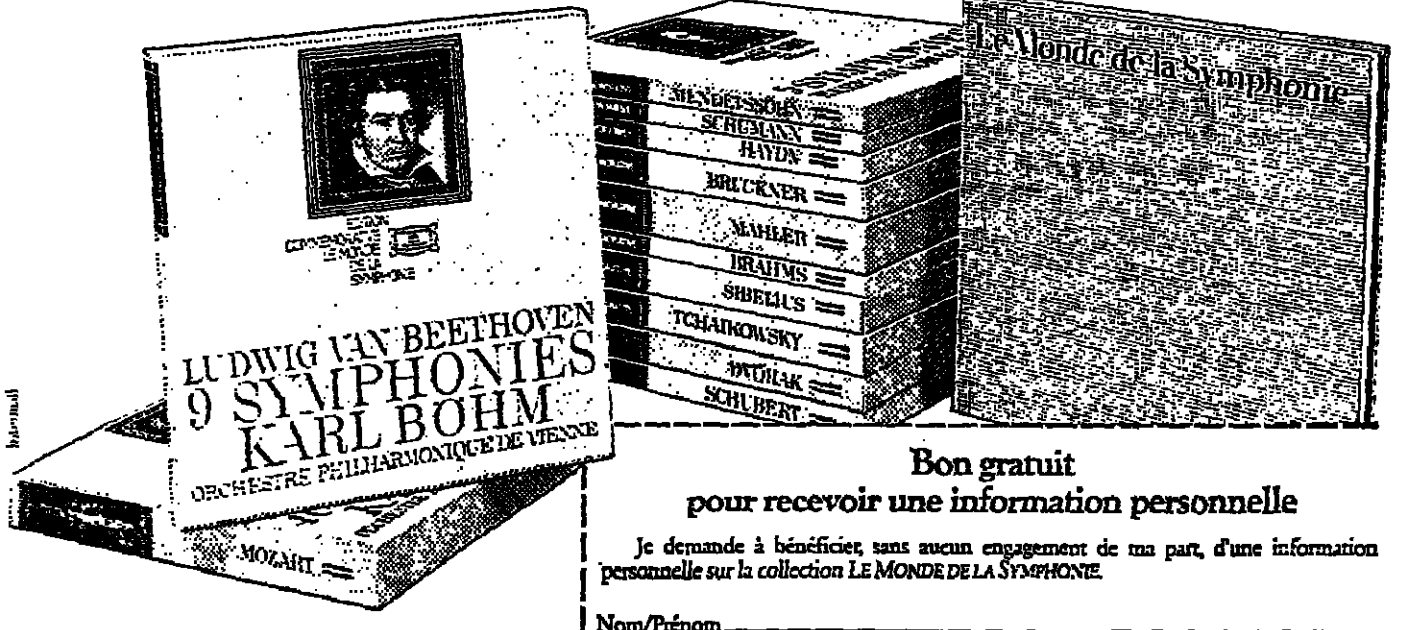
ques de Berlin ou de Vienne, dirigés par des chefs d'orchestre illustres : Karl Böhm, ou Herbert von Karajan, pour ne citer qu'eux.

Tous ont été spécialement choisis pour leur maîtrise du compositeur qu'ils interprètent.

Avec votre collection, un magnifique volume

Ce splendide ouvrage de 324 pages illustrées de 130 reproductions, relié pleine toile, rehaussé au fer, au format de vos coffrets, est, lui aussi, intitulé Le Monde de la Symphonie. Rédigé par des experts de réputation mondiale, il jette un jour nouveau sur l'histoire de la Symphonie, vous révèle en détail tous les aspects importants de la vie et de l'œuvre de chaque compositeur. En fait, c'est l'avènement de toute la musique symphonique dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle qui est retracé à votre intention.

Complément indispensable de l'Édition Commémorative Le Monde de la Symphonie, ce volume est réservé exclusivement aux souscripteurs de la collection.



**Bon gratuit pour recevoir une information personnelle**

Je demande à bénéficier sans aucun engagement de ma part, d'une information personnelle sur la collection LE MONDE DE LA SYMPHONIE.

Nom/Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Commune \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

Bureau distributeur

A remplir et à retourner aujourd'hui-même à : Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs DIAL, Avenue des Frères Lumière-92168 Antony Cédex.

Signature obligatoire \_\_\_\_\_

**32<sup>e</sup> salon international PHOTO CINEMA**  
5-13 novembre 1977

**PARIS**  
Porte de Versailles

journée du lundi 7 : strictement réservée aux utilisateurs professionnels.

ouvert tous les jours de 10 h à 19 h

nommé jeudi 10 jusqu'à 22 h

# Le soixantième anniversaire

## Une domination aujourd'hui contestée sur l'Internationale

L'UN des premiers objectifs de Lénine après la conquête du pouvoir en Russie fut la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire. Le projet mûrissait dans son esprit depuis des années. Dès le début de la première guerre mondiale, il avait proclamé que la III<sup>e</sup> Internationale, à laquelle son parti avait appartenu, était morte parce qu'elle avait sombré dans l'opportunisme. N'avait-elle pas, selon lui, trahi sa mission en se montrant incapable d'empêcher les travailleurs de participer à la guerre impérialiste ? C'est en vain que, pendant la période des hostilités, il tenta de mettre sur pied une nouvelle organisation.

Le succès du coup d'Etat lui donna les moyens de réaliser son projet. Des militants des divers pays étrangers qui jusqu'alors ne prêtaient guère attention aux propos des révolutionnaires russes, d'ailleurs en proie à des querelles peu compréhensibles pour les non-initiés, s'intéressèrent naturellement à l'homme et au parti qui avait réussi à instaurer le pouvoir prolétarien. Lénine avait deux raisons de poursuivre à l'extérieur l'entreprise qu'il avait commencée à l'intérieur. Comme la plupart des dirigeants de la

première génération bolchevique, il était imprégné d'internationalisme. Et la fragilité de son jeune régime l'amenait à rassembler le plus vite possible les forces qui pourraient faire échec à la réaction impérialiste mondiale.

Il ne croyait pas pour sa part que la Russie fût le pays le plus apte à cultiver la sensibilité marxiste. Il avait profité de la chance que lui offrait la déliquescence du tsarisme, l'effondrement de l'armée et la crise de la société. Il ne pensait pas que ce fût suffisant pour faire basculer l'histoire. Il avait allumé l'étincelle. Pour que prenne le feu, ne fallait-il pas que la révolution éclate, s'installe dans un pays plus développé que la Russie et doté d'un prolétariat nombreux, organisé ? Les circonstances avaient fait de Petrograd, puis de Moscou le centre du nouveau monde. C'était provisoire, en attendant que Berlin, par exemple, prenne le relais. Lénine disait le 6 mars 1918 au congrès de son parti : « Si l'on considère les choses à l'échelle mondiale, il est tout à fait certain que la victoire de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir ».

### Le premier congrès des partis prolétaires révolutionnaires

Pendant une première période, les bolcheviks apportèrent leurs encouragements et autant qu'ils le purent leur soutien aux groupes révolutionnaires qui tentaient de jeter bas l'ancien système ébranlé par la « guerre impérialiste ». Il fallait alors rassembler en un mouvement tous ces groupes épars et leur donner une organisation aussi efficace que celle qui leur avait permis à Lénine de saisir le pouvoir. Ainsi fut convoqué non sans peine le premier congrès inter-

national des partis prolétaires révolutionnaires. Il réunit à Moscou du 2 au 6 mars 1919 cinquante et une personnes représentant trente pays. Bon nombre des délégués présents vivaient déjà en Russie. Ils prirent des engagements sans être mandatés par quiconque. Lénine ne se laisse pas arrêter par les objections que s'élevaient notamment les Allemands. Le congrès créa la III<sup>e</sup> Internationale, qui devait être connue sous le nom de Komintern.

Comment cette nouvelle Internationale allait-elle se distinguer de celle qui, d'après Lénine, avait péri dès le début de la guerre ? En imposant à ses membres des conditions extrêmement sévères, une discipline presque militaire. Le deuxième congrès (juillet 1920) a une importance capitale parce qu'il a fixé les statuts de l'organisation et édicté les vingt et une conditions d'adhésion. Ce document précise d'entrée de jeu que, dans chaque parti communiste, « la propagande et l'agitation quotidienne doivent avoir un caractère affectivement communiste et se conformer au programme et aux documents de la

### Une dépendance du parti bolchevique

La douzième condition indique : « Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édictés sur le principe de centralisme démocratique. A l'heure actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, et une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise. » La condition suivante précise que les P.C. « doivent procéder à des épurations périodiques de leur organisation afin d'en écarter les éléments petits-bourgeois et intéressés ». Il est dit aussi (quinzième condition) que « l'ensemble des programmes des partis affiliés à l'Internationale communiste soient confirmés par le congrès de l'Internationale ou par le comité exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sanction à un parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au congrès de l'Internationale communiste ». Le document précise (quatorzième condition) que « les partis doivent d'appartenir à l'Internationale communiste doivent soutenir sans réserve toutes les Répu-

bliques socialistes dans leur lutte contre la contre-révolution ». Dans l'esprit de Lénine, le parti russe n'était certainement qu'un détachement parmi les autres de l'armée révolutionnaire mondiale. Cependant, il fixa lui-même ou accepta les règles qui allaient faire très vite du mouvement international une dépendance du parti bolchevique. Les statuts adoptés par le deuxième congrès précisent que le comité exécutif de l'Internationale donne aux partis membres « des instructions qui ont force de loi » et que « le travail principal et la grande responsabilité est faite par le comité exécutif de l'Internationale incombent surtout au P.C. du pays où le congrès mondial a fixé le siège du comité exécutif ». Sans doute pensait-on alors que ce siège se déplacerait d'un pays à l'autre. En fait il resta fixé en Russie.

Du vivant de Lénine, l'Internationale n'était pas encore une organisation à la grande discipline. Elle était constituée par des partis issus de l'ancienne social-démocratie et qui n'avaient pas fini de digérer la

soumission. Des dirigeants étrangers avaient accepté les conditions qui leur étaient imposées sans toujours comprendre la portée des engagements pris ou dans l'espoir d'atténuer dans la pratique ce qui était exigé. De plus, le parti au pouvoir en Russie était traversé de courants divers. Les hommes qui l'animait s'opposaient ouvertement. Ces oppositions se reflétaient naturellement dans l'Internationale (dont le premier président fut Zinoviev).

Le climat changea avec la victoire de Staline. Le successeur de Lénine n'avait jamais cru à l'immensité d'une révolution mondiale. Puisque le socialisme s'est installé dans un seul pays, il faut, par tous les moyens possibles, assurer le succès de ce pays. L'accent fut déplacé jusqu'alors, la Russie avait pour devoir de se consolider afin d'apporter une aide efficace aux révolutionnaires du monde entier. Désormais, les vrais révolutionnaires du monde entier devaient consacrer l'essentiel de leur tâche à la défense et à l'illustration de l'U.R.S.S. L'Internationale offrait aux travailleurs de la planète qui attendent l'au-delà du capitalisme.

En même temps qu'en U.R.S.S. les opposants à Staline étaient emprisonnés, exécutés, les partis communistes de l'extérieur furent priés d'achever leur bolchévisation selon le modèle qui avait permis aux Russes de conquérir et de conserver le pouvoir. Cette bol-

chévisation impliquait aussi l'épuration des militants et des dirigeants qui avaient ou pourraient avoir des complaisances pour tel ou tel adversaire de Staline. L'Internationale devint l'appendice du P.C. soviétique. Dans ces conditions, était-il utile de convoquer encore des congrès, de soumettre à discussion les directives de Staline qui avait obligé ses subordonnés à concentrer le tir sur les sociaux-démocrates avant de s'apercevoir brusquement que le danger fasciste exigeait un front uni ? Ne fallait-il pas habituer les subordonnés à appliquer sans barguigner les ordres de Moscou, à prendre sans poser de questions les virages imposés par le chef suprême ?

Le VII<sup>e</sup> et dernier congrès de l'Internationale eut lieu à Moscou en juillet 1935. Restait le comité exécutif du Komintern placé à la tête d'une organisation ou d'une administration de révolutionnaires professionnels qui exécutaient les ordres de Staline. Cette administration avait le droit, non seulement de demander l'exclusion, mais d'exclure directement les militants qui n'étaient pas dans la ligne.

Les déviationnistes convoqués à Moscou pour s'expliquer se retrouvaient généralement en prison. Ainsi le parti communiste polonais fut-il dissous et bon nombre de ses dirigeants exécutés. Le Komintern restait l'instrument par lequel Staline dirigeait lui-même les partis frères.

### Le permis d'inhumer du Komintern

La III<sup>e</sup> Internationale disparut officiellement le 15 mai 1943. Le permis d'inhumer du Komintern avait achevé sa mission et que, maintenant, les divers P.C. engagés dans la lutte contre le nazisme devaient voler de leurs propres ailes. Staline entendait aussi montrer à ses alliés, dont l'aide lui était nécessaire, qu'il était modéré, plein de bonne volonté, que, vraiment, il n'avait aucune envie d'exporter le modèle soviétique. C'était une décision spectaculaire mais de portée limitée, puisque la III<sup>e</sup> Internationale telle que Lénine l'avait rêvée était décédée depuis longtemps. A quel bon en maintenir les apparences qui faisaient très mauvais effet alors que l'on pouvait exercer l'influence par d'autres moyens ? Les dirigeants des partis frères, qui avaient été employés par le Komintern, allaient rentrer dans leur pays. Les services du comité central soviétique feraient eux-mêmes le travail qui avait été confié à l'Internationale.

Cette Internationale devait pourtant revenir en 1947 sous forme de feu follet. La guerre froide commençait et les Etats-Unis, les représentants de plusieurs P.C. furent convoqués en Pologne en septembre 1947. A cette réunion furent mis en accusation par les Yougoslaves les communistes français et italiens parce que, après la guerre, ils avaient perdu l'occasion de faire la révolution. Ce déballage de linge sale resta longtemps en famille. Immédiatement après la conférence furent rendues publiques les interventions qui appelaient à lutter contre l'impérialisme américain et à se « valets » et l'annonce de la création d'un organisme. Cet organisme avait des ambitions plus modestes que la III<sup>e</sup> Internationale. Il s'agissait simplement d'un bureau d'information (le Kominform). Il ne regroupait que la plupart des P.C. d'Europe de l'Est (U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie) et deux P.C. occidentaux (France, Italie).

Le Kominform, fondé pour mener la lutte contre les impérialistes américains, ne s'occupait vraiment que de la condamnation de Tito (juin 1948) et de l'épuration des filistes ou prétendus tels

qui s'étaient infiltrés dans les autres partis. L'agonie lente, mais sûre, fut enregistrée à la fin du printemps 1956 quand les Soviétiques voulurent sceller la réconciliation avec la Yougoslavie. Son existence a coïncidé avec la période la plus aiguë de la guerre froide.

La disparition de cet organisme n'était qu'une formalité puisque les services du comité central soviétique s'occupaient activement des questions du mouvement international. Mais la situation n'était plus comparable à celle de la période stalinienne. N'avait-il pas fallu admettre qu'en dépit de sa brouille avec l'U.R.S.S. Tito était resté communiste ? La Chine, malgré ses proclamations d'orthodoxie, n'était-elle pas contestée de plus en plus vigoureusement la politique soviétique ? Dès 1956, Togliatti pouvait constater que le mouvement était devenu polycéntrique. Les dirigeants du Kremlin ne s'y sont pas encore résignés. Depuis vingt ans, ils se sont battus pour convoquer des conférences internationales dans l'espoir de montrer que les communistes du monde étaient toujours derrière l'U.R.S.S. Ces conférences (1957, 1960, 1961 à Moscou) ont surtout révélé puis confirmé les contradictions internes du mouvement international. La dernière réunion réservée aux Européens (Berlin 1969) n'a en évidence les tendances centrifuges.

Le mouvement international tel que l'avait conçu les fondateurs de l'Etat soviétique, et auquel s'accrochaient leurs héritiers est mal en point. Aux yeux de beaucoup de communistes étrangers, l'U.R.S.S. a cessé d'être un « modèle » digne d'une admiration sans mélange. Les communistes doivent promettre de faire tout autre chose s'ils arrivent au pouvoir. C'est le sens des critiques faites en particulier en Espagne, en Italie, en France. Le P.C.F. adresse aux Russes un autre grief. L'Internationale ne peut plus être, selon lui, à sens unique ; il ne s'agit plus de mettre toutes ses forces et sa propagande au service des Etats qui ont commencé à construire le socialisme. Il faut aussi que les pays socialistes tiennent compte de la politique et des intérêts des P.C. qui sont dans l'opposition. Moscou, la raison d'Etat — un Etat qui est loin de déprimer comme le prévoyait Lénine avant de prendre le pouvoir — ne peut guère s'accommoder de cet internationalisme-là.

BERNARD FERON.

## Des « jours qui ébranlèrent le monde »

La révolution russe de 1917 a commencé en février avec la chute du tsarisme. Des libéraux des socialistes modérés ont vainement tenté de constituer un gouvernement stable et capable de se faire obéir. Ce régime que les marxistes qualifient de « bourgeois » était attaqué à droite par des généraux

excédés du désordre et à gauche par les bolcheviks, qui lui reprochaient de ne pas répondre aux aspirations du peuple qui voulait le pain et la paix. Deux pouvoirs coexistaient et se combattaient ; le gouvernement provisoire et les soviets (conseils). En octobre, affirmant qu'il fallait remettre à tout le pouvoir aux

soviets, les bolcheviks abattirent la démocratie bourgeoise évanesciente et s'installèrent aux commandes. La chronologie de ce coup d'Etat dans la révolution est faite ci-dessous, selon l'ancien calendrier russe, alors en vigueur, et qui retardait de treize jours sur le calendrier grégorien.

« bourgeois » sont supprimés. Un gouvernement appelé, sur proposition de Trotski, conseil des commissaires du peuple, est formé. Il ne comprend que des bolcheviks, avec notamment Lénine (président), Trotski (affaires étrangères), Louatcharski (instruction publique), Staline (nationalité), Rykov (intérieur). Le soir, devant le congrès des soviets, Lénine propose à tous les peuples en guerre et à leur gouvernement d'engager immédiatement des pourparlers sur une paix démocratique, équitable, sans annexions ni réparations. Lénine présente aussi le décret sur la terre qui abolit l'immédiateté et sans indemnisation la grosse propriété foncière. Les terres des propriétaires fonciers, de l'Etat, des convents et des églises sont mises à la disposition des comités paysans communaux et des soviets communaux. « Kamenev, président du congrès des soviets, dénonce la peine de mort est abolie et que les décrets politiques emprisonnés par l'ancien gouvernement sont libres.

3 OCTOBRE 1917 : Lénine rentre clandestinement en Russie. Il entend persuader ses camarades que « la temporisation, c'est la mort ».  
10 OCTOBRE : le comité central du parti bolchevik se réunit dans l'appartement de Soukhonov (et à l'usine du local) ; il décide de déclencher l'insurrection. Kamenev et Zinoviev se prononcent contre.  
12 OCTOBRE : création d'un comité militaire révolutionnaire pour la défense de Petrograd, qui dépend du comité exécutif du Soviet ; il sera en fait sous le contrôle des bolcheviks.  
16 OCTOBRE : malgré l'opposition des mencheviks, l'assemblée plénière du Soviet approuve le statut du comité militaire révolutionnaire. Trotski est appelé à jouer le premier rôle dans cet organisme. A cette époque, Zinoviev et Kamenev font savoir qu'ils « se sont résolument défaits de l'idée que le parti devait prendre l'initiative d'une quelconque action armée dans un proche avenir... L'insurrection serait à l'heure actuelle condamnée à la défaite. Risquer l'avenir du parti, du prolétariat et de la révolution dans les

jours prochains serait un acte désespéré ».  
19-21 OCTOBRE : publication d'une longue lettre de Lénine dans laquelle il justifie l'insurrection. Il ajoute : « Nous n'avons jamais nié les difficultés du pouvoir, mais nous ne nous laisserons pas effrayer par les problèmes de la révolution. »  
21 OCTOBRE : les soldats de la garnison de Petrograd reconnaissent le soviét de la ville comme le seul pouvoir existant et le comité militaire révolutionnaire comme son organe de commandement. Les représentants de la garnison exigent le droit de contre-signer tous les ordres de l'état-major. Celui-ci refuse.  
22 OCTOBRE : le comité militaire révolutionnaire prend le contrôle de la forteresse Pierre-et-Paul, où se trouvent cent mille fusils. Kamenev décide de confier les journaux bolcheviks. Des torpilleurs partis d'Helsinki se dirigent vers Petrograd pour soutenir l'insurrection.  
24 OCTOBRE : mille deux cents marins et soldats s'installent au Smolny, où siège l'état-major de la révolution. Au Palais d'hiver, le gouvernement est

réuni sous la présidence de Kamenev.  
25 OCTOBRE : ce jour doit se réunir le congrès panrusse des soviets. Le comité militaire révolutionnaire engage les opérations et prend tranquillement le contrôle d'une bonne partie de la ville. Kamenev quitte le Palais d'hiver, après y avoir rencontré ses ministres, pour aller au-devant des troupes doivent défendre le gouvernement provisoire. Le comité militaire révolutionnaire proclame : « Le gouvernement provisoire a été déposé. Le pouvoir d'Etat est passé aux mains du soviét des députés ouvriers et soldats de Petrograd et de son organe, le comité militaire révolutionnaire. » Le nouveau pouvoir s'engage à convoquer une Assemblée constituante. Cependant, les ministères du gouvernement provisoire sont encore au Palais d'hiver, protégés par des élites officielles et des hommes d'un bataillon de choc ; ils se rendent dans la nuit. Le tir à blanc du canon « Aurora » au moment de la prise du Palais d'hiver entre dans la légende révolutionnaire.  
26 OCTOBRE : les journaux

« bourgeois » sont supprimés. Un gouvernement appelé, sur proposition de Trotski, conseil des commissaires du peuple, est formé. Il ne comprend que des bolcheviks, avec notamment Lénine (président), Trotski (affaires étrangères), Louatcharski (instruction publique), Staline (nationalité), Rykov (intérieur). Le soir, devant le congrès des soviets, Lénine propose à tous les peuples en guerre et à leur gouvernement d'engager immédiatement des pourparlers sur une paix démocratique, équitable, sans annexions ni réparations. Lénine présente aussi le décret sur la terre qui abolit l'immédiateté et sans indemnisation la grosse propriété foncière. Les terres des propriétaires fonciers, de l'Etat, des convents et des églises sont mises à la disposition des comités paysans communaux et des soviets communaux. « Kamenev, président du congrès des soviets, dénonce la peine de mort est abolie et que les décrets politiques emprisonnés par l'ancien gouvernement sont libres.

**PARLEZ "ETRANGER" A 4 OU 5.**



Choisissez vous-même votre heure de 8 h à 21 h et dialoguez à 4 ou 5 avec le professeur Berlitz dans la langue que vous avez choisie d'apprendre. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Pantin : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

**"STAGE CLUB" BERLITZ**

Service traduction Organisme privé

**ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton**

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.



Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Roche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

**Paris-Sheraton Hotel**

pour réserver : 260 35 11

**observatoire**

**Faits & Chiffres vient de paraître**

**CROCHET X**

LE VRAI UN X SUR CHAQUE CROCHET

révision sans vos erreurs parts 10, 15, 20 km.

REPUSEZ LES MATIÈRES 3.000 points de vente en France 37, rue d'Enghien, 75019 Paris

Ce mois-ci  
**demain**  
s'interroge  
sur  
la France

هكذا من الأصل



# Le saire de la révolution d'octobre

## Les pays dirigés par des marxistes-léninistes

### En Europe

Jusqu'en 1944 il n'y avait que deux pays marxistes-léninistes : l'U.R.S.S. et la Mongolie. Le « camp » s'est constitué à la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque la plupart des pays d'Europe orientale ont dû imiter le modèle imposé à Moscou. Actuellement, les États de ce continent qui se réclament du communisme sont au nombre de neuf : U.R.S.S., Bulgarie, Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, République démocratique allemande, Yougoslavie, Albanie. Les circonstances de la naissance de ces régimes ont été très diverses. On peut distinguer ceux qui ont été libérés du fascisme sans l'aide de l'U.R.S.S. et ceux qui ont été marqués par la présence de l'armée rouge.

● **LA YOUGO-SLAVIE** a chassé l'envahisseur nazi presque avec ses seuls moyens. Après avoir mené une politique ultra-étalienne, le régime tchéiste, qui refusait d'admettre une tutelle russe, s'est engagé sur une voie « révisionniste », il entend se distinguer par l'antériorité de son socialisme « bourgeois » et met l'accent sur l'indépendance.

● **L'ALBANIE** devint communiste avec le concours de sa voisine yougoslave. Rejetant ce patronage elle prit, en 1948, le parti de Moscou contre Tito, puis, en 1955, se rangea aux côtés des Chinois pour condamner les Soviétiques (qui avaient fait la paix avec les Yougoslaves). Actuellement elle est aussi en froid avec la Chine. Très isolée, elle tente la tendance la plus intransigeante du communisme. Elle paraît également très soucieuse de maintenir son indépendance.

● **LA ROUMANIE** était allié de l'Allemagne avant de changer de camp à la fin de la guerre. Après une brève période pendant laquelle la monarchie a été maintenue, la République populaire a été proclamée le 30 décembre 1947. Le régime obtint en 1958 le départ des troupes soviétiques et,

depuis, a manifesté de plus en plus ouvertement sa volonté d'indépendance tout en maintenant en pratique un communisme très rigoureux.

● **LA POLOGNE**, qui appartenait au camp des vainqueurs mais devait accepter la présence de troupes soviétiques, devint une démocratie populaire en 1947. Les troubles de 1956, qui amenèrent le retour de M. Gomulka au pouvoir, ceux de 1970, qui provoquèrent la nomination de M. Gierek, les manifestations ouvrières de 1976, montrent que le parti dominant est obligé, plus qu'ailleurs, de tenir compte des aspirations d'une population plus sensible à l'influence de l'Église catholique qu'à celle du parti, et que l'on persuade d'accepter, « par raison d'État », le régime communiste et l'alliance avec l'U.R.S.S.

● **LA TCHÉCOSLOVAQUIE** appartenait également au camp des vainqueurs et a été libérée par l'armée rouge. Les communistes ont saisi tout le pouvoir en février 1948, lors de ce qu'on a appelé le « coup de Prague ». C'était le seul pays de cette région dont le développement était avant la guerre comparable à celui de l'Europe occidentale. Paraissait être d'une orthodoxie parfaite jusqu'au début des années 60. A partir de 1968, l'« invasion » soviétique a été suivie d'un « printemps de la liberté » et a été suivie d'une « normalisation ».

● **LA HONGRIE**, ancienne alliée de l'Allemagne, libérée et occupée par l'armée soviétique. Lors des premières élections (libres) après la guerre, le P.C. venait en troisième position derrière le parti des petits propriétaires et les sociaux-démocrates. En juin 1948 il obligea la social-démocratie à fusionner avec lui. Le parti des petits propriétaires fut liquidé. Après une période stabilisée très stricte, l'insurrection éclata en octobre 1956 et fut matée par l'armée soviétique. Depuis lors M. Kadar s'efforce de gouverner avec souplesse en prenant soin de ne pas inquiéter l'U.R.S.S.

● **LA BULGARIE**, d'abord alliée de l'Allemagne, a elle aussi changé de camp à la fin de la guerre. Le P.C. y a été au pouvoir dès 1944 une position dominante et a proclamé en 1947 la République populaire après avoir fait condamner les opposants. C'est sans doute le pays d'Europe orientale le plus russophile. Ses dirigeants apparaissent en toutes circonstances comme les alliés les plus proches de l'U.R.S.S.

● **LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE**, zone d'occupation soviétique en Allemagne, a été érigée en État en 1949. Le plus riche mais aussi l'un des plus rigides des pays communistes.

### En Amérique

● **CUBA** est sur le continent américain le seul pays (1) dont les dirigeants se réclament du marxisme-léninisme. La révolution de Fidel Castro qui triompha le 1<sup>er</sup> janvier 1959 était de tendance nationaliste de gauche. Les castristes s'opposèrent longtemps aux communistes de droite souche. Soumis au blocus décidé par les États-Unis, ils se rapprochèrent de l'U.R.S.S. et finirent par se qualifier de communistes. Ils sont maintenant reconnus comme tels par l'U.R.S.S.

(1) Certains dirigeants du parti national du peuple, au gouvernement en Guyana, se réclament du marxisme-léninisme. Le parti d'opposition (parti progressiste du peuple) est officiellement pro-soviétique.

### En Asie

Six pays ou, plus exactement, cinq pays et demi se réclament en Asie du marxisme-léninisme :

● **LA MONGOLIE** (appelée parfois Mongolie-Extérieure pour la distinguer de la province chinoise de Mongolie). — Les communistes groupés dans le parti populaire révolutionnaire exercèrent le pouvoir depuis 1921 et ont constitué en 1924 une république populaire. Vers la fin des années 60, ils ont paru tirillés entre Moscou et Pékin. Après avoir épuré les dirigeants proches, ils ont choisi la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. qui, depuis l'origine de leur régime, les a soutenus.

● **LA CHINE**. — Le P.C. chinois est au pouvoir à Pékin depuis 1949 (Taiwan reste à libérer). À l'issue d'une longue dégradation des relations bilatérales, il a rompu, dans les années 60, avec Moscou, la querelle idéologique se doublant d'un conflit territorial. L'histoire contemporaine du P.C. est très agitée, les luttes de factions pour le pouvoir se mêlant aux réorientations politiques. La mort de Mao (septembre 1976) a suivi de l'élimination des « quatre » l'abandon des principes maoïstes de la révolution culturelle, la rentrée en scène de

M. Teng Hsiao-ping, ont facilité le retour au « réalisme » dans le domaine économique sans pour autant qu'il y ait amorces de rapprochement avec l'U.R.S.S. ni libéralisation politique.

● **LA CORÉE DU NORD**. — Sans la division du pays en zones d'occupation soviétique et américaine, après la guerre mondiale, le P.C. coréen n'aurait sans doute pas assis son pouvoir sur le Nord, pouvoir auquel les élections de 1948 ont donné une légitimité au moins formelle. Installé à Pyongyang par les Soviétiques, le régime a dû son salut, pendant la guerre déclenchée en juin 1950, à l'intervention des troupes chinoises. L'hyper-personnalisation du pouvoir (au prix de purges successives) en même temps que l'indépendance vis-à-vis de Pékin et de Moscou caractérisent ce système qui a mené une grande politique d'industrialisation.

● **LE VIETNAM**. — Le P.C. vietnamien (anciennement appelé le parti des travailleurs) est au pouvoir, à Hanoi, depuis 1954, à Saigon, depuis avril 1975. Il se caractérise par une stabilité presque absolue des instances dirigeantes et, sur le plan extérieur, par un savant jeu de bascule

entre Pékin et Moscou, où l'idéologie compte moins que la défense de l'intérêt national. La phase actuelle est pro-soviétique parce que l'U.R.S.S. et ses alliés accordent une aide importante et parce que Pékin se refuse à régler, par la négociation, le conflit territorial en mer de Chine du Sud. Le P.C.V. donne volontiers en exemple au tiers-monde la lutte politique et militaire menée contre la France et les États-Unis mais, confronté à la tâche énorme d'homogénéisation des sociétés nordiste et sudiste, il est demandeur d'une assistance occidentale.

● **LE LAOS**. — Le P.C. laotien, qui a combattu sous le nom de Pathet-Lao (Front patriotique), dirige seul le pays depuis 1975. Son histoire se confond largement avec celle du P.C. vietnamien, sans l'aide duquel sa victoire eût été problématique. Le P.C. laotien a aboli la monarchie. Il a hérité du régime précédent (dont il fai-

sait théoriquement partie, dans le cadre d'une union nationale qui n'a jamais réellement fonctionné) une situation diplomatique originale, tous les camps étant représentés à Vientiane.

● **LE CAMBODGE**. — La victoire, au printemps 1975, du P.C. khmer a été officiellement celle de l'Organisation, le parti communiste n'ayant fait surface que cette année. L'aide des Vietnamiens, pendant la lutte antifrancophone et surtout au début de la guerre américaine, a été décisive, mais les communistes cambodgiens, lâchés par Moscou, protégés par Pékin, sont en très mauvais termes avec Hanoi, et les incidents de frontière ne cessent pas. Ils ont inventé le système marxiste le plus tristement original, l'isolement du pays s'accompagnant de méthodes sanglantes de gouvernement. Une poignée de cadres dirigeants pile toute une population à son dogmatisme borné.

### En Afrique

En Afrique, peu de dirigeants s'avouent marxistes-léninistes. Aucun ne se réclame ouvertement du modèle soviétique. Le plus ancien parti communiste a vu le jour en 1921, chez les travailleurs blancs en Afrique du Sud. Il a été interdit en 1960 lors de l'arrivée au pouvoir du parti national.

En Afrique de l'Ouest, deux régimes se déclarent marxistes-léninistes et s'appuient sur les expériences socialistes les plus radicales ne revendiquant pas l'Éti-

quette marxiste-léniniste. En Éthiopie, la junte militaire, tout en prétendant bouleverser les structures agraires du pays, combat intensément le Parti éthiopien révolutionnaire du peuple, organisation clandestine marxiste-léniniste. La révolution somalienne rejette tout modèle étranger. Quant à la construction d'une société socialiste dans les anciennes colonies portugaises (Guinée-Bissau, Angola, Mozambique), elle s'accomplit, certes, par le truchement d'un parti unique. Mais il s'agit là beaucoup plus d'un héritage de la lutte anticoloniale que d'une inspiration purement marxiste-léniniste.

### INITIATION A LA LANGUE PORTUGAISE

84 heures, à partir du 24 février 1978

Les MARDIS et les JEUDIS de 10 à 12 heures.

Renseignements et inscriptions : Formation Permanente Université de Paris-VIII, route de la Tourneille, 75012

Tél. 374-12-30, poste 339 ou 374-92-26



**L'homme No.1 Hertz sort plus vite de la foule.**

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1.

Et un homme No.1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz ! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz No.1 Club.\*

Un membre du Hertz No.1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz No.1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme No.1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz No.1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

\* en Allemagne, Hertz VIP Club.



**Hertz No.1 Club**

**Téléphonez, signez et prenez le volant.**

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

Anne Pons  
**Le Tour de France**  
par  
Camille et Paul.  
deux enfants d'aujourd'hui

De l'ère qui raconte la France d'aujourd'hui (1977), ne saurait être comparée avec l'œuvre de G. Simenon (1937). Le Tour de la France par deux enfants, dont les Editions Bui ont fait un superbe éditeur d'aujourd'hui.



**TCHOU**

réussite sociale-professionnelle  
**parlez en public**

avec aisance sans trac improvisez

MAURICE OGIER Méthode Moderne Conseils Personnalisés

**contacts faciles**

Vous apprenez Confiance en vous et l'aise de parler. Votre Personnalité s'affirme : vous Réussirez mieux. Méthode « Aisance et Parole » : vous vous exprimez facilement, clairement, logiquement. Progrès très rapides. Paris : enseignement hebdomadaire en petits groupes animés. Prochain : Technique Française d'Aisance par poste.

Nexte Perfectionnement Personnel 16, rue de la République, 94100 St-Mandé 322.59.19

DOCUMENTATION GRATUITE A.P. 229

Ce mois-ci

**demain**  
L'AFRIQUE

**s'interroge sur la France**

En vente 7 F.

chez tous les marchands de journaux

**Faits & Chiffres**  
vient de paraître



# Le soixantième anniversaire de la révolution d'octobre

## L'Occident et la leçon de Petrograd

par JEAN ELLEINSTEIN (\*)

La première révolution socialiste de l'histoire n'est pas dévolue — contrairement aux prévisions de Marx — dans un des grands pays développés économiquement et culturellement de l'Occident, mais en Russie. Les conséquences de ce fait — et de l'échec de la révolution allemande de 1918 — furent immenses et restent encore sur notre propre devenir. La révolution d'Octobre fut la première brèche dans le système capitaliste qui dominait sans partage tous les pays et qui portait intégralement la responsabilité de la première guerre mondiale, c'est-à-dire du conflit le plus barbare et le plus sanglant de toute l'histoire.

La lumière d'Octobre devait éclairer ensuite la révolution chinoise, les mouvements anticolonialistes de libération nationale et les luttes des travailleurs en Occident. La trace de cette révolution dans l'histoire contemporaine ne peut se comparer qu'à celle de la Révolution française. Celle-ci avait suscité à travers le monde un mouvement irrépressible pour l'égalité civile, les droits de l'homme, la liberté et la souveraineté des peuples. La

révolution d'Octobre prolongeait la révolution française et développait l'idée de l'égalité sociale, c'est-à-dire celle de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'était le sens profond de la révolution d'Octobre et c'est comme cela qu'elle a été ressentie quel qu'en ait pu être son sort futur. Elle a ébranlé les fondements de l'ordre existant et stimulé les forces destinées à le changer.

Soixante ans après Octobre, l'histoire se présente cependant pour nous d'une façon quelque peu différente de ce que les hommes de ce temps pouvaient l'imaginer.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, on pouvait penser qu'elle constituait un véritable modèle destiné à être reproduit même sous des formes diverses. La situation était révolutionnaire en Europe à la fin de la première guerre mondiale, au sens où on l'entendait alors dans l'optique de la Révolution française de 1789, dans celle des révolutions de 1848 et de la Commune de Paris, et le fait est que la révolution allemande — et la révolution hongroise — s'inspirèrent tout à fait de ces exemples.

### L'Occident n'a pas connu de révolution

Force nous est cependant de constater qu'en dehors des cent jours de la Commune de Paris et des quelques dizaines de jours de la révolution allemande — c'est-à-dire des périodes très brèves — l'Occident n'a pas connu de révolution.

C'est en Orient, là où précisément n'avait pas eu lieu de révolution démocratique, bourgeoise, que se sont déroulées les révolutions du vingtième siècle : en Russie, en Chine et dans quelques autres pays de ce type. A l'exception de la Tchécoslovaquie — mais l'influence soviétique y fut déterminante au lendemain de la seconde guerre mondiale — le socialisme ne s'est développé que dans des pays dont les traits essentiels se caractérisent par la médiocrité du développement économique, le sous-développement culturel, l'absence de libertés, de structures, de traditions et d'organisation démocratique, par le peu de consistance de la société civile et le rôle particulièrement important de l'Etat. Le premier, Gramsci perçut ces traits spécifiques par rapport à l'Occident de la révolution d'Octobre, et rien, bien au contraire, depuis les an-

nées 30 n'est venu contredire son analyse. Les différences se sont plus creusées en raison de l'évolution du capitalisme en Occident.

Il a pu cependant sembler que la révolution d'Octobre constituait un modèle pour l'Occident lui-même, c'est ce qu'ont pensé et fait longtemps les partis communistes sous l'influence de deux facteurs complémentaires : le succès réel de la révolution soviétique et l'échec de la révolution en Occident. L'attitude des partis socialistes (ou sociaux-démocrates) ne pouvait que les encourager dans cette idée du fait de leur participation à l'Union sacrée pendant la première guerre mondiale, de leur refus de la révolution alors qu'elle était possible en Europe (entre 1917 et 1921), de leur participation à des expériences de pure gestion du capitalisme.

L'Occident courait ainsi après une révolution introuvable. A défaut de la trouver chez nous, nous projetions nos mythes et nos utopies sur des révolutions situées en dehors de notre sphère de développement. Ce fut d'abord la révolution soviétique elle-même, qui représentait pendant longtemps l'embryon du socialisme de de-

main qu'il fallait protéger et le modèle que l'on devait imiter. Ce fut ensuite la révolution chinoise et ce furent même des révolutions sud-américaines. Staline, le « Che » et Mao furent ainsi les héros de la jeunesse révolutionnaire de l'Occident en tant qu'ils

### Un modèle inadapté à l'état de nos sociétés

Le modèle soviétique de révolution est particulièrement inadapté à l'état de nos sociétés et l'est de plus en plus. Le capitalisme, malgré les crises et les guerres, a fait preuve depuis un siècle d'une force d'expansion et d'adaptation que Marx lui-même avait sous-estimée — en particulier la thèse de la paupérisation absolue apparaissant fautive en raison des luttes et des conquêtes ouvrières elles-mêmes. Propriétaires d'objets de consommation et non des instruments de production, nombre d'ouvriers avaient plus que leurs chaînes à perdre. Cela n'aurait rien à la nécessité de la transformation révolutionnaire des structures économiques et des rapports sociaux, mais cela donnait une autre dimension à la révolution elle-même. A la guerre de mouvement devait succéder la guerre de position. La crise actuelle qui secoue le capitalisme ne me semble pas modifier les données du problème.

En Occident, la révolution sera démocratique, pacifique, légale et graduelle ou ne sera pas. C'est dire à quel point elle sera différente dans ses processus de ce qui s'est passé en Russie ou en Chine. On ne peut même l'hyperbole d'une révolution violente s'accompagnant d'une insurrection, voire d'une guerre civile. Ce sont les réformes de structures qui, dans un champ historique relativement long, constitueront la révolution. C'est évidemment introduire une dimension nouvelle dans les rapports entre réforme et révolution par référence aussi bien aux orientations socialistes que communistes traditionnelles. C'est précisément la voie que me semblait ouvrir le programme commun de gouvernement et son application. Un texte admirable de Jaurès hante mon esprit. « La démocratie, disait-il au congrès de Toulouse du parti socialiste unifié (S.F.I.O.) en 1908, est la forme comme puissance d'équilibre, elle est aussi le terme. »

« Ainsi, ajoutait-il, les horizons qui s'ouvrent devant l'action réformatrice du parti, devant la force de pénétration graduelle de la classe ouvrière s'élargissent à mesure que nous avançons et, de même qu'à l'horizon de la mer l'océan se confond avec l'horizon de l'espace, ici l'œuvre de réforme agrandit, confirmée, poussée sans cesse par un prolétariat organisé toujours plus puissant, tend à se confondre à sa limite avec la réalisation révolutionnaire. »

Intuition géniale et fort bien exprimée, cette pensée — qui est fondamentalement celle du vingtième congrès du P.C.F. — était utopique en 1908 du fait de la guerre prévisible et de l'impossibilité pour un parti socialiste de trouver une voie nouvelle vers le socialisme. Mais, justement, nous en sommes en 1977, dans des conditions historiques radicalement différentes. Il est faux de dire que la révolution d'Octobre fut un simple putsch militaire. Le tsarisme succomba en quelques jours du fait de l'existence d'un formidable mouvement populaire qui s'élargit jusqu'à l'automne 1917. Les bolcheviks furent majoritaires dans les soviets ouvriers et soldats parce qu'ils apparurent comme les artisans les meilleurs de la paix et des transformations économiques et sociales et non par la force des balonnades.

C'est ensuite que sous l'influence des nécessités de la guerre civile les soviets se virent de leur substance démocratique, que les libertés démocratiques furent supprimées, que le parti bolchevik devint un parti unique, que la police politique (la Tchéka) devint omnipotente et omniprésente. La Constitution soviétique de 1918 enleva le droit de vote à des millions de personnes et établit un suffrage inégal, puis, qu'une voix ouvrière valait vingt-cinq mille voix paysannes. La dictature du prolétariat se transformait ainsi en la dictature du parti, celle-ci en la dictature du

(\*) Historien, membre du P.C.F.

groupe dirigeant, et bientôt du secrétaire général du parti lui-même, c'est-à-dire de Staline.

Le phénomène stalinien devait naître de ce qui était devenu une voie dictatorial vers le socialisme. Cela n'était évidemment pas lié à un mode de production socialiste, qui n'existait pas alors, et moins encore à la pensée de Marx, comme si l'Inquisition, les croisades, les massacres d'indiens étaient dus en quoi que ce soit à Jésus et aux Evangiles.

Le stalinisme ne procédait pas nécessairement de la situation de la Russie soviétique au lendemain de la révolution, mais il pouvait en procéder et il en procéda effectivement.

La confusion qui existe — et existe encore dans une moindre mesure — entre stalinisme et socialisme fut et est utilisée, non sans succès par les adversaires du socialisme, pour en combattre l'idée et la dénigrer aux yeux de millions de gens.

### Replacer l'événement dans le contexte historique

Le rapport entre la révolution d'Octobre et notre propre devenir est donc historiquement incontestable. Il serait tout aussi vain de le nier que de vouloir le concrétiser un tant soit peu, tellement éloignées l'une de l'autre sont la situation de la Russie de 1917 et celle d'aujourd'hui. Il reste que, pour bien comprendre la révolution soviétique et ses suites, l'on doit la replacer dans le contexte historique qui fut le sien, ce que ne font aucun de ceux qui se veulent les maîtres penseurs de la jeune génération. D'André Glucksmann à Bernard-Henri Lévy, la Russie de 1917 avait des siècles de retard sur l'Occident, et, cependant, n'oublions pas que, quatre-vingt-quatre ans après la révolution soviétique, l'esclavage subsistait aux Etats-Unis. Vingt ans à peine après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Napoléon découvrait l'utilisation des hôpitaux psychiatriques pour les opposants politiques. Il fallut soixante ans pour instaurer le suffrage universel, quatre-vingt-cinq ans pour la liberté de la presse et cent douze ans pour la liberté d'association. Au milieu du dix-neuvième siècle, il y a tout juste un peu plus d'un siècle, les enfants travaillaient dans les mines et les usines dès l'âge de sept ans, et les honorables membres de la Chambre des communes repoussaient un Bill qui interdisait le travail au-

dessus de treize ans et l'autorisait à partir de dix ans. On me dit que la Russie connaissait un certain développement économique depuis 1880. Cela est vrai, mais il restait limité à certaines régions et ne touchait pas en profondeur les masses rurales encore immenses. On rappelle que la civilisation russe était brillante au dix-neuvième siècle. Cela est vrai, mais ce n'est malheureusement pas contradictoire avec l'arriération culturelle profonde de l'immense majorité des Russes en 1914. Tout cela ne justifie rien, excuse rien, ni de ce qui a été ni de ce qui est. Simplement, cela nous permet de le comprendre et, surtout, de bien voir les différences fondamentales entre des types de développement très opposés.

De ce point de vue, la célébration du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre présente l'intérêt de révéler clairement les progrès de la conscience de cette réalité en même temps que les obstacles à surmonter pour qu'elle soit totale, contrairement à ce que disent bien des commentateurs : être fidèle à l'esprit d'Octobre, c'est définir les voies et les moyens de la révolution à notre époque et dans notre pays. Cela ne peut se faire, précisément, qu'en la dépouillant de tout ce que l'histoire a accumulé de scories sur la route du socialisme depuis soixante ans.

## Le regard des contemporains

« LES événements vont trop vite, le monde est trop petit, on ne peut pas se passer de savoir ce qui se passe », clamait l'en-éto du journal mural placardé dans les rues de Petrograd et édité par les typographes des usines de la capitale de l'Empire russe, alors que toutes les imprimeries étaient en grève le jour où se déclencha la révolution d'Octobre.

Dans l'Europe encore en guerre, à un moment où l'information était bien plus lente que maintenant, les événements du 7 novembre sont enregistrés avec précision. Ainsi, le Temps (conservateur) consacre le 8 novembre 1917 (journal du soir, il est antérieur) son « bulletin du jour » à l'arrivée à Paris de l'ambassadeur russe M. Maklakov, « un de ces hommes clairvoyants qui pressentaient en Russie l'éclatement de l'ancien régime et qui, mesurant à l'avance les responsabilités du pouvoir, auraient voulu créer par étapes un ordre nouveau ». La France n'a pas cessé d'ouvrir à la Russie la large crédit de sa confiance. Puis, M. Maklakov, en rendant compte à son gouvernement des sentiments qu'il rencontre à Paris, lui traduit avant tout ceux-ci :

« En deuxième page, après une information sur le pré-Parlement, le Temps évoque les « menées maximalistes » en quinze lignes : « Le conseil des délégués ouvriers et soldats de Petrograd a récemment créé un comité révolutionnaire pour entretenir en étroit contact les troupes et la capitale. Aujourd'hui, le comité a nommé et envoyé des commissaires politiques spéciaux dans tous les points les plus importants de la capitale. Les journaux du soir considèrent ces actes du conseil des délégués comme la première tentative de des maximalistes de s'emparer du pouvoir. On croit savoir que le gouvernement est décidé à arrêter vigoureusement cette tentative et à y mettre fin une fois pour toutes. »

Le 8 novembre, le Frankfurter Zeitung estime que le chemin que Lénine veut prendre pour faire cesser l'effusion de sang paraît absolument impraticable. Il part de cette idée que l'exemple de la Russie sera suivi partout et d'abord en Allemagne. Cette idée absurde naît d'abord de nouveau dans les cer-

veaux de ces idéologues ignorants du monde et que leurs longues années d'exil empêchent de voir les réalités de la politique (...). Le chaos en Russie ne peut que retarder la paix, car nous ne pouvons conclure de paix durable qu'avec un gouvernement qui soit le véritable interprète du pays ».

La 9 novembre le Temps évoque à nouveau les « troubles maximalistes » à Petrograd. « En fin de journée le conflit entre l'état-major de la circonscription militaire de Petrograd et le comité révolutionnaire militaire du conseil des délégués ouvriers et soldats s'est considérablement aggravé (...). Après avoir décrit les événements, le Temps cite la Gazette de la Bourse de Petrograd qui explique : « L'acte du comité révolutionnaire (...) qui a ordonné à la garnison de Petrograd de n'obéir qu'à lui, est le début évident d'une attaque ouverte contre le gouvernement et commence les hostilités intérieures. La situation devient claire et toutes

les hésitations ultérieures seraient déjà impossibles, car elles constitueraient un danger mortel ; cette fois, il s'agit non de faire un long procès et la liquidation du mouvement, mais de l'éteindre d'un coup, violent et rapide. Qui sait si l'occasion actuelle n'est pas unique pour la démocratie révolutionnaire de tenter un effort suprême pour sauver la révolution et la patrie d'une catastrophe irréparable ? Qui pense sérieusement en ce moment doit prêter son appui vigoureux au gouvernement ! »

En page 2, on trouve « une enquête en Russie » sur « le mouvement anti-juit savamment ourdi » et dont les responsables « sont les partisans de l'ancien régime et les agents de l'ennemi ». Car « il se trouve que cet élément juit est l'élément le plus à même — sauf les Géorgiens dont la sagesse politique est remarquable — de contribuer à un aboutissement heureux de la Constitution et ce parce qu'il est essentiellement évolutionniste dans son esprit et ses méthodes ».

### « L'ennemi déclaré de l'Entente »

Le correspondant rappelle que si « à chaque parti politique russe formé avant la révolution correspond un groupement autonome juit (...), on chercherait en vain un groupement juit du parti maximaliste (léniniste), alors que cependant plusieurs leaders de ce parti sont juits ; et ce fait est très caractéristique : adversaires de l'utopie maximaliste qui, selon le passage de Tseretli, « treys le passage au bonapartisme », les juits dans leur ensemble travaillent à la consolidation du nouveau régime par des moyens appropriés aux nécessités et aux possibilités de l'heure ».

A Londres, le Daily Telegraph (modéré) écrit le 9 novembre : « Comme la majorité des Russes comprend que les bolcheviks sont une nouvelle source de faiblesse pour la Russie, il faut espérer que le mouvement maximaliste aura pour effet d'opérer la réunion trop longtemps retardée des éléments patriotes sains de l'armée et de la nation pour mettre fin au chaos. »

Le Morning Post (conservateur) affirme : « Le parti léniniste a usurpé le pouvoir à Petrograd, mais qu'il survive ou non, il est l'ennemi déclaré de l'Entente et ouvertement l'ami de l'Allemagne. Les Alliés ne peuvent donc pas traiter avec lui ni reconnaître le gouvernement russe, dont la première déclaration consistait en un mouvement de paix séparée (...). Il reste aux Alliés à atteindre par quelque moyen le cœur du véritable peuple russe et ces éléments qui sont fidèles à la cause des Alliés. Nous pensons que c'est une tâche où les Japonais et les Américains pourraient utiliser la force toute récente de leur coopération amicale. »

Ce n'est que le samedi 10 novembre que le Temps évoque dans un éditorial la « seconde révolution russe ». Après avoir décrit les événements, il conclut : « Dans la première proclamation que le soviét de Petrograd a transmise à l'étranger, il inscrivait à son programme « l'ordre d'une paix démocratique ». On

annonce aussi qu'il a été question à Petrograd, dès la journée critique d'avant-hier, de proposer un armistice à tous les belligérants. Ainsi avertis, les Alliés d'Occident ne doivent pas être pris au dépourvu par la manœuvre qui s'apprête. Ils doivent y opposer, semble-t-il, deux sortes de mesures, dont la rapidité augmenterait singulièrement l'efficacité. Dans le domaine militaire, il faut concentrer l'autorité, but vers lequel la création d'un comité de guerre interallié, décidé à Rapallo, constitue une intéressante étape. Dans le domaine politique, il faut arrêter dès maintenant un plan d'action qui tiendra compte de toutes les éventualités. Pourquoi laisser à l'Allemagne le monopole des initiatives et le privilège de savoir seuls manier les événements de Russie. »

Le dimanche 11 novembre, le révolution sort au Temps pour commenter un événement de politique intérieure : « Bien que les événements de Russie soient de nature à donner à nos socialistes une leçon de modestie, ils contiennent soit au Parlement, soit dans les délibérations de leur groupe à suivre une politique d'intransigeance et d'exclusivisme. » Il s'agit de débats concernant les chemins de fer et les mines.

Le 15 novembre, fausse joie. Les différentes sources d'information croient savoir que « M. Kerensky est arrivé à Petrograd à la tête de ses troupes après avoir battu les bolcheviks (...), qu'il est le maître de Petrograd (...), que Lénine a été capturé ». Ce n'est que le mardi 20 novembre que le Temps sous le titre « Les succès des maximalistes » écrit : « La seconde révolution russe, plus sanglante que la première, vient de marquer une étape : en dix jours les maximalistes sont devenus les maîtres de Petrograd, à Moscou et probablement dans la plus grande partie de l'ancienne Russie. Le 7 novembre ils ont engagé la partie, le 17 ils semblaient l'avoir gagnée, le 17 il l'avait gagnée — provisoirement du moins. (...) Qu'allons-nous faire en face de ces forces nouvelles qui surgissent ? L'ennemi, lui, se prépare depuis longtemps à les utiliser. »

Les lois éternelles du succès

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroutons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée déviées, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Eternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue P.Y. BORG dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

**BON GRATUIT**

pour recevoir « LES LOIS ETERNELLES DU SUCCES ».

Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : P.Y. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon.

Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

AGE \_\_\_\_\_ PROFESSION \_\_\_\_\_

هكذا من الأصل



10 octobre

# EUROPE

## Union soviétique

**Le rédacteur en chef de la « Pravda » affirme que M. Carrillo n'a pu parler parce qu'il est arrivé trop tard à Moscou**

De notre correspondant

Moscou. — M. Afanassiev, membre du comité central du parti communiste de l'Union soviétique et rédacteur en chef de la Pravda, a démenti dimanche 6 novembre que M. Santiago Carrillo ait été empêché de prendre la parole à la séance solennelle du Kremlin pour la célébration du sixième anniversaire de la révolution russe. « Le secrétaire général du parti communiste espagnol est arrivé à Moscou le soir du 2 novembre, après la fin de la première journée des travaux, a déclaré M. Afanassiev. Les camarades soviétiques ont fait savoir à Santiago Carrillo que, dans la mesure où il était arrivé avec un retard considérable à Moscou, il était peu probable qu'il ait la possibilité d'intervenir au Kremlin. » Les Soviétiques ont offert à M. Carrillo de prendre la parole dans un des meetings de Moscou ou de province, ce que le secrétaire général du P.C.E. a refusé.

La version des faits donnée par M. Carrillo lui-même est sensiblement différente puisqu'il affirme avoir rendu aux Soviétiques, dès son arrivée, le texte de l'intervention qu'il comptait faire au Kremlin, comme il en était

convenu avec M. Afanassiev lui-même lors du voyage de ce dernier à Madrid (le Monde du 5 novembre). Mais, dans sa déclaration, M. Afanassiev laisse percer la véritable raison du refus opposé à M. Carrillo. En arrivant à Moscou avec un retard considérable, soit après le discours de M. Brejnev, le secrétaire général du P.C.E. a commis un crime de lèse-majesté qui ne lui a pas été pardonné.

D'autre part, la délégation du P.C.P. aux fêtes du sixième anniversaire, conduite par MM. Paul Laurent et Jean Kanapa, a eu un entretien le samedi 5 novembre avec MM. Kirilenko et Ponomarev, secrétaires du comité central du P.C. soviétique. Le communiqué commun indique que « la rencontre s'est déroulée dans un climat de cordialité », qui a permis aux représentants des deux partis d'exprimer franchement leurs points de vue. La terminologie choisie laisse penser que les divergences entre le P.C.P. et le P.C. soviétique ont été exposées ouvertement. La délégation française n'aurait pas soulevé l'incident », conclut.

DANIEL VERNET.

## ANCIEN MINEUR DE CHOC

**Alexis Stakhanov est mort**

De notre correspondant

Moscou. — Alexis Gregorévitch Stakhanov est mort, samedi 5 novembre. Il avait donné son nom à une méthode d'organisation du travail, qui fut son heure de gloire à la fin des années 30 en U.R.S.S., bien qu'elle fut fort peu appréciée des travailleurs soviétiques.

Né en 1905, Stakhanov est mineur dans le Donbass, quand, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, il extrait 102 tonnes de charbon, soit quatorze fois la norme. En décembre de la même année, il établit un nouveau record — qui n'est pas dû seulement à ses capacités personnelles — en extrayant 227 tonnes. Le stakhanovisme est né, favorisant les desseins des dirigeants soviétiques, dont la première préoccupation est d'augmenter le rendement. Stakhanov, en personne, à un « congrès Stakhanov ». Le stakhanovisme devient la forme officielle de l'organisation du travail ; partout les normes de rendement augmentent, les rémunérations sont déterminées en fonction des normes les plus élevées, mais les salaires de la

masse des travailleurs diminuent.

Il n'est donc pas étonnant que le stakhanovisme reste un mouvement très limité. Certains de ses membres sont assassinés par leurs collègues de travail dans les années 1935-1938. Le mouvement rencontre même des résistances au sein des syndicats, qui seront largement épurés à la même époque. Cela n'empêche pas Alexis Stakhanov de poursuivre une carrière qui le mènera en 1943, et jusqu'en 1957, à un poste au ministère de l'Industrie charbonnière à Moscou. De 1957 à sa retraite, en 1974, il occupa un poste de dirigeant dans une mine du Donbass.

Dans la courte nécrologie qu'elle publie, la Pravda semble vouloir limiter dans le temps la signification du stakhanovisme quand elle écrit : « Il a montré l'exemple de l'émulation socialiste pour l'intensification de la productivité du travail dans les années des premiers plans quinquennaux. » Le stakhanovisme périmé, il reste « l'émulation socialiste », sous des formes un peu plus raffinées. — D. V.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

**M. Carter met son veto à une loi sur le financement du surrégénérateur de Clinch-River**

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a de nouveau souligné samedi 5 novembre qu'il accordait la priorité à la lutte contre la prolifération nucléaire en opposant son premier veto à une loi du Congrès sur le financement du surrégénérateur de Clinch-River, dans le Tennessee. La loi accordait un crédit de 80 millions de dollars au titre de l'année budgétaire 1978 pour la poursuite des études du projet de surrégénérateur, lancé en 1970 par le gouvernement fédéral en coopération avec l'industrie privée. Elle avait été adoptée le 20 octobre par le Sénat à 92 voix contre 52 et par 368 voix contre 52 à la Chambre des représentants. Le projet financier de l'Etat, si le projet était mené à son terme, est estimé actuellement à 2 milliards de dollars.

Le message présidentiel au Congrès souligne que la poursuite du projet de surrégénérateur de Clinch-River compromettrait la politique du gouvernement vis-à-vis de la lutte contre la prolifération de la technologie des armes nucléaires. Le projet, affirme encore l'exposé, signifierait le départ de M. Carter, « est dépassé sur le plan technique et non rentable sur le plan économique ».

C'est la première fois que M. Carter oppose son veto à une loi adoptée par le Congrès depuis son arrivée à la Maison Blanche, en janvier dernier. Le veto est annulé si le Congrès adopte une nouvelle fois la loi à une majorité des deux tiers, soit 2/3 au Sénat et 2/3 à la Chambre.

Le 7 avril dernier, le président James Carter annonçait sa décision d'ajourner sine die le retraitement des résidus de combustibles nucléaires irradiés et le passage au stade commercial du développement des réacteurs surrégénérateurs. Ce deuxième point signifiait l'abandon par le simple de la construction du surrégénérateur de 350 MW de Clinch-River.

Cette décision était prise en nom de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires : les surrégénérateurs utilisent en effet le plutonium comme combustible. Leur intérêt principal est qu'ils permettent d'extraire environ cinquante fois plus d'énergie d'une même quantité d'uranium que les réacteurs nucléaires classiques : ce qui explique que des pays très dépendants de l'étranger pour leur approvisionnement énergétique comme la France, le Japon et l'Allemagne fédérale aient décidé pour leur part de poursuivre dans cette voie.

Le veto du président américain ne donne dans le ligna de sa politique de non-prolifération. On peut aussi le comprendre comme un coup d'arrêt à l'abandon progressif de principes très

stricts : comme l'ont encore récemment illustré les travaux de la conférence d'ouverture du « Programme international d'éducation et de cycle du combustible », lancé à la mi-octobre par le président Carter (le Monde daté 23-24 octobre), celui-ci a dit, sur le plan extérieur, renoncer à imposer à ses partenaires d'abandonner, à leur tour, l'industrie du plutonium. Le Congrès, pour sa part, a commencé l'étude d'une nouvelle réglementation sur l'exportation des technologies nucléaires, dont le projet de loi est de la soumettre à la nouvelle politique de non-prolifération, mais qui devrait avoir comme première conséquence de relancer l'industrie nucléaire américaine s'attendait au veto présidentiel : avec M. Carter, elle reconnaît d'ailleurs bien, volontiers, que le projet de Clinch-River est techniquement dépassé, notamment du fait de l'avance qu'ont prise des pays comme la France. Sans doute, bien des responsables font-ils une analogie proche de celle que l'on fait dans les milieux nucléaires des autres pays : d'ici quelques années, notamment du fait des échéances énergétiques diffuses, l'industrie nucléaire retiendra en arrière. Il sera temps alors de mettre les bouchées doubles, et de tirer profit de tous les travaux de recherche poursuivis aux Etats-Unis sur les surrégénérateurs et qui, en dépit de la politique de la nouvelle administration, bénéficieront de crédits supérieurs à ceux consacrés sur le même sujet, l'industrie de l'ensemble des pays d'Europe. — X. W.

## Canada

La fin de la visite du premier ministre québécois

**Paris ignorera les « avertissements » d'Ottawa**  
déclare M. Raymond Barre

Il n'appartient pas à M. Trudeau d'indiquer à la France comment elle doit recevoir ses invités, a dit samedi 5 novembre M. Barre, commentant, au micro de la chaîne française de Radio-Canada, les réactions du premier ministre canadien à la visite à Paris de M. Lévesque. (Le Monde du 5 et daté 6-7 novembre.)

Le premier ministre français a ajouté : « Il n'est pas dans l'intention du gouvernement français de tenir compte de ce qui est présenté comme des avertissements. » Rappelant que M. Clusard d'Estaling avait reçu avec plaisir M. Trudeau à Paris, en juin, M. Barre a ajouté : « Je pense que le gouvernement français est suffisamment bien élevé pour connaître les règles de la courtoisie internationale, ainsi que pour arrêter ses propres décisions. »

La France, a dit M. Barre, a une politique de non-ingérence dans les affaires du Canada, et encore plus dans les affaires intérieures du Québec. Il a ajouté : « Nous pensons que c'est

aux Québécois de déterminer leur avenir ; cet avenir ne nous laisse pas indifférent car il concerne la plus importante communauté industrialisée de langue française dans le monde en dehors de la France, et parce que nous avons de nombreuses raisons de nous intéresser à ce qui se passe au Québec. Nous ne pouvons donc pas être indifférents au destin des Québécois, et nous sommes prêts à les aider (...) qu'elle que soit la route qu'ils choisiront. Mais ce n'est pas à nous de déterminer cette route. »

Accompagné dimanche à Orly par M. Barre, le premier ministre québécois a reçu, dans la soirée, à Montréal, un accueil enthousiaste de quelque dix mille personnes.

Samedi, M. Lévesque avait rencontré, au petit déjeuner, M. Pelletier, ambassadeur du Canada à Paris, et s'était notamment entretenu avec M. Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, M. Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, et M. Rocard, secrétaire national du parti socialiste.

# Les entreprises guériront-elles de la crise ?

## L'EXPANSION

publie les résultats qui vous permettent de juger, dans son numéro spécial

# EUROPE COMPETITION

*Les entreprises ont-elles reconquis le terrain cédé en 1974 et en 1975 ? Et celles qui ont retrouvé leurs forces le plus vite sont-elles sûres de ne pas garder de séquelles de ce grave "accident" ? L'Expansion vous livre, en exclusivité, tous les éléments du dossier :*

### Des chiffres éloquentes

Pour vous faire une idée précise (et objective) de l'état de santé des entreprises, il vous est indispensable d'avoir accès à leurs comptes de 1976 et à leurs premiers résultats pour 1977 : L'Expansion publie les chiffres qui vous donnent la mesure exacte de leur compétitivité.

### Un check-up, secteur par secteur

Les rescapés de la crise se divisent en deux groupes : ceux qui ont trouvé rapidement des profits satisfaisants et ceux qui semblent voués aux déficits. L'Expansion analyse et compare les performances de chaque secteur : automobile, alimentation, construction électrique, grands magasins, sidérurgie, textile, chimie, bâtiment et travaux publics...

### Comment s'annonce l'avenir ?

Les entreprises les plus solides se demandent sérieusement si les recettes de leurs succès passés conserveront leur valeur dans l'avenir. Les incertitudes s'accroissent : faut-il se diversifier ? Comment financer la croissance ? Quels risques prendre à l'extérieur des frontières ? Comment s'accommoder de la concurrence japonaise et américaine ?...

Pour être sûr de recevoir ce très important numéro spécial, renvoyez dès aujourd'hui le bulletin ci-dessous.  
L'Expansion - Service Abonnements - 78 rue Olivier-de-Serres, 75379 Paris Cedex 15.

## 52F de réduction

sur le prix de votre abonnement

## BULLETIN-RÉPONSE URGENT

Complétez ce bulletin et postez-le aujourd'hui-même

Je désire recevoir le numéro spécial "Europe compétition" et m'abonner pour un an à L'EXPANSION en bénéficiant de votre meilleure réduction (52F) sur le tarif normal d'abonnement. Je réglerai mon abonnement plus tard, à réception de ma facture et de mon premier numéro.

**TARIF SPECIAL POUR VOUS**  
**98F\*** seulement au lieu de **150F\***

M. \_\_\_\_\_  
Mme \_\_\_\_\_  
Melle Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Localité \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Bureau distributeur  
(Pour l'étranger, compter, en sus 25 F, pour frais d'envoi par train/bateau. Pour envoi par avion, nous consulter.)

Découpez ce bulletin et retournez-le aujourd'hui-même à  
**L'EXPANSION**  
78, rue Olivier-de-Serres 75379 Paris Cedex 15  
\*tarifs T.T.C. E.M./12

## observateur

**Faits &  
Chiffres  
vient de  
paraître**

Depuis 33 ans, le journal spécialisé

**"Les Annonces" est le n° 1**

**pour la vente des fonds de commerce**

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1.50 F et 36, rue de Meche 75011 Paris



## EUROPE

## Italie

Ancien maire de Florence

## M. Giorgio La Pira est mort

M. Giorgio La Pira, ancien maire démocrate-chrétien de Florence, est mort samedi soir 5 novembre dans une clinique de cette ville, des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de soixante-trois ans.

Les funérailles de M. La Pira devaient avoir lieu ce lundi après-midi à Florence.

## Le « bolchevik de l'Évangile »

Un vieillard malingre tenant à peine sur ses jambes et répétant quelques formules stéréotypées dans l'indifférence générale : ainsi était apparu Giorgio La Pira au printemps de 1976 quand la démocratie chrétienne lui demanda de reprendre son bâton de pèlerin et de se présenter aux élections en Toscane après onze années de « professeurs » fut, certes, élu. Mais il n'eût personnellement rien à gagner de cette bataille sans risque, conduite aux côtés de jeunes démocrates-chrétiens, contre des communistes pleins d'allant. Il apparaît comme un homme du passé, lui qui fut prophète en d'autres temps. Ce n'est pas cet ultime épisode d'une vie bien remplie que l'histoire retiendra. La « main sainte » restera l'homme du dialogue, le pèlerin de la paix et de tous les compatriotes démocrates-chrétiens, celui qui aura sans doute eu le plus grand rayonnement hors d'Italie. On l'a traité de tous les noms : « communiste à l'assu dévotion », « sans-culotte évangélique » — parce qu'il était inclassable et poussait la provocation jusqu'à adopter un mode de vie conforme à ses idées. Un gène doublé d'un enfant : tout heureux de vous dire : « Attendez ! » sur l'air de « On va voir ce que l'on va voir » ; de se précipiter sur son vieux cartable, d'en sortir une citation biblique déclamatoire, inapplicable, comme un prestidigitateur extrait de sa manche un pigeon. Et de rire sous cape avec délectation.

Giorgio La Pira eut une enfance difficile. Né à Pozzallo, près de Ragusa, en Sicile, le 9 janvier 1904, il est vingt ans plus tard, étudiant en droit à Florence. Sa thèse de doctorat commença comme une encyclopédie : « Au nom de la Sainte Trinité... ».

En 1934, ce catholique convaincu est professeur de droit romain à l'université de Florence. Il collabore à la revue *Studia*, organe de la fédération universitaire catholique italienne, dont Mgr Mauri, son futur évêque, est l'assistant ecclésiastique. En 1939, il dirige une autre revue, *Principi*, qui sera interdite l'année suivante pour avoir condamné la guerre et le fascisme. Deux maux que La Pira lie étroitement : pour lui, être pour la paix, c'est être antifasciste. Il sera arrêté en 1944 et échappera de peu au peloton d'exécution.

Au lendemain de la guerre, le « professeur » participe à la rédaction de la démocratie chrétienne, mais sans être inscrit au parti. Il est élu député de Florence en 1948, et réélus deux ans plus tard. La Pira tente surtout à cette époque une expérience originale avec trois camarades : Giuseppe Dossetti, Amintore Fanfani et Giuseppe Lazzarini. C'est la célèbre communauté des « petits cochons » (« i porcellini »), installée dans un appartement de la vieille Rome, avec femmes et enfants. Ses membres sont persuadés que seule la mise en pratique totale de l'Évangile peut conduire à une véritable démocratie.

## La lettre de Khrouchtchev

La communauté se dissout en 1951. Dossetti entre dans les ordres, Fanfani commence une carrière de dirigeant démocrate-chrétien et La Pira abandonne l'année suivante son mandat de député pour devenir maire de Florence. Il sera l'un des premiers à constituer une coalition de centre gauche.

La « main sainte » est un mauvais administrateur. Sa ville frôle la faillite à plusieurs reprises et on doit lui adjoindre un commissaire du gouvernement. Visiblement, l'argent n'est pas son fort. Pendant un temps, la Pira habite dans une cellule du couvent San-Marco, donnant aux pauvres une partie de son traitement. Mais il défend les travailleurs licenciés avec une rare détermination : « Le chômage est un phénomène anti-chrétien », — ce qui lui vaudra des pesses d'armes épiques avec le patronat. On l'accuse, d'autre part, de trop de bienveillance à l'égard des communistes, tant italiens que soviétiques. N'a-t-il pas adressé des condoléances pour la mort de Staline et prié ouvertement pour lui ? On le traite de « bolchevik de l'Évangile ».

Ce sera la grande époque du « Professore ». De Florence, il veut faire « la ville de la paix, du dialogue, ouverte à toutes les nations, toutes les civilisations ». Et il y réussit en grande partie. Ses célèbres colloques méditerranéens, ses conférences sur la paix et la civi-

lisation chrétienne (1952-1956), ainsi que la rencontre internationale des maires (1959), réunissent des participants de l'Est comme de l'Ouest. En pleine guerre froide, c'est une geste. Une photographie représentant le cardinal Elia Dalla Costa et le maire de Moscou, côte à côte dans l'église Santa-Croce, fera le tour du monde.

Début avril 1956, Khrouchtchev fait parvenir à La Pira un texte inédit : son rapport sur les crimes de Staline, présenté quelques semaines plus tôt au vingtième congrès du P.C. soviétique. Le maire de Florence le communique à « certains amis », dont probablement M. Amintore Fanfani, alors secrétaire général de la démocratie chrétienne. L'épisode, qui a été révéler récemment, reste à interpréter. Toujours est-il que La Pira joue à cette époque un rôle important. Les communistes italiens reconnaissent aujourd'hui que « le climat de Florence » a influencé leur manière d'aborder le catholicisme au cours des années 50.

Homme-chamère, le « maire saint » va utiliser cette position de combat pour la paix. En 1964, il envoie un télégramme à tous les chefs d'Etat concernés par la guerre du Vietnam, les invitant à négocier. Cela lui vaudra les félicitations d'Ho Chi Minh, puis des voyages et diverses tentatives de médiation.

Avec la même conviction, La Pira se bat pour la paix au Proche-Orient. Il devient l'ami de Nasser, échange des lettres avec d'autres chefs d'Etat réclame instamment « une négociation triangulaire » qui réunirait autour de la même table israéliens, Arabes et Palestiniens.

L'année 1965 marque, pour La Pira, la fin de l'âge d'or et le début de la retraite. Il est écarté de la mairie de Florence, victime de sa mauvaise gestion mais aussi de calculs politiques plus subtils. L'année suivante, ce nait tombe dans le piège que lui a tendu un hebdomadaire d'extrême droite : acceptant de se laisser interviewer, il prononce quelques phrases entre Hanot et Washington, et compromet ainsi son vieux ami Fanfani qui est ministre des affaires étrangères. Fanfani est obligé de démissionner.

Retiré dans une clinique où il est choyé par les religieuses, soutenu par quelques fidèles, La Pira continue à lire, à écrire et à prier. Il reste le même, mais constate que le monde change autour de lui. Florence est conquise par les communistes en juin 1975, comme la plupart des grandes villes italiennes. La Pira va s'opposer au candidat catholique qui, l'année suivante, se présente sur les listes du P.C.I. Il reste persuadé — lui, l'homme du dialogue — de l'incompatibilité absolue entre marxisme et christianisme : « La seule voie de convergence sur des problèmes concrets, nous déclarera-t-il en juin 1976, mais contre le compromis historique qui est une rencontre sur des principes radicalement opposés. »

ROBERT SOLÉ

## Allemagne fédérale

## Le parti libéral paraît décidé à maintenir la coalition avec les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Bonn. — Chaque congrès du F.D.P. (libéraux) provoque les mêmes rumeurs de crises internes, et de nombreux commentateurs n'hésitent pas à affirmer que l'alliance de ce parti avec les sociaux-démocrates du S.P.D. pourrait se trouver remise en question. Or les premiers débats engagés entre les députés au congrès du F.D.P., qui s'est ouvert dimanche matin 6 novembre à Kiel, tendent à infirmer ces pronostics.

La position des libéraux au sein de la coalition gouvernementale demeure, il est vrai, délicate. Avec leurs trente-neuf représentants au Bundestag, ils assurent une majorité au gouvernement Schmidt, alors que le C.D.U.-C.S.U. dispose de deux cent quarante-trois députés contre deux cent quatre-vingt-sept pour le F.D.P. Dans quatre Länder (Berlin, Hambourg, Hesse et Rhénanie du Nord-Westphalie) les libéraux sont alliés aux sociaux-démocrates. Mais dans deux autres provinces (Basse-Saxe et Sarre), ils se trouvent au gouvernement avec les chrétiens-démocrates.

Ce régime de « polygamie politique » peut être générateur de tensions. On s'en est aperçu à Kiel à propos de la lutte contre le terrorisme. La ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui préside le parti libéral, s'est élevée contre toute surveillance des conversations que les avocats peuvent avoir avec leurs clients. Dans la Basse-Saxe et la Sarre, les ministères libéraux ont cependant donné leur accord à la proposition chrétienne-démocrate qui abolirait le caractère confidentiel des échanges entre défenseurs et accusés.

JEAN WETZ.

## La Fraction armée rouge menace de faire exploser en vol trois avions de la Lufthansa

Bonn (A.F.P.). — Pour la première fois depuis la découverte du complot de l'aviation, les membres de la Fraction armée rouge se sont à nouveau manifestés samedi 5 novembre. Ils ont adressé à divers médias une lettre de presse trois messages identiques dans lesquels ils indiquent leur intention de faire exploser en vol trois appareils de la Lufthansa, pour se venger de l'échec du tournement de Mogadiscio et de la mort d'Andreas Baader, Gudrun Kossin et Jan-Carl Raspe à la prison de Stammheim après l'annonce de leur condamnation.

Ces menaces sont prises au sérieux par le gouvernement fédéral allemand, de même que par l'Office criminel fédéral, à Bonn un porte-parole officiel. Si elles étaient mises à exécution, estime-t-on dans les milieux gouvernementaux, ces menaces marqueraient le passage du terrorisme au dernier échelon de la violence politique : celui de la guerre totale entre les extrémistes d'une part, le gouvernement et l'opinion publique d'autre part.

À la Lufthansa, on assure que les contrôles dans les aéroports sont actuellement « si sévères qu'il n'est plus possible de les violer ». L'aéroport de Francfort, le deuxième par ordre d'importance en Europe occidentale, est continuellement gardé par trois cents hommes de la police des frontières, de la police

du Land de Hesse et d'une unité spéciale américaine. Les toits sont surveillés en permanence et les environs de l'aéroport continuellement fouillés au cas où les terroristes essaieraient de tirer des petites fusées contre les avions. Le mouvement d'opinion et les mesures de police provoqués par l'affaire Schleyer et celle du Boeing de la Lufthansa ont, d'autre part, suscité la protestation d'une trentaine d'intellectuels ouest-allemands qui ont lancé la campagne hostile à la gauche et à la « chasse aux sorcières » dont ils s'estiment victimes.

Dans un livre réalisé par l'écrivain Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, le journaliste Klaus Staack et l'éditeur Freimut Dove, intitulé *Lettres pour la défense de la République*, ces trente intellectuels défendent des attitudes portées contre eux. Ils entendent « en un pays sans une République digne de ce nom à partir du moment où l'on ne peut plus s'y interroger sur l'origine possible de la terreur d'État ». « Ces lettres, ajoutent-ils, ne sont pas destinées à accuser ou contre-attaquer, mais à mobiliser des forces qui défendent l'indépendance de la République ». « Ces lettres, ajoutent-ils, ne sont pas destinées à accuser ou contre-attaquer, mais à mobiliser des forces qui défendent l'indépendance de la République ».

Les auteurs de ces différents témoignages estiment que « seule la reconnaissance de la nécessité de réformes et la capacité de les appliquer peuvent, à long terme, mettre fin au terrorisme ».

## Pays-Bas

## M. Den Uyl se déclare prêt à former un « gouvernement progressiste minoritaire »

M. Joop den Uyl, le premier ministre démissionnaire, a reçu, samedi 5 novembre, un accueil triomphal du congrès extraordinaire du parti socialiste, au lendemain de la rupture des négociations qu'il avait menées durant cinq mois pour constituer un gouvernement de coalition avec les démocrates-chrétiens.

Le congrès avait été convoqué parce qu'une fraction du parti estimait excessives les concessions faites par les négociateurs socialistes aux démocrates-chrétiens dans la rédaction du programme de gouvernement et la répartition des portefeuilles ministériels. Un débat difficile s'annonçait entre partisans et adversaires de la coalition, mais la rupture des négociations entre socialistes et démocrates-chrétiens a désamorcé les controverses.

Le premier ministre, chaleureusement applaudi, a déclaré : « La lutte pour la mise en place d'un cabinet progressiste n'est pas terminée... Si les démocrates-chrétiens ne parviennent pas à conclure une alliance avec les libéraux, nous sommes prêts à constituer un gouvernement progressiste minoritaire. »

De notre correspondant

La Haye. — Le premier ministre qui avait remporté les élections en gagnant dix sièges pour son parti — une grande « percée » dans la vie politique néerlandaise — fut quasiment piétiné par l'électorat le 25 mai comme nouveau premier ministre.

Bien qu'ils aient gagné les élections, M. den Uyl et son parti socialiste n'ont pu surmonter la méfiance qui subsiste entre les chrétiens-démocrates et les socialistes. Méfiance qui s'explique notamment par le souvenir que les chrétiens-démocrates ont conservé de la formation du premier gouvernement Den Uyl en 1973, quand les socialistes, pour la première fois, avaient rejoint la coalition néerlandaise, avaient réussi à le reléguer au second rang. Le paradoxe du système parlementaire néerlandais, qui commence à ressembler à ce que fut la IV<sup>e</sup> République en France, est qu'une grande percée d'un parti rend impossible les compromis auxquels la classe politique et surtout les chrétiens-démocrates, se sont habitués depuis 1945.

Les chrétiens-démocrates ont toujours joué un rôle prépondérant dans la mise au point de ces compromis. La raison principale des difficultés actuelles semble être qu'ils n'acceptent pas de perdre le rôle primordial qu'ils ont toujours joué dans la vie politique en raison de leur implantation religieuse importante.

L'échec de M. den Uyl a des conséquences graves pour le pays. Un gouvernement fort n'est

plus possible. On peut envisager une coalition de centre-droite entre les chrétiens-démocrates et les libéraux, mais elle ne pourrait compter que sur une majorité de deux voix au Parlement (77 sur 150 sièges). De plus, neuf chrétiens-démocrates au moins sont opposés à une coalition à droite et préfèrent gouverner avec les socialistes. M. van Thijn, le leader du groupe parlementaire socialiste, a déclaré qu'une coalition avec les chrétiens-démocrates était plus possible pour le moment. M. van Agt n'a donc pas d'autre choix que de former un gouvernement avec les libéraux. Les socialistes espèrent évidemment que la coalition se désagrégera rapidement, pour pouvoir former ensuite un gouvernement minoritaire de la gauche unie. Mais un gouvernement de ce genre dépendra toujours de la bonne volonté des chrétiens-démocrates au Parlement.

M. van Agt a suggéré de nouvelles élections, mais cette proposition a été rejetée par les socialistes. Le pays est sans vrai gouvernement depuis la crise du 23 mars. Sans aller jusqu'à parler d'une situation « à l'italienne », l'atmosphère politique s'alourdit. Un fonctionnaire disait ces jours-ci à La Haye : « En fait, tout est bien plus simple sans les ministres. Comme cela nous pouvons gérer les tristes problèmes. » Cela en dit long sur le mépris qui commence à entourer la classe politique.

MARTIN VAN TRAA.

## M. Michel Debré : l'intégration européenne est une mauvaise affaire pour la France et pour l'Europe

C'est notamment en riposte à la convention pour l'Europe qui s'était tenue quinze jours plus tôt sous la présidence de M. Louis de Broglie, le ministre des affaires étrangères, que M. Michel Debré a convoqué le comité pour l'indépendance et l'unité de la France à Versailles samedi 5 novembre.

Fondateur de l'ancien premier ministre en janvier dernier pour combattre toute intégration européenne, ce comité avait d'abord lutté contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel. N'ayant pu s'opposer à celle-ci, il va désormais s'employer à obtenir des garanties supplémentaires de l'indépendance de la France. Le principe de cette indépendance et l'unité de la France a été exprimée samedi devant plus de trois mille personnes par des orateurs assez divers et en présence de M. Monod, secrétaire général du R.P.R., alors que M. Jacques Chirac avait adressé un message de soutien.

Parmi les intervenants se trouvaient d'anciens collaborateurs du général de Gaulle, comme MM. Burin des Roziers, Jacques Boitreaud et Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, d'anciens ministres comme MM. Alexandre Sanguinetti, Maurice Druon et Georges Gorio, mais aussi des personnalités appartenant à l'opposition, comme MM. Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, Pierre Dabedout, conseiller de Paris, vice-président de la Fédération des républicains de province, et l'écrivain René-Victor Pilhes, membre du parti socialiste.

## Pour une défense nucléaire autonome

Tous ont souligné que l'indépendance nationale est menacée par les projets européens et ont assuré qu'elle ne pouvait être garantie que par une défense nucléaire autonome. Tous aussi ont exprimé leur inquiétude devant le comportement ou les intentions du président de la République, M. Burin des Roziers à cet égard. « Pour nos partisans, l'Europe n'est que la marche orientale d'une communauté atlantique dont elle serait partie prenante », a déclaré M. Sanguinetti, tant que « la France ait la volonté de maintenir sa stratégie », a ajouté : « Nous ne sommes à cet égard qu'un miroir déformant de la République à rechercher une synthèse qui jusqu'ici n'est restée qu'une analogie de contradictions, d'imprévisions et d'ambiguïtés. Il faut mieux résister à la pression des grands plutôt que d'emboîter la trompette ».

guerre en pays Sabu ou en pays Sarahout. » Selon M. Gorio, maître de Boulogne-Billancourt, le bilan économique et social de l'Europe est surtout fait de « pertes ». Enfin, M. René-Victor Pilhes, parlant en son nom personnel, mais reflétant « le sentiment d'une grosse minorité de socialistes », a demandé : « Que serait une France réellement socialiste si sa révolution était télévisée de Moscou ? » Il a ajouté : « Un véritable changement en France ne peut se concevoir sans une volonté farouche d'indépendance nationale. La France a les moyens d'obtenir le monde à la prendre comme elle est. » Et, dans les applaudissements, il a conclu : « Pour que le Québec soit reçu avec l'air d'aujourd'hui à l'Élysée, il faut bien qu'aujourd'hui quelqu'un ait proclamé sous les lazzis à Vite le Québec libre. »

Souvent applaudi, M. Michel Debré a alors longuement parlé de deux dangers : « La déplorable conception supranationale » et « la dispersion autonomiste et séparatiste ». Il a affirmé : « Saborder la France — oui, c'est ce qui est proposé — car de cette Europe, panacée de tous nos maux, il est donné un sens très précis : le sens d'une construction dite supranationale, en haut de laquelle des commissaires, issus de divers pays, décideraient de notre avenir, sous la collaboration d'une Assemblée multinationale, appelée Parlement, alors qu'elle n'en a pas. Qu'elle ne peut pas en avoir, les pouvoirs. Le principe de cette supranationalité, c'est de biffer la nation. Cette façon de faire l'Europe est une mauvaise affaire pour la France et une mauvaise affaire pour l'Europe. »

L'ancien premier ministre a ajouté : « Le rêve de l'Europe supranationale est de rassembler les nations à des districts territoriaux dépourvus d'indépendance et menacés sans leur unité. Pour réussir cette, n'a pas à se soucier de l'intégration européenne mise sur un certain nombre de partis politiques à qui elle donne une occasion exceptionnelle de marchander et de combiner les prébendes et d'honneurs. L'intégration européenne est bâtie sur des mensonges et elle se poursuit dans l'ambiguïté. L'assemblée européenne est un piège, sachons-le et disons-le. Ce n'est pas contre l'Europe que nous nous battons, mais contre une conspiration qui, sous le nom fallacieux d'Europe, réduit la France à la situation d'une nation dominée, aux dépens de son âme, de son indépendance, aux dépens, aussi, de son unité. » — A. P.

## A TRAVERS LE MONDE

## Équateur

● LES TRAVAILLEURS employés par la Compagnie française générale de géophysique (C.F.G.G.) ont été évacués par l'armée après que trois d'entre eux eurent été tués et deux autres blessés par des Indiens Aucas, dans la région de Coca, à l'est de Quito. Les victimes ont été attaquées par la tribu des Aucas, les Indiens les plus dangereux de la région, alors qu'elles tentaient d'ouvrir un chemin dans la forêt vierge. — (A.F.P.)

## Espagne

● « L'HUMANITÉ » a annoncé dimanche 6 novembre, dans un communiqué, que, « après quarante ans d'interdit, la gouvernement espagnol autorise de nouveau la diffusion de l'Humanité et de l'Humanité-Dimanche. »

## Iran

● LES ETATS-UNIS doivent venir au secours de l'Iran en cas d'agression communiste, aux termes d'un accord conclu avec le président Eisenhower.

affirme le chah d'Iran dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Neuspeck*.

« Il semble, souligne le souverain iranien, que beaucoup d'Américains, dont des membres du Congrès, ne savent pas qu'il existe un accord bilatéral crucial qui, après consultation aux Etats-Unis de leur à notre secours en cas d'attaque communiste, » et il appartient aux Etats-Unis de décider s'ils veulent remplir leurs obligations. Nous remporterons alors les nôtres », a ajouté le chah avant d'affirmer qu'il est disposé à défendre, « seul si nécessaire, la région stratégique du Golfe contre le marxisme. » — (A.F.P.)

## Laos

● LA THAILANDE A REPRISES LES LIVRAISONS DE CARBURANT au Laos. Trois camions-citernes ont franchi la frontière à la fin de la semaine dernière, interrompant un embargo de cinq semaines qui avait causé une grave pénurie à Vientiane. Le 3 novembre, le Laos avait rapatrié son chargé d'affaires à Bangkok pour consultations. — (Reuter)

## Pologne

● M. EDWARD GIEREK, premier secrétaire du parti ouvrier polonais, sera reçu le 30 novembre par Paul VI. Auparavant, il sera reçu officiellement durant deux jours par le gouvernement italien. De son côté, le cardinal Stefan Wyszyński, primat de Pologne, est attendu le 8 à Rome. La semaine suivante, il sera reçu par Paul VI avec les évêques polonais, en visite au Vatican au Saint-Siège. — (A.F.P.)

## Turquie

● PLUSIEURS ATTENTATS ont eu lieu en Turquie à la fin de la semaine dernière. Un dirigeant provincial du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) a été tué devant son domicile à Gaziantep, dans le sud du pays. A Ankara, un autre responsable de ce mouvement, chargé des organisations de jeunesse, a été assassiné en pleine rue par un groupe de hommes armés. Enfin, une bombe a explosé devant le domicile du recteur par intérim de l'Université technique de Porshe, causant la capitale turque. — (A.F.P.)

هكذا من الأصل



## EUROPE

## ASIE

### Belgique

#### Mme Antoinette Spaak est élue présidente du Front démocratique francophone

De notre correspondant

Bruxelles. — Mme Antoinette Spaak, fille de l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères Paul-Henri Spaak, a été élue à la présidence du Front démocratique francophone (F.D.F.) bruxellois, samedi 5 novembre, par 813 voix sur 1.129. Elle était seule candidate à la présidence, succédant à M. Léon Detosset, devenu ministre des P.T.T. dans le gouvernement de M. Tindemans constitué au printemps. Mme Spaak est la première femme appelée à présider un parti politique en Belgique.

Ce congrès a été l'occasion de faire le point de six mois de participation au gouvernement, certaines prises de position provoquant sans doute des remous dans le monde politique. Les congressistes ont montré quelque impatience à propos de l'application du « Pacte d'Egmont », qui doit régler les problèmes communautaires, et ils ont formulé de nouvelles revendications, comme la régionalisation des institutions de crédit et des

organismes économiques et sociaux. En estimant que le Pacte d'Egmont instaure en Belgique des « Etats fédérés autonomes », ils ont adopté une position sensiblement plus avancée que celle du pacte gouvernemental du printemps dernier. M. Lucien Outers, le coprésident flamand du parti socialiste, M. Karel Van Kerkhove, a déjà réagi en accusant le F.D.F. de présenter de nouvelles revendications linguistiques et de menacer ainsi la politique d'apaisement menée à cet égard, et l'avenir de la coalition gouvernementale. La Libre Belgique, de son côté, écrit que le F.D.F. « déborde le Pacte d'Egmont ».

M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, assistait au congrès. Il a expliqué qu'il avait tenu à saluer « la volonté d'ouverture du parti et son souci d'action européenne », mais « les interventions de ses amis belges, qui lui avaient conseillé d'y aller ».

PIERRE DE VOS.

### Portugal

#### Le nom du chef de l'Etat est hué à Porto au cours d'une manifestation anticomuniste

Porto (A.F.P.). — Des incidents ont éclaté le samedi 5 novembre, dans la soirée, à Porto, à l'occasion d'une manifestation anticomuniste. Plusieurs personnes ont été blessées au cours d'échauffourées entre militants de gauche et de droite.

Une première manifestation avait été convoquée par diverses personnalités de Porto pour protester contre les cérémonies organisées à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Elle a rassemblé environ un millier de personnes, qui ont défilé sous la pluie scandant « à bas le communisme » et portant des pancartes réclamant « la liberté pour le peuple russe ».

Cette manifestation était destinée également à rendre hommage au général Pires Veloso, qui, par décision supérieure, va devoir quitter son poste de commandant de la région militaire du Nord pour suivre à Lisbonne le cours de commandement à l'Institut des hautes études militaires.

Le général Pires Veloso s'est acquis une grande célébrité dans le nord du Portugal en raison du rôle qu'il joua en 1975 et qui lui a valu de devenir le symbole de la lutte contre le communisme.

Les manifestants se sont rendus au quartier général de Porto et ont remis au général Pires Veloso un document dans lequel ils protestent contre l'activité du parti communiste portugais.

Une contre-manifestation a été immédiatement organisée avec des drapeaux rouges en tête, rassemblant un millier de personnes, qui scandaient : « Le fascisme ne passera pas ».

D'autre part, on annonce à Lisbonne que le général Loureiro Dos Santos, numéro deux de la hiérarchie militaire portugaise, pourrait quitter son poste prochainement, faute d'avoir reçu les pouvoirs correspondant à sa charge. Sa nomination avait été imposée par le président Ramalho Eanes, contre l'avis de divers officiers supérieurs.

#### L'Inde et le Bangladesh ont signé un accord sur le partage des eaux du Gange

L'Inde et le Bangladesh ont signé, samedi 5 novembre, à Dacca, un accord mettant un terme à leur querelle sur le partage des eaux du Gange pendant l'étiage du grand fleuve, de janvier à mai.

L'entrée en service, en 1975, du barrage de Farakka, au nord de l'Etat indien du Bengale-Occidental, avait placé le Bangladesh dans une position difficile. Le barrage a pour principale fonction de détourner pendant la saison sèche une partie des eaux du Gange avant l'entrée du fleuve en territoire bangladais, afin d'assurer un meilleur drainage du port de Calcutta (Bengale Occidental) menacé d'ensablement. Depuis cette entrée en service, les Bangalais avaient constaté une baisse, qu'ils jugeaient alarmante, du niveau des eaux baignant tout le sud-ouest de leur pays. Comme en Inde, beaucoup d'activités, et d'abord l'agriculture, y dépendent étroitement du régime des eaux hivernales. Or le barrage de Farakka a pour résultat de placer le sort de millions de Bangalais entre les mains des Indiens. Le Bangladesh estime, non sans quelque raison, que l'ouvrage représente un instrument de pression, sinon de domination politique. La Chine, d'ailleurs, n'a pas manqué de

le souligner en apportant son soutien verbal à Dacca.

Ne pouvant parvenir avec les Indiens, sous le régime de Mme Gandhi, à un arrangement tenant compte des intérêts des deux pays, les Bangalais avaient tenté de ramener l'opinion internationale et avaient même porté l'affaire devant les Nations unies. Des discussions épisodiques se poursuivaient entre Dacca et New-Delhi, mais elles n'avaient pas permis de faire baisser la tension entre les deux capitales. (Le Monde des 10, 11, 12 mai 1976.) Le changement de gouvernement, en mars, en Inde, a cependant fait rapidement évoluer les choses. La démission de Mme Gandhi a été accueillie favorablement par le général Ziaur Rahman, au pouvoir à Dacca, et l'Inde a abandonné son attitude paternaliste et ombrageuse à l'égard du Bangladesh. Aussi bien les négociations ont-elles pu reprendre dans un meilleur climat et aboutir à un compromis limité. L'accord fixe pour cinq ans les quantités d'eau dont chaque pays pourra disposer pendant l'étiage et, en particulier à la fin du mois d'avril. Sans doute les Bangalais auraient-ils souhaité obtenir de plus larges concessions. Mais l'annonce d'un arrangement pouvait aller pendant une courte période contre les intérêts du Bengale-Occidental et de sa capitale y avait soulevé une levée de bouilliers. Le gouvernement de New-Delhi devait ménager les mandistes (indépendants de Moscou et de Pékin) au pouvoir dans la grande métropole de l'est. Simultanément, l'Inde a cessé d'encourager les éléments hostiles au régime Ziaur Rahman qui stationnaient à la frontière indo-bangladaise.

L'accord ne règle pas une question fondamentale qui est celle de la maîtrise des eaux de l'un des plus grands fleuves du monde, ayant chaque année des crues meurtrières. Mais il jette les bases d'une coopération bilatérale dont l'issue est vitale pour les populations intéressées.

GERARD VIRATTELLI

### Chine

#### LA FRANÇAISE ODILE PIERQUIN A ÉPOUSÉ SON FIANCÉ DE PÉKIN

(De notre correspondant.) Pékin. — Pour la première fois depuis la révolution culturelle, un officier d'état civil chinois a célébré, lundi 7 novembre, le mariage entre un citoyen de la R.P.C. et une jeune Occidentale. Il s'agit d'une étonnante française, Mlle Odile Pierquin, et de M. Tian Li (le Monde du 28 septembre). Les deux jeunes gens, qui se sont rencontrés il y a deux ans à Changhaï, ont traversé de multiples épreuves et ont montré une remarquable obstination dans leur projet. Mlle Pierquin s'était adressée à de nombreuses personnes chinoises en dernier lieu à M. Feng Essioping — et étrangères pour obtenir gain de cause.

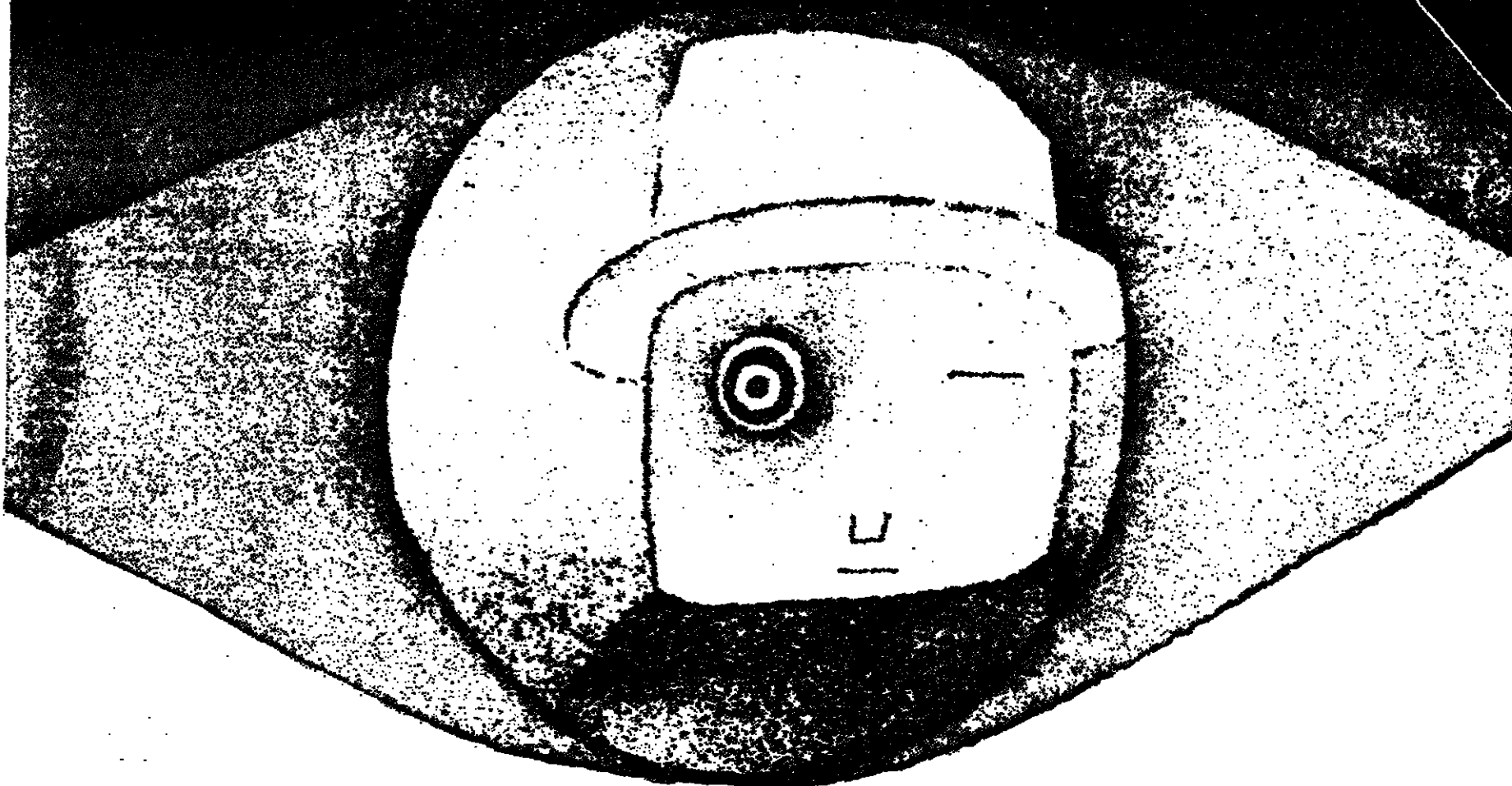
Le mariage a été célébré au bureau de l'état civil de la rue Tsingren, dans le quartier de Chao-Yung, où résident les parents de M. Tian Li. La cérémonie a duré une vingtaine de minutes. L'acte remis aux époux par l'officier d'état civil constatait que les deux jeunes gens (tous les deux âgés de vingt-huit ans) remplissent les conditions requises par la loi sur le mariage en vigueur en République populaire de Chine. Les parents de Mlle Pierquin, arrivés la veille de Paris, assistaient au mariage ainsi que ceux de M. Tian Li. Tout le monde a ensuite participé avec les jeunes époux à un déjeuner familial dans l'un des meilleurs restaurants de Pékin. — A. J.

#### KENYA TANZANIE LES SEYHELLES. ÎLE MAURICE

séjour Océan Indien  
10 jours  
à partir de F 2850\*  
circuit safari  
10 jours  
à partir de F 3850\*  
\* sur base 4 personnes  
le spécialiste à votre disposition  
Visit Africa Service  
3, rue Meyerbeer (Opéra)  
75009 Paris - tél. 824.73.22

# LE NOUVEL Observateur

18f. NUMERO HORS-SERIE



Faits & Chiffres, aide-mémoire de l'actualité économique fournit chaque année les statistiques les plus complètes sur les grands secteurs d'activité, et établit des analyses originales sur tous les sujets importants qui ont occupé le devant de la scène économique. Les 42 grands secteurs économiques sont traités. Son originalité, par rapport aux publications statistiques, réside en un parti pris explicatif de type journalistique. Cette année, Faits & Chiffres innove en exposant les réalités économiques dans tous les pays du monde, au lieu de se limiter à celles qui concernent la France. D'année en année, Faits & Chiffres apparaît comme un outil de travail. On le consulte comme un ouvrage de référence, on le lit comme un recueil de reportages passionnants sur l'économie de notre époque.

## faits & chiffres 1977

Exemples des sujets traités dans Faits & Chiffres :  
AGRICULTURE - AUTOMOBILES -  
BANQUE - COMMERCE EXTERIEUR -  
PRESSE - PUBLICITE - REVENUS, etc.  
Faits & Chiffres est en vente dans tous les kiosques

Si vous ne pouvez vous procurer Faits & Chiffres 77 chez votre marchand de journaux, retournez ce bulletin à :  
Faits & Chiffres, 5 rue d'Aboukir,  
75002 - Paris.  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Clérez recevoir Faits & Chiffres 77 : prix de l'exemplaire 18 F (étranger 22 F).  
Clérez s'abonner aux trois prochains numéros annuels 45 F (étranger 55 F) au lieu de 54 F. Joindre le règlement par chèque bancaire ou postal 3 volets, à l'ordre de S.G.B. compte postal N 2.01.6.76 Limoges

L'aide mémoire de l'actualité économique  
(formulaire augmentée de 4 nouvelles rubriques importantes)

# VIENT DE PARAÎTRE

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

# ASIE

## Chine

### Quand la mécanisation dérange les habitudes de la petite paysannerie

De notre correspondant

Pékin. — La modernisation de l'agriculture chinoise ne se heurte pas seulement à des obstacles techniques et matériels. Avec une franchise qui les honore, la presse et la radio évoquent les difficultés sociologiques, psychologiques que suscite l'introduction d'engins mécaniques dans les campagnes.

La radio de Nanning, capitale du Kwangsi (Chine du Sud), dénonçait récemment « le mode de pensée bourgeois » dont souffraient certains conducteurs de tracteurs qui n'acceptaient de rouler que sur de bonnes routes et refusaient de descendre dans les rizières. La même émission racontait l'histoire d'un village qui avait organisé une fête pour accueillir son premier tracteur, qu'un jeune garçon était allé chercher à la ville voisine. Toute la population rassemblée, avec gongs et tambours, attendait en vain « le petit bœuf de fer ».

Plus triste est cette autre histoire, également rapportée par Radio-Nanning. Il avait fallu faire grimper un tracteur nouvellement attribué jusqu'aux terres d'un petit village de montagne. Au bout de quelques jours à peine l'engin cessa de fonctionner. Consolation des paysans, dont aucun n'a la moindre notion de mécanique. Seule solution : descendre le tracteur et le remonter pièce par pièce.

Plus triste est cette autre histoire, également rapportée par Radio-Nanning. Il avait fallu faire grimper un tracteur nouvellement attribué jusqu'aux terres d'un petit village de montagne. Au bout de quelques jours à peine l'engin cessa de fonctionner. Consolation des paysans, dont aucun n'a la moindre notion de mécanique. Seule solution : descendre le tracteur et le remonter pièce par pièce.

« On pleure pour avoir un tracteur quand il n'y en a pas. Mais on a encore plus d'ennuis quand on en a touché un. »

Le *Quotidien du peuple*, de son côté, décrit comment la mécanisation agricole dérange « une mentalité de petite paysannerie confinée dans sa routine ». Dans les vastes plaines du Nord, où la terre abonde et où l'on manque plutôt de bras pour la cultiver, il n'y a guère de problèmes. Mais il en va tout autrement dans les régions où une population pléthorique assure sa subsistance en cultivant d'étroites parcelles avec les techniques d'un vieux jardinage dont les origines se perdent dans la nuit des temps. L'utilisation de machines suppose une « révolution » dans ces techniques, observe le *Quotidien du peuple*. Sans doute, mais on se heurte

là à la fois à des habitudes séculaires et à la conviction que seul ce méticuleux travail à la main, plant par plant, centimètre par centimètre, sans perdre un pouce de terrain, permet d'obtenir de hauts rendements. Dans bien des endroits, le blé est non seulement sarclé à la binette mais repiqué à la main. Que peut faire une machine avec son lourd moteur et ses grosses roues au milieu de ces plates-bandes minutieusement entretenues ?

Prudent, et fidèle à la « ligne de masse », le *Quotidien du peuple* recommande de « veiller à une alliance étroite entre le fruit des expériences accumulées et les exigences de la mécanisation ». Voilà qui réclamera la présence dans les campagnes chinoises non seulement d'un solide contingent d'agronomes mais encore d'une armée de fins psychologues.

ALAIN JACOB.

## Thaïlande

### Bangkok va renforcer son contrôle sur les réfugiés indochinois

De notre correspondant

Bangkok. — Certaines mesures prises dernièrement par les autorités de Bangkok à l'égard de réfugiés indochinois préoccupent les représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Les dirigeants thaïlandais sont excédés par ce flot continu venu des trois pays communistes voisins (Laos, Cambodge et Vietnam) depuis plus de deux ans et demi. Ils estiment que la « période critique » qui a succédé à la prise du pouvoir par les communistes dans ces pays est passée. Ils sont de moins en moins disposés à assumer la charge de ce fardeau humain dont ils ne se sentent guère responsables et qui, affirmant-ils, menace la sécurité interne du royaume. Il y a officiellement quelque quatre-vingt-dix mille réfugiés actuellement hébergés dans quinze camps. On estime toutefois que ce nombre est sensiblement inférieur à la réalité, une partie des réfugiés — notamment les Laotiens — se perdant dans la nature dès le passage de la frontière.

Les autorités ont donc décidé d'appliquer des mesures « de dissuasion ». Aux termes d'un accord signé le 22 juillet à Genève avec le H.C.R., la Thaïlande se réserve le droit, pour protéger sa souveraineté et préserver l'ordre public, d'établir une distinction entre les réfugiés « de bonne foi » — les seuls qui seront admis à rester dans le royaume — et les autres immigrants illégaux (le *Monde* du 12 octobre).

#### Des consignes strictes

Cette nouvelle politique doit entrer en vigueur le 15 novembre. Les autorités provinciales, dont le rôle sera prépondérant dans la « dissuasion » et dans la « sélection » des nouveaux arrivants, ont déjà reçu des consignes strictes.

Mais comment va-t-on opérer un tri sans tomber dans l'arbitraire ? Comment distinguer ceux qui fuient parce qu'ils s'estiment menacés de persécution (réfugiés *bona fide*) et les autres, ceux qui, selon les autorités, ont quitté leur pays d'origine pour simples « convenances personnelles » ?

Peut-on contraindre ceux qui seront inclus dans cette dernière catégorie à reprendre la mer où à passer la frontière en sens inverse sans risquer de mettre leur vie en danger ? L'article 4 du document signé à Genève prévoit d'ailleurs que, « dans l'exercice de sa souveraineté, le gouvernement a l'intention d'instaurer les procédures nécessaires (au contrôle des immigrants), en accord avec les principes humanitaires universellement reconnus ».

Cependant, dans les milieux proches du H.C.R., on indique que la nouvelle politique a connu, ces derniers jours, des applications prématurées et peu conformes à ces principes. Au camp de Songkhla, dans le Sud, cinq cent trente-sept Vietnamiens, venus par bateau au mois d'octobre, ont été séparés des autres réfugiés arrivés antérieurement. Ils seraient gardés militairement ailleurs, dans des conditions d'hébergement et d'alimentation précaires. Les représentants du H.C.R. n'ont pas encore pu leur rendre visite.

Le 26 octobre, le Bangkok Post rapportait que quatre-vingt-huit Vietnamiens, venant par bateau à Songkhla, avaient été renvoyés en haute mer, le droit d'asile leur ayant été refusé. Le 28, le même quotidien indiquait que les autorités avaient adopté une politique « dure » à l'égard des nouveaux arrivants. Les pêcheurs de la région sont menacés d'une amende s'ils aident les embarcations de Vietnamiens à gagner la côte thaïlandaise. Les nouveaux réfugiés subissent parfois leurs bateaux pour éviter d'être renvoyés au large dans les eaux internationales, avec les risques que l'on imagine.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

# Pour les USA? Prenez la porte Sud

National Airlines: des vols directs vers le Sud. Orly-Miami sans escale.

Désormais, pour aller vers le Sud des USA, ne passez plus par le Nord: National Airlines vous emmène sans escale de Paris à Miami dans une confortable cabine de DC10.

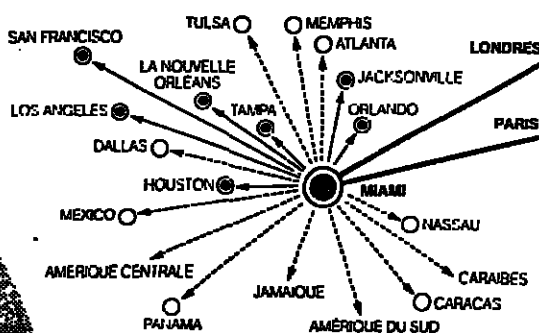
Vous volez vers Houston, La Nouvelle-Orléans et d'autres grandes villes du Sud et du Sud-Ouest sans changer de compagnie.

Quand vous êtes avec nous, nous sommes à votre disposition pendant tout le voyage. Notre service est celui qu'aiment les hommes d'affaires: un service sans agitation, mais efficace. Comme vous l'appréciez.

Une autre bonne raison d'entrer aux USA par la Porte Sud: nos excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

C'est le service "aux petits soins" de nos hôtesses qui explique pourquoi les trois quarts de nos passagers ont déjà voyagé avec nous.

Miami, la porte Sud des USA



# National Airlines

Contactez votre agent de voyages ou National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (225.64.75 - 256.25.77 - 563.17.66). Siège de National Airlines Inc.: État de Floride, USA.

هكذا من الأصل

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75227 PARIS - CEDEX 03  
C.C.P. 4207-23

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
198 F 355 F 423 F 490 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
128 F 375 F 443 F 510 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
135 F 350 F 418 F 485 F

II. — TUNISIE  
113 F 225 F 293 F 360 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitive ou provisoire (de 5 semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Général: Jacques Favret, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie  
du « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX.  
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications: n° 5147.

REVUE D'OPPOSITION

UNION DES

FÉDÉRATION des

REPUBLICAINS de

PROGRÈS

PRÉSIDENT: JEAN CHASSEDAINE

10, rue de la République - 75001 PARIS



LA CONVENTION NATIONALE DU P.S.

M. Mitterrand : il faut refuser la volte-face communiste

La convention nationale du parti socialiste, qui a été ouverte samedi 5 et se poursuit dimanche 6 novembre, a adopté, à l'unanimité, une résolution proposant au P.C.F. une reprise des négociations sur l'actualisation du programme commun.

Samedi, les dirigeants socialistes avaient consacré leurs travaux à valider les investitures des candidats du P.S. pour les élections législatives.

Dimanche matin, M. Pierre Bérégovoy, secrétaire du parti socialiste, a présenté le rapport politique. Il explique qu'un groupe de travail avait été mis en place entre la majorité et la minorité du P.S. et que la discussion avait montré que les socialistes étaient unanimes pour déclarer que la direction du parti communiste porte seule la responsabilité de la situation actuelle. Les socialistes étaient également unanimes pour estimer que les communistes avaient refusé d'examiner leurs propositions.

C'est pourquoi M. Bérégovoy s'élève de la publication dans le Monde du 3 novembre d'un document du C.E.R.E.S. proposant de nouveaux éléments pour une discussion avec les communistes. « Pourquoi la minorité n'a-t-elle pas permis que soit mené à son terme le travail qui avait été bien entrepris ? » interroge-t-il. Par souci de se distinguer, pour tenter une séparation tactique à la mesure des luttes de pouvoir, les socialistes ont voulu se placer en position d'intermédiaire entre le parti socialiste et les communistes ? Ce serait autrement plus grave. Quel qu'il en soit, je suis convaincu que la très grande majorité des militants condamnera une initiative qui a pu résulter d'un altération de l'image du parti à un moment où nous subissons les fers croisés de la droite et du P.C.

BÉRÉGOVOY ajoute : « Dans les discussions sur l'actualisation du programme commun, comment ne pas être frappé par le fait que le P.C.F. visait à réduire la portée formatrice du programme commun sur plusieurs points : la nationalisation des services urbains, les offices fonciers agricoles, la nationalisation des petites banques de dépôt. Ajoutons les concessions faites aux déviances dans le domaine de la légalité et l'acceptation sans réserve de l'armement nucléaire, et l'on observe que la démarche du P.C.F. vise à réunir tous les

éléments d'un « compromis historique » à la française avec certaines fractions des classes dominantes... »

Le rapporteur explique, en conclusion, que le parti socialiste « se déclare prêt à reprendre la discussion » au sommet « sans délai, sous prétexte, et sous quelque forme que ce soit ». Pour préparer cette rencontre il suggère que se tiennent « dans les dix jours » une réunion des responsables du comité de liaison de la gauche.

M. GEORGES SARRÉ, membre du bureau exécutif et animateur du C.E.R.E.S., évoque le débat sur la désignation des candidats pour les élections législatives. Il qualifie la commission chargée d'examiner les candidatures de « commissions de la hache ». Il souhaite que « certaines camarades ne soient pas frappées pour délit d'opinion ». Et il réclame qu'il n'y ait pas deux catégories de candidats et de militants. Répondant à M. Bérégovoy, il explique que l'attitude prise par la minorité du P.S. ne correspond pas à des ambitions tactiques.

L'objectif du C.E.R.E.S. est, selon lui, de sauver l'union de la gauche. Il estime que le souci immédiat du parti communiste est d'obtenir un réajustement électoral, ce qui, selon lui, explique la « campagne scandaleuse » qu'il mène contre le P.S. M. Sarré ajoute : « Si le parti communiste était mieux organisé dans les entreprises, le parti communiste est-il prêt à agir avec autant d'audace et d'effronterie, aurait-il pu agir aussi librement ? »

« Si l'union de la gauche n'est pas possible, nous n'irons pas voter tout. Nous ne pouvons pas camper sur place. Nos propositions n'ont d'autre objet que d'ouvrir la convention à mener une discussion au terme de laquelle

nous espérons nous retrouver unanimes. La meilleure façon de faire bouger le parti communiste est de ne pas rester aveugle et immobile. »

M. JEAN POFEREN, député du Rhône, membre du secrétariat, se déclare inquiet du manque de combativité des socialistes qu'il constate ici et là.

« Un de nos arguments », déclare-t-il, « était que le parti socialiste s'est montré cohérent dans la bataille. C'est un atout considérable. Nous avons été durement secoués par ce qui s'est passé cette semaine. »

« Établir notre convention de nos positions ne se justifiait pas... »

M. CHEVÈNEMENT : une ligne commune

« Il est possible », déclare-t-il, « d'avoir une ligne politique commune. Nous avons plusieurs fois déjà tendu la main à la majorité du parti. Mais il faut dépasser la manière de voir le P.S. Il ne peut y avoir de prise d'otages au sein de la commission électorale. Ce n'est pas cela

la vie démocratique d'un parti démocratique. »

M. CHEVÈNEMENT explique que la seule concession que la minorité du P.S. propose de faire au P.C. porte sur la nationalisation de la sidérurgie. « Nous en sommes déjà à 70 %, déclare-t-il en évoquant la prise de participation préconisée par les socialistes. Nous proposons de faire l'impasse sur les 30 % de M. Ferry. Le pro-

gramme commun vaut bien ces 30 %... »

Le député de Belfort préconise, en outre, la mise en place de comités de base en faveur de l'union de la gauche et du programme commun et une rencontre avec la C.G.T.

En conclusion, M. Chevènement note qu'un accord entre les différents courants du P.S. est nécessaire, mais qu'il ne suffit pas de dire que les socialistes sont pour un régime des négociations. Ils doivent donner « un coup de barre à gauche ». « Il faut sortir de l'immobilisme », ajoute-t-il. Il était justifié devant l'assemblée, mais il n'est pas tenable longtemps. »

M. ROGARD : un dévoiement du programme commun

M. Michel Rogard, membre du secrétariat, cherche à analyser les raisons pour lesquelles le parti communiste a rompu les discussions sur l'actualisation du programme commun. Il pense que le changement de rapport de forces a pesé pour beaucoup dans ce phénomène. Il croit aussi que le parti communiste a eu des doutes sur ses possibilités de contrôler l'appareil d'Etat et l'appareil économique. « Le P.S. explique-t-il, n'a plus à effectuer de virage à gauche. Celui-ci s'est déjà traduit dans les faits, et notamment lors des élections de 1973. M. Rogard note que la politique économique a fourni au parti communiste le prétexte de la rupture. Or, selon lui, les mesures sociales préconisées par les commu-

nistes sont insupportables pour l'économie française. Et le P.C.F. le sait. Mais la mise en faillite d'entreprises ne le gêne pas puisqu'il est contrôlé par le crédit et par le pouvoir. Il veut tout en ayant le contrôle. C'est un dévoiement du programme commun, s'exclame M. Michel Rogard. La logique communiste, c'est l'admission par le gouvernement central. La déstabilisation économique du P.C.F. reste à obtenir. Il faut dorénavant faire passer sur ce point le poids des franciscains. »

M. ROGARD, qui est membre du comité directeur, se félicite de la proposition de la direction du parti tendant à proposer aux communistes une nouvelle rencontre.

Aussi bien l'une que l'autre marque, dans la mesure même où elles ont été portées, a-t-elle été traitée en adversaires ou de jeter le trouble dans l'opinion publique. Évoquant les propos de M. Chevènement, M. Rogard poursuit en expliquant qu'il faut beaucoup de maîtrise et de rigueur pour éviter une dérive du parti socialiste. Mais il ajoute : « Plus nous avançons, plus nous nous rendons compte que le parti communiste n'a pas déjà subi la loi de cette dérive ? »

L'orateur s'applique ensuite à analyser les raisons de l'attitude du P.C. Il déclare : « Je n'ai pas retenu l'argument de la main de Moscou. Je dis seulement que pour le P.C.F. dans la mesure où, pour d'autres raisons, il avait décidé de rompre, il se trouvait dans une situation plus aisée par rapport au parti communiste socialiste, ce qui veut dire que lorsqu'il y a conjonction d'intérêts, on se laisse plus facilement aller. » Le premier secrétaire du P.S. est revenu alors sur l'idée d'un compromis historique à la française, qu'il avait déjà développée à Villeurbanne, devant le congrès des élus socialistes. « Le compromis historique », explique-t-il, « est déjà pratiqué en Italie. Il est, en fait, pratiqué en Espagne. Je ne suis pas sûr qu'il ne tienne pas demain le parti communiste portugais. Je suis sûr, en tout cas, que dans ces trois pays, il sera toujours préféré le compromis historique, c'est-à-dire une sorte d'union nationale et d'alignement avec la droite, plutôt que l'alliance avec les forces socialistes. Pourquoi estimera-t-on, à priori, que le P.C.F. serait indigne de cette tentation ? Qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? En France, et c'est la réponse qu'on me fait — elle n'est pas suffi-

sante, — il n'y a pas de partenaire politique pour le compromis historique. C'est vrai, et c'est bien l'embarras. »

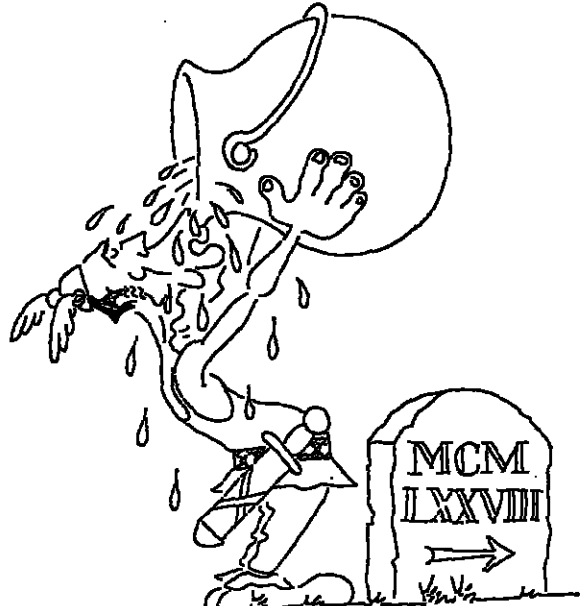
Le compromis historique va bien au-delà des combinaisons parlementaires. Le compromis historique, c'est lorsqu'on se rallie en vingt-quatre heures à la bombe atomique. On fait au moins le compromis historique avec l'armée. C'est lorsqu'on se rallie en vingt-quatre heures à l'Europe. On fait au moins le compromis historique avec les milieux d'affaires. C'est lorsqu'on trahit, on manœuvre dans les arrières du parti socialiste, lorsqu'on débauche de l'enseignement privé. On fait le compromis historique avec l'Eglise. C'est lorsqu'on abandonne, en vingt-quatre heures, la dictature du prolétariat. On fait le compromis historique avec les classes moyennes. »

Pour ce qui concerne les risques de stalinisme dans le comportement du P.C.F., M. Mitterrand note : « Le stalinisme serait-il comme le paludisme ? On s'en croit guéri, et cela revient de temps à autre. »

Il explique toutefois que, pour sa part, il hésite sur les explications de l'attitude du P.C. et qu'il n'a pas arrêté son jugement. « Je dois vous dire, ajoute-t-il, quelle est mon inclination. Je pense que la raison principale, qui conforte toutes les autres, est un phénomène de concurrence dont on trouve déjà l'explication dans l'ouvrage paru sous la signature d'Etienne Fajon : L'union est un combat, c'est-à-dire que l'on combat de préférence ceux avec lesquels on devrait se trouver unis. De telle sorte qu'aujourd'hui se crée une alliance objective contre nous à droite et chez les communistes. Je crois que le phénomène principal tient au développement du P.S., et l'avais entée de source lorsque j'entendais Georges Sarré dire que la crise ne se serait pas produite si nous avions été davantage implantés dans les entreprises. Je lui dis : raison de plus. C'est précisément parce que le P.S. est redevenu concurrent sur le terrain des affaires sociales que le P.C.F. est devenu nécessaire. Un parti social-démocrate sous la caricature que vous représentez n'aurait

Il ne peut y avoir qu'une ligne

S'adressant au C.E.R.E.S., il ajoute : « Croyez-vous que notre parti ait la moindre chance de gagner son combat, qui est le combat pour l'union, si l'on d'entre nous, il devient agité ? (...) Je supplie nos camarades de bien vouloir comprendre que quand on se dit unitaires, il ne faut pas confondre l'amour et le stérilisme. » Il reproche au C.E.R.E.S. de lâcher pied à pied devant le P.C. en ce qui concerne les filiales nationalisables. « C'est là, ajoute-t-il, la meilleure façon de justifier la thèse communiste selon laquelle le débat en réalité n'a porté que sur les nationalisations et sur quelques aspects secondaires de la politique au niveau



Konk (D'APRÈS UBERZO)

(Dessin de KONK.)

« L'HUMANITÉ » : un diktat.

Francette Lazard écrit, dans l'éditorial de l'Humanité du 7 novembre sous le titre « Le diktat de M. Mitterrand » :

« Mitterrand a consacré l'essentiel de son propos à multiplier les chefs d'accusation contre le parti communiste, évoquant tout à tour, en un véritable procès, le stalinisme, le compromis avec la droite, la volonté de s'emparer de l'appareil de production et de l'Etat ! Cette argumentation est ridicule et affligeante (...). »

« Toute l'activité du parti socialiste est placée sous le signe de la recherche d'une position dominante au premier tour des élections législatives (...). »

« Le parti socialiste campe, sans en bouger d'un pouce, sur ses positions antérieures. Le fond et le ton des propos de François Mitterrand sont, à cet égard, sans équivoque. Il entend imposer son point de vue et refuse le moindre pas, la moindre ouverture, maintenant intégralement des choix en retard sur les engagements de 1972 et présentés sous forme de diktat, à prendre ou à laisser. »

(PUBLICITE)

LE GAULLISME D'OPPOSITION

une autre façon

d'être à gauche

FÉDÉRATION des RÉPUBLICAINS de PROGRÈS

PRÉSIDENT : JEAN CHARBONNEL

105, rue de Grenelle 75007 PARIS

Téléphone : 705-82-79 - et 705-27-93

Cinq règles d'action

M. FRANÇOIS MITTERRAND explique que, en raison de l'échec de la politique gouvernementale, la gauche devrait parvenir au pouvoir. Son échec ne pourrait résulter que de sa propre responsabilité. Le premier secrétaire se félicite de la mobilisation de son parti. Puis, il entreprend de faire le procès détaillé de la politique gouvernementale. Il s'attache en particulier à dénoncer les « déviances » verbales utilisées par M. Raymond Barre. Il « cherche à dissimuler son échec en l'expliquant, soulignant que c'était déjà la méthode de M. Giscard d'Estaing ».

Le premier secrétaire accuse également le gouvernement de jongler avec les indices et il qualifie, à ce propos, le premier ministre de « Tartarin des indices ». Ironisant sur la formule de M. Raymond Barre, disant qu'il « fruit du charbon » pour annoncer sa candidature aux élections législatives, M. François Mitterrand déclare : « En fait, de charbon, il a surtout trouvé un filon. » « Il va exploiter Lyon », ajoute-t-il, « c'est l'image du courage même qu'incarne la capacité d'audace de cet explorateur. C'est exactement la caricature du système. »

Le premier secrétaire propose alors à son parti cinq règles d'action :

« 1) Servir l'union ; 2) refuser la volte-face du parti communiste ; 3) être toujours soi-même ; 4) prendre une ligne et la suivre après la rupture des négociations ; 5) rappeler que la majorité, après la rupture des négociations à gauche, a tenté de séduire le parti socialiste. « Cela a été la danse du ventre, déclare-t-il. De toutes parts, on disait : « Ces socialistes, après tout, ils ne sont pas si mal que ça. » Rendons cette justice que la danse que nous a été la danse du scap.

Cinq règles d'action

Aussi bien l'une que l'autre marque, dans la mesure même où elles ont été portées, a-t-elle été traitée en adversaires ou de jeter le trouble dans l'opinion publique. Évoquant les propos de M. Chevènement, M. Rogard poursuit en expliquant qu'il faut beaucoup de maîtrise et de rigueur pour éviter une dérive du parti socialiste. Mais il ajoute : « Plus nous avançons, plus nous nous rendons compte que le parti communiste n'a pas déjà subi la loi de cette dérive ? »

L'orateur s'applique ensuite à analyser les raisons de l'attitude du P.C. Il déclare : « Je n'ai pas retenu l'argument de la main de Moscou. Je dis seulement que pour le P.C.F. dans la mesure où, pour d'autres raisons, il avait décidé de rompre, il se trouvait dans une situation plus aisée par rapport au parti communiste socialiste, ce qui veut dire que lorsqu'il y a conjonction d'intérêts, on se laisse plus facilement aller. » Le premier secrétaire du P.S. est revenu alors sur l'idée d'un compromis historique à la française, qu'il avait déjà développée à Villeurbanne, devant le congrès des élus socialistes. « Le compromis historique », explique-t-il, « est déjà pratiqué en Italie. Il est, en fait, pratiqué en Espagne. Je ne suis pas sûr qu'il ne tienne pas demain le parti communiste portugais. Je suis sûr, en tout cas, que dans ces trois pays, il sera toujours préféré le compromis historique, c'est-à-dire une sorte d'union nationale et d'alignement avec la droite, plutôt que l'alliance avec les forces socialistes. Pourquoi estimera-t-on, à priori, que le P.C.F. serait indigne de cette tentation ? Qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? En France, et c'est la réponse qu'on me fait — elle n'est pas suffi-

REGIS DEBRAY

La Neige brûle

roman

« Cinq semaines avant de regagner la Bolivie et cent treize jours avant d'y être abattue par la police sur le seuil d'une maison d'où deux hommes, au même instant, s'enfuient par la porte de derrière, elle a choisi d'appeler amour ce qui la relie déjà à la souche infinie des camarades tombés »

Grasset







## DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LA X<sup>e</sup> CONVENTION DES CLUBS «PERSPECTIVES ET RÉALITÉS»

### M. Raymond Barre : le gouvernement doit fuir l'électoratisme

Les clubs Perspectives et Réalités, créés en 1965 par M. Giscard d'Estaing, ont tenu, samedi 5 novembre à Paris, leur dixième convention nationale. A cette occasion, M. Jean-Pierre Fourcade et les dirigeants de la formation ont marqué leur volonté de faire admettre les clubs comme un élément de la majorité majoritaire et autonome. La manière dont, depuis plusieurs mois, ils ont travaillé à l'élaboration et à la promotion de leur propre programme — intitulé « Des choix

pour demain » — témoigne de leur détermination à se distinguer même du parti républicain, dont M. Fourcade est pourtant l'un des responsables.

Le premier ministre et des représentants de tous les partis de la majorité avaient été invités. Étaient notamment présents à la tribune lors de la séance à laquelle participa M. Barre : M. Didier

Bariani et Mme Brigitte Gros pour le parti radical, M. André Diligent pour le C.D.S. et M. Jean-Pierre Soisson pour le parti républicain. M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., s'était excusé. L'annonce de cette défection provoqua quelques « mouvements divers » dans l'assistance. Mme Giscard d'Estaing assistait à la séance de l'après-midi. — N.-J.B.

Les participants à la convention des clubs Perspectives et Réalités ont travaillé samedi matin en commission. L'après-midi, en séance publique, M. Philippe Pontet, vice-président de la fédération, rendant compte des travaux de la matinée, a pris position en faveur d'une « réduction progressive de l'éventail des revenus », de la « retraite à la carte », de l'extension de la cinquième semaine de congés payés aux travailleurs manuels (« et dans des détails compatibles avec la situation économique »), d'une politique de défense « autonome

et crédible » et d'une politique commerciale « refusant le protectionnisme ».

M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs, a notamment déclaré : « Une bonne politique économique sera inefficace si elle n'est associée à des réformes profondes permettant à notre société d'échapper vers davantage de justice et de solidarité. Mais ces réformes doivent être lucides, progressives et clairement expliquées aux Françaises et aux Français ».

Il a aussi souligné : « L'accepter, c'est de tenter d'esquisser les

contours d'un programme ambitieux qui pourra, demain, sous la conduite du président de la République, rassembler une large majorité de nos concitoyens, bien au-delà de leurs actuelles appartenances politiques. (...) Nous serons les pionniers de l'unité. Unité de la majorité d'abord, unité du large courant qui soutiendra l'action du président de la République, ensuite. Car notre objectif essentiel, c'est bien d'élargir et de renforcer la masse de ceux qui ont élu Valéry Giscard d'Estaing président de la République en 1974 et qui, depuis, n'ont pas douté de la justesse de ses

vues et de la ténacité de son action réformatrice ».

« Nous devons gagner »

M. Raymond Barre s'est adressé en ces termes aux quelque deux mille personnes présentes : « Nous devons gagner et, pour cela, nous devons nous mobiliser. La désunion de l'opposition ne doit pas être un facteur de relâchement pour la majorité, car rien n'est jamais joué. Jusqu'au soir du deuxième tour nous devons être vigilants, actifs et persuasifs. (...)

« Nous devons refuser à l'opposition le monopole de la gauche et combattre les conceptions machiavéliques qui divisent le pays en deux. »

« Nous devons gagner en fuyant l'électoratisme de toutes nos forces. Ou trions-nous et nous n'avons d'autres préoccupations que de servir par un saupoudrage de mesures minimes et médiocres, les intérêts les plus divers et les privilèges les plus diffus ? C'est pour cela que le gouvernement est décidé à fuir l'électoratisme : toute complaisance, toute com-

promission se retournerait contre les conditions de vie des Français. Croyez bien que cette attitude ne vous fera pas perdre de voix. »

Le premier ministre a encore dit : « Nous devons gagner en évitant les fausses oppositions qui compromettent l'unité de la France. (...) Il faut systématiquement refuser et dénoncer tout ce qui pourrait être dirigé contre le président de la République. Quant à nous, nous avons choisi la voie de la loyauté, de l'honnêteté et de la clarté. Ce sont des vertus difficiles, mais qui payent en politique. »



#### DIRECTION GÉNÉRALE

170.000 F

Une importante société de services située à Paris et opérant, tant sur le marché des particuliers que sur celui des entreprises, recherche un Directeur pour succéder son Président-Directeur Général. S'appuyant sur les structures existantes, sa mission sera, dans un premier temps, axée sur le développement commercial et la diversification des produits et des marchés. Il préparera les plans d'action, en contrôlera la réalisation et prendra une part personnelle importante aux contacts à haut niveau. Ses responsabilités couvriront également l'organisation et la gestion de la société. Ce poste intéresse un candidat de premier plan, diplômé d'enseignement supérieur, âgé de 35 ans au minimum. Il disposera d'une expérience très complète de développement commercial (stratégie, organisation des ventes, animation réseau...) acquise à la tête d'un département commercial du secteur tertiaire (société de services, conseil, courtage d'assurance...). Il devra allier à son tempérament commercial de fortes qualités de gestionnaire et d'animateur. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 170.000 francs. Ce poste doit normalement évoluer très rapidement vers la Direction Générale de l'entreprise. De plus amples renseignements seront communiqués au cours d'un entretien confidentiel. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/26010M

#### DIRECTION EXPORTATION

140.000 F

Parfums de luxe — Une importante société de parfumerie de renommée internationale, recherche, dans le cadre de l'expansion de son chiffre d'affaires dont 70 % sont réalisés à l'exportation, un Adjoint au Directeur Export, basé à Nanterre. Rendant compte à ce dernier, il aura la responsabilité de l'animation des ventes export sur des marchés locaux répartis dans le monde entier. Ses activités couvriront un champ très large : préparation et suivi de plans d'action commerciaux avec agents généraux, contrôle de clientèle directe et développement de nouveaux marchés locaux. Ce poste conviendrait à un cadre commercial de premier plan, âgé d'au moins 35 ans et pouvant justifier de plusieurs années d'expérience, acquise à un niveau de responsabilité similaire au sein d'une société fabriquant et commercialisant des produits de luxe. Une préférence sera donnée aux candidats déjà bien introduits auprès des distributeurs de la parfumerie de luxe. La pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand est indispensable ainsi qu'un sens très personnel des contacts humains. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/26060M

#### CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

130.000 F

Une société française réputée dans le domaine de la conception, la réalisation et l'installation d'équipements ou de lignes de fabrication destinées aux industries plastiques, recherche pour Paris, un Chef de Bureau d'Études. Rendant compte au Directeur Technique, il bénéficiera d'une large autonomie pour assurer la conception technique des produits et outillages en liaison avec la Direction Commerciale et les fournisseurs. Il préparera les études préliminaires et les estimations de coût et pourra intervenir en clientèle sur des projets importants. Il dirigera une équipe d'une vingtaine de personnes. Ce poste convient à un cadre confirmé, diplômé AM, ICAM, IDN... ou équivalent, âgé d'au moins 32 ans. Il aura acquis une expérience approfondie des études et de l'animation d'équipe au niveau de la conception et de la réalisation d'équipements industriels sophistiqués. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée. Des qualités d'organisateur et de gestionnaire sont indispensables. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. D'intéressantes perspectives sont envisageables pour un candidat de valeur. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/26070M

#### DIRECTION COMMERCIALE

120.000 F

Distribution — Un important groupe international spécialisé dans les produits de grande consommation recherche, pour une de ses sociétés à Paris, un Responsable Clients Nationaux. Rattaché directement au Directeur Commercial, il sera chargé des contacts entre la société et les distributeurs qui représentent la plus grande partie du chiffre d'affaires. A ce titre, il aura à définir des actions spécifiques (promotions par exemple) pour les distributeurs, évaluer leurs répercussions à l'intérieur de la société (sur les plans financier, technique, marketing) et coordonner leur réalisation à tous les niveaux. Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, âgé d'au moins 32 ans, et ayant acquis une solide expérience commerciale à la fois dans les domaines du marketing et de la vente. Une bonne connaissance de la distribution française et une aisance dans les contacts de haut niveau sont indispensables. La pratique de la langue anglaise sera appréciée. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 120.000 francs et sera fonction de l'expérience acquise. La dimension du groupe garantit d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière. Ecrire à Paris. Réf. B/5627M

#### DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

100.000 F

Lyon — PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde), poursuit son développement régional (Lille, Lyon, Nantes). Le département « Personnel » crée sur Lyon un nouveau poste de consultant. Au sein d'une équipe dynamique, après une période d'intégration, il se verra confier la responsabilité entière d'un ensemble de clients auprès desquels il conduira des actions de conseil dans le domaine du développement des ressources humaines (recrutement, formation, qualifications, etc.). Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure, il aura acquis en entreprise une expérience approfondie de la gestion du personnel (cadres, maîtrise, et ouvriers) qui lui permettra de s'adapter rapidement au milieu de conseil d'entreprises. Une formation théorique et pratique lui sera apportée tout au long de sa carrière. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée au niveau d'expérience atteint. Ecrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/0621M

#### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

95.000 F

Rhône-Alpes — Une entreprise industrielle de renom et en progression régulière (150 millions de francs de chiffre d'affaires), intègre son service informatique et crée la fonction de Chef de Projet, responsable du démarrage d'un IBM 3/15 avec télétraitement sous CCP. Rendant compte au Directeur Financier, il participera à la définition du plan informatique, développera les applications et assurera leur mise en œuvre ainsi que la maintenance. Il formera et animera son équipe d'analyse-programmation (GAP II). Ce poste doit motiver un(e) candidat(e), âgé(e) d'au moins 30 ans et de formation supérieure. Une expérience réussie du démarrage d'applications (gestion commerciale et/ou de production) en tant que Chef de Projet est indispensable. La rémunération annuelle de départ, pourra être négociée en fonction du niveau de compétence acquis et les perspectives d'évolution sont réelles. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3444M

#### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Paris

Régulation — La filiale française d'un important groupe industriel anglo-saxon, fabricant et commercialisant des équipements industriels, recherche un Ingénieur Technico-Commercial pour son siège situé dans la proche banlieue Est de Paris. Rendant compte à la Direction Générale de la filiale et en liaison directe avec la maison-mère, il aura à implanter et développer l'activité Régulation sur le marché français. Sa première mission consistera à pénétrer ce marché par une prospection systématique auprès des industries concernées. Bien qu'autonome dans son action, il aura l'appui de la maison-mère pour les études de prix, les spécifications techniques et le suivi des commandes ainsi que celui de la filiale pour tous les autres domaines. La réussite dans cette fonction l'amènera à terme, à créer une future division dont il aura la responsabilité. Ce poste conviendrait à un cadre, niveau BTS ou ingénieur, âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience confirmée de la vente de matériels de régulation ou d'instrumentation. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste exige de nombreux déplacements sur tout le territoire français. A cet effet, une voiture de fonction sera mise à sa disposition. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2564BM

#### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

100.000 F

Équipements sidérurgiques — Une société française spécialisée dans la conception la réalisation, la vente et l'installation d'équipements lourds destinés au parachèvement des aciéries (70 % du chiffre d'affaires à l'export), recherche un Ingénieur Technico-Commercial Export. Basé dans une ville du centre de la France et rendant compte au Directeur Technico-Commercial, il assurera les contacts avec les clients étrangers à partir des appels d'offre, négociera les contrats commerciaux, préparera les devis, et, en liaison avec le bureau d'études, pilotera les dossiers techniques. Ce poste convient à un ingénieur diplômé ou de niveau équivalent, âgé de 28 ans minimum, possédant 3 à 4 années d'expérience de la négociation d'équipements sur le plan international, destinés aux producteurs d'acier. La pratique très courante de l'anglais est indispensable. Une bonne connaissance de l'allemand serait appréciée. La poste exige une grande disponibilité pour des déplacements (1/3 à 50 % du temps). La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2608M

#### PIARMACIEN



Reims

LES LABORATOIRES BOEHRINGER INGELHEIM recherchent, pour leur siège social, un Pharmacien. Au sein de la Direction Industrielle, il participera au développement et à la mise au point technique des produits en liaison avec la maison-mère, et sera chargé de la préparation, de la réalisation et du suivi des dossiers d'autorisation de mise sur le marché des produits de traitement. Il assurera une part des contacts avec l'extérieur ainsi qu'avec les sociétés du groupe. Ce poste convient à un Pharmacien diplômé, âgé de 27 ans au moins, disposant si possible soit du diplôme de l'IFI, soit d'une spécialité de galénique ou bien étant ancien interne des hôpitaux. Il possèdera deux à cinq ans d'expérience industrielle pharmaceutique acquise en laboratoire ou en production. La pratique de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2609M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

**Offrez-vous le Tour du Monde**

La Flotta Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord de l'Achille Lauro, navire prestigieux de 24000 t équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animation, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions :

Gènes, Naples, Port-Salut, Bombay, Colombo, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Curaçao, Guadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, etc. Embarquement à Gènes le 7 janvier 1978, retour à Gènes ou Cannes le 5 avril 1978. Prix : de 32400 F à 62200 F.

**flotta lauro** Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : **CIT** 5, bd des Capucines, 75002 Paris Tél. : 266.46.50

Le plus récent, sans engagement, la brochure "Le Tour du Monde 1978 Achille Lauro"

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

RIDEAUX VOILAGES

**Marcel SELGER**

Maître Artisan Tapissier

1, Impasse Druiot

Paris-12 628.35.30

**Observateur**

**Faits & Chiffres**

**vient de paraître**

collection pilote

**Collection Pilote**

le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les aventures d'Al Crane

les aventures d'Al Crane

Lauzier Alexis

Al Crane un cow-boy très spécial. Une réalité cynique loin des westerns traditionnels et puritains.

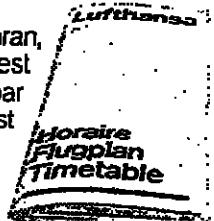
**DARGAUD**

## Lufthansa vous ouvre la route de l'or noir.



Toutes les routes du Moyen-Orient sont dans notre Petit Livre jaune.

Abu Dhabi, Amman, Bagdad, Beyrouth, Le Caire, Damas, Dhahran, Dubai, Jeddah, Koweït et Thèhéran : la route du pétrole est à vous. Lufthansa vous propose 36 correspondances par semaine (Via Francfort ou Munich) au départ d'Orly Ouest vers l'un de ces 11 royaumes de l'or noir. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes.



**Lufthansa**

## DÉFENSE

La visite du président de la République à Brest

### LE CHEF DE L'ÉTAT CONSACRE DEUX SÉANCES DE TRAVAIL AUX MISSIONS ET AUX MOYENS DE LA MARINE NATIONALE

La visite à Brest du président de la République, chef des armées au terme de la Constitution, intervient à deux jours de l'examen, par l'Assemblée nationale, du projet de budget de la défense pour 1978. On sait, à cette occasion, que les discussions à la commission des finances et à la commission de la défense au Palais-Bourbon ont été très vives et que des critiques sévères ont été adressées, en particulier, à l'encontre des crédits attribués à la marine nationale.

Les députés ont estimé insuffisants les crédits consacrés aux constructions neuves de la flotte de surface et ils ont déploré l'abandon de la mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles. M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a reconnu que le budget de la marine était « le point faible » de sa politique.

#### Des propos très appréciés

Selon notre correspondant à Brest, les marins, qui sont tenus à l'obligation de réserve, ne font bien entendu aucun commentaire public sur les raisons du déplacement du chef de l'État. Mais, leur morosité n'est un secret pour personne. Des propos récents, à Brest, du vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle, qui vient de quitter le commandement de l'escadre de l'Atlantique, ont été très appréciés : le fils de l'ancien chef de la France libre avait rendu un hommage remarquable à Georges Leygues, un ancien ministre de la marine entre les deux guerres qui avait facilité le renouveau de la flotte de guerre fortement éprouvée par les hostilités de 1914-1918 (*le Monde* du

27 juillet), et il avait souligné que la marine est l'arme essentielle de l'indépendance nationale. A Brest, précise encore, notre correspondant, de nombreux officiers ne se cachent pas pour affirmer, en privé, que « le gouvernement est en train de couler la marine française » et leur attitude est révélatrice de l'amertume qui règne depuis le transfert d'une large partie de la flotte de Brest à Toulon.

Le chef de l'État devrait donc

préciser les orientations de la politique française dans le discours public qu'il adresse aux élèves officiers de Navale à bord de la *Jeanne-d'Arc*. A l'issue de cette cérémonie, le porte-hélicoptère quittera Brest pour une croisière de six mois, avec une série d'escales en océan Indien. A son bord, cent trente et un élèves officiers dont dix stagiaires étrangers originaires du Maroc, de l'Égypte, d'Indonésie, d'Iran, du Liban, du Pérou, du Zaïre et de Singapour.

### Libres opinions

#### Mieux vaut tard que jamais...

par ANTOINE SANGUINETTI (\*)

COMME chaque année au moment d'examiner les crédits militaires, les députés de la majorité s'interrogent sur le sens et le bien-fondé des mesures qui leur sont proposées. Tandis que la commission de la défense de l'Assemblée nationale décide de rejeter le budget d'investissements militaires pour 1978 en prenant conscience de l'état critique de la marine, un rapporteur de la commission des finances se demande, pour sa part, « si les impératifs nationaux de notre sécurité seront bien respectés » et doute que « les forces nucléaires restent, dans les faits, la disposition centrale de notre défense ». Et de conclure, à propos du sixième sous-marin nucléaire lance-missiles (S.N.L.E.), que le gouvernement n'avait pas inclus dans la « loi d'intentions » de mai 1976, mais que le Parlement y a rétabli, qu'aujourd'hui « il est patent que la loi ne sera pas respectée ».

S'agissant d'une simple loi d'intentions, dont il a été répété tout au long des débats qu'elle n'avait pas valeur contraignante, il n'était pas évident a priori qu'elle serait plus respectée que les lois de finances annuelles, qui elles, sont en principe exécutoires. Or le gouvernement prend depuis plusieurs années, à leur égard, des libertés dont le Parlement s'est jusqu'ici accommodé. C'est ainsi, pour citer un exemple, que des crédits ont été votés successivement en 1974 et 1975 pour la construction d'un porte-hélicoptère qui n'a jamais été mis en chantier. Ces sommes ont été détournées, comme bien d'autres, au profit d'une armée de terre réorganisée à prix d'or, même si on le nie périodiquement, pour quadriller le territoire national avant les prochaines échéances électorales.

Il y a, en fait, plusieurs années que les déclarations du pouvoir actuel ont cessé d'être crédibles et elles le furent jamais. Le 15 mai 1974, entre les deux tours du scrutin présidentiel, un candidat déclarait, avec tous les accents de la sincérité, dans une interview au *Télégramme de Brest*, que « le plan naval devra être mené à bien » ; alors que les chefs de la marine recevaient confidentiellement mais fermement, quinze jours plus tard, du nouveau président, notification de son abandon. Toujours à propos de la marine, le 24 mars 1976, le ministre de la défense réaffirmait publiquement, après le chef de l'État, l'importance nouvelle prise par la mer et qualifiait la marine de « clé de voûte de la défense nationale » ; deux mois exactement avant de faire voter son abaissement dans la loi d'intentions gouvernementales.

De la même façon, dans le domaine du nucléaire, le ministre de la défense comme le premier ministre ont affirmé, à tour de rôle et à plusieurs reprises, le maintien de la priorité des forces de dissuasion, alors même qu'ils étaient démentis par des faits tels que l'abandon, sans lendemain, quinze jours plus tard, du projet de gaspillage des 200 millions de francs déjà dépensés — ou la baisse, parfois importante d'une année sur l'autre, des crédits d'étude ou de fabrication. Il est difficile de croire que des contradictions aient pas pris conscience plus tôt de ces contradictions maintes fois dénoncées.

La levée de bouilliers à laquelle nous assistons est donc louable, mais répétons que le projet de budget actuel est dans la ligne logique des trois lois de finances précédentes, votées chaque fois par tous les députés aujourd'hui réticents. Tous les infériorismes de la politique de défense qui inquiètent ce mois-ci le Parlement étaient apparents dans les ambiguïtés de la loi d'intentions de mai 1976, dont le président déclarait le mois suivant, devant l'I.H.E.D.N., qu'il avait été « trappé qu'elle ait été approuvée à l'une des plus fortes majorités jamais enregistrées ».

A chaque occasion, des voix qualifiées sinon « autorisées », parfois même accompagnées des timides mises en garde des chefs les plus disciplinés de la marine, ont appelé l'attention du Parlement en temps utile. Le trouble du Parlement lui-même s'est fait jour chaque année, en particulier quand il a tenté, le 21 mai 1975 puis le 30 octobre de la même année, d'engager un débat sur la défense et d'exiger la présentation d'une quatrième loi-programme, sans y parvenir.

Les députés de la majorité ont en fait abdiqué leurs responsabilités depuis longtemps entre les mains de l'exécutif. On ne peut que se féliciter, aujourd'hui, et les féliciter, d'une prise de conscience un peu tardive, car mieux vaut tard que jamais. Mais si leur réaction devait se limiter à quelques protestations sans suite et qu'ils fassent passer, une fois de plus, la « discipline majoritaire » avant les intérêts de la nation, les Français, les militaires et les marins, seraient fondés à conclure qu'il ne s'agit, comme à l'accoutumée, que d'un remords électoral.

(\*) Ancien officier de marine.

éditions sociales Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

### CLASSE, RELIGION & COMPORTEMENT POLITIQUE

GUY MICHELAT/MICHEL SIMON

520 pages 110 F ISBN 2-209-05271-8/10288-11-77-11000 ISBN 2-7246-4387-7

\* édition diffusion - 24, rue Racine 75010 Paris

\*\* 27, rue St-Guilhem - 75341 Paris cedex 07 France

هكذا من الأصل







## JUSTICE

## UN PROJET DE LOI SUR LA « PRÉSUMPTION D'INNOCENCE »

## La moitié du dessin

Faire triompher le principe de présomption d'innocence des inculpés, tel est le but affirmé du garde des sceaux à l'occasion d'un projet de loi pour lequel il est personnellement entendu, mardi 8 novembre, par la commission des lois du Sénat.

Le projet mériterait un appui sans réserve s'il ne provoquait, aussi, sourire désabusé et méfiance. Sourire, car s'aventurer à échafauder un nouveau délit, c'est aussi vérifier, avant de distribuer conseils (et sanctions), que les propres services du ministre ne sont pas... en infraction.

Or, comment analyser le fait que, encore aujourd'hui, les détenus attendant d'être jugés peuvent représenter jusqu'à la moitié de l'effectif pénal, que la durée de telles incarcérations peut atteindre une proportion importante de la peine finale, que des instructions peuvent s'éterniser sans que le magistrat prenne la

peine d'entendre le détenu plus d'une ou deux fois l'an. Bien d'illogisme à cela, certes, mais le parquet, officiellement hiérarchisé, officiellement partie prenante à l'instruction, ne peut-il aussi intervenir pour que certaines de ces procédures ne fassent pas litige, en fait, de la présomption d'innocence ?

Car il faut être cru et même cynique. Le quotidien de la justice pénale ne connaît pas la présomption d'innocence. Elle ne pratique que la présomption de culpabilité. A l'égard de tous les prévenus, qu'ils soient banquiers ou chemineaux. Les avocats le savent bien et signalent toujours avec émerveillement le magistrat qui fait exception à la règle. En sorte que le garde des sceaux — dont on ne saurait oublier les paroles imprudentes sur l'incarcération — serait bien avisé de balayer devant sa porte avant d'aller chercher noise aux journalistes.

Car c'est aussi de cela qu'il s'agit. Le malheur est qu'il n'en est dit mot. Le projet se veut inodore, incolore, anodin. Comme si, c'est même possible, le garde des sceaux s'obstinait de bonne foi à soutenir un texte, sinon mauvais, du moins dangereux à terme, pour la presse, car il ajoute, dans les textes qui la régissent, une loi répressive à toutes celles qui y figurent déjà en trop grand nombre. Mais le texte est aussi immédiatement dangereux, car si la loi française se réfère au modèle britannique, elle n'a décalqué que la moitié du dessin. Le reportage de Josyane Savigneau qu'on lira ci-dessous le montre sans conteste.

Qu'est-ce que la procédure d'instruction en France ? La continuation de l'Ancien Régime : de l'enquête, par la référence officielle au secret de l'accusé, par une pratique inquisitoriale et non pas accusatoire et contradictoire. Tout se déroule sans témoin, ou presque. Or, le - té-

moins -, notamment le journaliste, n'est pas forcément assimilable à un Dracula de la plume, assoiffé de scandale. Dorénavant, le texte sur la présomption d'innocence incitera fermement ledit journaliste à en dire le moins possible.

De sorte que des années pourront s'écouler sans que le dossier — et le détenu quelconque sorte de l'ombre. Y a-t-il un remède ? Peut-être. En permettant notamment que les audiences de la chambre d'accusation (juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction) soient publiques, en toutes circonstances. C'est d'ailleurs ce qu'avait approuvé le conseil des ministres le 1<sup>er</sup> août 1973. Sans raison très sérieuse, on est revenu sur ce projet de loi. C'est lui — au moins — qu'il faut ressusciter pour dissiper les craintes et empêcher qu'on ne voie dans le texte un double mauvais coup en dépit de ce qu'on visait : contre les journalistes et contre les droits de la défense.

PHILIPPE BOUCHER.

## Libres opinions

## Plaidoyer pour un délit

par JEAN-LOUIS COCUSSE (\*)

« UNE loi scélératesse ? », « la presse en muselière », « une aberration doublée d'une infamie », « texte dangereux parce qu'il impute à la presse une faute qui n'est que la conséquence de la présomption d'innocence », fait l'unanimité contre lui.

De quel a-t-il, ou plutôt de quoi devrait-il s'agir ? D'empêcher le journaliste d'informer aussi complètement que possible son lecteur sur le cours d'une justice rendue en son nom ? Par là, d'étouffer certaines affaires dans lesquelles se trouveraient impliqués des « puissants » et des « grands » ? Certainement pas. Ou alors, effectivement, on se devrait de combattre vigoureusement ce texte.

Son objet réel est à la fois plus simple, et sans doute plus ambitieux.

Il faut ici reprendre la genèse de ce projet de loi (1).

La secret de l'enquête et de l'information est depuis longtemps une des institutions les plus discutées de notre procédure pénale. Et des moins observées. D'où deux sortes de scandales : si le secret est parfaitement respecté, le public a souvent l'impression que l'on escamote un dossier qui le passionne, au nom de la plus douteuse des raisons d'Etat ; s'il est violé, en revanche, le même public se laisse aller à ses instincts les plus primaires (début de l'affaire Patrick Henry, affaire Laroche), ou encore pense, à tort ou à raison, qu'on cherche à lui infliger une vérité officielle (affaire de Broglie).

Le projet de loi actuellement soumis au Parlement a l'indiscutable mérite d'une part de maintenir le principe du secret, dont on ne répètera jamais assez qu'il est nécessaire à la protection de la dignité et au respect de la présomption d'innocence du suspect ou de l'inculpé, tout en permettant, d'autre part, une meilleure information du citoyen sur le déroulement de l'enquête. Et cette information ne sera pas le fruit de déclarations faites, aux frontières d'une légalité bien floue, par le procureur de la République, voire par un juge d'instruction audacieux, ou un avocat non moins audacieux, comme on le voit parfois.

Cette information sera légitimée par un texte qui donne officiellement la parole au procureur de la République et aux avocats, le juge d'instruction seul étant, pour l'instant, laissé à son rôle d'arbitre muet, mais non dépourvu de pouvoir.

Il est apparu, à ce stade du raisonnement, qu'une relative libéralisation des possibilités d'information directe du public posait le problème de l'abus qui pouvait en être fait.

Qui pourrait nier qu'il existe en France une catégorie de publications dont la spécialité et l'unique possibilité de survie sont l'exploitation par tous les moyens du caractère sensationnel de certaines affaires, le préjugement, l'appel à la vengeance, la recherche de détails dits « croustillants », et souvent sans rapport avec les faits reprochés à l'inculpé ?

Qui pourrait nier que, souvent, du fait de véritables campagnes d'intoxication du public, des hommes et des femmes, ultérieurement reconnus innocents, ou contre lesquels les poursuites sont abandonnées à la suite de discrètes décisions de non-lieu, n'en voient pas moins leur vie brisée, en tout cas profondément bouleversée ?

Où encore, qui soulignerait sérieusement que ces préjugements, ressentiments à l'envi, au long d'articles multiples, n'influencent pas les décisions des jurés, voire des magistrats professionnels eux-mêmes ?

Or ces affirmations publiques de culpabilité violent un principe constitutionnel dont aucune démocratie véritable ne peut méconnaître l'immense portée : celui de la présomption d'innocence de l'homme qui n'est pas encore définitivement condamné.

Voilà pourquoi la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, entendue par la commission créée par M. Jean Lecanuet, avait proposé l'introduction d'un nouveau délit dans notre code pénal, calqué autant que faire se pouvait sur le « contempt of court », si rigoureusement observé dans les pays anglo-saxons et particulièrement au Royaume-Uni, celui d'atteinte à la présomption d'innocence.

Mais dans l'esprit des jeunes avocats il ne s'agissait nullement de restreindre ou de menacer le journaliste dans l'accomplissement de la mission qui est actuellement la sienne : il s'agissait simplement de réprimer efficacement soit l'atteinte directe à la présomption d'innocence de l'inculpé, soit à la pression exercée sur la marche normale de la justice par des affirmations erronées ou prématurées tendant à la prévenir pour ou contre ceux qui lui sont dévoués.

Le projet du gouvernement est, il est vrai, trop arbitraire dans sa rédaction pour n'être pas inquiétant, et il faut faire confiance au Parlement pour le préciser et l'amender. Confiance aux tribunaux, ensuite, pour construire à son propos un édifice jurisprudentiel aussi satisfaisant pour la protection de l'individu et du journaliste que celui régissant actuellement le délit de diffamation, nécessairement imprécis lui aussi dans sa définition (qu'est-ce que « l'honneur et la considération » ?).

Mais il ne faut pas abandonner ce projet simple — le respect sanctionné des droits de l'homme — et très ambitieux, celui d'une réforme des mentalités en matière de justice répressive, par la disparition de l'idée de vengeance, et la mort de la justice de la rue, la plus injuste de toutes.

(\*) Avocat au barreau de Paris, vice-président de l'Union des jeunes avocats.

(1) Voir Le Monde des 29 septembre et 21 octobre.

## Restrictions et ambiguïtés en Angleterre

De notre envoyée spéciale

Londres. — « La loi anglaise réglemente les possibilités de commentaires des journalistes dans le domaine judiciaire, c'est certain. Mais il faut comprendre qu'en Angleterre, toute personne est présumée innocente, tant qu'on n'a pas prouvé qu'elle était coupable. En France, il existe, au contraire, une présomption de culpabilité. Ce préalable, par lequel les journalistes ou les juristes britanniques commentent toute conversation visant à définir les rapports de la presse et de la justice outre-Manche, suffit à motiver combien la loi française est perçue comme étant essentiellement répressive.

Les journalistes anglais, peut-être pour prévenir la vivacité des réactions de leurs confrères français à l'annonce des limitations que leur impose la loi, tiennent à préciser qu'il faut juger le système dans son ensemble et bien voir que les traditions judiciaires des deux pays sont totalement différentes. En Angleterre, le principe fondamental est de ne pas faire de présomptions. C'est pourquoi, donc, lorsqu'une inculpation est prononcée, la presse peut en rendre compte, nommer l'inculpé, et donner son adresse, mais doit s'abstenir de tout commentaire et de toute autre précision avant que l'affaire ne vienne en audience publique devant des magistrats.

« Nous ne courons cependant pas le risque de devoir nous taire pendant des années, sur une affaire, explique Marcel Berlins, chroniqueur judiciaire au quotidien Times, puisque la période de détention provisoire, si elle existe, est réduite au minimum. La plupart des inculpés sont en effet relâchés sous caution. Les prévenus, qui représentent moins de 10 % des détenus, attendent leur procès en moyenne quatre ou cinq semaines, et les tribunaux sont surchargés, de sept à huit semaines dans le reste du pays. « Je n'ai connu qu'un seul cas, ajoute Marcel Berlins, où les accusés soient restés plus d'un an en détention provisoire. C'était pour une affaire de terrorisme mettant en cause des membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). »

Au moment du procès, aucun avantage ne sera consenti à l'accusé, comme en France, où le fait de rester en prison pendant plus d'un an en détention provisoire. C'était pour une affaire de terrorisme mettant en cause des membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). »

Or ces affirmations publiques de culpabilité violent un principe constitutionnel dont aucune démocratie véritable ne peut méconnaître l'immense portée : celui de la présomption d'innocence de l'homme qui n'est pas encore définitivement condamné.

Voilà pourquoi la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, entendue par la commission créée par M. Jean Lecanuet, avait proposé l'introduction d'un nouveau délit dans notre code pénal, calqué autant que faire se pouvait sur le « contempt of court », si rigoureusement observé dans les pays anglo-saxons et particulièrement au Royaume-Uni, celui d'atteinte à la présomption d'innocence.

Mais dans l'esprit des jeunes avocats il ne s'agissait nullement de restreindre ou de menacer le journaliste dans l'accomplissement de la mission qui est actuellement la sienne : il s'agissait simplement de réprimer efficacement soit l'atteinte directe à la présomption d'innocence de l'inculpé, soit à la pression exercée sur la marche normale de la justice par des affirmations erronées ou prématurées tendant à la prévenir pour ou contre ceux qui lui sont dévoués.

Le projet du gouvernement est, il est vrai, trop arbitraire dans sa rédaction pour n'être pas inquiétant, et il faut faire confiance au Parlement pour le préciser et l'amender. Confiance aux tribunaux, ensuite, pour construire à son propos un édifice jurisprudentiel aussi satisfaisant pour la protection de l'individu et du journaliste que celui régissant actuellement le délit de diffamation, nécessairement imprécis lui aussi dans sa définition (qu'est-ce que « l'honneur et la considération » ?).

(\*) Avocat au barreau de Paris, vice-président de l'Union des jeunes avocats.

(1) Voir Le Monde des 29 septembre et 21 octobre.

Les juges d'instance, les magistrats, n'appartiennent pas à la profession juridique. Ils sont nommés par la reine, sur recommandation du lord-chancelier, qui occupe le poste suprême de la hiérarchie judiciaire, lui-même aidé dans son choix par un conseil local. Ils sont entièrement bénévoles, sauf dans les grandes villes, où il existe des juges d'instance professionnels et rémunérés. Les magistrats courts ont à connaître de tous les délits. Elles en jugent la majorité (12 %) et les 3/4 restants, elles font office de juges d'instruction et renvoient l'accusé devant une cour supérieure.

Avant 1987, la presse pouvait rendre compte de ces audiences d'instruction. C'est ce que le Criminal Justice Act lui interdit maintenant, à moins que l'accusé lui-même ne demande la levée de cette mesure.

## Affaires victimes de l'actualité

De l'avis commun des journalistes et des juristes anglais, cette décision a été prise parce que la publicité faite autour de l'audience d'instruction influençait le jury. Les douze jurés, qui doivent être choisis de la liste des citoyens, ont vu l'accusé et se prononcent seuls — le juge n'assiste pas à leurs débats — sur les preuves présentées au cours du procès, pour le déclarer coupable ou non. Ils valent donc, avant le début du procès, tous les détails de l'affaire par les journaux, les gros titres, les agitations, les simples déclarations, ou les commentaires. Cependant, fait remarquer Jean Charlot, « même dans les cours supérieures, le jury n'est pas si fréquent : de nombreux inculpés choisissent de plaider coupable », ce qui économise l'intervention du jury.

Il s'agit donc bel et bien d'une limitation des possibilités d'expression de la presse. « Non, ça n'a pas été résolu comme une atteinte à la liberté de la presse, dit-on au Home Office, le ministère de l'Intérieur britannique, la plupart des journalistes pensent qu'il s'agit d'un coup porté à la liberté de la presse. »

« En effet, confirme Marcel Berlins, la loi restreint le droit d'information, mais nous préférons cela et un procès juste à la liberté dont bénéficie la presse américaine, au prix d'une justice qui s'exerce avec difficulté. Il y a un consensus véritable dans ce pays à propos de la présomption d'innocence, et il existe un délit de contempt of court (outrage à la cour), c'est-à-dire atteinte à la présomption d'innocence, qui est sévèrement réprimé. »

Les exemples sont multiples. En 1949, le rédacteur en chef du quotidien Daily Mirror a été condamné à une peine de prison et à une amende d'environ 20 000 livres pour avoir, peu avant l'ouverture d'un procès pour meurtre, traité l'accusé de « vampire » et pour avoir suggéré qu'il était impliqué dans d'autres crimes. En novembre 1967, la société propriétaire du Sunday Times, a été condamnée à 5 000 livres d'amende pour avoir publié la photographie d'un homme inculpé d'incitation à la violence raciale, accompagnée d'une légende affirmant qu'il était un proxénète notoire, et d'un titre « Maison de tolérance », et pratiquant divers autres trafics.

Les condamnations pour atteinte à la présomption d'innocence sont maintenant de plus en plus rares, « parce que, dit Ken Dennis de Press Association, les rédacteurs en chef préfèrent laisser tomber une affaire plutôt que s'exposer à une condamnation, pour contempt of court ». Les journalistes s'autocensurent pour ne pas courir de risques.

Il n'y a donc pas de forte ré-

istance à toutes ces limitations des droits de la presse « qui préviennent les excès des journaux irresponsables », dit-on au Times. La presse se satisfait des contreparties que lui offre le système judiciaire, l'absence de séance à huis clos sauf pour les raisons de sécurité nationale — espionnage ou secrets industriels — la possibilité de rapporter tout ce qui est dit à l'audience, mais uniquement en présence du jury. Ce dernier ne doit pas, sauf décision spéciale du juge, être informé du passé judiciaire de l'accusé, les journaux ne peuvent donc en faire état avant la fin du procès, ou, enfin, ils sont autorisés à commenter les décisions.

## L'influence sur le jury

« Il n'est pas vrai, affirme M. Berlins, qu'il soit trop tard et que notre avis soit inutile, car toute sentence est susceptible d'être révisée. En théorie, lorsque le condamné fait appel, nous ne devrions pas être autorisés à commenter le procès. En fait, nous le faisons tous, et personne ne nous accuse de contempit of court. D'ailleurs, le rapport Philimore sur l'atteinte à la présomption d'innocence, rapport officiel d'un comité mis en place par le gouvernement en 1964, a recommandé que les journaux soient autorisés à commenter les procès, même en cas d'appel. La loi n'est donc pas aussi restrictive qu'il est dit. Il faut surtout comprendre que la justice, en Angleterre, essaie de ne pas laisser l'accusé dans l'attente de son jugement. J'ai été fort étonné, en France, par la lenteur de l'instruction et la puissance du magistrat qui la conduit. Il est compréhensible que la presse puisse s'acquiescer à avoir à se faire sur une affaire qui risque d'être éternisée, victime de l'actualité. »

De l'absence d'opposition au principe général qui a motivé ces restrictions à la liberté de la presse, il ne faudrait cependant pas conclure à la perfection de leur fonctionnement. Une majorité de journalistes souhaitent obtenir la suppression de principes, selon eux « désuets avec lesquels on ne peut pas vivre ». On l'a vu, la presse n'est autorisée à publier un nom que si la personne est inculpée. Avant, elle peut seulement dire : « Un homme a été arrêté », « un homme est suspect ». Alors le journaliste a recours à un euphémisme, et écrit : « M. Smith aide la police dans son enquête », « le rappeleur, si la presse ne peut parler qu'après la vengeance ».

« De plus en plus souvent, se plaint une journaliste, nous sommes réduits, pour nous exprimer, à user de stratagèmes. » Par exemple quand le film de Pasolini, Soho ou les cent vingt jours de Sodome, projeté à Londres, a été saisi, et le gérant de la salle où on le passait, inculpé pour avoir diffusé une œuvre obscène, les journaux n'ont pu faire aucun commentaire sur l'accusation d'obscénité, aucun éditorial, comme certains le voulaient, sur la renaissance d'un certain puritanisme en Angleterre. Le Times a républié la critique qui avait été faite juste avant la sortie du film « pour que le public comprenne ».

La police emploie, à propos du suspect, la même méthode, prévoyant de rechercher « la personne susceptible d'aider l'enquête ». Elle n'interdit certes pas aux journaux de publier de multiples photos avec, en légende, le nom de l'individu et toutes descriptions permettant au public de le reconnaître. « Il n'y a pas de loi qui empêche la publication de la presse par la police, indique M. Hall Williams, criminologue, professeur à la London School of Economics, mais rien n'empêche un journal de refuser la publication des informations qu'elle communique. Souvent, au contraire, les reporters sont à l'affût et suivent avec

avidité la trace du suspect. » La presse à gros titres fait le plus de bruit possible autour de ces recherches, sachant que des arrestations elle devra se taire. « On a examiné la question des rapports de la police avec la presse, ajoute M. Hall Williams, et l'on n'a pas trouvé de cas — ou si peu — où la police ait vraiment été aidée. » « Nous sommes parfois des auxiliaires de police, admet pourtant M. Berlins, mais nous sommes surtout ceux qui rappellent à l'ordre, par exemple quand elle essaie d'étendre la garde à vue au-delà de vingt-quatre heures à quarante-huit heures, jusqu'à cinq ou six jours. »

« À l'évidence, je souhaite des changements sur les détails du fonctionnement de la loi, conclut-il, mais j'en approuve le principe, et, considérant notre système judiciaire, je pense que l'équilibre est respecté entre les droits de l'accusé et ceux de l'information. »

Cet équilibre repose sur la certitude que la loi ne peut pas devenir répressive à l'excès et qu'il convient de protéger l'accusé contre les menaces d'une répression injuste, provoquée par les réels dans la presse. « Mais, se demandent des chercheurs, des militants de groupes de réflexion sur le fonctionnement de la justice, la proposition ne peut-elle pas se retourner et la presse devenir alors garante des droits de l'accusé. Il est à craindre, la crise économique aidant, que la justice ne devienne plus répressive, qu'on oublie ce que disait le gouverneur lui-même en 1965 dans son rapport sur le délinquant adulte : « La société doit être protégée et non pas vengée. » Qui le rappellera, si la presse ne peut parler qu'après la vengeance ».

JOYANE SAVIGNEAU.

(1) Armand Colin, collection U2 1968.

## LES MESURES RÉCENTES

1967 : THE CRIMINAL JUSTICE ACT. — L'un des articles interdit à la presse de rendre compte des débats des tribunaux d'instance, lorsqu'ils sont fonction de juges d'instruction, à moins que l'accusé et son défenseur ne jugent utile de faire lever cette interdiction.

1975 : THE REHABILITATION OF OFFENDERS ACT. — Il est dit à la presse de faire état des antécédents judiciaires des personnes ayant passé la période dite de « réhabilitation ».

— Pour une peine d'emprisonnement allant de 6 mois à 2 ans 1/2, cette période est de 10 ans ;

— Pour une peine d'emprisonnement de 3 mois ou moins, de 7 ans ;

— Pour une amende ou une peine de réparation à la communauté, de 5 ans ;

— Pour un acquittement, de 6 mois.

1976 : THE SEXUAL OFFENCES AMENDMENT ACT. — Il est interdit à la presse de publier le nom d'une personne victime d'un viol.

Il est aussi interdit de donner le nom de l'auteur d'un viol tant que son procès n'est pas terminé et qu'il n'a pas été déclaré coupable. Les journaux, pour ce qui concerne la victime, tombent la loi, en parlant de « serious offence » (grave préjudice). En cas d'attentat à la pudeur, ni la victime ni le délinquant ne sont protégés, les noms et les photographies peuvent être publiés.

faits & chiffres vont de paraître

كتاب من الأصل



France du 100 m. (1939, 1941, 1942, 1943 et 1945) et quatre fois vainqueur du 200 mètres (1941, 1942, 1943 et 1945).

# SPORTS

## ALPINISME

### BIBLIOGRAPHIE

#### Un « plus de 8000 » à deux

Reinhold Messner a bien de la chance que les passionnés de montagne se retrouvent, une fois finie la saison, en état de manque et prêts à avaler un peu d'histoire. Le célèbre « plus de 8000 » est paru, c'est la question de savoir si l'exploit est un exploit ou si c'est la preuve d'une dévotion à la montagne. C'est ce que l'auteur de *De 0 à 8000* parvient tout de même à la page 129, où commence vraiment le livre.

Il y a en effet deux réels dans le même ouvrage, mais, hélas ! le premier est à peu près sans intérêt. Non certes par son sujet : le récit de l'exploit — captivant les échecs — de l'expédition italienne du printemps 1975 au Lofthase — troisième sommet de la planète avec ses 8511 mètres, et voisin immédiat du géant Everest. Le célèbre « plus de 8000 » est, en fait, l'histoire d'un homme, d'un alpiniste, d'un homme qui a voulu aller au bout du monde, d'un homme qui a voulu aller au bout de lui-même. C'est ce que l'auteur de *De 0 à 8000* parvient tout de même à la page 129, où commence vraiment le livre.

La seconde partie du livre est l'histoire d'un homme, d'un homme qui a voulu aller au bout du monde, d'un homme qui a voulu aller au bout de lui-même. C'est ce que l'auteur de *De 0 à 8000* parvient tout de même à la page 129, où commence vraiment le livre.

Cette énumération montre bien que cet ouvrage, réalisé sous la direction de Bernard Arthaud, n'est pas seulement une initiation à l'escalade — une de plus. Il est aussi cela, excellentement, en trois parties : « la course », sans oublier la basse montagne, qui a ses amateurs ; « l'art de grimper », et « l'assurance ». Les techniques les plus modernes y sont décrites. Une demi-douzaine de guides de haute montagne ont collaboré à cette partie du livre. Un dernier chapitre est consacré à « l'alpinisme particulier », le « solo », par Patrick Cordier, qui sait de quoi il cause : « l'alpinisme hivernal », et enfin « l'alpinisme lointain », celui des prestigieuses expéditions himalayennes ou andines.

Pour Messner, c'est le troisième « plus de 8000 » : il avait déjà réussi l'ascension du Nanga-Parbat et du Manaslu ; c'est un record mondial.

Le 10 août au soir, il campe avec son compagnon au bivouac de la veille, à 7100. Puis, le 11, c'est le retour, dans des conditions quasi suicidaires, le long de la pente glacée de la face nord-ouest. Les deux alpinistes, toujours sans assurance, descendent le nez contre la paroi. A un moment, pour être plus vite de leurs mouvements, ils se viennent à jeter leur sac à dos dans la pente ! Ils le retrouveront, une heure plus tard, quelques centaines de mètres plus bas ! L'épisode est symbolique de cette aventure aux limites, dépassées, de la sécurité. Le kamikaze était une invention japonaise : l'institution s'écroule ! Chapeau tout de même. Mais, s'il vous plaît, messieurs les alpinistes, faites grâce aux lecteurs des brouillons de vos exploits !

JEAN-PIERRE CLERC.

\* Ed. Arthaud, 249 pages.

#### UN GUIDE DE HAUTE ET BASSE MONTAGNE

Technique de l'alpinisme n'est évidemment pas à lire d'un seul trait, de la page 1 à la page 391. Mais c'est un livre qu'on a envie de prendre et de relire, l'autisme et l'hiver venus, pour mieux comprendre ce que l'on a fait l'été précédent et se préparer aux courses de l'année suivante. La première partie, intitulée « Connaissance de la montagne », comporte une étude géographique des principaux massifs européens ; une analyse géologique des principales roches que peut rencontrer l'alpiniste ; un excellent petit cours de météorologie ; une recension des principaux « dangers de la montagne » ; une étude sur les « aspects médicaux de l'alpinisme » ; et quelques généralités sur la photographie en haute montagne.

Cette énumération montre bien que cet ouvrage, réalisé sous la direction de Bernard Arthaud, n'est pas seulement une initiation à l'escalade — une de plus. Il est aussi cela, excellentement, en trois parties : « la course », sans oublier la basse montagne, qui a ses amateurs ; « l'art de grimper », et « l'assurance ». Les techniques les plus modernes y sont décrites. Une demi-douzaine de guides de haute montagne ont collaboré à cette partie du livre. Un dernier chapitre est consacré à « l'alpinisme particulier », le « solo », par Patrick Cordier, qui sait de quoi il cause : « l'alpinisme hivernal », et enfin « l'alpinisme lointain », celui des prestigieuses expéditions himalayennes ou andines.

J.-P. C.

\* Editions Arthaud.

# CARNET

## Naissances

— M. Olivier de Montcaut et Mme. née Catherine de Saunier de la Fresle, Frédéric, Amour, Mathilde et Simon, ont la joie de faire part de la naissance de Priscille. Paris, le 10 octobre.

— M. et Mme Mario Ruffi ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants : Philippe Ruffi, le 2 juillet, chez François et Sophie ; Delphine Ruffi, le 20 septembre, chez Laurent, Willy et Fabien ; Annie Ruffi, le 2 novembre, chez Jérôme, Christine et Thomas.

— Le docteur et Mme Vidal-Naquet, M. Albert Marion, homme de lettres, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fils, Laurent-Philippe, le 19 octobre 1977.

## Décès

### Georges-Armand MASSON

On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges-Armand MASSON, ancien directeur des Beaux-Arts de la Ville de Paris, président d'honneur du Salon du dessin et de la peinture à l'eau, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 1<sup>er</sup> novembre 1977, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. De la part de : M. et Mme Madeleine Potier-Bois, sa sœur ; M. et Mme Claude-Armand Masson, M. et Mme Olivier Masson et leurs enfants, M. Daniel Masson, M. et Mme Jean Broyer, M. et Mme S. Jovanovic-Slavinski, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le vendredi 4 novembre 1977, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Clotilde, 21, rue de la Grande-Augustine, 75006 Paris.

(Georges-Armand Masson était né à Paris en 1902. Après avoir été rédacteur à la préfecture de la Seine, il fut inspecteur général (1941), puis directeur adjoint (1951) des Beaux-Arts de la Ville de Paris et président du Salon du dessin et de la peinture à l'eau. Homme de lettres, il est l'auteur de plusieurs livres, notamment sur l'humour, dont l'un lui avait valu le prix Alphonse-Allais en 1959.)

— Jacques Durandou, son fils, Claude Bolling, son neveu, Mme Claude Bolling et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Germaine BRANNENS, Les obsèques seront célébrées le mercredi 9 novembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Clotilde, 21, rue de la Grande-Augustine, à Paris (16<sup>e</sup>). 34, rue de la Pompe, 75016 Paris, 5, rue Saint-Sauveur, 75015 Paris.

## VENTE A NEUILLY

HOTEL DES VENTES DE NEUILLY, 6, rue du Coudré-Picot - 722-65-64. JEUDI 10 NOVEMBRE 1977, à 14 h. par le ministère de M. MONTAUDO, greffier d'instance, assisté de M. Gérard de Fommervault et de M. Jacques Montaudou. BEAUX-BOIS, MEUBLES, D'ÉPOQUE, DE STYLE ET RUSTIQUES. TABLEAUX ET GRAVURES. Exposition le 9 novembre de 14 à 18 h. et de 21 à 23 h.

## VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES (Place d'Armes). IMPORTANTE VENTE DIMANCHE 13 NOVEMBRE, A 14 HEURES. IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS, OBJETS D'ART ET TAPIS. COMMENCEMENT DES 17<sup>h</sup>, 18<sup>h</sup> et 19<sup>h</sup> heures. M<sup>me</sup> CHAPPELLE PERLIN, FROMANTIN commissaires priseurs à Versailles. Tél. : 950-49-82 et 950-75-04. EXPO. : vendr. 11 et sabbat. 12 novembre de 10 h. à 12 h. sans interruption. Vendredi 11 novembre de 21 h. à 23 h.

## COMPRENDRE L'ECONOMIE c'est d'abord MAITRISER UN LANGAGE

Jean-François PHELIZON. **LEXIQUE DES TERMES ECONOMIQUES**. 3<sup>e</sup> édition revue et mise à jour. Format de poche. Prix public : 23 F.

**1500 termes** que vous pouvez rencontrer demain dans vos lectures, dans une conversation, dans le journal...

- Les termes de la théorie économique classique (Prix d'Equilibre, Accélérateur, Elasticité...)
- Les noms et faits de l'histoire économique (Marshall, New-Deal, Marx, Maitron...)
- Les termes de l'économie d'entreprise (Autogestion, Bilan, Cash-Flow...)
- Les termes de l'actualité économique et les sigles des organismes (Serpent monétaire, C.E.E., O.C.D.E., Euro-Dollars...)

TECHNIQUE & VULGARISATION 21, RUE CLAUDE-BERNARD, 75005 PARIS

## On nous prie d'annoncer le décès de

la comtesse GÉRARD DE CHAVAGNAC, survenu le 3 novembre 1977. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 novembre, à 10 h. 30, en la nouvelle église Saint-Honoré-d'Eylau (68, avenue Raymond-Poincaré). De la part de : Comte et comtesse Bernard de Montesquiou-Pézenas et leurs enfants, M. Jean-Claude Revel et ses enfants, Comte et comtesse Antoine de Chavagnac, Mme Georges Clemenceau.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Toulon le 1<sup>er</sup> novembre 1977, de M. Georges DEGUEN, de l'artillerie navale (C.R.), officier de la Légion d'honneur. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Mme Georges Deguen, M. et Mme Daniel Deguen et leurs enfants.

— M. et Mme Jacques Laboré et leurs enfants, M. et Mme Albert Paujas, 115, avenue Louis-Bozco, 2, rue de la Planchette, 75007 Paris, ont la douleur de faire part du décès de M. René GOSCHNY, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 3 novembre, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 novembre, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse, Réunion à la porte principale du cimetière, 3, boulevard Edgar-Quinell, Paris (14<sup>e</sup>). Les obsèques dans lieu de faire-part, 58, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris (voir page 29).

— Mme Paul Landowski et ses enfants, Mme Louis Muller et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. PAUL LANDOWSKI, survenu le 28 octobre 1977. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 21, villa Schaffer, 75016 Paris.

## (PUBLICITE)

• UNE BELLE TAPISSERIE SUR VOS MURS, écrite par Corot. Tapisseries imprimées, moles, numérotées et signées des plus grands artistes contemporains. Tirage limité. COROT, 65, Champs-Élysées, 4<sup>e</sup> étage - Tél. : 225-36-59.

## A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITION S. 1 - Coll. S.A. prince Sadrudin Aga Khan et div. aut. tapisseries pers. Han, Wei, Tang, Porcel. Chine 18<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> siècles. 13. Biblioth. R. Casaling. Livres anc. et mod.

VENTES S. 8 - Selon Mme Y. Printemps. Bijoux anciens 25-30. Solles pendulettes argent. S. 11 - Obj. d'art et d'ameublement. Princ. 18<sup>e</sup>.

Mardi EXPOSITION 40, rue Bassano Boies, anc. statues en marbre.

## Mme Maurice Guilbaud.

Le médecin en chef et Mme André Guilbaud et leurs enfants, Le lieutenant-colonel et Mme Philippe Guilbaud et leurs fils, Le chef de bataillon et Mme Georges Guilbaud et leurs filles, Mme Christian Massoni et son fils, M. et Mme Jean Guilbaud et leurs enfants, M. Daniel Guilbaud, ses enfants et petits-enfants, Les familles Guilbaud, de Werbler d'Arignoul, Passerat de la Chapelle, Marchadier, Brandet et Collob, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice GUILBAUD (R.R.), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix du combattant volontaire, survenu le 24 octobre 1977.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 28 octobre en l'église Saint-André, 8, rue de Strasbourg, 75003 Paris.

— Mme René Goscinny, M. et Mme Claude Goscinny, Mme Denise Polaro, ont la douleur de faire part du décès de M. René GOSCHNY, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 3 novembre, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 novembre, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse, Réunion à la porte principale du cimetière, 3, boulevard Edgar-Quinell, Paris (14<sup>e</sup>). Les obsèques dans lieu de faire-part, 58, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris (voir page 29).

— Mme Paul Landowski et ses enfants, Mme Louis Muller et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. PAUL LANDOWSKI, survenu le 28 octobre 1977. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 21, villa Schaffer, 75016 Paris.

## (PUBLICITE)

— Mme Armand Lunel, M. et Mme Georges Jassula et leurs enfants, M. et Mme Claude Astruc et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père, Armand LUNEL, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre de Saint-Charles, survenu à Monaco, le 3 novembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu à Monaco dans la plus stricte intimité, le 5 novembre 1977. Cet avis tient lieu de faire-part, 49, rue Grimaldi, Monaco, 1, boulevard de Suisse, Monte-Carlo, Résidence Sainte-Victoire (J), 52, boulevard Gambetta, 13100 Aix-en-Provence. (voir page 29).

— Grenoble, Saint-Priest, Saint-Sébastien, Mme Clotilde Pellat, son épouse, M. et Mme Guy Joussemau, Agnès, leurs enfants, M. et Mme Claude Pellat, leurs enfants, M. et Mme Henri Orivet, Les familles Blanchard, Payan, Sory, Pellat et aliiés, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. René PELLAT, directeur d'école honoraire, officier de l'Instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes 1939-1940, médaille.

de la reconnaissance française, survenu dans sa soixante-huitième année après une longue et douloureuse maladie à Saint-Nicolas-du-Touvet, le 4 novembre 1977. Le défunt ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, la levée du corps a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Selon la volonté du défunt, les dons peuvent être adressés au Secours populaire français (S.P.F.), C.C.P. Lyon 2640-45, ou à M. Perrot, président du Sou des écoles du Fin (38730).

— Grenoble, Saint-Priest, Saint-Sébastien, Mme Clotilde Pellat, son épouse, M. et Mme Guy Joussemau, Agnès, leurs enfants, M. et Mme Claude Pellat, leurs enfants, M. et Mme Henri Orivet, Les familles Blanchard, Payan, Sory, Pellat et aliiés, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. René PELLAT, directeur d'école honoraire, officier de l'Instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes 1939-1940, médaille.

de la reconnaissance française, survenu dans sa soixante-huitième année après une longue et douloureuse maladie à Saint-Nicolas-du-Touvet, le 4 novembre 1977. Le défunt ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, la levée du corps a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Selon la volonté du défunt, les dons peuvent être adressés au Secours populaire français (S.P.F.), C.C.P. Lyon 2640-45, ou à M. Perrot, président du Sou des écoles du Fin (38730).

— Grenoble, Saint-Priest, Saint-Sébastien, Mme Clotilde Pellat, son épouse, M. et Mme Guy Joussemau, Agnès, leurs enfants, M. et Mme Claude Pellat, leurs enfants, M. et Mme Henri Orivet, Les familles Blanchard, Payan, Sory, Pellat et aliiés, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. René PELLAT, directeur d'école honoraire, officier de l'Instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes 1939-1940, médaille.

de la reconnaissance française, survenu dans sa soixante-huitième année après une longue et douloureuse maladie à Saint-Nicolas-du-Touvet, le 4 novembre 1977. Le défunt ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, la levée du corps a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Selon la volonté du défunt, les dons peuvent être adressés au Secours populaire français (S.P.F.), C.C.P. Lyon 2640-45, ou à M. Perrot, président du Sou des écoles du Fin (38730).

## M. Raoul Roche.

M. et Mme Michel Roche et leurs enfants, Les membres des familles Basset, Laisur, Roux et apparentées, La famille Guirandy, font connaître le décès, survenu le 4 novembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de M. Edmond ROCHE, ingénieur E.D.P. en retraite, ancien élève de l'E.C. (1916), ancien de la Résistance. La cérémonie religieuse a été célébrée à la chapelle de la résidence Notre-Dame à Parisnargues (Oise), le jeudi 7 novembre. L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Gilles-les-Forêts, le mercredi 9 novembre, à 11 h. 15, 20, rue de Saule, 30000 Nîmes.

— Pour le cinquième anniversaire du décès de M. Paul BRAIG, une pensée affectueuse est demandée le 9 novembre à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Une messe latine chantée en grégorien sera célébrée pour les défunts de l'association Una Voce, le jeudi 9 novembre, à 18 heures, à Notre-Dame-du-Lys, 7, rue Blomet, Paris (13<sup>e</sup>).

## Offices religieux

— Pour commémorer le premier anniversaire de la mort de M. Mario BOCCARDA, une office religieux sera célébrée le jeudi 10 novembre, à 18 h. 30, au temple de l'Union libérale israélite, 24, rue Copernic, Paris (18<sup>e</sup>).

## Remerciements

— Mme Max Le Boulanger et toute sa famille, très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Max LEBLOUANGER, expriment leur profonde gratitude à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

## Visites et conférences

MARDI 8 NOVEMBRE VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30. Devant l'église, Mme Allaz : « Saint-Germain-des-Près ».

14 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h. 30. 11 quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'un cheveu sain et un cheveu malade.

### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bon état. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFERENCE

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84 LILLE : 14, rue Faidherbe - Tél. 51-24-19 BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 45-25-84 TOULOUSE : 42, rue de la Pompe - Tél. 75-20-84 METZ : 2/4, en Chapelle - Tél. 75-00-11 NICE : 1 Front des Alpes - Tél. 92-25-44

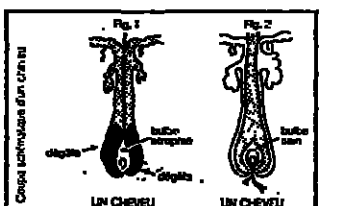
### L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité pour en bénéficier il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



stabilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h. et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84 LILLE : 14, rue Faidherbe - Tél. 51-24-19 BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 45-25-84 TOULOUSE : 42, rue de la Pompe - Tél. 75-20-84 METZ : 2/4, en Chapelle - Tél. 75-00-11 NICE : 1 Front des Alpes - Tél. 92-25-44



مكتبة من الأصول





# Le Monde

## DE L'ECONOMIE

### LES PRÉVISIONS OFFICIELLES POUR 1978

## Un compte des Mille et Une Nuits

**A**VEC le temps, la modestie officielle en matière de prévisions fait des progrès. On n'en est pas encore à la présentation — naguère promise par M. Giscard d'Estaing — de plusieurs comptes de la nation correspondant aux diverses hypothèses d'évolution possible du pays. Plusieurs calculs de ce genre avaient été préparés cette année par les services de la direction de la prévision, mais, comme d'habitude, un seul a été publié en annexe au projet de loi de finances : celui qui correspond aux conjonctures du gouvernement. Compte des Mille et Une Nuits, en vérité, aux invraisemblances si nombreuses que la moitié des fonctionnaires de la prévision ont tenu à s'en débarrasser publiquement : c'est la première fois qu'une telle manifestation se produit en vingt-cinq ans.

La réserve officielle, pourtant, progresse : « Les prévisions présentées pour 1978 ne prétendent pas annoncer un avenir présenté comme certain, ou des objectifs que nous aurions les moyens d'atteindre quelles que soient les circonstances », a déclaré M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, en commentant le projet gouvernemental devant la commission des comptes de la nation, réunie en séance d'aujourd'hui. M. Papon, rapporteur général (R.P.R.) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, s'est demandé de son côté, en introduisant le présent débat budgétaire, si « l'hypothèse » (des pouvoirs publics) « pouvait être tenue pour vraisemblable », avant de juger « aventureux » le pari fait par M. Barre sur la croissance, compte tenu des « aléas et des risques notables » qu'il laisse subsister.

La modestie nouvelle de M. Boulin vient de ce que, cette année encore, la réalité a déjoué les pronostics officiels. Le ministre délégué reconnaît que le gouvernement a commis deux erreurs : il a surestimé la croissance en 1977 des principaux secteurs de l'économie de la France, majorant de ce fait de près de moitié la progression possible de nos exportations (elle n'aura été que de 6,6 % au lieu des 9,3 % annoncés) ; il a cru, d'autre part, qu'en accroissant les profits des entreprises (1) il conduirait celles-ci à reprendre leurs investissements, qui stagnaient à la fin de 1976, après les anticipations d'équipement provoquées par la relance de l'autome

1976. En fait, l'expérience a montré que la plupart des firmes privées — faute de clients ou par peur de l'avenir politique — restaient sur une grande réserve, investissant peu (+1,3 % seulement, au lieu des 2,4 % espérés) et stockant mollement les commandes. Les conséquences dramatiques des achats excessifs de 1974 demeurent dans tous les esprits.

**Les erreurs non avouées**

Sans sous-estimer l'importance de ces deux facteurs, ils sont loin d'expliquer à eux seuls les déconvenues gouvernementales de 1977. Quant à jouer au jeu des erreurs, M. Boulin aurait pu en confesser quatre autres, de grande importance elles aussi.

1) LA DEMANDE DES PARTICULIERS, qui représente 58 % du produit intérieur brut (marchand ou non), a augmenté d'un tiers en moins que prévu : + 2,6 % au lieu de 3,8 %. Ce manque à consumer ou à investir des ménages (par rapport au projet officiel) a privé l'économie de 15 milliards de francs de débouchés, chiffre particulièrement important si on le compare aux 9 milliards de francs de marge à stocker des entreprises et aux 2 milliards de francs de sous-investissements des firmes déplorés par M. Boulin.

Cette déconvenue de la demande des ménages était facile à prévoir, pourtant : elle résultait directement du « plan Barre », dont l'aboutissement était le ralentissement de la hausse des salaires. Ce ralentissement s'est effectivement produit : le gain annuel de pouvoir d'achat par salarié est, en un an, tombé de 4 % à 1 %, et le nombre de chômeurs s'est accru de 26 % (+223 000). Nous avons d'ailleurs signalé à ce sujet (2), la contradiction fondamentale qu'il y avait pour M. Barre à prêcher la stagnation des salaires réels tout en tablant sur une augmentation de la consommation des particuliers de 4,1 % de nature à empêcher l'aggravation du chômage. Cet essor de la consommation ne s'est évidemment pas produit, la progression des revenus sociaux et du S.A.T.C. ne suffisant pas à compenser la baisse de la demande au rythme souhaité.

Pis : les investissements des particuliers ont même diminué, accentuant la crise de la construction. Le nombre de mises en chantier va être tombé cette année à 475 000 logements, 80 000 de

moins (16 %) qu'en 1973, période de prospérité du bâtiment.

2) LES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ont, eux aussi, reculé (de 2,2 %), alors qu'ils devaient progresser (de 2,7 %) selon les pronostics gouvernementaux. L'erreur de prévision est ici d'autant moins excusable que ce sont les dépenses d'équipement de l'Etat — freinées par le « plan Barre » — qui ont inversé le résultat, les collectivités locales ayant, elles, investi un peu plus qu'en 1976.

3) L'EMPLOI devait nécessairement subir les conséquences de ces contretemps. Alors que le gouvernement prévoyait, il y a un an, une croissance d'environ 1 % des effectifs salariés moyens par rapport à 1976, on a constaté, en fait, une réduction des effectifs d'environ 1 % dans l'année et cela malgré un gain de productivité intérieur d'un tiers à ce qui était prévu (+ 3,7 % au lieu de 5 %). Cette nouvelle erreur explique que le produit intérieur brut (marchand) ait lui aussi progressé d'un tiers en moins que ce qu'avait annoncé, au départ, le gouvernement (+ 3 % au lieu de 4,8 %).

4) QUATRIÈME ERREUR OFFICIELLE : la hausse des prix a dépassé de moitié la « norme » fixée par M. Barre il y a un an ; le coût de la vie aura monté cette année d'environ 9,5 %, alors que le gouvernement avait pronostiqué une hausse de 6,5 % seulement. Encore faut-il rappeler que ces 9,5 % équivalent à une tendance à la hausse de 10 %, puisque la baisse de T.V.A. intervenant en janvier a eu pour effet de réduire d'environ 1,2 point la hausse des prix de l'année.

Au total, on le voit, les erreurs de pronostic du gouvernement ont été trois fois plus nombreuses — et bien plus importantes par leurs effets — que ne l'admettait aujourd'hui M. Boulin. Elles étaient évitables. Pour la plupart, oui : l'invraisemblance de plusieurs des prévisions officielles était déjà manifeste au moment où elles ont été publiées.

Les pronostics gouvernementaux pour 1978 paraissent-ils plus raisonnables ? Réalisés non, le compte présenté par M. Barre au Parlement tenant, lui aussi, plus du souhait que de la prévision sérieuse.

Construit sur l'hypothèse que la majorité parlementaire sera reconduite en

mars prochain, il postule que les entreprises reprendront massivement leurs investissements une fois levée l'incertitude politique. Les firmes privées accroîtront leurs dépenses d'équipement de 3,3 % et les entreprises nationales les leurs de 9,5 % ; de sorte que, malgré un nouveau fléchissement de la construction (4 %), la formation brute de capital fixe des entreprises progresserait au total de 3,7 % (contre 2,2 % cette année). Le raisonnement est cohérent avec l'hypothèse politique adoptée, mais l'ordre de grandeur escompté paraît excessif.

Car l'expérience montre depuis trois ans que les firmes, échaudées par le retournement de 1974-1975, restent désormais à investir tant qu'elles ne sont pas certaines des bonnes dispositions de la clientèle. Pour cette même raison, il est peut-être aventureux de prévoir plus de 20 milliards de stockage (équivalent de 1 % de P.I.B.), alors que les entreprises continuent à manifester une très grande prudence en la matière. Les industriels consultés chaque mois par l'INSEE n'estiment-ils pas déjà leurs stocks excessifs eu égard au niveau d'activité constaté et prévu ?

Bien sûr, les perspectives changeraient si la demande reprenait vigueur. Mais ici la contradiction d'il y a un an subsiste : on ne peut « poursuivre l'assainissement » de l'économie, en réduisant les coûts de production des firmes, et simultanément ranimer la consommation, ce qui nécessiterait une hausse des salaires, de nature, les choses restant égales par ailleurs, à renchérir les prix de revient des entreprises. Le compte officiel prévoit une augmentation moyenne de pouvoir d'achat des salariés de 1,7 % seulement (3), inférieure à celle de cette année (2,1 %) ; ce qui est cohérent avec l'objectif de décongestion des coûts industriels, mais ne l'est guère avec celui d'un progrès de la consommation des ménages de 4 % (un tiers de plus que cette année).

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 26.)

(1) Le revenu disponible brut des sociétés privées de 1976 a été de 17 % (en valeur) et leur marge d'autofinancement est passée de 33,7 % à plus de 39 %.

(2) Le Monde du 19 octobre 1976.

(3) 2,7 % d'augmentation du salaire horaire, compensée, pour un tiers environ, par une réduction de la durée du travail.

### HARO SUR LE PATISSIER

**E**FFET du découragement devant les mauvais résultats d'un indicateur de prix qui s'obstine à ne pas se plier aux schémas de son plan, ou bien effet de la crainte que l'opinion publique finisse par ne plus croire à ses promesses et à son sérieux, on ne sait trop. Toujours est-il que le « meilleur économiste de France » a fait, jeudi dernier, sur les prix, un discours télévisé qui rappelle les interventions dérisoires qu'on a entendues si souvent sur le sujet de la part d'hommes politiques en quête de boucs émissaires. M. Raymond Barre, qui répondait peut-être aux sollicitations de l'Elysée, a dû s'en rendre compte. Il a tout de même tenu à rappeler que le blocage des prix est « une méthode artificielle qui renvoie à plus tard les difficultés qu'il faut résoudre » et reconnaître qu'il s'est refusé, de recourir, sauf pour quelques denrées à ce faux-semblant. Il n'empêche que le ton général de ses propos, et leur contenu sont de nature à « désinformer » les citoyens en accordant des idées trop faciles sur l'inflation.

Comme si la responsabilité des pâtisseries dans la hausse du coût de la vie était décisive, bien qu'il s'agisse là d'un bel exemple de haute démagogie. Les petits commerçants qu'on aime bien dans la vie de tous les jours sont honnêtes sur la place publique dans ce pays. A bon entendeur salut ! Quant aux conséquences de la taxation, on peut seulement prévoir : les clients en auront pour leur argent, ils auront moins de beurre dans leurs croissants et la pâtisserie fraîche à laquelle s'en est pris le premier ministre sera un peu moins fraîche qu'aujourd'hui !

Le plus grave est qu'on essaye de confondre deux problèmes distincts, celui du niveau et celui de la hausse des prix. Nul doute que le défaut de concurrence crée des rentes de situation et que la multiplication des intermédiaires — mais si ceux-ci se maintiennent, c'est peut-être aussi parce qu'ils ont leur raison d'être ! — est souvent un facteur de vie chère. Mais on a vu des pays dont les circuits de distribution ne sont certainement pas plus modernes que ceux de la France, connaître de longues périodes de stabilité : l'Italie jusqu'en 1963 ou le Portugal jusqu'en 1974. Naturellement lorsque les mécanismes d'inflation monétaire détruisent chaque jour subrepticement la valeur de la monnaie, cette érosion se manifeste (sous forme de hausse des prix) d'abord dans les secteurs les plus faibles de l'économie, surtout dans un pays comme la France où les prix industriels, plus faciles à contrôler, sont étroitement surveillés, même s'ils sont théoriquement libres ! Fidèle en ceci à la pensée ou aux habitudes de ses prédécesseurs, M. Barre estime sans doute qu'il suffit d'encadrer le crédit pour régulariser l'émission monétaire. A-t-il assez songé au fait que cette année les crédits « décastrés » — un bon cinquième du total — ont progressé de 35 % ?

### POINT DE VUE

## Nationaliser les banques et le crédit ? UN DÉBAT ESCAMOTÉ

**L**ES Français n'aiment pas leur industrie, c'est bien connu, et les voilà pourtant qui se déchirent à propos des nationalisations.

Quelle que soit l'évolution future des rapports entre le parti de gauche et le parti de droite, le sort des grands groupes industriels a été un monopole des passions et que n'a pas été clairement débattu un projet de nationalisation plus austère, mais d'une égale importance : celui du secteur bancaire. Que pourrait signifier ce projet ? Et quelles en seraient les conséquences pour le pays, pour les entreprises, pour chacun de nous ?

Dans le programme commun de 1972, il est prévu la nationalisation, dès le début de la législature, l'ensemble des banques

régionales auxquelles ont souvent recours les P.M.E. ? Mais lorsque M. Mitterrand prêche avec véhémence que le programme de nationalisations du P.S. se limite à quelques dizaines d'entreprises, est-ce inconsciemment qu'il passe sous silence les six cents firmes du secteur bancaire, sans parler des sociétés d'assurances ?

Si les banques concernées par le projet de nationalisation sont nombreuses, elles sont loin, en revanche, d'occuper une place importante dans le système bancaire actuel. La nationalisation de 1963, effectuée par une coalition M.R.P.-Sociales, communistes, est allée très loin. En, depuis cette date, aucune « rénationalisation » n'est intervenue.

Des données comparatives ont été récemment menées en Grande-Bretagne sur la part du secteur privé dans le système bancaire et para-bancaire des principaux pays occidentaux (3). Il en ressort qu'en France la part privée proprement dite, c'est-à-dire excluant les mutuelles, ne représente que 18 % des dépôts, deux fois moins qu'en Suède et en Allemagne, trois fois moins qu'en Grande-Bretagne, quatre fois moins qu'en États-Unis.

L'Etat, pour sa part, accorde en France 69 % des prêts, le secteur mutualiste et municipal 19 %, si bien que la part du secteur privé, des crédits n'est que de 12 %. Cette part est de 60 % aux États-Unis, de 49 % en Allemagne, de 43 % en Grande-Bretagne et de 24 % en Suède.

Est-il alors téméraire de faire croire que les banques privées, déjà réduites à la portion congrue, constituent une redoutable « puissance financière » et que leur disparition modifierait profondément les conjonctures économiques et financières qui nous entourent ?

Nationaliser les banques et nationaliser le crédit sont deux choses différentes. Pour les ramifications du programme commun de 1972, la nationalisation complète du secteur bancaire n'a pas pour seul but d'expropriation les actionnaires des entreprises de ce secteur, fussent-ils gros.

(Lire la suite page 24.)

(1) Voir le Monde du 3 juillet 1977. Financière de la Banque de France.

(2) Dans une structure à deux étages, une société financière est propriétaire de la banque. Sous-étage toutes les autres sociétés.

(3) Travail de l'Institut Bank Research Organization.

françaises et des établissements financiers soit au total environ six cents entreprises. (Les quatre-vingts banques étrangères, les américaines, la russe et toutes les autres, étant seulement « contrôlées » par la Banque de France) qui les invitent à modifier leur développement (1). Avec une désinvolture au demeurant surprenante, radicaux socialistes et communistes n'ont pas cru nécessaire de chercher à actualiser en 1977 le point essentiel. On voudrait des noms. Quelles firmes du secteur bancaire exactement veut-on nationaliser ?

Tous les membres de certains groupes, les activités multiples de certains autres, l'importance variable des participations étrangères, les fréquentes structures à deux étages (2), les dimensions très modestes de plus d'un établissement, possèdent-ils des divergences nouvelles se seraient-elles manifestées ? Malgré les apparences, plusieurs indices peuvent le laisser supposer.

Lorsque M. Robert Fabre écrit dans le Monde du 30 octobre 1976 : « La nationalisation doit rester l'exception et non la règle », car elle « n'est pas la seule forme, et pas toujours la plus souhaitable, que peut revêtir le contrôle de l'Etat quand il est nécessaire », songe-t-il aux seules sociétés industrielles ? N'a-t-il pas lui-même placé pour que subsistent dans le secteur privé un certain nombre de banques

### UN COLLOQUE DE JOURNALISTES A TOKYO

## Examiner la réalité de la « solidarité » internationale

**D**ANS quelle mesure les expressions d'interdépendance entre les nations, de « solidarité » entre tous les peuples de l'O.C.D.E. de « communisme » qu'on lit habituellement dans les communiqués officiels publiés à la suite des réunions internationales et dans les articles de journaux correspondants, ont-ils à la fois des intentions ? Ou bien ne sont-ils, comme disait le prince Hamlet, que « des mots, des mots et encore encore des mots » ? C'est à répondre à ce genre de question que peut servir un colloque tel que celui qu'ont organisé conjointement le mois dernier à Tokyo l'Association de la presse japonaise (et le grand journal économique Nihon Keizai Shimbun) et la Commission européenne (en liaison avec la délégation des États-Unis auprès de l'O.C.D.E.) entre des journalistes européens, américains et japonais. De la réponse dépend jusqu'à un certain point l'issue de la crise que nous traversons. Quelle est-elle ?

Les échanges de vue devaient porter sur trois grands thèmes : la croissance du commerce multinational, l'énergie, les problèmes posés par le dialogue Nord-Sud. Bref, la plupart des grands sujets autour desquels se joue l'avenir des relations économiques internationales et partant des chances du monde capitaliste à retrouver la santé et un minimum de cohérence.

Un premier point fort du symposium aura incontestablement été l'intervention d'un Américain, M. Harold Malmgren, ancien ministre de l'administration républicaine, aujourd'hui professeur à l'université George-Washington. C'est avec de forts arguments qu'il aura expliqué pourquoi il était « vraiment pessimiste ». La reprise ? Elle aura surtout été causée par une reconstitution des stocks, mais les investissements à long terme sont inexistantes. Dans tous les pays, l'objectif est le même : exporter davantage et importer moins.

Le mérite de M. Malmgren est d'ajouter un élément nouveau et peut-être décisif à cette analyse. La croissance de l'endettement des pays du tiers-monde — dont le montant total a été chiffré par un des conférenciers japonais à quelque 250 milliards de dollars — à fin décembre 1976 — ne pose pas tant un problème financier qu'un grave problème de lutte commerciale qui risque, d'ici deux à trois ans, de compromettre définitivement l'existence d'un marché mondial.

Non point que M. Malmgren prenne pour argent comptant, c'est le cas de

le dire, les propos étihiants des grandes banques privées sur le sujet. Les crédits qu'elles ont consentis aux pays du tiers-monde constituent désormais une de leurs plus importantes sources de profits et, pour les plus grands établissements de New-York, la principale ! Elles n'ont de chances d'être remboursées et de continuer à percevoir des intérêts que si les capitaux continuent à affluer vers les pays débiteurs. D'où leur souci de persuader petites et moyennes banques qu'elles ne courent aucun risque sérieux de participer à de nouveaux placements dans les pays les plus lourdement endettés.

Cela dit, si on considère le problème d'un point de vue strictement financier, il ne paraît pas insurmontable. Les moyens existent, théoriquement, grâce à des opérations de consolidation appropriées, pour éviter les défauts de paiement en chaîne. Mais, dans le monde contemporain, d'aujourd'hui, les experts financiers des gouvernements ne communiquent pas avec ceux qui sont chargés des questions commerciales. Cette spécialisation d'urgence prépare les grandes catastrophes.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 25.)

Le mérite de M. Malmgren est d'ajouter un élément nouveau et peut-être décisif à cette analyse. La croissance de l'endettement des pays du tiers-monde — dont le montant total a été chiffré par un des conférenciers japonais à quelque 250 milliards de dollars — à fin décembre 1976 — ne pose pas tant un problème financier qu'un grave problème de lutte commerciale qui risque, d'ici deux à trois ans, de compromettre définitivement l'existence d'un marché mondial.

Non point que M. Malmgren prenne pour argent comptant, c'est le cas de

## Paris

Roissy Ch. de Gaulle  
Sofitel Bourbon  
Sofitel Paris

Réservation  
Réservation Centrale Paris  
Tél. : 657 11 43 Télec. : 200432  
ou dans un des 35 hôtels Sofitel  
ou dans les agences de voyages.

## Hotel Sofitel L'amour du métier.

S.O.S. Amis  
857-31-31

BROCANTE  
PARIS







## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Installée le 25 octobre à Luxembourg

LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE :  
UNE NAISSANCE DISCRÈTE

Le mardi 25 octobre 1977, neuf hommes — un Belge, un Danois, un Allemand, un Français (1), un Italien, un Irlandais, un Luxembourgeois, un Hollandais et un Anglais — ont solennellement prêté serment devant la Cour de justice des Communautés européennes, à Luxembourg, avant d'inaugurer leurs fonctions.

Us seront désormais les gardiens vigilants de la bonne utilisation des ressources prélevées sur les contribuables européens et gérés par les trois Communautés (Marché commun, Communauté charbon-acier, Euratom).

Ce sont les membres de la toute nouvelle Cour des comptes des Communautés européennes créée par le traité de Bruxelles du 22 juillet 1965, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1973. C'est en 1973 que le Parlement européen avait proposé de remplacer les organes originaux de contrôle prévus en 1961 et 1967 (commissaires aux comptes pour la CEEA, et commission de contrôle pour les autres communautés), devenus inadéquats et peu crédibles. L'initiative eut rapidement l'adhésion des autres institutions et des États membres.

L'inadaptation du système de contrôle original, conçu pour un budget réduit et purement administratif, était devenue flagrante à mesure que les masses financières se développaient : le budget des Communautés a été multiplié par six entre 1968 et 1977.

Un autre élément rendait encore plus nécessaire le renforcement de l'appareil de contrôle : le changement de nature des dépenses et des recettes. Les premières sont désormais, à raison de 88 %, des dépenses d'intervention, agricoles, sociales, régionales, etc. En ce qui concerne les secondes, la part, depuis 1971, des ressources propres : droits de douane, prélèvements agricoles, augmente régulièrement et atteindra 100 % en 1978, avec la mise en place de la T.V.A. communautaire.

Au risque financier, qui traduit bien l'ampleur des fraudes, spécialement dans le domaine des dépenses agricoles, s'ajoute bien sûr le risque politique : le renforcement de ces fraudes dans les milieux politiques nationaux et même dans l'opinion publique desservait gravement l'image de marque de l'Europe, qu'on accusait d'être budgétaire et peu efficace.

Pour rétablir la confiance des citoyens, l'institution au niveau communautaire d'un mécanisme de contrôle aussi indiscutable que celui qui existe dans les

États membres s'imposait donc. Bien plus, à l'heure de l'austérité, le renforcement du contrôle ne pouvait que contribuer à calmer les discussions entre partenaires, c'est-à-dire les États membres, autour du budget communautaire, et de son volume.

Certes, malgré son nom — retenu avant tout pour des raisons de prestige — la Cour des comptes européenne n'est pas une juridiction : elle n'exercera cependant pas moins une magistrature financière qui fera d'elle la véritable « conscience financière » de l'Europe.

Quant à leur statut, l'innovation fondamentale est que les membres de la Cour n'exercent plus leurs fonctions, comme les membres de l'ancienne commission de contrôle, à temps partiel (trop partiel, estimait certains), mais à plein temps, et qu'ils sont désormais obligatoirement choisis parmi les personnes appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux cours des comptes ou organismes analogues, toutes dispositions qui sont à la fois un gage de compétence et d'indépendance ainsi qu'une promesse d'efficacité accrue. En outre, les neuf membres de la Cour sont nommés pour six ans par le conseil des ministres, mais après consultation du Parlement.

## Des compétences étendues

Les compétences de la Cour sont extrêmement étendues, puisqu'elle est chargée d'examiner les comptes de la totalité des recettes et des dépenses des trois Communautés, qu'elles soient budgétaires ou non ; or, pour 1977, par exemple, la somme du budget général des Communautés, des opérations budgétaires et financières de la CEEA et du FED (qui finance l'aide aux pays associés de la Convention de Lomé) représente un volume d'environ 63 milliards de francs (presque 20 % du budget français). Son contrôle porte non seulement sur la légalité et la régularité mais encore sur la « bonne gestion financière » des opérations.

Les pouvoirs de la Cour sont notablement renforcés par rapport à ceux de la commission de contrôle. Le contrôle, qui a lieu sur place et sur pièces, s'exerce, en effet, désormais non seulement auprès des institutions des Communautés, mais encore, dans les États membres (on sait que la plus grande partie des opérations de recette et de dépense sont

effectuées par les services des douanes et organismes d'intervention agricole des États). À cet effet, une collaboration prometteuse — mais qui exigera encore une difficile mise au point — est prévue entre la Cour européenne et les cours et autres organismes nationaux de contrôle.

## Un double rôle

La Cour, en définitive, est appelée à jouer un double rôle.

Elle exercera, d'abord, de façon autonome et en pleine indépendance par rapport aux autres institutions, et en particulier par rapport à la Commission, une fonction de contrôle permanent qui se matérialisera dans l'élaboration d'un rapport annuel — dont la nature et les objectifs sont analogues à ceux du rapport de la Cour des comptes française — dans lequel elle consignera ses observations. Ce rapport, accompagné des réponses des institutions aux observations de la Cour, n'est plus seulement examiné par le Parlement européen ; il est publié au *Journal officiel* des Communautés européennes et on doit souhaiter que la presse lui donne, le moment venu, un large écho. En outre, la Cour peut à tout moment prendre l'initiative et présenter ses observations sur telle ou telle question financière particulière.

Elle a, ensuite, une fonction d'assistance des autorités budgétaires (Conseil et Parlement européens) et spécialement du Parlement pour l'exercice de son propre droit de contrôle (politique, celle-ci) de l'exécution du budget. La Cour sera ainsi conduite à collaborer étroitement avec la sous-commission « contrôle » que le Parlement européen a créée à cet effet au sein de sa commission des budgets.

À la fois garante d'une plus grande rigueur financière dans le fonctionnement des complexes interventions communautaires et instrument perfectionné à la disposition du Parlement européen, la Cour des comptes européenne, installée à Luxembourg, constitue un progrès discret mais significatif de la construction concrète de l'Europe.

GUY ISAAC,

professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.

(1) Pierre Lelong, conseiller à la Cour des comptes.

## BIBLIOGRAPHIE

## « Coût et valeur de la vie humaine »

d'ALFRED SAUVY

La vie humaine n'a pas de prix. Cette affirmation, que personne n'oserait contester, s'abîme parfois à d'étranges paradoxes. Ainsi, au lendemain du dernier conflit mondial, le calcul des dettes de guerre a donné lieu à d'âpres discussions entre alliés sur la valeur des biens fournis par les uns et par les autres (vêtements, équipements, munitions), mais non sur les vies humaines sacrifiées. Comme il paraît sacrilège d'estimer une vie humaine à un chiffre quelconque, elle n'est pas comptée, ce qui revient à lui attribuer une valeur nulle. « Paradoxalement », écrit Alfred Sauvy dans son dernier ouvrage, *Coût et valeur de la vie humaine*, l'homme souffre de ne pas être une marchandise. En régime d'esclavage, le calcul serait possible et la compensation plus juste.

Encore l'auteur corrige-t-il lui-même cette affirmation par d'autres exemples qui montrent qu'on se livre bien à un calcul du coût de l'homme, mais de façon souvent implicite et biaisée : les personnes victimes d'infractions diverses à la suite de la guerre 1914-1918 ont reçu des pensions, mais Alfred Sauvy constate, chiffres à l'appui, que l'effort financier fait en leur faveur a été au total plus faible que celui consenti pour compenser les dommages causés aux biens.

Dans un domaine qui n'est pas lié à la guerre, l'auteur note que le coût des efforts accomplis au bénéfice des victimes d'accidents (du travail ou de la route) est souvent supérieur au gain économique de leur travail, ce qui dénote une prise en considération de la valeur humaine en soi. Comment expliquer alors, se demande l'auteur, que l'effort ne soit pas toujours de la même importance pour les infirmes de naissance ?

Mais peut-on réellement calculer le coût d'un homme ? Alfred Sauvy s'y efforce dans une première partie, il compare, aux différents âges de la vie, la part respective de la consommation au sens le plus large et de la production. Appliquée à la France, cette méthode amène l'auteur à constater :

« A trente-cinq ans, l'individu a rendu à la société l'équivalent de ce qu'il lui a coûté ; à partir de cinquante ans, l'individu va donner à la société l'équivalent de ce qu'il lui coûtera (en espèces) pendant sa période d'inactivité ».

Alfred Sauvy, après s'être livré à quelques comparaisons internationales, abandonne vite les schémas théoriques pour s'attaquer aux problèmes réels d'aujourd'hui : la place des vieux dans la société, l'inégalité sociale devant la mort, le coût de la santé, les accidents, etc. Et bien qu'il s'efforce, comme il l'écrit lui-même, de décrire les phénomènes « en évitant de porter des jugements de valeur ou de précher de culpabilité », le statisticien et l'économiste cèdent souvent le pas au sociologue et, au polémiste. Avec sa fongue coutumière, l'auteur reprend, au fil de ce livre décousu, mais foisonnant de références historiques et démographiques, les thèmes qui lui sont chers : il dénonce tout particulièrement le rôle par les sociétés urbaines et industrielles de l'enfant, considéré comme une « charge », un « gêneur », le « revers collectif de la vie » qui est « une part de l'homme », la conception arithmétique de l'enfant de l'emploi, qui conduit à vouloir partager et rationner le travail comme s'il s'agissait d'une donnée inéluctable.

La passion mise par l'auteur à pénétrer tous les malhusianismes ne le conduit toutefois jamais au dogmatisme. Au contraire, Alfred Sauvy, passant en revue les multiples questions posées par le prix de la vie humaine, souligne la diversité et la complexité des réponses possibles. « A travers les comportements qu'apporte et qu'impose un progrès technique, que nul ne maîtrise, ni même n'orienté, le respect de la vie ne peut donc rester identique, conclut-il. Pour le maintenir, il faut le remettre constamment en question. Mais, si cette remise en question conduit au refus de la vie, de grandes lumières risquent de s'éteindre ».

JEAN-MARIE DUPONT.

\* Editions Hermann, 226 pages, 42 F.

## PRÉVISIONS

## UN COMPTE DES MILLE ET UNE NUITS

(Suite de la page 23.)

Les prestations sociales doivent, certes, augmenter rapidement l'an prochain (de 7,8 % prévoit-on). Mais comme elles ne représentent que le quart du revenu brut des ménages, cela ne suffira pas à « tirer » la consommation autant qu'il est souhaité par le gouvernement. Une baisse de l'épargne faciliterait la chose. Mais l'expérience a montré que celle-ci était intimement liée à l'évolution des prix et du chômage. Or, sur ces deux points, les perspectives gouvernementales paraissent d'un optimisme peu justifié.

Le gouvernement table sur une hausse des prix de 6,5 % seulement de janvier à décembre, contre une tendance spontanée de plus de 10 % cette année. D'où pourrait venir ce ralentissement d'un tiers ? La demande des particuliers, en progressant — même légèrement — maintiendrait une pression à la hausse des services et des denrées alimentaires. Les coûts de production augmenteraient peut-être moins ; mais ils ont déjà été cette année d'une exceptionnelle sagesse, montant moitié moins vite que les prix alimentaires ; un ralentissement supplémentaire l'an prochain ne pourrait être que de faible ampleur. Enfin, les coûts de l'énergie augmenteraient ; de 5 % au moins pour le pétrole, annonce-t-on. Il est, dans ces conditions, particulièrement hasardeux de prévoir une forte décélération du coût de la vie. Surtout si l'on se souvient que, depuis trois ans, la hausse se situe entre 9 et 10 % chaque année, en dépit des promesses gouvernementales.

La perspective officielle en matière d'emploi pêche de la même façon par optimisme. Le gouvernement prévoit « une certaine régression du sous-emploi » en 1978, s'accompagnant d'un développement marqué de l'emploi salarié. Parce qu'il espère une reprise vigoureuse de la production (+ 4,5 %, au lieu de 3 % cette année), fondée non seulement sur une forte demande (voir plus haut) mais sur un essor remarquable des exportations : + 8,1 % en volume, soit + 16,3 % en valeur. Le niveau compétitif des prix industriels français permet certes de beaux succès à l'étranger ; mais nos principaux clients deviendront-ils nos acheteurs pour autant ?

(Publicité)

INDUSTRIELS  
FRANÇAIS !

Votre produit serait-il vendable sur le marché suisse ?

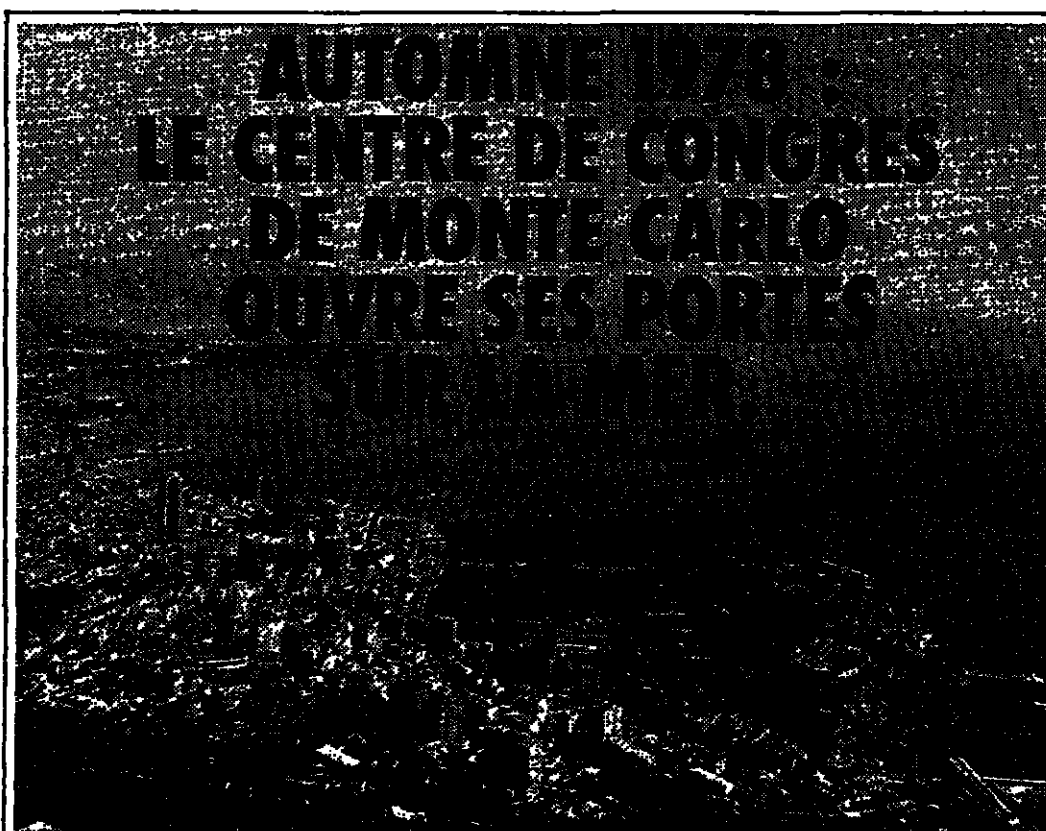
COMMENT ?  
A QUEL PRIX ?

Posez ces questions à

PROMOFRANCE

Case 174 - CH - 1211 Genève 16.  
15 ans d'exp. du marché suisse.

GILBERT MATHIEU.



Deux éléments sont à la base de la réussite d'un congrès : le cadre et l'organisation.

Le Centre de Congrès de Monte-Carlo est construit sur



la Méditerranée, au cœur de la Ville, dans le silence et le soleil. Sa conception ultra-moderne permet une utilisation polyvalente (congrès, expositions, concerts symphoniques, enregistrements de disques, spectacles) avec une salle de 1200 places, un plateau de scé-

ne, des foyers (900 m<sup>2</sup>), des salles de commission, des bureaux de secrétariat... et un équipement d'avant-garde qui vient s'ajouter à ceux du Centre de



l'accueil : des hôtels, dont la gamme allie la haute tradition à la modernité de grand style et dans lesquels des prix « spéciaux-congrès » sont consentis, un grand choix de restaurants et pour les loisirs : plages, piscines, voile, tennis, golf ; pour les amateurs d'animation nocturne, ses night-clubs et les galas du prestigieux Monte-Carlo Sporting Club ; la Côte d'Azur et la Riviera italienne. Monte-Carlo à la portée des capitales du monde, par air, chemin de fer et autoroute, toute l'année.

D'ailleurs, les responsables de congrès ne l'ont-ils pas choisi pour y tenir, périodiquement leur réunion plénière ?

## CENTRE DE CONGRÈS DE MONTE CARLO

BON A DÉCOUPER

Pour tous renseignements complémentaires retourner ce bon de documentation ou votre carte de visite à :

Direction du Tourisme et des Congrès, 2A, bd des Moulins MC, MONTE-CARLO

Tél. (93) 30.87.01/30.43.47 - Téléx 469760 MC

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Société/Association \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

مكتبة من الأصل



CORRESPONDANCE

# A PROPOS DES DÉCLARATIONS DU MINISTRE ARGENTIN DE L'ÉCONOMIE

A la suite de l'article paru dans le Monde de l'économie du 11 octobre dernier sous le titre « Argentine : comment l'hyperinflation a été brisée », et dans lequel nous relatons l'entretien que nous avons eu avec le docteur José Alfredo Martínez de Hoz, ministre argentin de l'économie, nous avons reçu de Paris une lettre signée par M. Raúl Laguarda, docteur en biologie, ex-recteur de l'université de Buenos-Aires, Nestor Scipioni, médecin, ex-doyen de la faculté de médecine de La Plata, Massimo Victoria, docteur en médecine, ex-président de l'INTI, 1973-1976, Augusto Ferrer Lindo, docteur en philosophie, ex-secrétaire académique de l'université de Buenos-Aires, Bruno Susana, économiste, ex-maire assistant de l'université de Bahía Blanca, Lucio Gerson, avocat.

Nous en extrayons les passages suivants :  
Des chiffres ou des indicateurs par lesquels ne suffisent pas à démontrer le succès d'une politique économique. D'ailleurs, une politique économique ne saurait être jugée abstraitement : ses variables ne se définissent pas seulement en fonction des objectifs poursuivis ; elles ont une relation bi-univoque avec la structure économique dans laquelle elles sont appliquées.

a) L'industrie — c'est là un des traits marquants de l'économie argentine — doit importer une partie considérable de ses « inputs » : matières premières, produits intermédiaires, biens d'équipement, etc. Ses besoins représentent, directement ou indirectement, 98 % du total des importations du pays.

b) On peut donc en déduire que l'industrie argentine, dans la plupart des cas, se développe dans la mesure même à elle-même de sa capacité d'importation — capacité qui est décrite, y compris pour la croissance des industries de base.

La continuité de la chute du prix international des matières premières et les difficultés croissantes rencontrées par les pays du monde désireux d'augmenter leurs exportations ont confronté

entre autres choses — les gouvernements argentins des trente dernières années à un « goulet d'étranglement » du commerce extérieur : les solutions apportées à ce problème ont été très diverses, selon le soutien dont disposaient ces gouvernements ou leur représentativité sociale...

c) En Argentine, étant donnée la structure économique particulière de ce pays, une dévaluation comme celle pratiquée par M. Martínez de Hoz (349,10 % d'octobre 1976 à octobre 1977) entraîne la paralysie de l'industrie. Les composants non salariaux du coût augmentent en raison de l'accroissement du prix des biens importés, par conséquent, les prix internes des produits finis s'élèvent, ce qui entraîne une diminution de la demande interne...

## Les causes de l'inflation

Cette mesure a été accompagnée par la libération des prix internes et par le blocage des salaires. Une fois alignés, les prix des produits agricoles, et alimentaires sur les prix internationaux, il se produit d'importantes augmentations de ces derniers sur le marché interne. La demande d'aliments étant relativement peu élastique, leurs prix augmentent et les salaires étant bloqués, il se produit une diminution immédiate des disponibilités salariales pour acquiescer des biens industriels. Les prix agricoles ont-ils pu augmenter à partir de mars 1976 de 589 %, les prix de la viande de 760 %, tandis que les prix des produits industriels n'ont monté que de 321 %.

Il est aisé de comprendre, dans ces conditions, que la conséquence directe de la dévaluation et de la libération des prix internes ait été la chute vertigineuse du produit industriel brut. Si les effets de cette politique n'ont pas eu de graves répercussions sur le P.R. interne, cela est dû à l'exceptionnelle récolte de céréales qu'a connue notre pays en 1976-1977.

Il faut préciser que l'un des instruments décisifs de la politique économique de la junte — politique destinée à favoriser les grands propriétaires terriens et les groupes agro-exportateurs monopolistiques — réside dans le blocage de salaires des travailleurs. Ces salaires, dans certains secteurs, ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat. Les niveaux salariaux ont été ramenés aux niveaux de ceux des années 30.

Nous pouvons dès lors analyser le processus inflationniste qui s'est produit dans notre pays. Selon M. Martínez de Hoz, ce processus aurait pour origine le déficit du budget, la spirale des prix et des salaires, ainsi que diverses spéculations inflationnistes. Une telle analyse constitue un diagnostic classique et bien connu de la part de la droite argentine, mais elle n'en est pas moins inexacte et mensongère ; elle est avant tout destinée à justifier les mesures adoptées en faveur des secteurs privilégiés antérieurement mentionnés.

Les causes de l'inflation en Argentine proviennent fondamentalement des problèmes issus de la structure économique, de problèmes de demande, d'inflation internationale importée et de l'insubordination des gouvernements populistes, provoquée par l'action séditionnelle des forces armées.

Qu'a donc fait M. Martínez de Hoz pour « stopper » l'inflation ? Il affirme avoir diminué le déficit de l'Etat en augmentant les recettes et en diminuant les dépenses. Apparemment rien de plus simple, rien de plus clair. C'est presque la solution de tout budget familial pour arriver à survivre quand des déséquilibres occasionnels se sont produits.

Mais nous demandons : que veut dire, dans l'Argentine de 1976-1977, augmenter les recettes de l'Etat ? Cela signifie, au niveau de la junte militaire, augmenter les impôts indirects qui fournissent 60 % des recettes fiscales, et qui sont payés par le peuple tout entier.

Le seul exemple de suppression partielle d'impôts est, comme par hasard, la suppression de l'impôt qui frappait les successions, c'est-à-dire l'un des plus équitables.

Voyons maintenant comment l'on est parvenu à réduire les dépenses publiques. Pendant l'année 1976, et plus encore pendant l'année 1977, l'Etat a cessé de subvenir à une bonne partie de ses obligations en matière de services. Ainsi, constatons-nous en Argentine le démantèlement du système scolaire et universitaire, non seulement (ni en premier lieu) à cause des persécution politiques dont souffrent les enseignants, mais à cause du blocage des salaires, qui a entraîné un exode massif des instituteurs et des professeurs — les effets de la réduction des dépenses ont encore accru l'exode des techniciens et des professionnels de toutes les entreprises d'Etat. Ils ont été jusqu'à provoquer l'exode de certains membres du pouvoir judiciaire (magistrats, assesseurs, greffiers, etc.), qui ont été

contraints de chercher de meilleures conditions de vie dans le privé. Mais la politique de réduction des dépenses de la dictature s'en est également prise à un service aussi essentiel que celui de la santé publique ; tous les hôpitaux et les sanatoriums d'Etat ont cessé de fonctionner normalement, ce qui s'est traduit par une augmentation notoire de la mortalité.

Mais malgré les souhaits des usurpateurs, le déficit du budget a dépassé dans les faits les chiffres maximaux fixés par le F.M.I. — 3 % du P.S.I. — pour atteindre 7 % ; on prévoit qu'à la fin de l'année, si cette tendance persiste, il atteindra vraisemblablement 12 %.

## Une tendance annuelle de 333,5 %

Il est facile, dans ce contexte, de ramener à sa juste mesure cet « arrêt de l'inflation » tant vanté. La progression de l'augmentation des prix pendant les trois derniers mois (août : 11,3 %, septembre : 8,8 % et octobre : 12 % à 14 %) indique une tendance annuelle de 333,5 %, et non le chiffre publicitaire et mensongèrement réduit de 120 %.

5) Un autre chiffre aurait dû attirer l'attention de tous ceux qui sont disposés à prêter foi aux déclarations du ministre : la diminution du chômage de 3,2 %. Malheureusement, pour le peuple argentin, ce chiffre n'est pas non plus exact. En Argentine, il n'existe aucune statistique sur le chômage depuis des années, et toutes les estimations se basent sur les annonces et les demandes de travail que les cadres publient dans les journaux. En l'absence de statistiques sérieuses, il n'est pas besoin d'être très perspicace pour aboutir à des chiffres bien différents des chiffres officiels. En effet, toute la politique de type récessif appliquée dans le secteur industriel a provoqué pendant ces dix-huit derniers mois des fermetures d'établissements privés, de petites et moyennes entreprises, des « rationalisations » dans l'administration publique devant atteindre, d'après les calculs du ministre lui-même, plus de 300 000 travailleurs. Il est légitime d'estimer qu'entre le chômage complet et le chômage partiel plus ou moins déguisé (travail temporaire, à mi-temps, etc.) on atteint un chiffre de 10 à 15 %.

Signalons un fait récent, symptomatique de la manière dont fonctionne le plan de « récupération économique » de la dictature : l'augmentation alarmante des taux d'intérêt, qui ont atteint dans la troisième semaine d'octobre le chiffre incroyable de... 208 % annuel de profit effectif, ce qui montre bien les conditions spéculatives peu favorables offertes aux entreprises nationales pour surmonter la crise. Le coût financier s'élève d'ores et déjà à presque 20 % du coût total du produit. Il est évident que ces coûts financiers sont immédiatement reportés sur les

prix et produisent une rétro-alimentation du taux d'inflation.

6) On pourrait penser que le blocage des salaires, s'accompagnant de taux d'inflation en constante augmentation, entraîne une chute de la consommation et une épargne forcée. Rien n'est moins vrai. Les chiffres donnés par le ministre au sujet du réinvestissement correspondant à la période de hausse de la courbe du cycle économique ; il faut tenir compte du fait que M. Martínez de Hoz a assumé ses fonctions au moment où le cycle atteignait son point le plus bas et que, par conséquent, la « reprise » aurait de toute façon eu lieu, avec ou sans le ministre de la dictature.

A partir du quatrième trimestre de 1976, les quelques investissements existants proviennent du secteur agricole.

Les plantes des industriels aujourd'hui repoussent ne sont pas sans motifs. La chute des ventes, l'augmentation des coûts non salariaux, une politique monétaire génératrice de manque de liquidités, accompagnée de taux élevés d'intérêt et de spéculations inflationnistes croissantes, la dégradation de la législation favorisant les exportations, tout cela indique qu'une seule loi est destinée à régir inexorablement le plan économique : la survie des plus forts, grâce à une concentration monopolistique accélérée au niveau industriel, et l'adaptation forcée des entreprises au nouveau projet de restructuration de l'appareil productif dans le cadre de la dépendance.

Il y a à peine une semaine, les travailleurs de l'usine Renault de Córdoba se sont organisés malgré la répression, comme en 1976, et ont affirmé leur volonté de réclamer l'espace de pouvoir que présentaient leur défilé les usurpateurs militaires. Le conflit s'est étendu à d'autres usines automobiles et a culminé par une grève générale des chemins de fer qui a paralysé les centres les plus importants du pays, ébranlant l'appareil unitaire de la dictature et rendu encore plus évidentes certaines des contradictions internes des classes dominantes en Argentine.

observateur  
Faits &  
Chiffres  
vient de  
paraître

## CRÉATION D'UN PRIX DE THÈSE ET DE PRIX DE MÉMOIRE PAR LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

La Compagnie des agents de change vient de décider l'institution de prix destinés à récompenser chaque année une thèse et deux mémoires traitant de valeurs mobilières dans leur rôle de financement de l'économie et d'accueil de l'épargne ; des bourses et des marchés financiers dans leurs institutions et leur fonctionnement.

Ces prix seront décernés par un jury, présidé par M. Daniel Degra, président de la Compagnie, composé de membres de hauts dirigeants de banques, de représentants d'institutions financières, d'entreprises et d'établissements publics. Les travaux publiés en France concernant essentiellement la gestion privée des

portefeuilles. Par contre, tout le champ des relations entre la firme et le marché financier, son rôle en tant que circuit de financement, les degrés de liberté et les contraintes qu'il représente, son intégration dans l'élaboration de la stratégie des entreprises restent encore très peu explorés.

Pour faciliter la tâche des chercheurs, la Compagnie des agents de change leur ouvre son centre de documentation et son service d'études et tient à jour, à leur intention, une base de données boursières.

Les renseignements peuvent être obtenus près la Direction des relations extérieures de la Chambre syndicale des agents de change, 4, place de la Bourse, 75002 Paris Cedex 02 (tél. : 233-31-33).

ABU DHABI  
BAHREIN DUBAI  
DOHA MUSCAT  
مسكوة الخليج  
GULF AIR  
★★★★★  
le cinq étoiles du transport aérien.  
(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BÉNIN  
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT  
DIRECTION DES ROUTES ET PONTS  
TROISIÈME PROJET ROUTIER  
AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le Ministère de l'Équipement de la République populaire du Bénin lance un appel d'offres international pour la fourniture de pièces de rechange destinées à la remise en état du matériel routier pour la réalisation du 3<sup>e</sup> projet routier.

Le montant approximatif global de cette fourniture est de 200 000 000 de francs CFA.

L'appel d'offres est divisé en 22 lots, et chaque soumissionnaire aura la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Les soumissionnaires et les matériels proposés devront être obligatoirement leur origine dans l'un des États membres de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement ou en Suisse.

Le dossier complet d'appel d'offres peut être consulté à la Direction des Routes et Ponts, B.P. 351, COTONOU, République populaire du Bénin.

Ce dossier peut être expédié sur demande transmise à l'adresse ci-dessus contre paiement d'une somme de vingt mille (20 000) F CFA ou l'équivalent non remboursable. Le paiement sera effectué par chèque bancaire certifié établi au nom de M. le Directeur des Routes et Ponts, Cotonou (R.P.B.).

Les offres devront lui parvenir avant le 30 novembre 1977 à 11 h. (heure locale). L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 12 h. (heure locale) à la salle de conférences du Ministère de l'Équipement.

Cotonou, le 11 octobre 1977  
Le Ministre de l'Équipement,  
Richard RODRIGUEZ.

Le Monde  
DOSSIER  
LE DOSSIER DES  
NATIONALISATIONS  
I. LES NATIONALISATIONS  
II. LES NATIONALISATIONS  
III. LES NATIONALISATIONS  
IV. LES NATIONALISATIONS  
V. LES NATIONALISATIONS  
VI. LES NATIONALISATIONS  
VII. LES NATIONALISATIONS  
VIII. LES NATIONALISATIONS  
IX. LES NATIONALISATIONS  
X. LES NATIONALISATIONS  
XI. LES NATIONALISATIONS  
XII. LES NATIONALISATIONS  
XIII. LES NATIONALISATIONS  
XIV. LES NATIONALISATIONS  
XV. LES NATIONALISATIONS  
XVI. LES NATIONALISATIONS  
XVII. LES NATIONALISATIONS  
XVIII. LES NATIONALISATIONS  
XIX. LES NATIONALISATIONS  
XX. LES NATIONALISATIONS  
XXI. LES NATIONALISATIONS  
XXII. LES NATIONALISATIONS  
XXIII. LES NATIONALISATIONS  
XXIV. LES NATIONALISATIONS  
XXV. LES NATIONALISATIONS  
XXVI. LES NATIONALISATIONS  
XXVII. LES NATIONALISATIONS  
XXVIII. LES NATIONALISATIONS  
XXIX. LES NATIONALISATIONS  
XXX. LES NATIONALISATIONS  
XXXI. LES NATIONALISATIONS  
XXXII. LES NATIONALISATIONS  
XXXIII. LES NATIONALISATIONS  
XXXIV. LES NATIONALISATIONS  
XXXV. LES NATIONALISATIONS  
XXXVI. LES NATIONALISATIONS  
XXXVII. LES NATIONALISATIONS  
XXXVIII. LES NATIONALISATIONS  
XXXIX. LES NATIONALISATIONS  
XL. LES NATIONALISATIONS  
XLI. LES NATIONALISATIONS  
XLII. LES NATIONALISATIONS  
XLIII. LES NATIONALISATIONS  
XLIV. LES NATIONALISATIONS  
XLV. LES NATIONALISATIONS  
XLVI. LES NATIONALISATIONS  
XLVII. LES NATIONALISATIONS  
XLVIII. LES NATIONALISATIONS  
XLIX. LES NATIONALISATIONS  
L. LES NATIONALISATIONS  
LI. LES NATIONALISATIONS  
LII. LES NATIONALISATIONS  
LIII. LES NATIONALISATIONS  
LIV. LES NATIONALISATIONS  
LV. LES NATIONALISATIONS  
LVI. LES NATIONALISATIONS  
LVII. LES NATIONALISATIONS  
LVIII. LES NATIONALISATIONS  
LIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS  
LXI. LES NATIONALISATIONS  
LXII. LES NATIONALISATIONS  
LXIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIV. LES NATIONALISATIONS  
LXV. LES NATIONALISATIONS  
LXVI. LES NATIONALISATIONS  
LXVII. LES NATIONALISATIONS  
LXVIII. LES NATIONALISATIONS  
LXIX. LES NATIONALISATIONS  
LX. LES NATIONALISATIONS



## L'endettement du monde socialiste

## LES PAYS DE L'EST EUROPÉEN COMPTENT AUGMENTER ENCORE LEURS ACHATS DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

Une cinquantaine de banquiers, d'économistes et de fonctionnaires du monde occidental et des pays communistes ont participé du 17 au 19 octobre, à Budapest, à un colloque consacré aux « problèmes monétaires et financiers à l'Est et à l'Ouest ». Cette rencontre, organisée par l'Institut viennois pour les comparaisons économiques internationales et l'Institut d'économie mondiale auprès de l'Académie hongroise des sciences, était la quatrième du genre. Les trois premières s'étaient déroulées successivement à Vienne (octobre 1975), Tbilissi (juin 1976) et Baden (avril 1977).

**P**ARMI les thèmes abordés : l'endettement croissant des pays de l'Est européen. L'originalité de cette entreprise mérite d'être soulignée. Il s'agit, dans l'esprit des organisateurs, de donner l'occasion à des spécialistes d'examiner de façon comparative les phénomènes d'évolution des politiques économiques à l'Est et à l'Ouest et leur interaction sur les deux systèmes (1). A Budapest, les experts, réunis dans les salons de l'hôtel Gellert, se sont livrés, dans un climat de discussion particulièrement ouvert, à une analyse du commerce Est-Ouest et des problèmes monétaires, financiers et économiques qui en définissent les tendances et les limites. Il était logique que soient échangées des vues sur la réforme du système monétaire mondial et la création, dans un avenir certes encore lointain, d'un système qualifié d'universel qui permettrait d'intégrer les pays actuellement rattachés à la zone rouble. Ce ne fut pas la partie la moins intéressante des débats, en dépit de son caractère quelque peu théorique. Nous y reviendrons dans un prochain article.

L'endettement des pays de l'Est a-t-il atteint un seuil inquiétant, voire intolérable ? Peut-on envisager sa réduction dans les années à venir ? Quels seraient les moyens les plus appropriés pour se rapprocher d'une situation d'équilibre ?

A ces questions, les spécialistes de l'Est et de l'Ouest, réunis à Budapest, ont été presque unanimes pour apporter les mêmes réponses :

1) Le volume de l'endettement par les pays communistes n'a pas de quoi

éveiller des craintes excessives. Un banquier américain devait même dire que les pays de l'Est sont de « bons risques en matière de crédit ».

2) Cet endettement est un phénomène durable. Si les prévisions d'évolution du commerce extérieur faites par les Etats membres du Comecon eux-mêmes sont respectées, il devrait continuer à augmenter d'ici à 1980. Un retour à l'équilibre ne serait pas envisageable avant dix ou quinze ans.

3) Une réduction par l'Est des importations en provenance d'Occident peut freiner provisoirement l'extension de cet endettement et contribuer à le stabiliser, mais à long terme cette méthode comporte de grands risques économiques et politiques, en premier lieu pour les pays de l'Est eux-mêmes. C'est au contraire dans une expansion des échanges et donc dans une amélioration des capacités d'exportation de l'Est vers l'Ouest, simultanément au maintien de la croissance des importations de technologies occidentales par le bloc communiste, qu'il faut voir le moyen le plus sûr de renforcer la crédibilité des débiteurs qui sont actuellement les pays du Comecon. Ce qui peut comporter d'autres risques. (Voir les remarques d'un économiste américain, que rapporte Paul Fabra dans son article de la page 23.)

Un certain nombre de points d'interrogation, comme l'ont remarqué plusieurs participants occidentaux, obscurcissent l'analyse et rendent parfois difficile le jugement lorsqu'il est ques-

tion de l'endettement des pays de l'Est. L'un de ces points, et ce n'est pas le moins négligeable, concerne le montant actuel de cet endettement. Les pays communistes n'ont pas l'habitude, en effet, de publier leurs statistiques financières — la Hongrie toutefois s'apprête à le faire — et le maintien du secret rend problématiques les évaluations. Aussi la contribution présentée en son nom personnel par M. Lawrence Balmard, vice-président de la Bankers Trust Company (New-York), a-t-elle été particulièrement utile. Selon cette étude, le déficit commercial cumulé des pays de l'Est de 1961 à 1976 serait de l'ordre de 42,5 milliards de dollars. Plus de la moitié de ce déficit résulterait des deux dernières années (1975 et 1976) et 85 % depuis 1971. L'endettement proprement dit de ces Etats évalué à partir de sources financières occidentales, bancaires ou gouvernementales, s'élevait selon cette même étude, à 46,8 milliards de dollars en terme brut à la fin de 1976. L'endettement net, c'est-à-dire déduction faite des sommes en eurodépenses détenues par les pays de l'Est dans des banques occidentales, se situait, à la même date, autour de 38,8 milliards de dollars. Les emprunts contractés par les deux banques du Comecon — la Banque internationale d'investissements et la Banque internationale de coopération économique — ont été pris en compte dans ces calculs. Malheureusement, aucun représentant de ces deux organismes, bien qu'ils eussent été invités, n'était présent à Budapest pour apporter des précisions à ce sujet.

## 90 millions de dollars en 1980 ?

Environ 65 % des prêts fournis à l'Est sont d'origine bancaire, et près de la moitié sont des prêts à court terme (moins d'un an). Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles qui caractérisent l'endettement des pays en voie de développement, ceux-ci étant toutefois un peu moins engagés auprès des banques (50 à 55 %). Les pays de l'Est sont réputés pour honorer ponctuellement leurs dettes, mais il est clair

que, si l'un d'entre eux devait connaître des difficultés de paiement, sa crédibilité s'en ressentirait auprès des banquiers occidentaux, et cela risquerait même de jaillir sur l'ensemble des membres du Comecon. La Pologne avait bien, naguère, suscité quelques doutes.

Quels critères utiliser pour évaluer l'importance relative prise par l'endettement de l'Est, et déterminer si une limite a été atteinte ? Il en existe plusieurs : le professeur Levick de Vienne, l'un des principaux animateurs du colloque de Budapest, a calculé par exemple que l'endettement global du Comecon ne représentait pas plus de 4 % du produit social brut des pays de ce groupe. En comparaison les pays en voie de développement seraient cinq fois plus endettés, alors qu'ils fournissent à peine 10 % de la production industrielle mondiale, contre 30 % pour le bloc oriental.

Comparé au volume des exportations vers l'Ouest, le niveau de l'endettement des pays de l'Est apparaît sous un jour un peu plus défavorable. La situation varie toutefois d'un pays à l'autre : l'endettement net de la Bulgarie, par exemple, est plus de trois fois plus élevé que le volume de ses exportations en devises. Celui de la Tchécoslovaquie est au contraire inférieur au montant de ses ventes annuelles vers l'Ouest. Là encore les proportions ne diffèrent pas sensiblement de celles établies pour nombre de pays en voie de développement.

Selon le professeur Levick, l'Est devrait continuer à s'endetter au cours de l'actuel quinquennat, le montant de ses dettes devant se situer en 1980, d'après ses calculs, entre 80 et 90 milliards de dollars, compte non tenu des intérêts. Le professeur Norbert Klöten, président de la Landeszentralbank du Bade-Wurtemberg, a avancé pour sa part une estimation de 65 milliards de dollars en 1980. Certains représentants de l'Est, comme M. Egon Kernen, membre de l'Institut d'économie mondiale de Budapest, se sont montrés plus optimistes : se référant à une étude du ministère du commerce extérieur polonais, M. Klöten a envisagé la possibilité d'une réduction totale du déficit du Comecon d'ici à 1980.

Une telle vue se fonde sur l'éventua-

lité d'un meilleur écoulement de l'Ouest des produits de l'Est, et sur freinage des importations occidentales. Cette hypothèse n'est cependant pas celle qui est le plus généralement retenue quand est envisagé l'avenir du commerce Est-Ouest. M. Matyas Tim, président de la Banque nationale hongroise, devait dire lui-même que l'augmentation des échanges Est-Ouest des prochaines années « proviendrait premier lieu d'une croissance des importations des pays socialistes ».

## Moderniser l'appareil de production

Une telle évolution est en effet déterminée par une série de facteurs internes et externes au Comecon, que M. Barmard a résumés ainsi :

1. — **Facteurs internes.** Les réser de main-d'œuvre dans la plupart des pays de l'Est étant aujourd'hui épuisés, l'augmentation de la productivité l'avenir résultera principalement de la modernisation de l'appareil de production. L'intérêt pour les technologies occidentales restera donc très vif. D'autre part, les efforts en vue d'une grande intégration au sein du Comecon sont entravés par l'incompatibilité du système financier et du transfert des technologies à l'intérieur de cette sphère restera encore limité. Enfin, les besoins croissants d'énergie et de matières premières feront sentir leurs effets sur les balances commerciales. L'U.R.S.S. ne pourra, on ne va pas plus fournir à ses partenaires l'approvisionnement nécessaire et l'énergie nucléaire ne devant pas couvrir la partie notable des besoins avant 1980.

2. — **Facteurs externes.** La conjoncture économique devrait rester hésitante dans les pays occidentaux jusqu'en 1980, tandis que l'inflation balancerait sensiblement. On risquerait par conséquent d'assister à une multiplication de mesures protectionnistes qui toucheraient particulièrement les produits en provenance de l'Est. La concurrence des pays en voie de développement va se faire plus forte, enfin les liquidités sur les marchés internationaux devraient se restreindre à partir de 1978.

Dans ces conditions, une limitation trop sévère, par les pays du Comecon, des importations en provenance de l'Ouest pourrait avoir de graves conséquences pour ces économies. Une telle politique aurait pour effet de diminuer le taux de croissance, et donc de faire encore moins bien qu'aujourd'hui les besoins de consommation des populations concernées. Elle empêcherait d'autre part, les dirigeants des pays communistes de procéder aux réformes de structures indispensables s'ils veulent améliorer leurs chances d'exportation sur les marchés occidentaux. A long terme, les risques d'un tel choix sont donc particulièrement élevés.

## Mieux vendre

Il apparaît, par conséquent, que les pays communistes ont tout intérêt à favoriser un accroissement de leurs achats à l'Ouest, en particulier de biens de production, et à inciter par divers moyens, leurs entreprises à mieux vendre. A cet égard, la coopération industrielle, qui semble montrer des signes d'essoufflement, pourrait être relancée si les firmes occidentales étaient autorisées de tirer un meilleur profit de leurs investissements.

Les pays de l'Est ont estimé plusieurs représentants occidentaux, devraient aussi fournir davantage d'informations sur leurs projets de développement et leurs prévisions économiques et financières. Si, en effet, certains milieux d'affaires nourrissent des craintes à l'Occident au sujet de l'endettement du Comecon, c'est moins à cause de son montant qu'en raison de son rythme d'accroissement depuis trois ans, et d'un manque de renseignements quant à son volume réel. Certains participants ont estimé que l'entrée des pays communistes au Fonds monétaire international, qui était d'ailleurs représenté à Budapest et à la Banque mondiale, serait pour eux un bon moyen, de mieux faire entendre leurs voix sur le plan international.

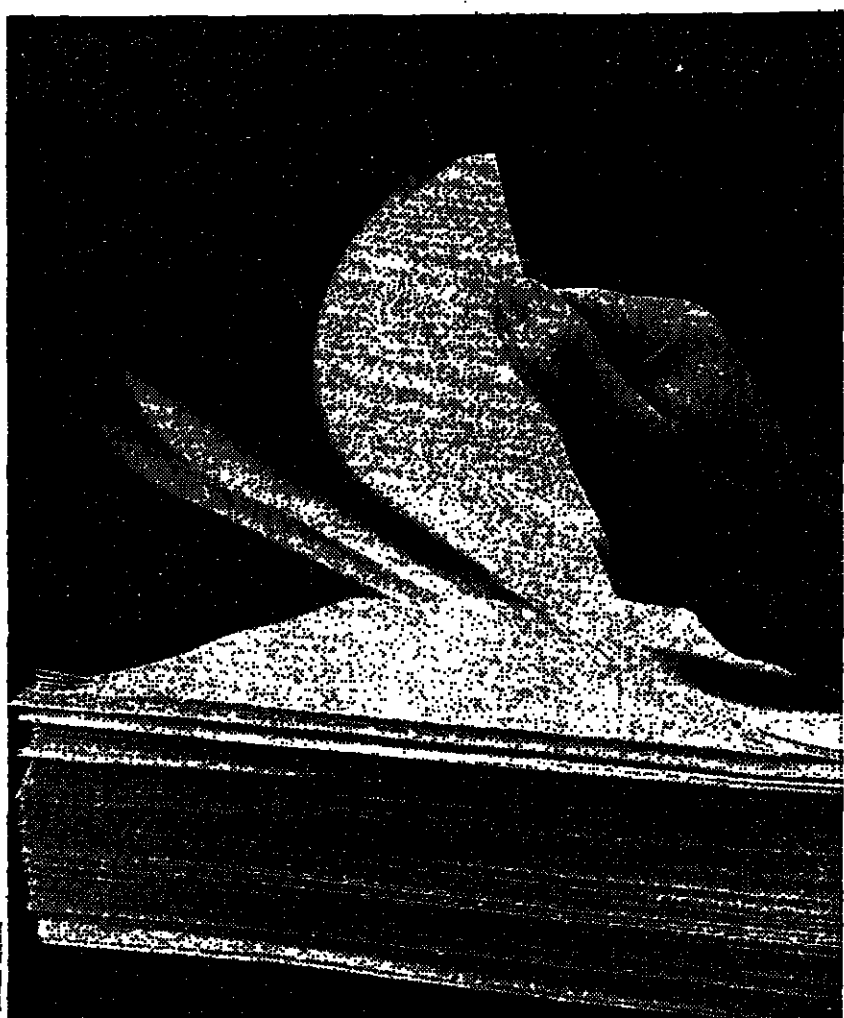
Il va de soi, enfin, que, dans son propre intérêt, les pays occidentaux devraient lever un certain nombre de discriminations et d'obstacles douaniers ou contingentaires qui frappent actuellement les produits en provenance de l'Est. Il est en effet assez inconcevable de la part de l'Ouest, de vendre, par exemple, à un pays de l'Est une usine de fabrication de fibres en polyester, et de multiplier ensuite les restrictions à l'importation de ces mêmes fibres. De telles pratiques, devant remarquer un économiste hongrois, font souvent penser aux dirigeants de l'Est que le commerce avec l'Ouest ressemble à une course de 110 mètres haies.

En conclusion, la plupart des participants ont été d'accord pour estimer que l'interdépendance entre l'Est et l'Ouest se développera d'autant plus facilement que le climat politique entre les deux blocs sera plus serein. L'approfondissement de la détente est donc apparu comme une condition plus nécessaire que jamais, au développement du commerce Est-Ouest.

MANUEL LUCBERT.

(1) Les travaux des trois premiers colloques ont été publiés par les Editions Springer Verlag-Vienne-New-York. Le dernier ouvrage consacré aux politiques industrielles et aux transferts de technologies entre l'Est et l'Ouest est paru en 1977. On peut se le procurer en s'adressant à l'Institut viennois pour les comparaisons économiques internationales.

## N'aimeriez-vous pas diffuser vos rapports paginés dès qu'ils sortent de votre copieur ? Essayez le copieur-classeur Océ 1702.



Pensez à toutes les choses utiles que votre secrétaire pourrait faire au lieu de tourner nerveusement autour d'une table pour trier une par une et paginer toutes ces photocopies de rapports que vous lui demandez.

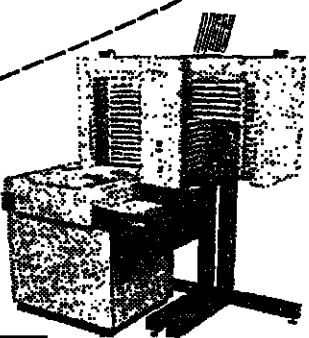
Le copieur-classeur Océ effectue le tri automatiquement et classe de lui-même, vous libérant pour d'autres travaux. Si un autre travail se présente en urgence, le copieur-classeur peut interrompre le premier travail, effectuer la seconde commande, puis reprendre le premier au point d'arrêt grâce à sa « mémoire ».

Ceux qui désirent ce type d'équipement automatisé pourraient penser que c'est payer beaucoup pour un simple gain d'espace et de temps. A tort ! Le copieur-classeur Océ est une unité de travail très économique.

Cet appareil de toute confiance fournit environ 2400 copies à l'heure, chacune aussi claire et nette que la précédente.

Pour une démonstration et une étude de rentabilité, prenez contact avec Océ. Vous pourrez économiser du temps, de l'espace et de l'argent. Et en plus, votre secrétaire vous en sera reconnaissant.

**Copieurs Océ. Un choix réfléchi.**



J'ai aimé être plus rapidement informé sur l'Océ 1702.

Nom \_\_\_\_\_

Raison sociale de l'entreprise \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_



Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

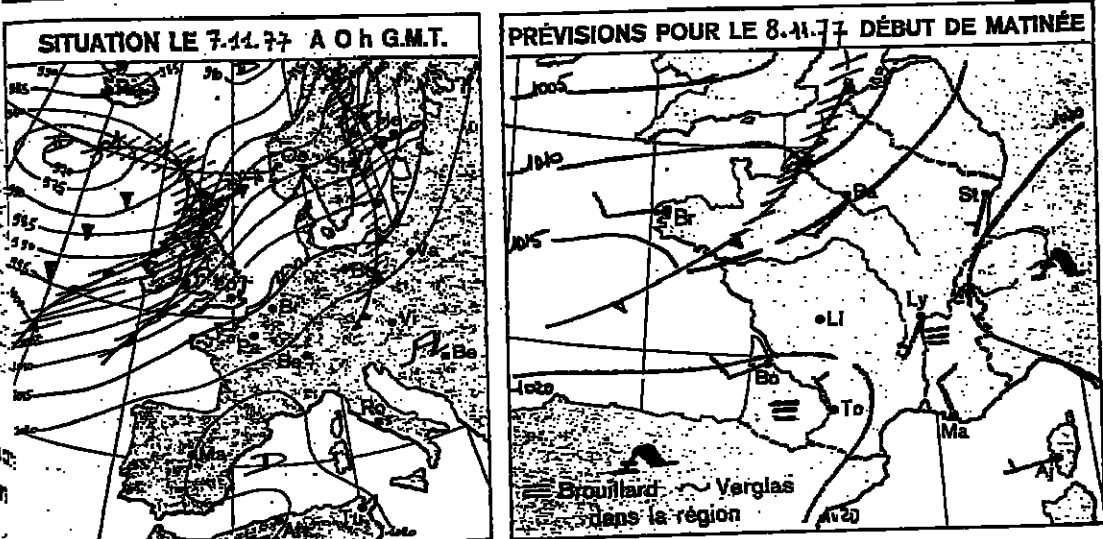
Agences : 790.51.75 - Bordeaux : 29.23.23 - Grenoble : 67.76.04 - Lille : 55.11.24 - Lyon : 20.60.34 - Marseille : 48.69.16 - Nancy : 51.42.51 - Montreuil : 657.12.24 - Nantes : 46.54.84 - Paris : 742.90.65 - Rouen : 65.22.64 - Strasbourg : 32.64.18 - Toulouse : 40.07.35.

مكتبة من الأصل



# AUJOURD'HUI

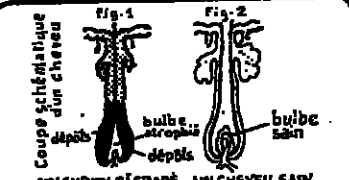
## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 7.11.77 à 0 h G.M.T.**  
 Évolution probable du temps en France entre le lundi 7 novembre à 0 heure et le mardi 8 novembre à 0 heures :  
 Les perturbations qui continuent à circuler de l'Atlantique aux îles Britanniques et à la Scandinavie ne touchent pas la France qui sera sous l'influence d'un anticyclone très étendu.  
 Sur la moitié sud de la France, après des brouillards matinaux de l'après-midi, le temps sera généralement ensoleillé, une nette amélioration faisant suite, dans le Sud-Est et la Corse, aux orages de la veille et de la nuit.

**PRÉVISIONS POUR LE 8.11.77 DÉBUT DE MATINÉE**  
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 21 et 10 degrés ; Biarritz, 21 et 14 ; Bordeaux, 20 et 7 ; Brétigny, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 19 et 8 ; Dijon, 16 et 7 ; Grenoble, 13 et 6 ; Lille, 11 et 10 ; Lyon, 14 et 8 ; Marseille, 20 et 15 ; Nancy, 15 et 5 ; Nantes, 18 et 6 ; Nice, 19 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 8 ; Pau, 19 et 10 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 16 et 4 ; Tours, 17 et 8 ; Toulouse, 17 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 22.  
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 14 degrés ; Amsterdam, 13 et 8 ; Athènes, 22 et 16 ; Berlin, 14 et 9 ; Bonn, 16 et 10 ; Bruxelles, 13 et 12 ; Les Canaries, 23 (max.) ; Copenhague, 11 et 8 ; Genève, 11 et 5 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 13 et 8 ; Madrid, 15 et 8 ; Moscou, -2 et -4 ; New-York, 14 et 10 ; Palma-de-Majorque, 22 et 13 ; Rome, 22 et 10 ; Stockholm, 10 et 7 ; Téhéran, 16 et 8.

## du nouveau pour les cheveux



Des PRODUITS BIOLOGIQUES mis au point par notre Laboratoire permettent tous les espoirs.

Nous ne vous dirons rien de plus...

CONSULTEZ-NOUS.

Notes que nous sommes également spécialistes-fabricants des BRIDGES CAPILLAIRES.

### INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP

du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi de 9 heures à 13 heures.

PARIS 75008 - 116 bis, Champs Elysées et 1, rue Lord Byron tél. 225.59.49

Dijon tél. (80) 32.56.63 Nice tél. (93) 87.11.18  
 Limoges tél. (55) 32.45.37 Rennes tél. (98) 30.16.68  
 Marseille tél. (91) 33.21.60 Toulouse tél. (94) 92.25.69  
 Nantes tél. (40) 71.74.55 Tours tél. (47) 20.33.60

## PHOTO

## YASHICA - CONTAX

**GARANTIT DÉSORMAIS 3 ANS**

tous ses appareils Reflex 24 x 36

L'engagement de sécurité Tranchant Distribution.

Jusqu'à ce jour, les Reflex 24 x 36 YASHICA-CONTAX bénéficiaient d'une garantie d'un an, comme la plupart des autres marques existant sur le marché.  
 Aujourd'hui, Tranchant-Distribution, importateur exclusif de YASHICA-CONTAX en France, porte cette garantie à 3 ans : cette décision a été prise à la suite d'études et de tests rigoureux mettant à l'épreuve les qualités techniques et optiques de la gamme des Reflex 24 x 36 YASHICA-CONTAX, ainsi que sa robustesse.  
 La garantie de 3 ans, c'est l'endos par la société Tranchant-Distribution, sous sa responsabilité, et en faveur du consommateur, de la confiance absolue qu'elle a elle-même acquise dans la fiabilité du matériel YASHICA-CONTAX qu'elle représente.  
 Tranchant Distribution BP 62 91401 ORSAY.

## TROIS DISPARITIONS

### René Goscinny Le père d'Astérix

René Goscinny, scénariste de bandes dessinées, est mort samedi 5 novembre à Paris dans une clinique, au cours d'un test d'effort cardiologique. Il était âgé de cinquante et un ans. Ses obsèques auront lieu mercredi matin à Paris.

René Goscinny était à la bande dessinée ce que la tour Eiffel est à Paris, ce que Balzac est au roman français, en un mot ce qu'Obélix est à Astérix. « Je ne suis qu'un amateur, dit-il, mais je ne crains pas qu'il puisse devenir une œuvre d'art. » (1) Le succès remporté depuis plus de quinze ans par ses œuvres, montre toutefois que Goscinny était autre chose qu'un amateur, car les amateurs laissent pas leur œuvre à la suite d'un succès, ils la poursuivent. René Goscinny a poursuivi son œuvre, et son œuvre a continué à grandir. Il a écrit, avec Albert Uderzo, les aventures d'Astérix le Gaulois, avec Uderzo. Auparavant, les deux hommes avaient éprouvé leur collaboration dans la série Oumpah-Pah le Peaurouge publiée dans Tintin de 1958 à 1962. Débuts modestes : le premier album d'Astérix, publié

en 1961, sera vendu d'abord à six mille exemplaires. Il s'est rattrapé depuis puisque chaque nouvel album dépasse le million. Parallèlement, Goscinny continuait à rédiger les Aventures du petit Nicolas, illustrées par Sempé, et commença en 1964. Elles lui vaudront, en 1966, le prix Alphonse Allais. Sa collaboration avec le dessinateur Morris, créateur de Lucky Luke, commencée en 1964, dura jusqu'à sa mort : le dernier album, le Fil qui chante, a été publié il y a quelques semaines. La création la plus récente, dans l'univers des héros de Goscinny, date de 1962 avec le personnage d'Iznogoud, le vizir assailli de pouvoir, dessiné par Tabary.

Le succès d'Astérix s'est affirmé à partir de 1964. Goscinny lui-même a parlé d'« hystérie ». Vingt-trois albums parus, le dernier, Astérix chez les Belges, devant sortir prochainement. Des tirages plusieurs fois « millionnaires ». Des traductions dans une vingtaine de langues (y compris le japonais et le breton). En 1974, le Monde avait publié en feuilleton le Cadeau de César.

Goscinny se défendait de vouloir être le Walt Disney français. L'évolution de sa carrière montre pourtant qu'il marchait sur ses traces. Il avait mobilisé sa fortune pour créer, en 1974, avec Uderzo et l'éditeur Georges Dargaud, le premier studio industriel français de longs métrages d'animation, le Studio Idéfix — du nom du petit chien d'Astérix. Cette entreprise, qui



(Dessin de CHENEZ.)

Pourquoi ce petit Gaulois blond, moustachu, laid, alambiqué d'un casque ailé et éperonné d'un énorme ami, Obélix le livreur de menhirs, a-t-il conquis à la fois le public des enfants et celui des adultes, les Français aussi bien que les Allemands (les ventes d'Astérix, en République fédérale, égalent les ventes en France) ? La résistance farouche de ce petit village d'Armorique, planté dans l'empire romain comme une épave dans le pied d'un géant, serait-ce la revanche mythologique de David sur Goliath ?

empire quatre-vingts personnes, a produit, en 1976, Les deux travaux d'Astérix (deux millions d'entrées en Allemagne) et s'apprête à sortir, au printemps prochain, la Ballade de Lucky Luke.

Pas de temps avant sa mort, Goscinny aura remporté une victoire, qui fut sans doute l'un des plus ardents desirs de sa vie : un syndicat américain de bandes dessinées a entrepris, depuis trois semaines, de publier simultanément dans cent quinze journaux (dont le Los Angeles Times) les aventures d'Astérix. Ainsi se trouve consacrée dans la patrie de la B.D. l'œuvre de celui qui, le premier en France, a compris que cet outil de communication devait sortir du ghetto de l'enfance où l'école belge l'avait maintenu. « Mon seul rival international, disait Goscinny, c'est Tintin. » Il se trompait de siècle : c'était Astérix.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Entretien avec Colette Godard dans le Monde du 1er avril 1976.

## La création de « Pilote »

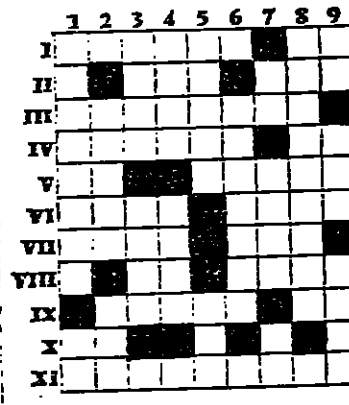
Le grand tournant de sa carrière est pris le 22 octobre 1959. Ce jour-là paraît le premier numéro d'un hebdomadaire de bandes dessinées qui vise à la fois le public des jeunes et celui des adultes : Pilote. C'est le début des aventures d'Astérix le Gaulois, avec Uderzo. Auparavant, les deux hommes avaient éprouvé leur collaboration dans la série Oumpah-Pah le Peaurouge publiée dans Tintin de 1958 à 1962. Débuts modestes : le premier album d'Astérix, publié

## Comme Mickey

Astérix est le porte-parole de tous les petits malins de l'univers, de tous ceux à qui « on ne la fait pas ». Ils sont — si l'on ose dire — légion, et la France n'en a pas le monopole. C'est sans doute pour avoir fait vibrer cette corde, qui est au cœur de tout homme, qu'Astérix a acquis, en Occident, la célébrité de Mickey en son temps. Comme Mickey, c'est un être

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1913



### HORIZONTALEMENT

I. Il faut être fort pour le défaire. Un peu d'eau dans les terres. — II. Règne jadis. A souligné les bords, orig. et nous met parfois dans une situation instable. — III. Semble ignorer la ligne droite pour se rendre d'un point à un autre. — IV. Conduisent. Pronom. — V. Annonce un oiseau étonnamment astral. — VI. Commence à paraître. Trop peu éclairée. — VII. Dénigrement de l'usage des batailles. — VIII. Localité de l'Inde. — IX. Riches en éléments solides. Abréviation. — X. Transforme un savant en pédant. — XI. Peu sérieux quand elle est humide.

### VERTICALEMENT

I. Devenez être capables de trier. Note. — 2. Bien garci. Proverbe sa détermination. — 3. Agent de publicité. Sources de voyages ou de vacances. — 4. Pronom. — 5. Etat souvent bel. — 6. On les rapproche en les lavant. Epique. — 7. Tables de travail. — 8. Ne détestent pas répéter. Un par famille. — 9. Brat. — 10. Ne méritent pas les honneurs. — 11. Combatte dans le Sud. C'est en Espagne.

### Solution du problème n° 1912

Horizontalement : — I. A.R. : Oul. — II. Rapiate. — IV. Nier. — V. Base. — VI. Ouf. — VII. Nerve. — VIII. Mm. — IX. Brasseur. — X. Ba. — XI. Eux. — Verticalement : — 1. Carre. — 2. Oraison. — 3. Pester. — 4. Poireau. — 5. Tra. — 6. Rv. — 7. Brasse. — 8. Ait. — 9. Is. — 10. Viseur. — 11. Es. — 12. Ussé.

GUY BROUTY.

## Armand Lunel

Armand Lunel vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Montecarlo, où il avait enseigné et où il résidait depuis de nombreuses années.

Né en 1892 à Aix-en-Provence, dans une famille juive d'origine comtoise, il fut l'exemple parfait d'un écrivain attaché à un en même temps une double inspiration juive et provençale. Descendant d'un rabbin-poisie de Carpentras connu au dix-huitième siècle, formé par un grand-père érudit qui lui parlait de Mistral et de l'histoire du Comtat Venaissin, il chercha dans ses souvenirs la matière de son œuvre romanesque. Ce fut d'abord l'imagerie du corderier, où il fit revivre des moments de sa jeunesse. Puis Esther de Carpentras, qui allait plus tard s'offrir en livret à Darius Milhaud. Enfin, Nicotolo-Peccato, qui avec un art de conteur merveilleux, il évoqua la résonance de l'affaire Dreyfus à Carpentras. Ce roman devait recevoir en 1926 le premier prix Théophraste-Renaudot. Il a fait récemment encore l'objet d'une réédition dans la collection de poche « Folio ».

Vinrent ensuite Noire et Grise, les Amantes d'Aix — un très beau livre qui devait désigner son auteur comme un chantre du pays aixois — et la Belle à la jon-

taine. Appartenant à une génération qui s'était formée à la littérature entre les deux guerres, Armand Lunel devait être amené, après 1950, à réviser sa production romanesque tout en continuant à écrire sur la Provence et à témoigner de la vie des Juifs du Languedoc, de la Provence et des Etats français du pays, selon le titre de son dernier livre. Mais son œuvre n'était pas oubliée, comme l'a rappelé avec éclat le Grand Prix national des lettres qui lui fut attribué en 1976.

Cet écrivain était un homme de culture et d'engagement. Son affabilité méridionale, son humour malicieux de conteur familial, sa

simplicité, finissaient par faire oublier qu'il était normalien et agrégé de philosophie, qu'il ne séparait pas l'art d'écrire de la pensée, que sa vie avait été tout entière traversée par un combat résolu contre le fascisme et l'antisémitisme, qu'il en avait donné la preuve jusqu'à dans ses toutes dernières années par son activité inlassable à la Société européenne de culture. Il restera, avec d'autres créateurs qui furent ses amis, comme Albert Cohen ou Darius Milhaud, un des représentants les plus authentiques de ce qu'on pourrait appeler le visage provençal de la culture et de la pensée juives.

## GASTON BAISETTE

L'écrivain languedocien Gaston Baisette est mort, le 5 novembre, dans une clinique du Gard. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né à Albi en 1900, Gaston Baisette avait publié, très jeune, des poèmes et des nouvelles et collaboré aux Cahiers du Sud. Docteur en médecine, il avait longtemps poursuivi parallèlement une carrière d'écrivain et de journaliste et avait participé, en 1944, à la création du Méditerranéen, dont il sera rédacteur en chef jusqu'en 1956. C'est par le roman, à couleur régionaliste et

marxiste, qu'il devait continuer sa carrière littéraire.

En 1964, il avait reçu le prix littéraire Eugène Le Roy pour le Soleil de Maguelone, et, en 1975, le prix Littéraire pour le Vin de feu (Julliard). Un de ses romans, Ces grappes de ma tige, publié en 1956 aux Editions françaises réunies, avait été adapté récemment à la télévision.

## La lecture suspendue par la réflexion.

★ Editions de l'université de  
Bruxelles et Editions du C.N.R.S.  
de Paris. 311 pages. 96 F.

★ Aire libre Montpernasse, 3, impasse de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>, à 20 h. 30, dimanche à 18 h. ; relâche lundi et mardi (jusqu'au 4 décembre).

★ Coffret de trois disques Harmonia Mundi 971/73. Prix souscription : 115.80 F.

On l'oublie trop volontiers : ce sont parfois, avec des budgets modestes, les scènes de province qui montrent l'exemple dans le domaine lyrique, et, pour peu que l'amateur d'opéra ait gardé le goût de l'aventure, il n'aura plus que l'embaras du choix : Les Rêves, 27 novembre, 30, 31, 32 et 27 décembre ; à Mulhouse, les 2 et 4 décembre ; à Colmar, le 7 décembre. Benvenuto Cellini, à Nice, les 2 et 4 décembre (production du Capitole de Toulouse avec G. Campoli, J.-P. Besson, Direction M. A. de Almeida). Artaban aux Naxos, à Metz, les 2 et 4 décembre (direction M. Tabachnik. Mise en scène A. Batisse). Così fan tutte, à Nancy, les 9 et 11 décembre (avec E. Duvall, H. Pervers, J. Panerai, K. Lucia. Direction J.-C. Casadesu. Mise en scène J.-C. Auverny). Un ballo in maschera, à Rouen, les 9 et 11 décembre. Falstaff, à Bordeaux, les 9 et 11 décembre (avec R. Bonnet, J. L. Fournier, Direction, les 9, 10 et 13 décembre, à la Halle aux Grains (avec R. Stainour, C. Chapeval. Direction M. Plisson. Mise en scène J. Lavetti). Werther, à Lyon, les 10, 11 et 13 décembre (direction J. Périsson. Mise en scène G. Benaim), et Tristan und Isolde, à Paris, les 8 et 10 décembre (avec R. Cassily et B. Lindholm. Direction D. Masson. Mise en scène P. Haeg).

## RENCONTRE AVEC HANS-WERNER HENZE

## Un certain pouvoir d'émotion

Pourrait-il, si pure que soient les intentions de ceux dont l'idéal artistique s'oppose à certains épanchements de Henze, lui au- ralent tort de poursuivre une guerre sainte contre un compo- siteur qui aurait pu plus tôt s'im- poser en France comme ailleurs — les rares auditions de ses œuvres tant lyriques que symphoniques le prouvent — si tant de chefs d'in- terprètes et de directeurs d'opé- ra, réunis dans une sorte de conspiration du silence contre le public, mal informé, conti- nue de subir les conséquences sans avoir la possibilité de juger.

## Des gens tristes et amers

Henze ne parle pas volontiers de son travail de compositeur. Après un silence il détourne la conversation sur la luminosité du ciel : « Che bella luce ! » — chantonne un instant, — sur les chats qui jouent dans le jardin.

den en juillet 1976), librettiste idéal, modifiant son texte en fonction des exigences musicales, donnant d'un jour sur l'autre le vingt-cinq syllabes manquantes

**« LA MÈRE », de Maxime Gorki**

L'adaptation de Lioubimov est toute pénétrée de cet attachement fiévreux. On la croirait secrétée par le suc d'une seule grande conscience qu'auraient formée, en solitaire dix ans, les réactions des hommes, les ferveurs, les souvenirs et les courages des femmes et des hommes qui ont lu la *Mère*. A propos de Shakespeare, Victor Hugo dit quelque part, à peu près (comment) rechercher une citation dans les kilomètres de Victor Hugo dit quelque part, à peu près peut-être l'auteur de la postface au *Don Quichotte*, beaucoup de Lioubimov est ce pommer, grâce à qui la mémoire soviétique a donné le jour à un grand poème de théâtre.

Pour l'oublier, payez-moi  
 Pour la complète, parce que  
 Touri Doublomb dirige ses acteurs  
 aujourd'hui, et ne l'oublie pas  
 se place, par un grand nombre  
 de décalages précis d'objets  
 usuels, de paroles se déplaçant  
 dans le temps, de telle sorte  
 qu'un ouvrier révolutionnaire, ou  
 même un officier supérieur de  
 marine, tiennent sur cette scène  
 des discours actuels qui vont droit  
 au cœur de toutes les spectateurs  
 et de tous les spectateurs  
 tout y est dit on ne peut plus  
 clairement sur la soit irraisonné  
 de liberté, sur le besoin d  
 respirer, sur la pérennité d

Cela, il fallait le dire pour être complet à son tour, mais la mobilisation de l'opinion publique contre le régime soviétique et contre le Goulag est telle que le lecteur risque de se sentir que ce n'est pas le moment de l'événement : n'est pas là l'événement est dans la poésie prodigieuse de cette *Mère*, dans son lyrisme de combat, dans sa violence, dans sa passion, dans sa foi qui sont sans cesse mêlés à une infinie délicatesse de cœur. Cette pièce nous arrive d'une grande terre du théâtre, celle de l'Europe, d'un grand pays, d'un grand homme, d'un grand artiste, d'un régime où, aux gens de théâtre l'argent n'est pas compté, même pour des œuvres aussi méconnues que celle-ci, d'un homme qui a consacré sa vie à la somme de théâtre politique et de théâtre tout court.

Pendant la pièce, cinquante acteurs sont en pleine action sur les planches. Vrais, beaux, efficaces, discrets, merveilleux. Impossible de les énumérer : Jean-Paul Guéhenno, Stelvio (sa mère), Ivan Bortnikoff (le fils), Valérii Zolotoukhine (le père), Michkaïl Lebedev, Citron l'auteur des très beaux décors et costumes, David Borovski, à qui Loubouton reproche d'être un bourgeois, et d'être une femme, difficile à croire, quand on voit cette mère — tout un monde.

MICHEL CURNOT.

★ Chailor : prochaines représentations les 15 et 16 novembre, à 15 h. et les 18 et 20 novembre, à 15 h. et les 22 et 24 novembre, à 20 h.

## Sur les matelas

...sont également gué par un art inconnu.  
 Mais, Pierre Henry tire aujourd'hui  
 des pièces étonnantes et savou-  
 reuses, avec ce réalisme épique qu'  
 caractérise. Mais, insensiblement  
 prend de la hauteur, paraphrase  
 de manière prodigieuse  
 une Symphonie pour un homme seul  
 qui composait jadis avec Pierre  
 Chœuffier, et intégrant peu à peu  
 les nouvelles conquêtes, comme ca-  
 ractéristiques « musicaux (choeur, sita,  
 tabla, jazz, etc.) comprimés en  
 quelques brèves et pourtant riches  
 à toute leur signification, qui s'  
 imposent en des polyphonies  
 complexes et vertigineuses.  
 Un lyrisme du plus en plus  
 maîtrisé de Lille.

Si l'œuvre d'Aldin Boncompagni ne leur a pas paru aussi « simple » que son titre l'annonçait, et à juste raison, car on se perd dans les dédales de ces quatre pièces où le discours s'émiette à travers les jeux des timbres, ils ont accueilli avec enthousiasme « Fortepiano », de Kazimir Segal, partition vigoureuse et opportuniste, simplifiée, animée par des plans frénétiques ou élogiques des sœurs Labèque, « Arco 22 », d'Ivo Molec, où les vingt-deux instruments à cordes disputent un match extrêmement vivant et font assaut de virtuosité et d'invention, enfin « Three Places in New England », du père de la musique américaine, Charles Ives. Dans ces évocations harmoniques de la vie américaine, tendues vers leur impressionnisme naïf, l'écho de leurs vieilles chansons et de leurs orphéons, l'Orchestre de Lille fait merveille sous la direction de Jean-Claude Casadesu, spécialement dans les terribles et réjouissantes polyrythmies du second mouvement, où convergent des musiques militaires, chacune jouant de son côté sa propre partition...

JACQUES LONCHAMET

## Marta Meszaros, la famille et le mariage

— On peut penser à **Adoption** ou à d'autres de mes films, mais j'ai déjà eu ce thème jusqu'au rapport familial. Mari et derrière elle vingt ans de mariage, elle a eu un enfant, et voilà, tout un changement d'habitude. Ici c'est la juif qui a toujours vécu de travail instable et sans unité familiale avec sa petite fille, se rend compte qu'un homme peut avoir le même rôle que lui. C'est la fin de la famille traditionnelle est en train de disparaître. En Hongrie, 90% des femmes doivent travailler. Sur le plan économique, le sort des enfants est réglé par la loi. C'est une question sociale. Mais, pour le reste, c'est du cinéma. Je suis d'accord avec le travail des femmes; cela leur donne une sorte d'indépendance. Le régime socialiste a d'ailleurs favorisé l'indépendance féminine. Mais le système n'a pas libéré les femmes, ne profite pas complètement. Les profits de la

tradition reste très fort. Moralement, les femmes doivent donc apprendre à changer, à se connaître elles-mêmes.

— *Est-ce la véritable sujet de Elles deux ?*

— J'ai voulu faire un tableau des problèmes de la vie de famille actuels dans toute leur complexité. D'un côté, une petite-bourgeoise, dont le mariage a bien marché pendant dix ans, qui, n'étant plus le souci de ses enfants, peut se mettre à exister toute seule, sans son mari. De l'autre, une ouvrière qui cherche un équilibre. L'hyrogène — qui cherchera à se guérir — sera de lien entre elles, de prises de conscience pour la petite-bourgeoise. Il n'y a pas là une contradiction entre deux classes. Je traite de la famille et du mariage d'une façon beaucoup plus générale. Mais comment une femme qui travaille tout à neuf heures par jour en usine peut-elle s'épanouir tout en étant épouse et mère ? Voilà une question que je me suis intéressée davantage au sujet des gens simples. Sans doute, les problèmes féminins sont, pour moi, primordial. Il faut sortir de l'assujettissement social, sentimental et sexuel, auquel les femmes ont été soumises. Mais ce ne peut être que dans une société sans hommes. On ne peut pas se réaliser dans un monde uniquement féminin. Mon prochain film racontera la vie d'un homme.

Propos recueillis par  
**JACQUES SICIER**

\* Extrait de novembre

**MERCREDI —**  
**CINE - LA CLEI**

Ce film passionnant éclaire plus sur le problème Israélo-Arabe, que les discours les plus longs et les guerres les plus cruelles !

**NOUS SOMMES  
DES JUIFS ARABES  
EN  
ISRAËL**

un film d'ignari niddam

**MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT OPÉRA**  
**MONTPARNASSE 83 - HAUTEFEUILLE**  
**FAUVETTE - NATION**

GERARD DEPARDIEU, MIOU MIOU  
DITES LUI  
QUE JE L'AIME  
un film de  
CLAUDE MILLER



# matelas

**CENTRE CULTUREL ALLEMAND**  
**GOETHE-INSTITUT**  
 17 avenue d'Alsace - 16<sup>e</sup>  
 Mercredi 9 novembre, 18 heures  
**CONFÉRENCE**  
 Ricantenaires de H. von Kleist :  
 Poésie dramatique  
 et action politique  
 par Pierre-Paul Savage  
 Entrée libre

## théâtres

### *Les cafés-théâtres*

Au Bec fin, 20 h. 45 : le Motif ;  
22 h. : le Veuvage de ses arrières ;  
23 h. : C'est pas toujours facile.  
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Renaud ;  
21 h. 45 : Au niveau du chou ;  
23 h. 15 : Pierre Triboulet.  
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Aubade  
à Lydie ; 21 h. 45 : Popeek...  
II, 19 h. : Machine à tous ;  
22 h. 30 : Deux Suikées au-dessus  
de tout soupçon.  
Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Imprémptu  
du Palais-Royal ; 23 h. : Néo-Cid 71 ;  
22 h. 30 : les Mystères du confes-  
sionnal.

**Connétable.** 20 h. 30 : le Petit  
 Prince ; 22 h. Lewis et Alice.  
**Cour des miracles.** 20 h. 30 : Mireille ;  
 21 h. 45 : Fromage ou dessert.  
**Le Fanal.** 20 h. 45 : le Président.  
**Petit Bain - Norotel.** 21 h. : Les-  
 tés ; 22 h. : Les tés ; 23 h. : Les tés.  
**Le Plateau.** 20 h. 45 : la Nuit de  
 noces de Cendrillon ; 22 h. :  
 Green et Lejeune.  
**Aux Quatre Cents Corps.** 20 h. 30 :  
 Clovis ; 21 h. : l'Autour ;  
 22 h. 30 : l'Amour en visite.  
**Le Séjénite.** 20 h. 30 : les Noces  
 à l'envers. - II, 21 h. : les Bonnes ;  
 22 h. : Vos petites compagnes.  
**Théâtre de Dix-Neuf.** 20 h. : A  
 nous deux l'arrivale bien à être  
 de Ruchès.

### Les concerts

Athénée Louis-Jovest, 21 h.: Ensemble Ars Nova, dir. H.W. Henze (Henze).  
Lucernaire Forum, 21 h.: G. de Buchy, piano (Beethoven, Brahms, Debussy).  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Récital D. Barenboim, piano (Beethoven).

**Le concert de Gunilla von Bahr et de Diego Blanco, qui aurait dû avoir lieu au Centre Culturel Suédois le mardi 8 novembre à 20 h 30, est annulé.**

Radio-France, 20 h. 30 : Martin Hughes, piano (Beethoven, Bach, Schubert).  
Salle Pleyel, 20 h. 30 : les Solistes de Zagreb (Vivaldi, Corelli, Haydn, Mozart, Bartok).  
Salle Gaveau, 21 h. : E. Flaviigny, piano (Beethoven).  
Salle Rosini, 20 h. 45 : Quatuor de saxophones Daffay (Dubois, Faccali).  
Théâtre 13, 20 h. 45 : Musique de chambre, quatuor de saxophones (Pierné, Pascal, Désenclos).  
Arts et Métiers, 20 h. 30 : Autour d'A. Bruckner.

**Jazz, pop, rock et folk**  
Théâtre Mouffetard, 22 h. 30 : Com-  
pagnie Lubat.  
Vieille-Grille, 23 h. : Geranium, folk.  
Centre américain, 21 h. : Mélusine,  
folk.

**CE SOIR**

**THEATRE**  
**DU CAMPAGNOL**

**DAVID**  
**COPPERFIELD**

D'APRES CHARLES DICKENS

mise en scène  
**JEAN CLAUDE PENCHARD**

Les deux merveilleux spectacles A 20h et 21h  
sont réservés aux abonnés et à la location  
Boulevard de la Chapelle - 91 000 Evry

Accueil à partir de 10h 30 au théâtre  
place : 25 F. Tarif élève : 15 F. (sur  
présentation d'un justificatif)  
Bonne nuit, bon réveil, bon spectacle

**Cartoucherie**

**THEATRE  
DE LA VILLE**

**[20 h 30]**  
places 18 F et 32 F

**création mondiale**  
**la mante  
polaire**  
de Rezvani  
mise en scène  
Jorge Lavelli  
scénographie et costumes  
Ezío Frigerio  
avec  
**Maria Casares**  
dans le rôle de Catherine II

à partir du 15 novembre  
**reprise du succès**  
**santé  
publique**  
de Peter Nichols  
adaptation française  
**Claude Roy**  
mise en scène  
**Jean Mercure**

le coup de génie a été  
d'engager pour tenir inimi-  
tablement le rôle de l'infir-  
mier... Roger Pierre. Il est  
prodigieux de drôlerie.  
J.J. Gauthier LE FIGARO

le contraste entre ce qu'il  
est et ce qu'il dit est un des  
plus beaux effets de théâtre  
que je connaisse.  
G. Dumort LE NOUVEAU OBSERVATEUR

**[18 h 30]**


une heure de spectacle sans entracte  
prix unique 14 F

**deux jeunes auteurs-  
compositeurs-interprètes**  
jusqu'au 12 novembre  
**yves duteil**  
du 15 au 26 novembre  
**michel jonasz**  
2, place du Châtelet  
tél. 387.35.39

A PARTIR DE CE SOIR

**THEATRE ANTOINE**  
SIMONE BERRIAU (036 72.71)

**RAYMOND  
DEVOS**



*"Je roule pour vous"*

**ETUDE ARTISTIQUE PRESENTE**

**THE  
ENGLISH  
CONCERT**

Direction  
**TREVOR PINNOCK**  
**J.-S. BACH**

concerto en mi majeur pour flûte,  
violons et clavier  
suite en si mineur  
pour flûte et clavier  
concerto transsibérien n° 5  
toccata pour clavier seul

**ÉGLISE SAINT-ROCH**  
295, rue Saint-Honoré 75001  
mètre Pyramides  
Jeudi 10 novembre, 20 h 00

Location : SPNAC et DEBRAND,  
4, pl. Madeleine 75001, 28, 29, 35 F  
Collectivités : 15, 133-04-71  
Étudiants : 25 F

A l'occasion du Panorama du Cinéma soviétique qui a lieu au cinéma France Elysées, la projection du film :

**LE PREMIER MAÎTRE**  
le mardi 8, à 20 h 30, sera suivie d'un débat en présence du réalisateur Mikhaïl Kaïourovitch.

# NOUVEAU CARRÉ

SILVIA MONFORT

**GRANDE  
SALLE**  
.21h.

**THEATRE**

## NUOVA COLONIA

**PIRANDELLO**

Mise en scène ANNE DELBEE

**TEXTE-THEATRE**

## LA GUERRE CIVILE

**MONTERLANT**

Mise en scène REGIS SANTON

**SALLE  
PAPIN**  
20h30.

**Chapiteau  
scène  
Emile  
Chautemps**

mercredi, samedi, dimanche à 15 h 30

**CIRQUE**

## CIRQUE GRUSS à l'Ancienne

LE 14 NOVEMBRE

QUATUOR VOCAL **LIEDER QUARTETT**

LE 21 NOVEMBRE

ORCHESTRE DE CHAMBRE

**HENRIK BRUN.1.**

**GRANDE  
SALLE**  
.21h.

5.rue Papin.paris3<sup>e</sup> Loc:2778840 (Métro:Péramur, Sébastopol)

JEAN  
ROCHFORD  
CLAUDE  
BRASSEUR  
GUY  
BEDOS  
VICTOR  
LANOUX  
DANIEL  
DELORME

**mercredi**

**HOUS  
IRON  
TOUS  
au  
Paradis**

Avec la troupe de  
"UN ELEPHANT  
ÇA TROMPE"

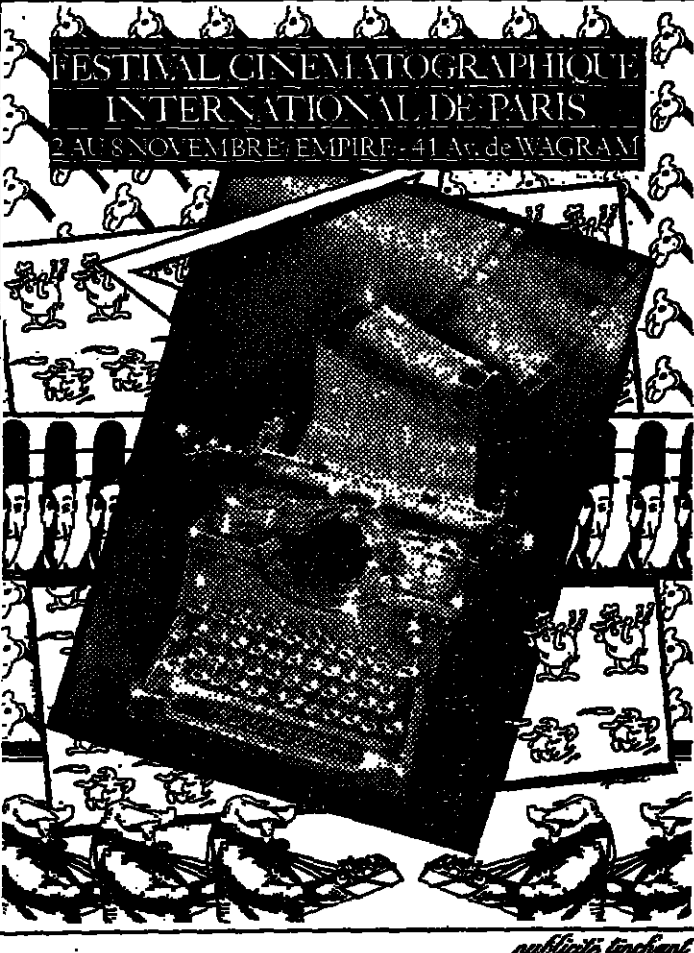


LE NOUVEAU FILM D'YVES ROBERT

Scénario de JEAN-LOUP DABADIE - YVES ROBERT Dialogues de JEAN-LOUP DABADIE  
Monté par GUY DELOUZE - GUY DELOUZE

**A PARTIR DU 19 NOVEMBRE** **BOUFFES-PARIISIENS** LOCATION OUVERTE THEATRE/AGENCES  
D'ARTISTES: NICKY NAUGLE  
*Les productions BOBINO présentent*  
**LES BRANQUIGNOLS**  
dans  
**le Petit fils du Cheik**  
Nouveau spectacle de **Robert DHERY** et **Colette BROSSET**  
Avec **MEASUTZOU** (2010/2013/2014) Tournee 2015/16 Dimanchos m. 15h, 18h, 20h (jeudi

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE  
INTERNATIONAL DE PARIS  
20<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> NOVEMBRE, EMPIRE - 41 Av. de WAGRAM



*publicité insolente*

**LUNDI 7**  
**SÉLECTION OFFICIELLE :**  
**THE NINA CYCLE**  
 de D. Mehrjoui / IRAN / 9 h - 13 h 30 - 20 h  
**MON OPINION PERSONNELLE**  
 de Y. Karassik / URSS / 11 h - 15 h 30 - 22 h  
**1<sup>ère</sup> VISION EN FRANCE :**  
**LE JEU DE LA POMME**  
 de V. Chytilova / TCHÉCOSLOVAQUIE  
 Salle Varma 17 h 45 - Mac Mahon 10 h - 12 h  
**PANORAMA 77 :**  
**UNE SALE HISTOIRE 10 h / PENSE A TON JUMENT 11 h**  
**UNE SALE HISTOIRE 13 h**  
**LA VOCATION SUSPENDUE 14 h**  
**LE DERNIER PRINTEMPS 16 h / PAFNUCIO SANTO 18 h**  
**QUAND LES FEMMES ONT PRIS LA COLÈRE 20 h**  
**LE DERNIER PRINTEMPS 22 h**  
**PERSPECTIVES DU CINÉMA HONGROIS :**  
**DEUX PHOTOS de A. Suranyi**  
**LES CRÉATEURS D'UN MYTHE de A. Langyi**  
 10 h - 12 h - 14 h - 16 h - 18 h - 20 h - 22 h  
**REGARD SUR LE CINÉMA INDIEN :**  
**MAUSAM de Gulzar / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h**

**MARDI 8**

**SÉLECTION OFFICIELLE :**  
**IL PREFETTO DI FERRO**  
de P. Squitieri / ITALIE / 9 h - 13 h - 20 h

**LE BOXEUR**  
de S. Terayama JAPON / 11 h - 15 h 30 - 22 h

**Jeune VISION EN FRANCE :**  
**MAR DE ROSAS.**  
de A.C. Teixeira Soares / BRÉSIL  
Salle Varna 17 h 45 - Mac Mahon 10 h - 12 h

**PANORAMA 77 :**  
**PENSE A TON JUMENT**  
de L. Charandjiev / BULGARIE / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h

**PERSPECTIVES DU CINÉMA HONGROIS :**  
**SOUVENIR D'AMÉRIQUE**  
de G. Bodó / HONGRIE / 9 h - 12 h - 14 h - 16 h - 18 h - 20 h - 22 h

**REGARD SUR LE CINÉMA INDIEN :**  
**KANESHWARA RAMA**  
de M. S. Sathyu / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h

HOMMAGE A ABEL GANCE / STUDIO 48  
RAYMOND QUENEAU ET LE CINÉMA / NEW YORKER  
JACQUES PREVERT ET LE CINÉMA / STUDIO LOGOS  
AVANT-GARDE CINÉMATOGRAPHIQUE  
CENTRE GEORGES POMPIDOU  
HOMMAGE A JOHN CASSAVETES / JEAN RENOIR  
LES 10 PREMIÈRES ANNÉES DU STUDIO DES OURSINES  
LE CINÉMA DE MARCEL HANOUN / LE SEINE

**1<sup>er</sup> MARCHE INTERNATIONAL  
DU FILM DE PARIS**  
au CLUB 13 et à LIRA FILMS  
DE 10 H A 20 H  
réservé aux professionnels

PRIX DES PLACES : 15 F / ÉTUDIANTS : 10 F  
20 SÉANCES : 160 F      10 SÉANCES : 90 F

**MERCREDI**

SEMPER DISTRIBUTION présente

Le nouveau chef-d'œuvre du cinéma soviétique

**LES ORPHELINS**

un film de  
NIKOLAI GOUBENKO









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Télé**  
**LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE STRASBOURG**  
**CHEF DE PROJET**

Nous recherchons un **INGÉNIEUR** à qui sera confiée la responsabilité de la conception et d'études d'un important projet d'autocommutateurs électroniques de conception totalement nouvelle.

**Sa mission sera :**

- d'animer une quarantaine de techniciens et ingénieurs pluridisciplinaires pour la conception détaillée et les études.
- de mener à bien le projet dans les délais prévus, au moindre coût.

**UNE SOLIDE EXPÉRIENCE EN ÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE ET TÉLÉPHONIE EST INDISPENSABLE.**

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre C.V. détaillé, sous REF. N° 2593 à notre Conseil qui vous garantira une entière et totale discrétion.

Si préalablement vous souhaitez quelques informations complémentaires, téléphonez au (88) 3612.00 à R.H. HAEFFNER.

40, rue du Tivoli  
67000 STRASBOURG

**GESTIONNAIRE COMPTABLE & FINANCIER**

Cette affaire de gros lies à la construction, entre au sein d'un groupe indépendant.

Au dynamisme de son commercial, il faut faire l'apport d'un gestionnaire rigoureux qui, appuyé par la Direction Centrale, sera le garant de l'entreprise sur les plans comptable et financier.

Nous recherchons un homme jeune, venant si possible d'un réseau actif, ayant une réelle pratique comptable, et l'expérience du contrôle budgétaire.

Les candidats retenus seront convoqués avant la fin du mois. Adresser s/n° 670 C.V. détaillé, avec références, photo, et salaire actuel au :

**COTE ATLANTIQUE** CEIP Conseil d'Entreprises Le Croisille 56270 PLOEMEUR

**LABORATOIRE INTERNATIONAL**  
Créant un département injectables recherche :

**un pharmacien industriel**

ayant une expérience confirmée des problèmes de production des formes parentérales :

- Formes injectables liquides (solutions massifs et ampoules injectables).
- Formes injectables lyophilisées.

Une expérience de fabrication d'antibiotiques serait appréciée.

Le candidat devra avoir démontré des aptitudes à l'animation d'un groupe de travail et posséder une bonne formation de gestionnaire en calcul de prix de revient industriel. Le poste est à pourvoir dans le sud de la France.

Envoyer lettre manuscrite - C.V. - photo et prétentions s/n° 2693 à :

**P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris**  
codex 02 qui transmettra

**LA VILLE DE SAINT-ETIENNE**  
recrute par voie de mutation ou de concours sur titres

**UN INGÉNIEUR PRINCIPAL**  
pour le service circulation et transports

Renseignements à la première Division.  
Mairie de Saint-Etienne, 42007 Cedex.  
Téléphone : (77) 35-54-41, poste 322.  
Dossiers de candidature à adresser le 30 novembre au plus tard.

**emplois internationaux**

Société d'Ingénieurs-Conseils Paris recherche :

**INGÉNIEUR ÉTUDES V.R.D.**  
Diplômé d'une Grande École, ayant une expérience de quelques années en étude de réseaux d'eau et assainissement. Cet ingénieur, célibataire, sera disséminé sous une forme ou une autre à l'étranger.

Veuillez écrire (indiquer C.V. et ind. rémunération actuelle) sous référence 4.918 à :

**CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (17).**

Offres d'emplois Cadres, Ingénieurs, Techniciens pour l'Afrique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans tous secteurs.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par rapport à l'habitat, médecine, Énergie, Outre-mer Mutations, B.P. 14109 Paris.

Importante Sté d'ingénierie rech. pour ses activités en PAYS ANGLOPHONES

**INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN**

De formation supérieure, cet ingénieur a acquis, pour partie à l'étranger, une bonne expérience dans le domaine des ponts mobiles (travaux en place du matériel, contrôle d'entretien, fonctionnement).

Veuillez prendre contact en écrivant (indiquer C.V. + dernière rémunération annuelle) sous référence 4.908 à :

**CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris (17).**

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique noire, Asie, Europe, des E.M.P.O.I.S. vous attendent. Demandez le Manuel spécialité : MONDEMPLOIS (M1), B.P. 244-09 Paris.

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS**  
recherche dans le cadre du Renforcement de son réseau

**Délégués (es) médicaux**

Secteurs :

- 1 - DIJON : Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire
- 2 - NANCY : Meurthe-et-Moselle - Haute-Marne - Vosges
- 3 - RENNES : Ille-et-Vilaine - Côtes-du-Nord - Mayenne
- 4 - POITIERS : Vienne - Haute-Vienne - Charente-Maritime - Charente et Deux-Sèvres.

— Titulaires du baccalauréat  
— ayant suivi une ou deux années d'études universitaires de médecine pharmacie ou sciences.

Nous assurons une formation initiale au cours d'un stage rémunéré de trois semaines, complété par des recyclages permanents.

Résidence sur le secteur et véhicule personnel indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo n° 34.525  
**CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.**

■ Vous êtes jeune PHARMACIEN  
■ Vous parlez l'anglais  
■ Vous souhaitez élargir votre horizon et assurer des responsabilités au sein d'une équipe jeune.

**ES LABORATOIRES FRANÇAIS DE THÉRAPEUTIQUE**  
créent pour vous le poste de :

**chef de produit export**

Résidence BORDEAUX  
Déplacements pouvant atteindre 30 % du temps

Adresser lettre manuscrite C.V. photo et prétentions à : L.F.T. - B.P.21 - 33033 BORDEAUX CEDEX

**GROUPE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE**  
recherche pour son bureau régional de

**LILLE**

**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**

pour succéder le Délégué Social Régional 40 ans minimum. Expérience professionnelle. Encadrement d'une équipe secrétariat.

Intéressée par problèmes personnes âgées, à travers des travaux administratifs à finalité sociale. Volonté indispensable. Position CADRE.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à N° 34.454, **CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, av. Opéra, 75040 Paris** Cedex 01, qui transmettra.

**Importante Société travaillant dans le domaine militaire**  
recherche pour son service

**ÉTUDES DE SYSTÈMES GUIDÉS à proximité d'Orléans**

- 1) **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**  
très bonne formation
- 2) **AGENTS TECHNIQUES**  
expérimentés en électronique générale
- 3) **ATS ou ATP**  
ayant un bagage éprouvé dans le domaine des circuits digitaux utilisant les technologies récentes.

**NATIONALITÉ FRANÇAISE**

Envoyer curriculum vitae et prétentions à la n° 34.479 en précisant poste souhaité à **CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.**

Nous sommes la filiale d'un

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**  
important. Nous vendons des équipements et des produits destinés aux laboratoires de biologie animale. Nous cherchons un

**INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL**  
pour prendre en charge le secteur FRANCE-SUD ET L'EXPORTATION

Ce poste nécessite des déplacements fréquents. LIEU DE RÉSIDENCE : LYON

Env. avec C.V. manuscrite + photo + prétent. s. réf. 1982 à P. LICHAD S.A. 18, quai Jean-Moulin - 69002 LYON

**CRÉATION DE POSTE MARSEILLE**

**INGÉNIEUR GÉNIE MARITIME**  
(ou équivalent - 25 ans minimum)

Entreprise travaux maritimes, en progression rapide, ayant importants chantiers dans le monde entier, recherche ingénieur pour lui confier la responsabilité de la définition, de la conception, du suivi de réalisation et de mise en œuvre de matériels navals.

Connaissances réelles de la mer, imagination, esprit d'entreprise et sens du risque pour s'intégrer à une équipe petite, jeune et dynamique.

Déplacements monde entier (3 à 15 jours).

Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M. HIRSH, 72400 LEZARD, 24, rue Saint, 13007 MARSEILLE.

POUR NICE, Urgent, LA PROMOTION MOZART rech. excell. vendeur à VILLAS à expérimenté. Esprit d'équipe, reconnaissance, important fichier en place. Grande clientèle assurée. Statut Agent Commercial. Adr. C.V. : PROMOTION MOZART, 19, av. Auber, 06000 NICE

Ville de MEYLAN (Isère) Union de la Gauche près de GRENOBLE, 15.000 hab. recherche d'urgence :

**1 REDACTEUR (TRICE)**

capable d'assurer les fonctions d'attaché de presse, connaissance des problèmes et pratique de l'information (écrite, orale, audiovisuelle) exigée. Ce recrutement s'effectue dans le cadre statutaire du Personnel communal.

Adresse candidature à Marie de MEYLAN

Société de Presse rech. REDACTEUR expérimenté, pour activité régionale, politique, économique et sociale. Excellente connaissance de la Bretagne appréciée. Résidence : secteur Ouest.

Poste susceptible d'évolution.

Ecr. n° 7914, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-14

Urgent, Centre Antioche-Lacassagne, Nica, 34, voie Romaine, recherche :

**MANIPULATEUR RADIO D.E.**  
Tél. : 16 (93) 53-10-10, Poste 291

**MANUHEIN**  
recherche pour Mulhouse

**INGÉNIEUR DES VENTES**

- Répondant au profil suivant :
  - formation mécanique ou électrique,
  - trilingue français, anglais et allemand,
  - expérience confirmée de la vente de machines-outils ou d'équipements industriels mécaniques à l'échelon international,
  - poste basé à Mulhouse, déplacements fréquents en Europe.
- Pour un candidat de valeur, ce poste débouchera rapidement sur la Direction d'un département de vente.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. à M. DORGET, Manuheim S.A. 10, rue de Soult, 68200 MULHOUSE.

**SUD-OUEST MARKETING**

L'équipe de direction d'une maison de Cognac, filiale autonome d'un groupe important, veut s'adjointre

**UN ou UNE JEUNE CADRE**

mun(e) d'une solide formation et d'une expérience de quelques années dans un service marketing ou de publicité.

Chargée au départ d'études et d'opérations ponctuelles en fonctions des nécessités commerciales de l'entreprise (80 % du C.A. à l'exportation), elle devra peu à peu affirmer sa fonction au sein de l'équipe de direction.

Parfaitement bilingue anglais, possédant si possible des notions d'allemand, prêt à voyager en France et plus tard à l'étranger, le (ou la) candidat(e) devra surtout conjuguer disponibilité et efficacité.

Envoyez-nous votre dossier de candidature complet sous référence 1.827. Nous vous assurons réponse et discrétion.

**conseil en recrutement**  
37 Quai Richelieu BORDEAUX

Nous sommes concessionnaires de la plus grande marque mondiale de **CHARIOTS ÉLEVATEURS** pour la Lorraine.

Nous sommes implantés depuis de longues années dans notre région et cherchons des hommes capables d'apporter à notre entreprise une nouvelle vigueur et de nouveaux horizons.

**NOUS CHERCHONS**

**UN RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMMERCIAL**

ayant une bonne connaissance du produit et de son marché.

Nous lui offrons de larges responsabilités et initiatives.

**UN VENDEUR CONFIRMÉ**

dans ce type de produit.

Notre travail antérieur et notre implantation joints à son travail lui assurent une excellente situation.

Ecrire avec CV et photo n° T 00880 M. ROIS-PRUSSER, 65 bis, rue Beaumour, PARIS-20

**POUR LA PROVINCE**

**BANQUE PRIVÉE**  
recrute des

**CHEFS D'AGENCE**

CLASSE V ou VI

Ce sont des hommes EXPERIMENTES, diplômés d'études supérieures (universitaires ou dans le cadre de la profession bancaire).

Ils ont déjà eu la RESPONSABILITE D'UN BU-REAU ou d'une agence de banque.

Ils ont une vie active, la réussite commerciale, le travail « SUR LE TERRAIN ».

Ils acceptent par avance une certaine MOBILITE géographique indispensable au développement de leur carrière.

Si vous êtes un de ces hommes, faites acte de candidature en adressant C.V. photo et appointements actuels sous 48.953 à :

**PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.**

Une Caisse Régionale de Crédit Agricole de l'Ouest recherche

**Le futur Chef de son Service juridique, fiscal et contentieux**

- 35 ans minimum ;
- Connaissances en matière fiscale ;
- Exp. professionnelle d'un service juridique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt. au n° 7923 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens Paris-9.

Importante Société Industrielle offre pour son Service

**RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT**  
un poste d'

**INGÉNIEUR SYSTEME**

**École Supérieure Télécom, ou Supérieure Électricité.**

Formation économique souhaitée. 28 ans minimum.

Il sera dans un premier temps chargé des aspects de marketing en système télécommunications.

Lieu de travail immédiat : **LYON**

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé sous référence 28615 à **HAVAS CONTACT, 49 rue du Pdt Horiot 69002 LYON.**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTROMECANIQUE BASSE-NORMANDIE**  
recherche pour son USINE de CAEN

**UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ**  
(35 ans minimum)  
possédant formation électro-mécanicien

Il devra avoir une bonne expérience de la très grande série dans les secteurs de production, méthodes, études ou industrialisation, pour prendre la responsabilité d'un service de METHODES

Adresser C.V. et prétentions sous la réf. 2.304 à **SFERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 62087 PUTEAUX**

**L.T.M. CONSULTANTS - Logistique Transport**  
Maintenance, recherche

**DIRECTEUR D'AGENCE TRANSPORT**  
(Littoral Méditerranéen)

Responsable devant la Direction Générale des résultats de son exploitation : messagerie et groupage transport national et régional.

Le poste nécessite avant tout des qualités d'organisation et d'animation du personnel, une bonne expérience du transport, une envergure commerciale pour développer les modes d'activités du transport.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions, sous la référence 302/MA à :

**L.T.M. CONSULTANTS, Département Sélection Cadres, Tour Horizon, 52, quai National - 92086 PUTEAUX.**

**IMPRIMERIE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES**  
150 km au Sud de Paris, recherche, pour la gestion de son secteur Production Distribution

**UN PHARMACIEN**

ayant une bonne expérience dans le domaine de la production ou du contrôle.

Ecrire sous N° 41452 **HAVAS CONTACT**  
156, bd Haussmann, 75008 Paris qui transmettra.

**LYON**

**AUDITEUR EXTERNE**  
Trois ans d'expérience.

**HELOIS FRANCE S.A.**  
7, rue de Chailot, 73116 Paris.

Société importatrice en gros articles d'équipement recherche pour BESANCON

**UN ATTACHE DE DIRECTION CCIAL FRANCE**

- 2 ans d'expérience, de préférence dans circuits courts ou publicités V.P.C. après des études commerciales supérieures.
- Grande disponibilité.
- Aptitude à la VENTE.

Situation particulièrement évolutive pour élément techniquement valable + ambition réalisatrice.

Envoyer C.V. manuscrit, photo (retournée) et prétentions sous n° de référence 1.192 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité  
17, r. des acacias Paris

Pour faciliter son service

**OUVRAGES D'ART**  
situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.

**INGÉNIEUR**

ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquis par partie à l'étranger. Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger.

Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (indiquer C.V. et indiquer rémunération actuelle) en spécifiant sur l'enveloppe

REF. 1.929

**CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (17).**

**PR ENTREPRISE GÉNÉRALE région SUD-EST**

**CONDUCTEUR DE TRAVAUX CONSTRUCTION METALLIQUE**  
Minimum 5 ans d'expérience. Anglais courant. Formation Ingénieur ou équivalent. 120.000 F/an.

Ecr. s/n° 1.059, à **SWEET, B.P. 269, 75044 Paris Cedex** qui transmettra.

Petite entreprise (80 personnes) ville COTE D'OR BRETAGNE

**COLLABORATRICE**  
de très bon niveau pour assurer :

- Direction bureau administratif
- Gestion du personnel
- Secrétariat de direction

Ce poste conviendrait à une personne expérimentée (5 à 10 ans d'expérience similaire exigée).

Envoyer C.V. très détaillé Mme MARTIN-CHAMPIE, 1, Choron, 75009 PARIS, qui tr.

**GROUPE CHIMIQUE L'EST DE LA FRANCE**

**DIRECTEUR D'USINE**

FORMATION GRANDE ÉCOLE (chimie, etc.).

Expér. industrielle importante. L'usine, de construction récente, comprend une cinquantaine de personnes.

Logement assuré.

Env. C.V. et prêt. à n° 34.727 **CONTESSÉ PUBLITÉ, 20, av. Opéra, Paris-17, qui tr.**

**COMPTABLE GESTIONNAIRE**  
futur responsable des services administratifs et comptables.

- 32 ans minimum ;
- B.E.C. opt. fin. comptable ;
- Au moins 5 a. d'expér. de direct. des serv. comptable

Salaire suivant compétence.

Ecrire avec C.V. manuscrite à n° 7.917, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-14

Nous prions les lecteurs répondant aux

**ANNONCES DOMICILIEES** de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiité » ou d'une agence.

هكذا من الأصل



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UNE BANQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour son :  
DÉPARTEMENT

CONTROLE DE GESTION

**DES JEUNES DIPLOMES**

**GRANDES ECOLES**

- COMMERCIALES (HEC ESSEC, ESCP)
- SCIENTIFIQUES (X, CENTRALE, MINES, PONTS)

Les perspectives liées aux postes autorisent d'autre part de larges possibilités d'évolution dans d'autres départements et notamment au sein de nos agences que l'on trouve en France et à l'étranger.

Adressez C.V. et photo sous référence 2689 à :  
PIERRE LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75003  
PARIS CEDEX 02 qui transmettra

**RANK XEROX**

recherche

**5 ATTACHÉS COMMERCIAUX**

Ils auront à diffuser deux produits nouvellement lancés sur le marché :  
- le Télécopieur  
- la machine à écrire "Marguerite"  
dont la haute technicité a déjà confirmé notre notoriété.

Nous souhaitons confier à ces chargés d'affaires la négociation de contrats et la gestion de leur clientèle.

Ces postes conviendront à des professionnels de la vente ou à des débutants diplômés de l'enseignement Supérieur, désireux de réussir dans ce domaine.

Nous leur offrons une formation rémunérée, un salaire élevé et des possibilités réelles d'évolution.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS, ROUEN, NANTES, LYON et BORDEAUX.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. T 110, Tour de Lyon 185 rue de Bercy, 75012 PARIS

**LE SERVICE INFORMATIQUE DES AUTOMOBILES CITROËN**

utilisant un très important système I.B.M. 370 avec Réseau Téléprocéssing

recherche

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

titulaire d'un B.T.S. ou D.I.T. Informatique, ayant un minimum 2 à 3 ans d'expérience sur des applications de gestion en batch ou temps réel.

**UN PROGRAMMEUR SYSTÈME**

ayant plusieurs années d'expérience au niveau des systèmes d'exploitation, connaissant de préférence l'OS/VS ou l'OS/VS1.

**PROGRAMMEUR SYSTÈME**

spécialiste du télétraitement.

Env. C.V. au Service du Personnel, Bureau 44 INF 133, quai André-Citroën, 77047 PARIS CEDEX 15.

**GRUPE INDUSTRIEL DE TOUT PREMIER PLAN**

recherche

**ingénieur système**

De formation supérieure, ayant 2 années d'expérience en matière de bases de données et de temps réel.

- Il devra connaître :
- le matériel IBM 370/168 sous ASP ;
- le logiciel assembleur 380/370 ;
- connaissance approfondie IMS/VS sous MVS/JES3.

Large perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Poste situé à PARIS.

Adressez curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous référence VISET (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIÈRES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour son

Département Informatique

**JEUNE TITULAIRE**

Écrire avec C.V. et prétention à :

10, rue de la Harpe, 75005 PARIS

Cherchez

**PROFESSEUR**

d'anglais et d'économie.

Télé. : 720.82.52

**UN ORGANISATEUR**

pour concevoir, analyser,

proposer et mettre en place

de nouvelles procédures.

Niveau brevet de banque

Solide expérience bancaire

des comptes humains.

Env. C.V. et prétention à :

le Directeur du C.A. - S.P. 205

71000 MOULINS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

D'INGÉNIEUR CHIMIQUE

recherche pour son

SERVICE TUNISIAISE

**UN INGÉNIEUR**

chargé du suivi des contrats.

Lieu de travail : Bâtiment Est

de Paris, 12, rue de la

12, rue de la Harpe, 75005

PARIS

Env. C.V. et prétention à :

le Directeur du C.A. - S.P. 205

71000 MOULINS

**EU SELEC**

pour Ingénieurs

diplômés, possédant

10 CADRES et EMPLOYES

**POST-CONTROL**

pour suivi budgétaire, gestion et

comptabilité commerciale.

Diplômes Ecole Supérieure

de Commerce, Bacheliers.

Bilingues anglais.

Ces postes sont à pourvoir

immédiatement.

62, av. F.-D. Roosevelt, Paris-8

75008 PARIS

Demandez M. DERAU

chargé du recrutement.

**SOCIÉTÉ (PARIS)**

distribuant un produit

de grande consommation

recrute UN

**CHEF DES VENTES**

pour assurer un réseau

national de 11 inspecteurs

30 ans au moins

Jeune ESSEC ou Licence

Sciences Économiques, diplôme

de grande consommation

ou vendeur confirmé ayant

une formation commerciale

de base.

Adressez lettre manuscrite, C.V.

et prétentions à :

62, av. F.-D. Roosevelt, Paris-8

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

recherche pour son

DÉPARTEMENT TECHNIQUE

**CHEF DE PROJET**

Système télécommunications

École Supérieure Télécom. ou

Supérieure Électricité.

30 ans minimum

ANGLAIS COURANT.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé

sous réf. 28.643 à Havas Contact,

156 Bd Haussmann 75008 Paris.

**INTERCONTROLE**

Filière C.E.A. - TECHNIP

Spécialisée en contrôles non destructifs

recherche pour

son siège social situé en région parisienne :

**1) UN INGÉNIEUR**

Grande Ecole (ENSI, INSA ou équivalent)

**OU DOCTEUR INGÉNIEUR**

— Quelques années d'expérience ;

— Électronicien ;

— Informaticien (micro et mini-informatique) ;

— Connaissances en statistiques et physique

nucléaire souhaitées.

POUR :

— étude

— suivi de réalisation

— Libre rapidement

engagement de suite.

**2) UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

Niveau B.T.S. Electronique

pour suivre un produit chez un client

— Étude, vieillissement et évolution Produit ;

— Politique et suivi, sous-traitance.

Age : 30 ans minimum.

Libre rapidement

engagement de suite.

Adressez C.V. et l'adresse suivante :

INTERCONTROLE, 15, rue des Solets

91400 ST-JEAN-DE-LEVAL CEDEX.

**SOPAD (NESTLÉ)**

recherche pour son établissement

de Paris

**D.U.T.**

**COMPTABILITÉ - GESTION D'ENTREPRISE**

ou équivalent

et possible justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans

Possibilité d'évolution intéressante au sein de la

société pour un candidat de valeur.

Adressez C.V. détaillé et photo à :

SOPAD

7, rue Bayard-Delaunay, 75001 PARIS CEDEX 19.

**BANQUE PRIVÉE, PARIS (8°)**

recherche pour :

DIRECTION DES ENGAGEMENTS

**CADRE**

**RÉDACTEUR CONFIRMÉ**

I.E.P. PARIS - H.E.C. - E.S.S.E.C.

2 ans expérience professionnelle

Le titulaire de ce poste devra pouvoir évoluer

vers l'exploitation bancaire ou l'animation d'un

groupe de rédacteurs.

Envoyer C.V. détaillé + photo et prétentions à

SWEET'S, B.P. 269, 75264 Paris cedex 06, qui

transmettra, sous référence 1044 M.



AGFA-GEVAERT

Dans le cadre d'une industrie photographique en pleine expansion, le groupe AGFA-GEVAERT, leader Européen de la profession, renforce sa pénétration du marché, entre autres grâce à la technologie avancée de ses matériels. La FILIALE FRANÇAISE (Rue Malmaison 92) recherche le

**chef marketing**

de son Département Photo Professionnelle

dont la vocation est d'introduire sur le marché des produits photographiques, des trousseaux professionnels, des produits chimiques, des surfaces sensibles, etc. Ce poste sera confié dans un premier temps à un jeune diplômé, le suivi qualitatif des produits existants, l'étude du marché, la conception et la mise en route des actions publicitaires, les relations avec les responsables marketing des maisons-mères. Il est prévu que ce collaborateur, proche dans ses actions des réalités du terrain, évoluera progressivement vers des responsabilités opérationnelles importantes.

Le poste convient avant tout à un INGENIEUR de formation ELECTRONICIEN, apportant une expérience professionnelle acquise dans des produits techniques.

ALLEMAND INDISPENSABLE, anglais fortement souhaité. Réponse et

discrétion assurées à toute lettre manuscrite, CV, photo, réf. 8/6349 à Mme Gref.

**bernard julhiet psycom**

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

**Juriste d'Entreprise**

Le Président du Groupe des Transports MORY cherche un successeur au Responsable, dont la retraite approche, du service chargé au niveau du Groupe :

- des problèmes administratifs de la Société Mère et d'une quarantaine de filiales (gestion administrative des biens immobiliers...),
- des questions juridiques relevant principalement du droit des Sociétés : Assemblées, consultations, acquisitions de sociétés, services des titres, etc.,
- à l'exclusion du contentieux commercial et des assurances.

Cette situation, d'un niveau élevé, convient à un Juriste d'entreprise, spécialisé en droit des sociétés et fiscalité, ayant une expérience d'au moins dix ans, acquise dans un poste de responsable, au sein d'une grande entreprise.

Adressez lettre man. et CV détaillé sous réf. 23490/M à

M.J. FOURNIAT - Sela-CEGOS 33, quai Gallieni 92152

SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une

totale discrétion.

**Sela CEGOS**

Nous sommes une importante Société spécialisée dans

l'aménagement de l'environnement individuel et collectif.

Nos nouveaux objectifs de développement sur les marchés

nationaux et internationaux nous amènent à rechercher :

**DIRECTEUR EXPORTATION**

• C'est un homme possédant déjà la dimension d'un responsable de département international avec une expérience de la négociation de biens industriels ou d'équipement.

• Il doit avoir fait ses preuves sur des marchés étrangers, notamment sur des marchés à forte concurrence, où il aura permis de négocier sans problème à très haut niveau.

**ASSISTANT MARKETING**

• C'est un jeune diplômé ESSEC ou équivalent possédant déjà quelques années d'expérience, études commerciales, marketing, si possible dans les biens d'équipement ou industriels.

• Cadre fonctionnel, ses analyses actuelles et prospectives doivent lui permettre d'aider la Direction Générale pour ses orientations, recherche et développement.

Pour Inf. Compl. écrire sous réf. choisie à

**ORES** CAP OUEST 11 Bd G. Guist'hau 44000 NANTES

**INGÉNIEURS SYSTÈME CH-HB/66**

Nous sommes une Société de services informatiques en progression rapide.

Nous démarrons un nouveau centre informatique regroupant de très importantes sociétés.

Nous offrons à nos collaborateurs un travail de réalisations sur de nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de rentabilisation des Centres Informatiques.

Une formation supérieure est souhaitée, ainsi qu'une expérience d'un ou deux ans comme ingénieur-système si possible.

Si ces postes offrent de réelles perspectives d'avenir vous intéressez, adressez notre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à :

PUBLIVAL, N° 1102, 70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne

**DIRECTEUR TECHNIQUE BATIMENT**

Le Groupe : d'implantation nationale (C.A. 77 - 350 Millions) est en puissante

expansion. Il se situe parmi les leaders de sa spécialité.

Le poste rattaché au Président, le Directeur Technique sera l'Expert chargé des problèmes de production et, il aura notamment la responsabilité de l'application des méthodes sur les chantiers.

Le candidat : est un Ingénieur (ENPC, ECP, E.T.P.), il a 10 ans d'expérience (méthodes et direction de chantiers).

Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Pour un premier contact, adressez C.V. et photo à :

**COFAP** 40, rue de Chabrol 75010 Paris

**femme ingénieur ENS.BANA**

Nous sommes une société de produits chimiques située à Paris 5e. Nous

souhaitons confier à un ingénieur de formation ENS.BANA ou IBANA le poste de

**documentaliste**

Dans le Département Arômes que nous développons, vous serez chargée de

recueillir et de suivre l'ensemble des informations scientifiques, législatives,

commerciales... concernant les arômes dans le secteur alimentaire en France et à l'étranger.

Agée de 25 ans minimum, vous pouvez être débutante, mais nous apprécierons éventuellement une première expérience dans le domaine des Arômes.

Les candidatures intéressées sont invitées à adresser leur CV accompagné d'une lettre manuscrite à :

S.N.P.M.-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex

en précisant la référence 382 sur l'enveloppe.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**PERKIN-ELMER DATA SYSTEMS**  
FRANCE  
(Constructeur d'Ordinateurs INTERDATA)  
Recherche pour PARIS, LYON et TOULOUSE

**DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX**  
Ayant une bonne formation technique, possédant plusieurs années d'expérience de la vente de mini-ordinateurs dans les domaines de l'industrie scientifique et industrielle.

**DES TECHNICIENS DE MAINTENANCE**  
AT3 ou ATP (possédant B.T.S. ou équivalent) ayant au moins de 3 à 5 ans d'expérience hardware.

**DES SUPPORTS TECHNIQUES**  
confirmés Hardware et Software

**DES TECHNICIENS ET INGÉNIEURS SYSTÈME**  
confirmés

Pour ces postes, de bonnes notions d'anglais seront appréciées.  
Envoyez votre C.V. manuscrit à PERKIN-ELMER DATA SYSTEMS 50/56, rue de la Procession - 75015 PARIS.

Dans le cadre du développement de son activité

**«CHANGES CLIENTELE»**  
importante banque privée française recherche pour son siège social Paris 28

**un collaborateur**  
chargé de suivre la clientèle existante

Profil recherché :

- 23 ans minimum
- 2 à 3 ans d'expérience des OPERATIONS DE TRESORERIE EN DEVOISES, soit dans une société industrielle, soit dans un établissement bancaire
- bonne connaissance des opérations de change traitées par la clientèle et de la réglementation française des changes
- dynamique, possédant le goût des contacts commerciaux.

Adresser candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à/rd 9381 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

**l'assurance de qualité**  
Une obligation pour certaines entreprises, une nécessité pour la nôtre

C'est pourquoi l'ingénieur que nous recherchons devra avoir une expérience réelle des problèmes pour les avoir vécus en **FABRICATION, BUREAU D'ETUDES ou CHANTIER.**

35 ans minimum, de formation E.C.P., A et M ou équivalent, il apportera de solides compétences en chaudronnerie, métallurgie ou mécanique.

Importante Société d'Ingénierie nucléaire, nous lui confierons la responsabilité d'un de nos départements ASSURANCE DE QUALITE, c'est à dire l'animation d'une équipe d'ingénieurs et techniciens (40 personnes).

Si cette opportunité vous intéresse, adressez candidature et C.V. s/réf. 9381 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

LEADER INTERNATIONAL DE LA REPROGRAPHIE

**RANK XEROX**  
Recherche pour sa fonction

**MARKETING PLANNING**

**CADRE MARKETING**

Ayant une forte personnalité, une bonne maîtrise numérique et une excellente pratique de l'anglais.

En effet, ce collaborateur participera à l'élaboration, au suivi et au contrôle des stratégies commerciales à la fois au niveau FRANCE, vis-à-vis de notre siège international, et au niveau succursales.

Il sera amené, dans ce cadre, à communiquer avec tous les niveaux dans l'entreprise.

Ce candidat sera diplômé d'une Ecole de Gestion ou d'ingénieur titulaire d'un troisième cycle et/ou de 2 ans d'expérience professionnelle.

Compétences A.P.L. appréciées.

Il devra être disponible pour de courts voyages à l'étranger.

Merci d'adresser sous réf. C. 32 à J.L. MUYTE - Service Recrutement

**RANK XEROX** 4, rue Nicolas Robert 93806 AULNAY-SOUS-BOIS.

**CAP SOGETI** RECHERCHE

**GESTION**

**INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET**

Les candidats retenus devront posséder une réelle expérience de l'animation d'équipes informatiques dans le domaine des applications de gestion et posséder des connaissances en base de données et programmation.

Adresser C.V. sous réf. G. 32 à P. LUCAS CAP - SOGETI - Gestion 20, rue Leclerc, 75015 PARIS.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
Filiale d'un groupe international spécialisé dans la stimulation cardiaque a décidé de confier pour ses activités en France des postes de

**DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX**

à des personnes satisfaisant aux conditions suivantes :

- avoir une connaissance approfondie de l'électronique médicale,
- justifier d'une grande expérience et de références sérieuses,
- l'anglais indispensable.

Envoyer candidature (C.V., photo et prétentions) à C.P.L. FRANCE à l'attention de M. STAUD, 19, rue Ernest-Léves, 92170 Vanves. Discretion assurée.

**AEG TELEFUNKEN FRANCE S. A.**  
recherche pour son Département **COMPOSANTS ELECTRONIQUES** à (92) CLICHY (Métro Porte-Saint-Ouen)

**1) LE CHEF DE DÉPARTEMENT**  
Ingénieur Electronicien  
— Connaissance de la langue allemande.  
— Expérience d'animation d'une équipe de vente dans le secteur composants (semi-conducteurs, passifs).  
— Expérience en gestion commerciale.  
— Responsabilités : développer la vente en France, chiffre d'affaires, marges.  
— Gestion du stock.  
— Gestion du personnel (15 personnes).  
— Liaison avec les usines en R.F.A. et visites chez les clients au plus haut niveau.

**2) UN CHEF DE PRODUITS**  
Responsable des Liaisons avec les usines en R.F.A. de l'aide technique aux ingénieurs de vente et des visites occasionnelles de nos clients.  
3 ans min. d'expérience de laboratoire d'études en électronique. Connaissance de la langue allemande ou anglaise. Fréquents déplacements en Allemagne.

**3) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
Agé de 28 ans minimum.  
Connaissance aseptisée de l'allemand.  
Expérience vente composants électroniques industrie ou grand public.  
Travail à PARIS avec de fréquents déplacements à envisager en province.  
Salaire fixe + intéressement sur objectif.

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A. 6, boulevard du Général-Leclerc, 92115 CLICHY.

**POSSIBILITE EXCEPTIONNELLE D'AVANCEMENT POUR INGENIEUR SPECIALISE SUR IBM 370**

**NOTRE CLIENT EST CONSIDERE COMME ETANT L'UN DES PLUS IMPORTANTS FOURNISSEURS MONDIAUX DE GRANDS SYSTEMES COMPATIBLES IBM.**

**LE SUCCES NOTABLE QU'IL A JUSQU'A PRESENT REMPORTE, DU AU FAIT QU'UNE GRANDE PARTIE DES UTILISATEURS DE SYSTEMES IBM SONT PRÊTS A ENVISAGER D'AUTRES ALTERNATIVES, A FAIT NAÎTRE DE NOUVEAUX POSTES QUI PROMETTENT UNE CARRIERE TOUT A FAIT EXCEPTIONNELLE.**

A l'ingénieur spécialisé en support-clients, au niveau hardware ou logiciel, cette position offre bien plus encore qu'un salaire élevé.

**Sécurité d'Emploi**  
Le succès remarquable de cette société, sa gamme de produits de pointe, l'engagement total au niveau technique et l'excellence du support donné à la clientèle, les investissements qui ne cessent de croître avec les profits exceptionnels, tout cela vous garantit la sécurité de travailler au sein d'une organisation fiable et solide.

**Développement de Carrière**  
Les activités de notre client ayant un taux d'accroissement exceptionnel, il est probable que votre carrière évoluera à un rythme rapide comparativement aux possibilités que vous avez actuellement.

En effet, actuellement notre client recherche aussi des ingénieurs pour des postes supérieurs.

**Formation**  
Cette société reconnait qu'un personnel, aussi bien rémunéré soit-il, doit quand même suivre les derniers développements technologiques. C'est dans ce but que notre client a mis au point un programme de cours de formation spécialisée qui assure votre enrichissement professionnel.

**Ambiance**  
Vous trouverez une ambiance de travail amicale et dynamique, riche en motivations et satisfactions.

Nous souhaitons que vous soyez satisfait de votre travail actuel. Et pourtant, il est peut-être de votre intérêt et de celui de votre famille de considérer ce que notre client offre.

**Rémunération et Avantages Sociaux**  
Le salaire sera déterminé en fonction de l'expérience du candidat, et sera de 85.000F à 156.000F.  
Les candidats exceptionnels peuvent prétendre à un salaire plus élevé.

Vous bénéficierez de tous les avantages sociaux complémentaires dus à un ingénieur spécialisé.

**Profil du Candidat**  
Les candidats retenus auront l'expérience et les qualités suivantes:

**Ingénieur Technicien Hardware:**

- \* Expérience de maintenance sur IBM 370 (J58 et plus grands)
- \* Dépannage sur VSI, SVS, VM, MVS
- \* Bonne faculté de communication avec la clientèle
- \* Un profil personnel lui permettant de coopérer efficacement avec les services du Marketing et de l'Organisation Système
- \* La faculté de prendre éventuellement en main une petite équipe de techniciens.

**Ingénieur Logiciel:**

- \* Expérience solide pour solutionner tout problème au niveau logiciel sur matériel IBM de grande complexité
- \* Très bonne connaissance du système d'opération MVS
- \* Connaissance d'un ou plusieurs des programmes: VTAM/NCR, JES 3, VSAM, TCAM/TSO, IMS

Il n'est pas indispensable que les candidats aient une connaissance parfaite de l'Anglais, mais nous leur demandons de pouvoir suivre l'Anglais technique.

Adresser votre C.V. à D.P.S.C., R46 LM-Fr, 25 rue des Longsprés, 92100 Boulogne ou téléphonez au 01-6091515 ou 01-6083848. DISCRETION ABSOLUE

**DP SC**  
Experts Conseils Internationaux en Administration et Personnel

Spécialiste de la...  
de France

**MEDIC**

**INGENIEUR ELECTRONIC**

**INGENIEUR d'entretien**  
Importance poste...  
Adresser...  
de France

**DEUX RESPONSABLES DES**  
Adresser...  
de France

**glo**  
STYLISTES  
2 INGENIEURS  
2 INGENIEURS

هكذا من الأصل



offres d'emploi

**IMPORTANT CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX**  
recherche  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Pour prendre en charge l'ensemble des problèmes d'organisation, de comptabilité et d'administration du Cabinet (40 personnes).  
Ce poste doit convenir à des candidats ayant acquis une expérience stimulante dans une organisation jeune et très mobile.  
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand est souhaitable.  
Ce poste est à plein temps, il est basé à Paris dans un quartier agréable et central.  
Outre d'excellentes conditions de travail, nous sommes prêts à offrir une rémunération en rapport avec la valeur des services que nous attendons de la part de la personne recherchée.  
Veuillez adresser une lettre manuscrite avec C.V. et éléments de salaire actuel à N° 0712 M, 18380-TRIERRE, 18 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

Poste à créer 100.000 F/an. mini.  
**Spécialiste de la Gestion de Production**

Société d'équipements automobile, leader européen sur nos marchés, nous faisons partie d'un Groupe industriel français réalisant un C.A. de 1 milliard de Frs HT.  
Notre Société : 4000 personnes, 6 unités de production, C.A. 500 millions de Frs HT.  
Créant un poste de responsable du système de gestion de la production, nous recherchons, pour assurer ces fonctions, un homme expérimenté, 30 ans minimum, de formation supérieure : ingénieur grandes écoles, H.E.C., ayant déjà réalisé la mise en place d'un système de gestion de production intégré. Rattaché au Directeur du contrôle de gestion, il sera responsable - sur base d'un cahier des charges précis - de la mise en place et du suivi du nouveau système (télé-traitement) dans nos différentes unités de production. Préliminairement, il participera aux études d'organisation.  
Il aura de nombreux contacts avec l'encadrement de nos usines et notre service informatique (I.B.M. 370/138).  
Notre siège social : 45 kms sud de Paris.  
Adresser lettre man. + CV détaillé, indiquant le montant de la rémunération souhaitée, sous référence 71440/M à VERDET, à Sèle-CEGES, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.



offres d'emploi

**GROUPEMENT DE FORMATION PROFESSIONNELLE**  
proposé à  
**jeune femme**  
ou **jeune homme**

25 ans minimum, de très bonne culture générale, de participer au développement de sa politique de formation auprès des entreprises.  
Nous lui demandons :  
• Une formation supérieure ;  
• Une bonne capacité de contact et de persuasion ;  
• La sensibilité, le goût de l'expression écrite ;  
• Des déplacements fréquents, de courts séjours en province.  
Ecr. n° 7922, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75004 Paris-P., qui transmettra.  
Centre Paris société dynamique recherche

**LICENCIÉ EN DROIT**  
aimant vie active.  
Contrats commerciaux.  
Libre immédiatement.  
Ecr. n° 7339, Publications Rénées, 112, rue de Valenciennes, 75011 PARIS.

**TECHNICIEN ELECTRON.**  
DUT d'électronique, libéré O.M.  
Ecr. n° 7339, Publications Rénées, 112, rue de Valenciennes, 75011 PARIS.

offres d'emploi

**Société de confection pour enfants**  
recherche  
dans le cadre d'un nouvel établissement de fabrication :  
**CHEF DE FABRICATION**

Le candidat aura la charge de :  
— la fabrication, coupe, confection, finitions  
— le planning et l'ordonnement  
— le contrôle des coûts, de la productivité, de la qualité  
Il devra justifier d'une expérience dans une position équivalente et avoir un niveau ingénieur.  
Ecrire n° 7825 « le Monde » Publiée 5, rue des Italiens - 75001 PARIS-P. qui transmettra.

**auditeur interne CONFIRMÉ**

L'un des premiers groupes industriels français recherche **AUDITEUR INTERNE CONFIRMÉ**.  
Pour des missions d'ordre comptable et financier :  
— régularisation ; dans les sociétés complexes décentralisées et les filiales ;  
— ponctuellement (ex Audit d'entreprises en vue d'un rachat)  
sous l'autorité du Chef du Service Audit.  
Ce poste s'adresse à un homme ou une femme de formation supérieure, ayant au moins 3 ans d'expérience de la fonction en entreprise ou en cabinet spécialisé, aimant travailler en équipe, et acceptant de fréquents déplacements.  
Le poste est basé à Paris.  
La rémunération est de 30 à 170.000 F par an. Le Groupe offre de larges possibilités d'évolution.  
Envoyer C.V. sans réf. LVA/52 et L.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

**Nous sommes un des Grands de l'Électronique Française**

Pour développer nos activités dans le domaine des FAISCEAUX HERTZIENS, nous recherchons

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

• **INGÉNIEUR EXPERIMENTÉ**  
Chargé de la coordination de grands projets en télécommunication.  
Fréquents déplacements dans des pays lointains. Anglais, espagnol apprécié.  
• **INGÉNIEURS Technico-Commerciaux**  
Ayant au moins 2 ans d'expérience en faisceaux hertziens, pour développer nos activités soit en France, soit à l'étranger.  
Postes à Paris.  
Adresser CV, prétentions et photo n° 35.270 CONTEXTE Publiée 20, av. de l'Opéra Paris-1<sup>re</sup>, qui transmettra.

**TEXAS INSTRUMENTS FRANCE**

**INGENIEUR ELECTRONICIEEN**  
devenez  
**INGENIEUR DE VENTES**

chez le premier fabricant mondial de semi-conducteurs (1500 personnes - 300 cadres en France).  
Vous vendrez :  
des produits de très haute technologie (microprocesseurs, mémoires, circuits digitaux...)  
Vous serez :  
• des marchés importants dans les secteurs informatiques, télécommunications ou grand public...  
• une culture technique sans cesse valorisée.  
Vos qualités personnelles s'affirmeront dans :  
• la négociation au plus haut niveau  
• l'établissement des prévisions de ventes  
• la participation aux stratégies commerciales.  
Postes à pourvoir à PARIS SUD.  
Ecrire avec C.V., photo, présent, et date de disponibilité à référence SCW/1177/351 à Madame LE GUET T.I.F. - Boîte Postale 6 06270 VILLENEUVE LOUBET Tél. 93.20.01.01

**CIT ALGATEL**

**DEPARTEMENT COMMUNICATION A VELIZY**  
recherche pour son service  
**ORGANISATION et INFORMATIQUE**

**CONCEPTEUR systèmes informatiques**

Diplômé Grande Ecole scientifique ou formation supérieure économique  
Ayant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans une grande Société industrielle  
Il participera à l'étude, à la réalisation et à la mise en place d'importantes applications de gestion  
Envoyer C.V., prétentions et photo à CIT ALGATEL - Service Recrutement 10, rue Latécoère - 78140 VELIZY

Le succursale parisienne d'un important groupe industriel et minier étranger (5000 personnes) installé Outre-Mer, recherche un

**adjoint à son directeur administratif**

Ce cadre de haut niveau, en collaboration avec une équipe de psychologues, aura la responsabilité d'environ 200 recrutements d'experts par an. En collaboration avec le bureau des affaires sociales, il aura notre directeur auprès des différents organismes (retraite, prévoyance, assedic, etc.).  
En collaboration avec le bureau juridique, il sera chargé des contentieux.  
En liaison avec les différents organismes de formation, il aura la charge des actions de formation d'une cinquantaine de stagiaires étrangers et de leurs suivis.  
En outre, en contact étroit avec les différentes unités de production du groupe, il devra maintenir et améliorer les liaisons administratives. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé possédant des méthodes modernes de gestion. Une connaissance de la vie Outre-Mer serait appréciée.  
Ce poste implique des déplacements en France et Outre-Mer.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo n° 078/M à Axel Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

**NAT**

**Nouvelles Applications Technologiques (filiale ELF - BERTIN & Co)**

Entreprise de développement industriel dans les domaines du traitement de gaz sur champ, des économies d'énergie en raffinerie, des dépassements VORTEX.

souhaite confier à un  
**ingénieur de réalisation**

(X, Mines, Centrale...)  
la gestion technique de réalisations d'envergure (installations clients - sous traitants, contrôle financier...).

La candidate retenue est appelée à devenir rapidement un  
**INGENIEUR D'AFFAIRES**

qui négociera alors les affaires, en particulier au Moyen Orient, Amérique Latine...  
Le poste est à pourvoir à Rueil-Malmaison et la rémunération dans le cadre d'une direction par objectif sera en rapport avec la spécialité.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. BOUCHAUD, Société NAT 147, av. Paul Doumer 92500 Rueil-Malmaison.

**DIRECTEUR D'USINE**

(50 personnes) REGION PARISIENNE  
recherche par Société Française de Traitement de Surface n° 1 dans sa spécialité.

dépendant de la Direction Générale, il aura la responsabilité complète de la gestion de son établissement dans le cadre d'une direction par objectif avec plan d'action et délégation.  
Il assurera l'animation de son équipe sur les plans technique, commercial et gestion.  
Age 35 ans minimum. Ingénieur diplômé.  
EXPERIENCE SOUS-TRAITE : celle d'une P.M.E. direction de petite unité, commerciale, bonnes notions traitement des métaux ou mécanique.  
Ecrire avec C.V., présent, et photo sous n° 9.150, à M.F.P., 88, rue de Provence, 75008 Paris, qui transmettra.

**BIJOUX FIX**  
Siège PARIS 3<sup>e</sup>  
recherche le

**chef de produits**  
DE SA DIVISION BIJOUX PLAQUE OR.

C'est un homme déjà expérimenté (30 ans minimum), à qui il sera confié la responsabilité complète de plusieurs lignes de produits :  
• définition des produits, choix des modèles ;  
• stratégie de prix et des conditions de vente ;  
• proposition des opérations promotionnelles et publicitaires.

La maîtrise sur les Services : Création, Statistiques, P.V. et opère dans le cadre d'un budget qui propose, contrôle et suit avec une recherche constante d'optimisation des marges. Il exerce cette fonction en lien direct avec le Directeur Général et peut évoluer vers des responsabilités de Direction de Division.

Ecrire avec CV détaillé en précisant la rémunération actuelle à D. JUSSET sous réf. 7840 M.C.  
**plein emploi**  
10, rue du Mail 75002 Paris.

**IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL**

Souhaite structurer son centre de Recherche Médicale en France et cherche à s'attacher les services d'un

**MEDECIN**

Ayant l'expérience des problèmes posés par l'enregistrement des nouveaux produits en particulier :  
— bonne connaissance du milieu médical hospitalier ;  
— mise au point des protocoles d'essais ;  
— exploitation statistique des données.  
De courts déplacements en France et éventuellement à l'étranger sont à prévoir.

L'expérience de la recherche pharmaceutique est nécessaire et serait particulièrement appréciée dans le domaine de l'immunologie. La connaissance de l'anglais (au moins) est indispensable, la connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.  
Envoyer lettre de candidature en insistant sur l'expérience acquise à No 34465, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. La discrétion la plus absolue est garantie.

**Société spécialisée dans l'instrumentation électronique nucléaire faisant appel aux techniques d'utilisation des microprocesseurs**  
recherche

**INGENIEUR ELECTRONICIEEN**

En raison de notre expansion, la responsabilité de l'administration serait entièrement confiée à ce collaborateur.  
Une double expérience de bureau d'études et de fabrication dans des domaines analogues est nécessaire.

ALLEMAND SOCHAITE  
Envoyer lettre man. avec C.V. et photo n° 34.597.

**cabinet leconte** 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

**INGENIEUR d'entretien**

Importante société industrielle française, cherche

**l'Adjoint du Chef du Service Entretien de l'une de ses usines pour lui confier la RESPONSABILITE DU SERVICE ELECTRIQUE**

Ce cadre technique, ingénieur de préférence (E.N.I., E.E.M., Ecole des Mécaniciens de la Marine, etc.) devra justifier d'une solide expérience en Mécatronique et Electrotechnique, acquise en milieu industriel, et sera âgé d'au moins 35 ans.  
Lieu de travail : proche Boulogne Ouest  
Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous référence 4650 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris q.c.

**CONSTRUCTEUR MAISONS INDIVIDUELLES**  
recherche

**DEUX RESPONSABLES DES VENTES**

Région Ile-de-France  
— Animation et formation d'une équipe.  
— Gestion administrative des contrats.  
— Rémunération avec forte incitation.  
— Grande expérience commerciale souhaitée dans la branche.  
Ecrire avec C.V. et photo : MAISON ABONNEL 16, rue Aubert, 75009 Paris.

**guro SYSTEMES**

La gestion en temps réel sur mini  
recrute dans le cadre de son expansion :

**2 INGENIEURS débutants**

1 ou 2 ans d'expérience sur SOLAR, PDP...  
Formation requise : Grandes Ecoles option informatique ou DEA informatique.

Adresser C.V. + prétentions à GIBO Systèmes, 25, av. Marmont-Cadix, 92220 Châtenay-le-Bas.

**78.000 F**

Nous sommes un organisme de services de dimension nationale.  
Dans le cadre du développement de notre activité d'aide aux entreprises dans le domaine du recrutement et de son environnement socio-économique, nous recherchons pour PARIS

**PLUSIEURS CADRES**

MISSIONS : entre autres :  
— contacts avec les directions du personnel, les chefs d'entreprise, les organismes professionnels ;  
— définition de postes et de profils de candidats ;  
— tri de candidatures sur curriculum vitae.

PROFIL :  
— 35 ans minimum ;  
— 10 ans au moins d'expérience en entreprise ou en cabinet de préférence à un poste de cadre dans la fonction personnel ou le recrutement, mais surtout :  
— sens des contacts ;  
— esprit d'équipe ;  
— connaissances des fonctions dans l'entreprise ;  
— aptitudes à un travail minutieux d'études sur dossiers.

Adresser C.V. et photo au n° 34.460 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui transmettra.

**Ingénieur d'études électronique**

**BANQUE SUD-EST**

Importante société recherche pour son Département Contraintes Electroniques un Ingénieur d'Etudes qui devra :  
• gérer des marchés d'études importantes, assurer la conception technique et électronique de puissances (redresseurs et convertisseurs), assurer, dans le cadre des projets qu'il conduit, les contacts techniques avec les clients et les co-contractants.  
Ce poste est évolutif et peut mener à des responsabilités importantes à brève échéance, pour un candidat de valeur.  
Il est nécessaire, d'être diplômé d'une école d'ingénieur, d'être expérimenté et capable d'avoir une responsabilité de personnel.  
Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant prétentions sous réf. 35.595-56  
**Cabinet Alain H. PRENANT** 80, avenue du Général de Gaulle 92120 Issy les Moulineaux  
qui garantit le secret absolu des candidatures.

**suma**

**B. T. S.**

**GESTION - COMPTABILITE OU EQUIVALENT**

— Age minimum 25 ans.  
— Qualités humaines : pour l'animation d'une équipe de 11 personnes qui traitent des problèmes fournisseurs (une première expérience d'encadrement serait un atout).  
— Connaissance des procédures associées au traitement informatique.  
Il assure le suivi des problèmes comptables et administratifs liés au stock et au circuit marchand.  
— Formation assurée aux problèmes de gestion de la distribution en grande surface.  
— Salaire attractif.  
— Perspectives d'évolution pour élément de valeur.

LIEU DE TRAVAIL : 92160 ANTONY  
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions : Service du Personnel SUMA 17, avenue de la Résidence 92160 ANTONY

**JONE LANG WOOPON**

**CONSEIL IMMOBILIER INTERNATIONAL**  
recherche  
**POUR SON DEPARTEMENT AGENCE**

**JEUNE CADRE COMMERCIAL**  
ESSEC, SCP, de CO, BON NEGOCIATEUR, aimant travail d'équipe, expérience en immobilier appréciée. SALAIRE DE BASE INTERESSANT + COMMISSIONS STIMULANTES.  
Ecrire 30, avenue Marceau, 75008 PARIS.

**Société 25 personnes, filiale Groupe Suédois**  
recherche d'urgence

**CHEF COMPTABLE**

D.E.C.S. complet ou B.P. exigés pour comptabilité générale, situations mensuelles, bilan, Anglais nécessaire.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo, prétentions à FEBSTORP S.A. 15, bd de la Muette, 92140 Garches-lès-Gennevilliers.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

## demandes d'emploi

**ECONOMISTE**  
Maîtrise nord-américaine  
35 ans, 10 ans Canada, U.S.A.  
Magasin, Entretien, entretien  
recherche propositions  
Ecr. n° 7504 « le Monde » Pub.  
5, rue des Italiens, 75002 Paris.

**CHEF DE STUDIO**  
2 ans Exp. presse - édition  
recherche poste de chef de  
studio  
Ecr. n° 1501 « le Monde » Pub.  
5, rue des Italiens, 75002 Paris.

**SPECIALISTE LOGICIEL**  
diplômé, maîtrise, maîtrise  
de la France, pour  
réalisation logiciel  
Ecr. n° 7034 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**GENERALISTE P.M.E.**  
35 ans, 10 ans Exp. P.M.E.  
pour résoudre tous problèmes  
niveau - Contrats à durée  
Ecr. n° 7037 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**PSYCHOLOGUE**  
30 ans, dipl. psychologue  
clinicien, exp. animation soc.  
dans centres de soins  
Ecr. n° 7038 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**CHEF DE TRANSIT**  
20 ans Exp. transit  
dans branches Import-Export, Banques,  
Douanes, Transp. transit  
maritime, aérien, terrestre  
Ecr. n° 7039 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**INGENIEUR**  
35 ans, 10 ans Exp. P.M.E.  
pour résoudre tous problèmes  
niveau - Contrats à durée  
Ecr. n° 7040 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**STATISTICIEN**  
35 ans, 10 ans Exp. P.M.E.  
pour résoudre tous problèmes  
niveau - Contrats à durée  
Ecr. n° 7041 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**TRANSPORT**  
35 ans, 10 ans Exp. P.M.E.  
pour résoudre tous problèmes  
niveau - Contrats à durée  
Ecr. n° 7042 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

## L'immobilier

**Paris Rive droite**  
**PORTES DE SAINT-CLOUD (92)**  
IDEAL PLACEMENT  
dans bel immeuble, 120 m<sup>2</sup>,  
2 pièces tout confort, 150 000 F.  
Ecr. n° 7043 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**PARIS RIVE GAUCHE**  
**131, RUE DE L'UNIVERSITE**  
à l'étage, 102 m<sup>2</sup>, neuve, 34 P.  
Ecr. n° 7044 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**CHOUX DE 2 PIECES**  
25 m<sup>2</sup> RUE BLOMONT 120 000 F.  
Ecr. n° 7045 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**16° - BANLIEUE**  
IMM. RECENT  
GRAND STANDING  
Ecr. n° 7046 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**64, AV. M. MARTIN**  
Dans immeuble récent, prestige,  
équipé, salle de bains luxueuse,  
Ecr. n° 7047 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**CHARDON-LAGACHE**  
IMM. 192, r. de la Chapelle, 13 m<sup>2</sup>,  
Ecr. n° 7048 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**MAISON DE NOTAIRES**  
RUE CORNOLIS, 2 P. 42 m<sup>2</sup>,  
Ecr. n° 7049 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### Vous voulez investir dans la pierre?

**NOUS NOUS CHARGEONS DE TOUT.**  
Vente - Location - Revente - Gestion de Patrimoine  
Après-vente - Conseil

**622.35.05**  
**SEFIMA**  
Un promoteur qui tient ses engagements.

### locations non meublées

**Paris**  
**50, AV. FOCH**  
DANS IMMEUBLE GRAND LUXE  
4 pièces, à partir de 9 000 F.  
Ecr. n° 7050 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

**REGION PARISIENNE**  
**ASNIERES (Sur Seine)**  
Propr. 100 m<sup>2</sup>, 3 ch., cuis.,  
Ecr. n° 7051 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### locations non meublées

**Demande**  
**REGION PARISIENNE**  
Pour société européenne cherchant  
villes, pavillons pour CADRES.  
Ecr. n° 7052 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### locations meublées

**Paris**  
**SEMAINE - QUINZAINE**  
LOUÉ DE STUDIO 4 P. 5 P.  
Ecr. n° 7053 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### constructions neuves

**3-4-5 pièces**  
P. PERMANENT ET DEFINITIF  
Ecr. n° 7054 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### terrains

**LE VESINET**  
15 P. R. R.  
Ecr. n° 7055 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### appartements achetés

**DISPOSEZ-VOUS**  
Ecr. n° 7056 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### appartements occupés

**12% PROX. BOIS VINCENNES**  
Ecr. n° 7057 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### hotels-partic.

**VOIE PRIVEE - NEUILLY**  
Ecr. n° 7058 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

### immobilier

**LOCATIONS SANS AGENCE**  
Ecr. n° 7059 M. R. R. Presse  
5, rue des Italiens, Paris (2).

## les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone  
du lundi au vendredi  
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures

**au 296-15-01**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

### POUR ETRE "CHEZ VOUS" en week-end, en vacances..

Commencez par acheter:  
**RESIDENCES SECONDAIRES ET PRINCIPALES**

Vous trouverez  
votre résidence  
de vacances,  
votre maison  
de campagne  
votre terrain  
à bâtir

**En vente chez votre marchand de journaux**

Editee par: CONSTRUCTION NEUVE ET ANCIENNE,  
8, rue de Richelieu - 75001 Paris

Le Monde

## EN ILE-DE-FRANCE

## CENT KILOMÈTRES DE COULOIRS RÉSERVÉS

## Ils vont courir les bus de la banlieue...

La bus parisiens se porte bien, grâce aux lignes-pilotes et à la carte orange, son trafic a augmenté de 50 % au cours des trois dernières années. Forte de son expérience, la R.A.T.P. va désormais faire porter son effort sur son réseau de banlieue.

Un réseau long de 1 522 kilomètres, desservi par deux mille quatre cent dix-huit véhicules, telles sont les principales caractéristiques des lignes de banlieue. Afin de mieux desservir la couronne parisiennne, la Régie a mis au point au cours des derniers mois un ambitieux programme : il s'agit de restructurer totalement son réseau de banlieue, de créer 105 kilomètres de couloirs réservés, enfin d'améliorer les « axes lourds » qui permettront, à partir de 1980 d'améliorer considérablement les « débits » de voyageurs.

Les trois départements de la petite couronne ont fait l'objet depuis 1973 d'études de restructuration. Une longue enquête menée auprès des élus a permis à la Régie de recenser les besoins des habitants de l'Ile-de-France et de modifier son réseau en fonction des populations desservies. Les plans de restructuration présentés aux conseils généraux des départements sont progressivement appliqués en Seine-Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne.

La place maîtresse de ces plans est la création de couloirs réservés qui permettent d'améliorer la vitesse commerciale des véhicules ainsi que leur régularité. Mais 105 kilomètres seulement sur les 105 kilomètres que la Régie avait demandés ont été réservés aux bus de banlieue.

Le problème est beaucoup plus complexe dans la couronne parisiennne qu'à Paris. Si, dans la capitale, la R.A.T.P. affronte un interlocuteur coriace mais unique : le Conseil de Paris, en

banlieue, la création de couloirs réservés pour une ligne desservant plusieurs communes impose à la Régie un long travail « diplomatique » : il s'agit de convaincre chaque maire du bien-fondé de cette mesure. D'autre part, la mise en service d'un couloir occasionne une certaine gêne aux riverains et les élus des communes concernées hésitent à mécontenter leur population pour des usagers « étrangers » à leur commune.

L'application à la banlieue des mesures déjà prises à Paris permettront sans doute d'améliorer les conditions de circulation des autobus, mais la Régie a également mis au point un programme particulier pour la couronne parisiennne : la création d'un réseau d'axes lourds et de lignes de rocade.

Les axes lourds permettent à la R.A.T.P. de « déborder » cinq mille usagers à l'heure. Le premier projet concerne la RN 305, dans le Val-de-Marne. Il sera mis en service en 1980. A l'occasion de l'élargissement de la voie, et sur 5 kilomètres à partir de la porte de Choisy, un site propre sera aménagé au centre de la Nationale. Un projet similaire sera étudié sur la RN 192 (entre la Défense et l'A 86) et la RN 186, dans les Hauts-de-Seine.

D'autre part, en application de ses plans de restructuration, la R.A.T.P. a mis en service le 28 mars sa première ligne de rocade : la 323, qui relie directement Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Depuis 1973, le trafic des lignes de banlieue a augmenté de 20 %. Mais, si, en 1982, la vitesse commerciale des bus de banlieue était de 18 kilomètres à l'heure, elle n'est plus que de 13 kilomètres aujourd'hui. En banlieue, l'effort reste à faire.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(PUBLICITE)

## AUTOMOBILE : Dépannage express

Depuis peu vous pouvez disposer en région parisienne de deux stations de montage spécialisées pour résoudre vos problèmes de pot d'échappement.

Ces Etablissements ne s'occupent que de la partie « échappement » de votre véhicule et disposent dans chaque station du stock le plus complet : vous pouvez ainsi vous présenter sans rendez-vous avec votre voiture, récente ou ancienne, française ou étrangère, pour y faire réparer votre pot d'échappement.

Sans attente on effectue le constat des travaux à effectuer et le devis correspondant.

Après votre accord la réparation est immédiatement réalisée : celle-ci dépasse rarement une demi-heure sur les véhicules courants. Elle est effectuée sous vos yeux : vous reportez sans avoir immobilisé votre voiture.

Gain de temps, gain d'argent et, en plus cette intervention, main-d'œuvre et pièces, est garantie un an ou 18.000 kilomètres. Les Etablissements MIDAS qui vous proposent cette nouvelle formule, qui nous vient des U.S.A. (850 centres MIDAS), se situent en trois points facilement accessibles et ouverts sans interruption de 8 h. à 19 h., même le samedi :

MIDAS Porte d'Orléans : 35, avenue Aristide-Briand (Nationale 20), 92-MONTROUGE - Tél. : 735-45-00.

MIDAS Porte de Choisy : 103, av. de Verdun, 94200 IVRY-SUR-SEINE. Tél. : 672-46-52.

MIDAS Nice : 22, rue Cassini, 06300 NICE - Tél. : (93) 55-38-74.

## régions

## Paris, ton patrimoine...

## TROIS HOTELS EN GRAND ABANDON

A l'heure où on ne cesse d'en appeler à la protection de l'environnement, à la restauration, à la conservation des monuments anciens et à la préservation des trésors du patrimoine national, comment ne pas évoquer quelques exemples où le manque de crédits le disputent à l'abandon et à l'inculte et dont les victimes sont des édifices parisiens qui semblaient promis ces dernières années à un glorieux renouveau.

Il y a un peu plus de cinq ans, la Ville de Paris, propriétaire des lieux, décidait de restaurer l'hôtel d'Avaux, plus connu sous le nom de Saint-Aignan, admirable édifice élevé en 1646 par Pierre Le Muet, 71, rue du Temple. La Ville se proposait d'y installer les Archives de Paris et de l'ancien département de la Seine, trop à l'étroit dans le petit immeuble du 44 Henri IV qui les abrite depuis 1932 (le Monde du 15 juillet 1973). Une première tranche de travaux fut alors entreprise, dont les crédits étaient pris en charge par les Archives, les Mairies historiques et la Ville de Paris. Il était entendu que l'ensemble de la restauration et l'aménagement des services devaient être terminés en un peu plus de deux ans.

On jeta bas les surélévations intempestives et on dégagait la superbe façade à l'italienne située dans la cour de l'hôtel Saint-Aignan, mais on en resta là, faute de crédits, paraît-il. Et aujourd'hui, quand on pénètre par une porte à vantaux sculptés dans ce qui fut le palais que le comte d'Avaux, ambassadeur à Rome, avait fait construire sur le modèle d'une villa de la ville éternelle, on se trouve en présence d'une façade en péril d'effondrement, laquelle rien n'a été envisagé ni protégé.

Cet exemple de beau projet abandonné n'est malheureusement pas unique. A quelque 100 mètres de l'hôtel de Saint-Aignan, voici l'hôtel d'Hallevy, 28, rue de la Harpe, qui fut le vestige des nombreuses résidences privées construites dans Paris par Claude Nicolas Le Doux. Sur la façade à larges refends, un étage à l'italienne, qui n'est plus qu'une ruine, a été détruit en 1973 et que cette maison, qui appartenait à Necker, devra être « complétée » par la Ville de Paris. On ne peut que regretter que la société à laquelle appartenait l'hôtel d'Hallevy a laissé les choses en l'état, c'est-à-dire dans un total abandon.

Autre exemple : celui de l'hôtel Bonny, 32, rue de Trévise, construit par l'architecte de Joly en 1826, et qui figure en bonne place dans le recueil de Normand Aine, Paris moderne, 1812-1826, qui n'est plus qu'une ruine. Les travaux de restauration n'ont jamais été entrepris et que la société à laquelle appartenait l'hôtel d'Hallevy a laissé les choses en l'état, c'est-à-dire dans un total abandon.

Après les jeux, voici les estampes qui exaltaient la vie militaire : feuilles de soldats en ligne, brevets d'arts martiaux, bâton, sabre, groupant des personnages aux uniformes variés sans oublier toute la série de marcheurs d'Empire.

L'édifice n'a pas encore été remis en état, et que seules des bâches protègent (?) plafonds et décors. Enfin, il faut signaler, une fois de plus, que l'hôtel Schœffer-Renan, 16, rue Chaplat, affecté à la Bibliothèque nationale depuis 1971, n'a toujours pas trouvé une destination définitive. Cette belle maison ne pourrait-elle pas accueillir le Musée des instruments anciens du Conservatoire, toujours à la recherche d'un local ?

C'est sur une note plus optimiste qu'il convient de clore cet inventaire. Il s'agit de la restauration d'un très bel hôtel du Marais qui semblait voué peu à peu à la dégradation, mais qui va être

salvé grâce, cette fois-ci, à la Ville de Paris qui a décidé, d'accord avec la SORREMA, d'installer le Club du vieux manoir en l'hôtel Donon, 8, rue Elzévir.

Construit en 1618, entre cour et jardin, pour Pierre de Donon, beau-frère de Marion Delorme, cet hôtel dont la façade sur rue est du dix-huitième siècle et celle côté jardin du dix-septième siècle dissimulée, il est vrai, depuis bien longtemps par les affreux bâtiments d'un ancien garage, sera restauré pour le gros œuvre par la SORREMA (des travaux ont déjà commencé). Mais c'est aux jeunes adhérents du Club du vieux manoir à qui on doit tant

de belles restaurations d'églises, châteaux forts qu'il appartient de le remettre intégralement en état.

Par la suite, cette association accueillera, à la demande de la Ville de Paris, des activités de formation préparatoire aux concours sur les monuments comprenant : dessins, plans, coupes, par des ateliers de sculpture et de menuiserie ouverts aux jeunes qui peut-être sauront mieux que ne l'ont fait leurs aînés ne pecter ou rendre leur beauté tout ce qui représente la riche de notre patrimoine.

ANDRÉE JACOB.

## IMAGERIES DE LA CAPITALE

Une exposition organisée dans l'hôtel Lamoignon sur « l'imagerie parisienne » propose une série d'estampes dues aux érudits des Imagiers d'Epinal et qui permet de suivre l'évolution du paysage parisien de la fin du dix-huitième siècle au début du dix-neuvième.

Depuis la vue de la place Louis-XV (actuellement place de la Concorde) telle qu'elle apparaissait aux yeux des contemporains du Bien-Aimé, avec ses fossés et surtout ses pavillons où ne trahissent pas encore les premiers signes de la décadence, jusqu'aux villes chinoises du boulevard des Capucines, en passant par la démolition de la Bastille ou une vue de Notre-Dame flanquée de l'ancien Hôtel Dieu, c'est à une véritable promenade à travers un Paris populaire, gai et pittoresque, où les promeneurs à pied avaient droit de cité, que nous conduit la société des Amis de la bibliothèque historique et la société archéologique. Le vieux papier, maître d'œuvre de l'exposition.

A côté de ces estampes, qui fixent la vie quotidienne d'une grande ville, on peut voir aussi sur les murs de l'hôtel Lamoignon toute une série de vieilles gravures, œuvres des maîtres imagiers des rues Montorgueil et Saint-Jacques, dont les plus amusantes sont d'étonnantes jeux de société aux couleurs éclatantes : jeux de cartes, mais aussi le bon vieux jeu de foie, de toutes les enfances, le jeu de la sphère, l'étrange « jeu des jules », mais aussi ceux qui rappellent les « Ois de Paris », ou les « Monuments de Paris ».

Après les jeux, voici les estampes qui exaltaient la vie militaire : feuilles de soldats en ligne, brevets d'arts martiaux, bâton, sabre, groupant des personnages aux uniformes variés sans oublier toute la série de marcheurs d'Empire. Des estampes pour parents, para-t-on, éventuels cadrons d'honorables, images pieuses, complètent cette collection unique, et c'est aussi toute l'imagerie parisienne avec sa diversité et sa richesse qu'on trouvera à la Bibliothèque historique de Paris.

A. J.

\* Imagerie parisienne. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel Lamoignon, 24, rue Pavée. Octobre-décembre 1977.

## Des places de garage disparaissent

## Les « publics » gagnent sur les « commerciaux »

« Nous sommes étonnés, notre profession ne peut plus faire face à des charges galopantes tandis que nos prix demeurent strictement réglementés », comme on les appelle à la préfecture de Paris.

Les difficultés de la profession ne datent pas d'hier. Chiffres en main, les responsables de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile le prouvent. « Le nombre des garages est passé de 930 à 616 de 1969 à 1975, expliquent-ils. Dans le même temps, le nombre de places offertes est passé de 138 343 à 92 595. Si cela continue, en 1980 nous ne pourrions mettre à la disposition des Parisiens que 40 000 places. »

La raison de cette hématémie ? « La discrimination qui existe entre garages publics et privés. » Discrimination tarifaire tout d'abord : « Les prix de nos places varient entre 100 et 250 F », remarque M. François Concord, patron d'un parking place de la Madeleine, en glissant un regard d'envie vers le parc public qui plonge au pied des colonnes de l'hôtel et où les emplacements sont loués 400 F par mois environ : « Nos prix sont fixés par la préfecture de Paris (entre 90 et 300 F), dit-il, ils augmentent de 5 F par an tandis que la progression de nos charges est vertigineusement galopante. Au cours des trois dernières années, la hausse de nos loyers par exemple a été de 43 % ».

Mais la revendication tarifaire s'ajoute à un autre aspect : à la chambre syndicale, on souligne en effet que cette discrimination se double d'une « injustice réglementaire ». « Nous sommes responsables de nos emplacements et des biens, contrairement aux gérants des parcs publics, constatent les responsables de la chambre syndicale. Cela nous oblige à employer des gardiens jour et nuit. Nous ne demandons pas l'autorisation de « rattraper » les tarifs des garages privés : nous désirons seulement facturer à notre clientèle des services supplémentaires que nous leur offrons. D'autre part, pourquoi ne pas modifier les tarifs ? Pourquoi les propriétaires d'une Mercedes paieraient-ils le même prix que celui d'une petite voiture qui tient moins de place ? »

Les « gros », ceux qui offrent plus de 350 emplacements, semblent avoir payé le seul de la rentabilité car ils multiplient les activités annexes : location de

voitures, travaux de carrosserie, prestation de services ; les autres constatent qu'« on leur impute des charges supplémentaires » en maintenant la réglementation stricte de leurs prix » ferme boutique les uns après les autres. Les deux dernières « victimes » de cette situation sont les garages Vauban, rue Bixio (7<sup>e</sup> arrondissement) et le garage Lowendal (7<sup>e</sup> arrondissement).

Du côté de la mairie de Paris on reconnaît que la situation des garages commerciaux est difficile. Mais les responsables peuvent constater que mesures prises pour arrêter l'hémorragie n'ont pas jusqu'à présent été efficaces.

## « Si peu rentable... »

Une première réforme avait pour objet de favoriser la construction de garages commerciaux dans la capitale. Jusqu'à ces dernières années, les garages étaient considérés non comme des équipements mais comme n'importe quelle construction et, au lieu d'appliquer les coefficients d'occupation des sols (COS) sur la surface du terrain, on les garages offraient, pour des dimensions et des surfaces de plancher bien supérieures et leurs COS risquaient de dépasser ceux qui sont autorisés dans la capitale.

Depuis la loi Galley sur la réforme foncière, en 1975, cette contrainte est supprimée. Les garages sont désormais considérés comme des équipements et échappent au COS. Mais une activité « si peu rentable » n'a pu mobiliser les énergies et aucun garage nouveau n'a encore été construit.

La seconde mesure vise à consacrer le patrimoine de la capitale : la Ville de Paris s'est, en effet, ménagé un droit de préemption au cas où les garages seraient mis en vente. Droit qui est resté lettre morte puisque l'intendance n'a pas suivi et que la Ville n'a pas dérogé à ces règles nécessaires à l'application de cette décision.

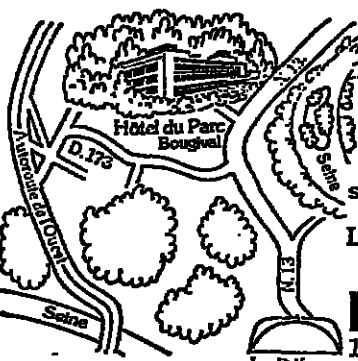
Reste la réforme qui redonne rait le goût de vivre à la profession : celle des tarifs. Actuellement, affirme-t-on à la préfecture de Paris, « les discussions se poursuivent au niveau national et au niveau départemental entre la profession, le ministère des finances et la préfecture ». Mais elles ne se sont pas encore concrétisées.

En attendant, cinq mille emplacements disparaissent chaque année...

## Renoir, Manet, Sisley aimaient la douceur des bords de Seine à Bougival.

### A l'Hôtel du Parc, vous comprendrez pourquoi.

C'est ici qu'aimaient travailler les impressionnistes. C'est ici qu'ils venaient se détendre et partager les plaisirs de la table entre amis. C'est ici, face à l'île de la Chaussée, que l'Hôtel du Parc ouvre ses portes. Un hôtel pas tout à fait comme les autres, avec la Seine qui coule à ses pieds et le Parc de Bougival juste derrière lui. Ses chambres - il y en a 175 - toutes avec salle de bains, téléphone, télévision, bar privé. Son patio et sa piscine, son bar et ses



salons, son restaurant où règne Daniel Gardone, Maître Queux de la nouvelle cuisine française, tout ici incite au repos, renoue avec les traditions du passé. Quant à ceux qui veulent se mettre « au vert » pour travailler, ils apprécieront sûrement la gaieté et le confort des salles de conférences (totalement isolées phoniquement), la perfection des équipements. Loin du bruit, dans la lumière et la verdure. L'Hôtel du Parc de Bougival est à côté de Paris. Tout à côté.

## HOTEL DU PARC DE BOUGIVAL

10-12, rue Yvan Tourgueneff - 78380 Bougival - Tél. 918.17.16 - Tél. 695.580.

هكذا من الأصل





Le Monde

## économie

## A L'ÉTRANGER

## Le gouvernement britannique fait face à de nombreuses revendications salariales

De notre correspondant

Londres. — Après plusieurs semaines de bonnes nouvelles, qui avaient fait naître un optimisme prématuré, le gouvernement britannique doit de nouveau faire face à des difficultés sociales sérieuses. La livre, qui était montée en flèche au début de la semaine dernière, est retombée après la décision des mineurs de maintenir des revendications de salaires de l'ordre de 80 %. Le gouvernement ne peut pas, non plus, ignorer les demandes d'augmentation des pompiers, des travailleurs municipaux (30 %), des officiers de la marine marchande (17 %) et des dockers (17 à 30 %).

## Une grève très impopulaire

Dans les négociations qui s'ouvrent cette semaine, l'Office des charbonnages a laissé entendre aux mineurs qu'il est disposé à accepter une hausse supérieure à 10 % à partir de mars prochain, puis à négocier un nouvel accord de salaire qui donnerait satisfaction aux mineurs en 1979. En d'autres termes, le gouvernement est prêt à tolérer un dépassement de la limite des 10 % en échange du respect, par les mineurs, de la règle dite des douze mois, qui impose aux syndicats un délai d'un an avant de négocier de nouveaux accords de salaires. Dans

l'immédiat, le Coal Board envisagerait de négocier sur une base régionale des accords de productivité avec les organisations syndicales locales. De toute évidence, le gouvernement veut gagner du temps. D'ici à mars, des accords de salaires auront été négociés dans les autres secteurs industriels, à l'abri du « mauvais exemple » des mineurs. D'autre part, au printemps, la consommation de charbon diminue, affaiblissant ainsi la position des mineurs.

Pour le moment, M. Scargill, le leader des mineurs du Yorkshire, et de la gauche de la fédération, semble vouloir éviter un affrontement. Il ne peut compter ni sur la sympathie de l'opinion publique ni, surtout, à la différence de 1974, sur l'appui du mouvement syndical.

Le conflit potentiel avec les mineurs éclipsa la grève sauvage

perdue de quatre mille ouvriers de l'électricité, sur un total de

trente mille, qui, défiant les instructions de leur propre syndicat

et des dirigeants du mouvement syndical (TUC), imposent au pays

des coupures de courant intermittentes, mais très gênantes. Les

leaders du TUC ont poussé les autorités à agir avec fermeté en

suspendant le paiement des salaires et primes aux grévistes. Les

cadres supérieurs et les ingénieurs de l'électricité, avec l'accord de

leurs syndicats, ont décidé de se substituer aux ouvriers défilants

pour assurer la bonne marche des centrales.

La grève est impopulaire au point que les responsables du

mouvement ont préféré rester dans l'anonymat. Les directions locales

de l'électricité reçoivent de très nombreux coups de téléphone

d'usagers furieux. Un patron d'hôtel a refusé une chambre à

M. Murray, secrétaire général du TUC, alors que celui-ci venait

justement de prêcher la conciliation.

HENRI PIERRE.

## La candidature de l'Espagne à la C.E.E.

## M. ADOLFO SUAREZ EST HOSTILE À UNE NÉGOCIATION PAR ÉTAPES

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'Espagne aidera la Commission de Bruxelles à élaborer l'avis qu'elle doit établir concernant la candidature de Madrid à la C.E.E. Cet avis, qui sera transmis aux États avant la fin de 1978, doit, avant l'ouverture des négociations, identifier les problèmes à régler et suggérer des solutions pour les résoudre. La promesse de cette collaboration administrative est apparemment le seul résultat concret de la visite rendue le 4 novembre par M. Suarez à la Commission européenne.

Le premier ministre espagnol, au cours d'une conférence de presse, s'est déclaré opposé à l'idée d'une période de pré-adhésion ou,

ce qui reviendrait à peu près au même, d'une négociation par étapes.

Quant au problème agricole, il a demandé que soit enfin entreprise une étude approfondie des difficultés et dommages susceptibles de résulter de l'élargissement de la C.E.E. Une telle évaluation est nécessaire pour que l'Espagne sache à quoi s'en tenir et, le cas échéant, envisage une réforme de sa propre politique agricole.

De la tournée qu'il vient d'entreprendre dans les capitales du Marché commun M. Suarez retire le sentiment que toutes les forces politiques démocratiques ont la volonté d'appuyer l'adhésion de l'Espagne à la Communauté. — F.H.

## UN AN APRÈS LA FIN DES HOSTILITÉS

## Le Liban fait sa rentrée sur le marché financier international

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Liban s'apprête à lancer sur le marché international un emprunt de 150 millions de dollars (150 millions) destinés au financement de ses projets de développement et de reconstruction. Sept grandes banques en seront probablement les chefs de file : une américaine, la Bank of America ; trois françaises : la Banque de l'Indochine et de Suez, la B.N.P. et le Crédit lyonnais ; trois arabes-étrangères : l'U.A.B.F., la B.A.I.L. et l'Arab-Morgan Grenfell. Leurs représentants sont attendus, mardi 8 novembre à Beyrouth, pour une mise au point des conditions de l'emprunt qui seraient les suivantes : durée, sept ans dont trois ans de différé, avec un taux d'intérêt égal à celui des euro-dollars à six mois majoré de 1/8 % à 1 1/4 %.

Pour le ministre des finances, M. Farid Raphaël, cet emprunt consacrera la réinsertion du Liban sur le marché financier international et y consolidera sa position. C'est en effet le premier emprunt « non politique » qu'il conclura depuis la fin de la guerre sur son territoire. Il y a bientôt un an. Le succès de l'opération démontrera la confiance des banques internationales dans la situation financière du Liban qui demeure fondamentalement saine malgré 2,5 milliards de dollars de dégâts et 9 milliards de dollars de manque à gagner et de pertes en revenus, consécutifs aux hostilités.

Selon les données disponibles de source sûre, l'endettement public libanais à l'égard de l'étranger n'était, à la fin d'octobre 1977, que de 28,3 millions de dollars de crédits utilisés, auxquels s'ajoutent des crédits non encore utilisés totalisant 258,65 millions de dollars, sans compter les dons obtenus d'organismes financiers (BIRD - Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Banque mondiale, Fonds arabe pour le dévelop-

pement économique et social) que de certains États (M. Abou-Dhabi, États-Unis, Allemagne fédérale).

Le total des crédits étrangers libanais ne représente que 8 % du budget de l'État. L'ensemble des facilités de crédit représentait 20,2 % du P.N.B. en 1977.

A ces données s'ajoute que le libanais demeure exceptionnellement solide, sa couverture or et ses réserves de 101 % malgré tirages effectués durant la guerre bien que l'or soit comptabilisé à 42 dollars l'once. L'endettement libanais à l'égard de la Banque mondiale, qui a atteint durant les dix mois de guerre et l'immédiat après-guerre 953 millions de dollars, a été ramené à ce niveau depuis mars 1977. Le déficit budgétaire, le déficit budgétaire étant couvert par des emprunts extérieurs.

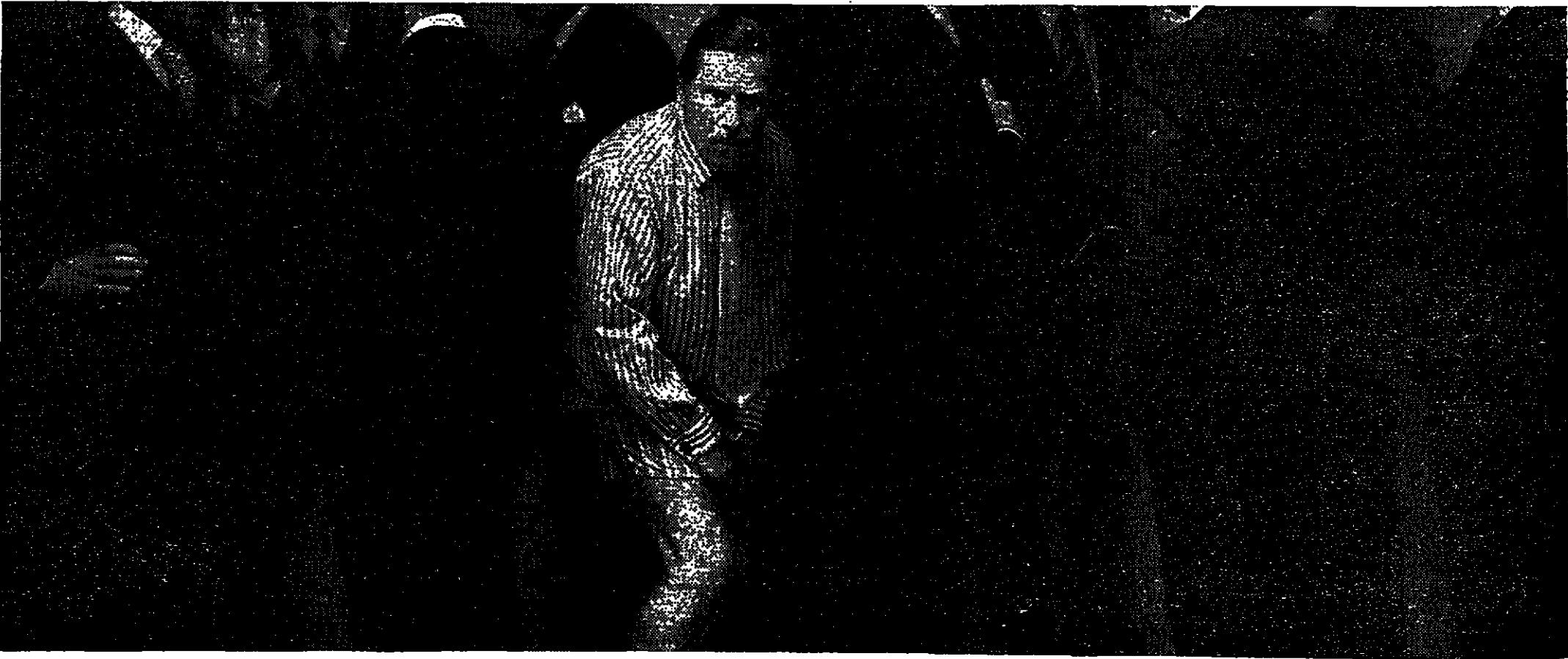
L'emprunt international de 150 millions de dollars en voie de conclusion sera donc en aucun cas destiné à combler le déficit budgétaire. Il servira au financement de projets spécifiques ont été et la reconstruction du centre ville pas non plus comprise dans l'opération, un accord spécial escompté pour cette importante raison avec l'Arabie Saoudite. — L.

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● Le nombre de chômeurs R.F.A. a augmenté de 43 100 mois d'octobre, pour s'établir à 954 000. Le taux de chômage de 4,3 % de la population (contre 4 % en septembre), nombre de chômeurs partiels aussi accru au cours du d'octobre, passant de 40 100 à 197 900 personnes.

observateur  
**Faits & Chiffres**  
vient de paraître

**LA CEGOS**  
organise  
**LE TROISIÈME SÉMINAIRE INTERENTREPRISES**  
sur la  
**RECHERCHE COLLECTIVE D'AMÉLIORATIONS**  
les 7 et 8 décembre 1977  
à Versailles  
A l'intention des dirigeants qui veulent améliorer simultanément l'efficacité et le climat social de leur entreprise  
Pour tous renseignements sur ce séminaire, vous pouvez vous adresser à Catherine BOUCHEZ - CEGOS - Tél. 778-16-49.



## Ressentez-vous cette impression lorsque votre ordinateur vous lâche?

## Alors couvrez-vous avec l'informatique répartie.

Aujourd'hui, votre ordinateur ne compte pas uniquement de l'argent. Il en produit. Aussi, quand il vous lâche, même pour peu de temps, vous vous sentez désemparé. Et c'est toujours désastreux, particulièrement quand cela perturbe un service dans une banque, une compagnie d'assurances, un réseau de distribution. Nous vous offrons le moyen de vous couvrir et, simultanément, de pallier les faiblesses de votre organisation. Ce moyen, c'est l'informatique répartie. L'ordinateur au cœur de l'application. Dans les bureaux, entrepôts, usines. Partout où une plus grande efficacité est recherchée.

Pour accéder à l'informatique répartie, utilisez les ordinateurs de Digital Equipment. Ils sont compacts, robustes et faciles à mettre en œuvre. Par leur conception modulaire, ils sont également économiques et peuvent évoluer en fonction de vos besoins. Ils ne remplacent pas votre ordinateur central. Ils le déchargent de certaines tâches et le suppléent en partie si nécessaire. Chaque système de Digital Equipment peut être autonome. Ou relié à un matériel équivalent ou plus puissant, tel le DECsystem-10 capable de gérer une base de données considérable. Ou encore connecté à votre ordinateur central.



L'informatique répartie, un concept souple qui a déjà fait ses preuves dans les plus grandes entreprises européennes. Une solution fiable que vous mettrez en pratique pas à pas. Premier pas : informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie. Notre expérience est fondée sur plus de 90 000 installations à travers le monde. Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saarinen, Silic 225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33. Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.

digital

**Digital Equipment Corporation**  
L'informatique répartie pour une gestion efficace.

هكذا من الأصل



Nombreux sont aujourd'hui les lecteurs qui demandent à l'Histoire d'être autre chose qu'une suite d'événements et d'images d'Epinal. L'Histoire de la France Contemporaine de 1789 à nos jours constitue la première collection publiée en France donnant un tableau complet du patrimoine de tout un peuple.

# Histoire de la France contemporaine

de 1789 à nos jours

"Sans a priori ni préjugés mais avec passion" Jean Elleinstein.

Pour la première fois, en effet, est proposée au public une histoire contemporaine globale de la France, pensée, conçue comme une totalité. L'étude des phénomènes historiques permet de mieux saisir la véritable personnalité de notre pays, ses traditions démocratiques, et de dégager les voies de notre devenir. Mais l'histoire d'un pays est faite et vécue par les hommes; aussi, cet ouvrage aborde-t-il tous les aspects de la civilisation française, histoire économique, sociale, politique, culturelle, mais aussi histoire des idées, us et coutumes, évolution des mentalités. Ecrite par des historiens qui n'hésitent pas à remettre en cause les notions établies pour découvrir le fait historique dans son authenticité, l'Histoire de la France contemporaine constitue véritablement la première histoire du peuple de France.

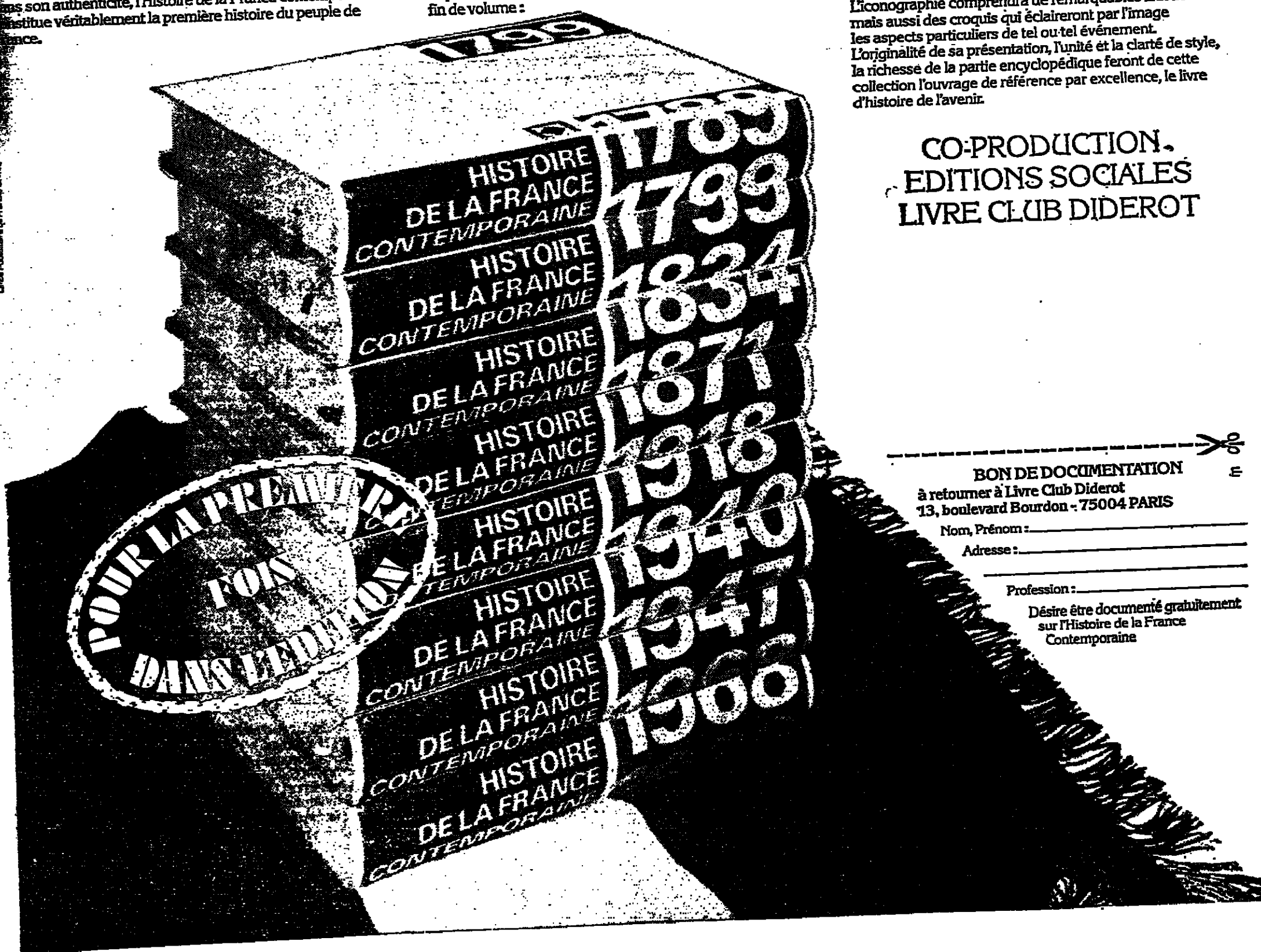
Réalisée par un collectif d'historiens parmi les plus compétents : Jean-Paul Bertaud - Roger Bourderon - Jean Bruhat - Jean Elleinstein - Jean Gazon - Florence Gauthier - François Hincker - Claude Mazauric - Maurice Moissonnier - Albert Soboul - Danielle Tartakovski - Claude et Germaine Willard.  
COLLECTIF ANIME PAR JEAN ELLEINSTEIN.

**Présentation :**  
Cet ouvrage comprendra 8 volumes reliés toile élégamment présentés. Le tome I traitant "Des origines à 1789", le dernier de "1968 à 1980". La partie encyclopédique très importante, le quart de l'ensemble, regroupera en chaque fin de volume :

- des biographies, 2.400 pour les 8 tomes, soit un véritable dictionnaire historique des personnages,
- une chronologie très détaillée au moyen de tableaux synoptiques faisant apparaître les concordances événementielles tant sur le plan politique, scientifique que culturel,
- des filmographies et discographies replacées dans leurs contextes historiques,
- des bibliographies commentées des titres essentiels français et étrangers sur l'époque ou le personnage.

**Les sources de l'historien :**  
Présentation par les auteurs de documents en facsimilé qui permettent aux lecteurs de suivre les méthodes de recherche et d'investigation. L'iconographie comprendra de remarquables illustrations mais aussi des croquis qui éclaireront par l'image les aspects particuliers de tel ou tel événement. L'originalité de sa présentation, l'unité et la clarté de style, la richesse de la partie encyclopédique feront de cette collection l'ouvrage de référence par excellence, le livre d'histoire de l'avenir.

CO-PRODUCTION.  
EDITIONS SOCIALES  
LIVRE CLUB DIDEROT



BON DE DOCUMENTATION  
à retourner à Livre Club Diderot  
13, boulevard Bourdon - 75004 PARIS

Nom, Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Désire être documenté gratuitement  
sur l'Histoire de la France  
Contemporaine

## Observatoire Faits & Chiffres vient de paraître

(PUBLICITE)  
ROYAUME DU MAROC  
OFFICE REGIONAL DE MISE EN  
VALEUR AGRICOLE DU GHARB  
KENITRA  
AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS  
DU CONCOURS INTERNATIONAL  
N° 2/77  
La date de la remise des prix  
relatifs au concours international  
n° 2/77 - fourniture transport  
et montage du matériel électro-  
mécanique destiné à l'équipe-  
ment de 2 stations de pompage  
de prise d'eau sur l'Oued Sebou  
SPC3 et SPN initialement fixée  
le 21 octobre 1977 - 8 Koada  
1397 est reporté au 30-11-1977  
(18 Hjs 1397) à 12 heures.

## Chefs d'entreprise, votre expérience nous intéresse.

Lutte contre les nuisances, amélioration des  
conditions de travail, protection de l'environne-  
ment...

Si, dans l'un ou l'autre de ces domaines, vous  
menez une action originale, faites-le savoir.

Vous pouvez gagner l'Oscar de l'Environnement.  
Ce concours est lancé par la **Chambre de  
Commerce et d'Industrie de Paris**, avec la  
collaboration de l'Usine Nouvelle. Pour récom-  
penser les initiatives des entreprises d'Ile-de-  
France et mieux les faire connaître.

Ces Oscars seront décernés en février par un  
jury composé de personnalités du monde éco-  
nomique, de l'administration et de la presse.  
Peut-être à vous.

Demandez votre dossier en téléphonant au  
SERVICE DE PRESSE ET DES RELATIONS EXTERIEURES  
DE LA C.C.I.P., tél. 359.21.56 ou 57 - 225.40.39,  
avant le 30 NOVEMBRE 1977.  
(La clôture des inscriptions est fixée au 30.)

**LES OSCARS  
DE L'ENVIRONNEMENT  
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARIS**

## ÉCONOMIE - SOCIAL

### ÉNERGIE

Après la tournée de M. Blumenthal au Proche-Orient

### Vers la stabilité du prix du pétrole ?

A l'approche de la réunion  
annuelle de l'OPEP sur les prix  
du pétrole, prévue pour le  
20 décembre, à Caracas (Vene-  
zuela), voyez les dirigeants  
iranien et saoudien ne peuvent  
que souscrire. Ils n'ont aucun  
intérêt à voir se développer à  
leurs frontières des foyers de  
contestation qui risqueraient  
d'être contagieux à l'intérieur  
même de leur pays.

Bagdad sera-t-il entendu ? Rien  
n'est moins sûr. M. Blumenthal,  
secrétaire américain au Trésor,  
semble convaincu que « le prix  
du pétrole restera stable pendant  
une certaine période de temps »,  
et qu'il n'y aura pas « d'augmen-  
tation pour 1978 ». Une déclara-  
tion américaine de plus, dire-  
tion. Voir. Car, en ce mois de  
novembre 1977, elle s'inscrit  
dans un nouveau contexte géo-  
politique.

### Une nouvelle stratégie

Le secrétaire américain revient  
d'un long périple au Proche-  
Orient, où il a eu de nombreux  
entretiens, en particulier en Iran  
et en Arabie Saoudite. Si les  
communiqués officiels ont été  
fort discrets, il semble bien que  
M. Blumenthal ait longuement  
discuté avec ses interlocuteurs de  
la nouvelle politique que l'admini-  
stration Carter tente de mettre  
en place dans cette région du  
monde, où les Etats-Unis ne  
souhaitent plus apparaître en  
première ligne. Pendant des  
années, appliquant la devise  
« diviser pour régner », ils ont  
joué sur l'antagonisme entre  
Téhéran et Ryad. Aujourd'hui, on  
semble, à Washington, revenir  
sur cette stratégie. On souhaite-  
rait utiliser l'Iran et l'Arabie  
Saoudite comme « intermé-  
diaires », pour contenir l'in-

fluence soviétique et celle des  
régimes « progressistes » du  
Proche-Orient et en Afrique. Un  
objectif auquel les dirigeants  
iranien et saoudien ne peuvent  
que souscrire. Ils n'ont aucun  
intérêt à voir se développer à  
leurs frontières des foyers de  
contestation qui risqueraient  
d'être contagieux à l'intérieur  
même de leur pays.

L'Iran et l'Arabie Saoudite  
seraient donc appelés à jouer les  
rôles de tuteur et de banquier  
pour financer les investis-  
sements, non seulement écono-  
miques, mais aussi, et surtout,  
militaires, d'un certain nombre  
de pays : Egypte, Soudan, Som-  
alie, Yémen du Nord. Ainsi, le  
Soudan négocie actuellement de  
très importants achats d'armes,  
qui seront directement payés  
par les Saoudiens.

La mise en œuvre de cette  
nouvelle politique impliquerait  
que Ryad et Téhéran norma-  
lisent quelque peu leurs rela-  
tions. Un des principaux sujets  
de friction était depuis des  
années, constitué par la politique  
en matière de prix du pétrole,  
l'Iran étant partisan de la hausse  
et l'Arabie Saoudite de leur  
stabilisation. Le rapprochement  
voulu et souhaité par les Etats-  
Unis entre les deux pays pour-  
rait donc avoir pour consé-  
quences un certain alignement  
de leurs positions à l'intérieur  
de l'OPEP. Les déclarations du  
chah à News Week de ce lundi  
7 novembre sont, à cet égard,  
significatives. Le souverain ira-  
nien, qui s'entretenait, jeudi  
15 novembre, à Washington, avec  
le président Carter, a, en effet,  
déclaré à notre confrère que son  
pays était « fatigué de toujours  
tenir la vedette aux réunions de  
l'OPEP, d'être traité de faucon  
et accusé de causer souffrances  
et misère aux économies occi-  
dentales ». Nous serons specta-  
teurs à Caracas. Quiconque veut  
prendre l'initiative d'une hausse  
des prix du pétrole le peut.  
Mais nous ne le ferons pas.

J.-M. Q.

### LA FRANCE ET L'ESPAGNE POURRAIENT RENFORCER LEUR COOPÉRATION DANS LA CONSTRUCTION D'AUTOMOBILES

M. Alberto Oliart, ministre  
espagnol de l'Industrie et de  
l'Énergie, a quitté Paris le ven-  
dredi 4 novembre dans la matinée  
après un séjour officiel de deux  
jours. Au cours de ses entretiens  
avec son homologue français,  
M. Monory, trois thèmes ont été  
abordés : l'entrée éventuelle de  
l'Espagne dans le Marché com-  
mun ; l'accroissement du com-  
merce franco-espagnol (14,3 mil-  
liards de francs en 1976) et son  
rééquilibrage, puisque la France n'a  
exporté en 1976 que pour 6,8 mil-  
liards de francs alors que l'Espagne  
nous a vendu pour 7,47 milliards  
de francs ; enfin la coopération  
industrielle franco-espagnole. Il  
s'agit, selon les deux ministres,  
de « mettre sur pied des industries  
communes » implantées, selon les  
cas, en France ou en Espagne,  
qui « fabriqueraient non seule-  
ment pour les deux marchés  
(100 millions de consommateurs),  
mais aussi pour l'exportation ».

Selon M. Monory, plusieurs  
dossiers précis ont été ouverts.  
Dans l'automobile, Citroën. Peu-  
geot et Renault participent  
ensemble à l'extension  
d'unités de production en Espa-  
gne. Des études vont s'engager  
pour parvenir à une coopération.  
D'une part dans les poids lourds  
(Renault-Véhicules industriels et  
Pegaso) et d'autre part dans les  
équipements automobiles (spécia-  
lisation de chaque côté des Pyr-  
nées et exportation croisée).  
Dans le secteur de la télévision,

M. Monory a évoqué le pro-  
jet d'implantation d'une usine  
tubes TV couleur en Espagne.  
Vidéocolor (filiale de Thomson)  
apporterait sa technologie, sa  
expérience et serait actionnaire  
minoritaire (20 à 25 %) d'une  
usine produisant environ 500  
tubes couleur par an (1). M. Mo-  
nory a également évoqué une  
possible coopération dans l'at-  
tomique, les télécommunications  
par satellite, le nucléaire (Pe-  
matome pourrait vendre une ce-  
ntrale de 900 MW), la sidérur-  
gie (projet de gazoline en  
mun) et l'aéronautique.

Ces entretiens ont per-  
mis-t-il, d'améliorer quel-  
que peu les relations franco-  
espagnoles, qui s'étaient dégradées  
après la visite, jugée « déce-  
nante » par les milieux espagnols,  
M. Suarez en France, en oc-  
tobre. Toutefois, pour les Es-  
pagnols, la plupart des projets é-  
voqués par M. Monory ne pour-  
raient se concrétiser que dans le  
cadre d'une véritable coopération  
au sein de la France. Celle-ci reste  
à M. Oliart, étroitement liée à  
la conclusion d'un « accord gé-  
néral entre les deux pays », accord  
passé par l'entrée de l'Espa-  
gne dans le Marché commun.

(1) En ce qui concerne la  
usine M. Monory s'est assu-  
ré que quelque peu avancé, puisque le  
premier contact officiel entre Vidéocolor  
et les autorités espagnoles n'a  
lieu que... jeudi matin.

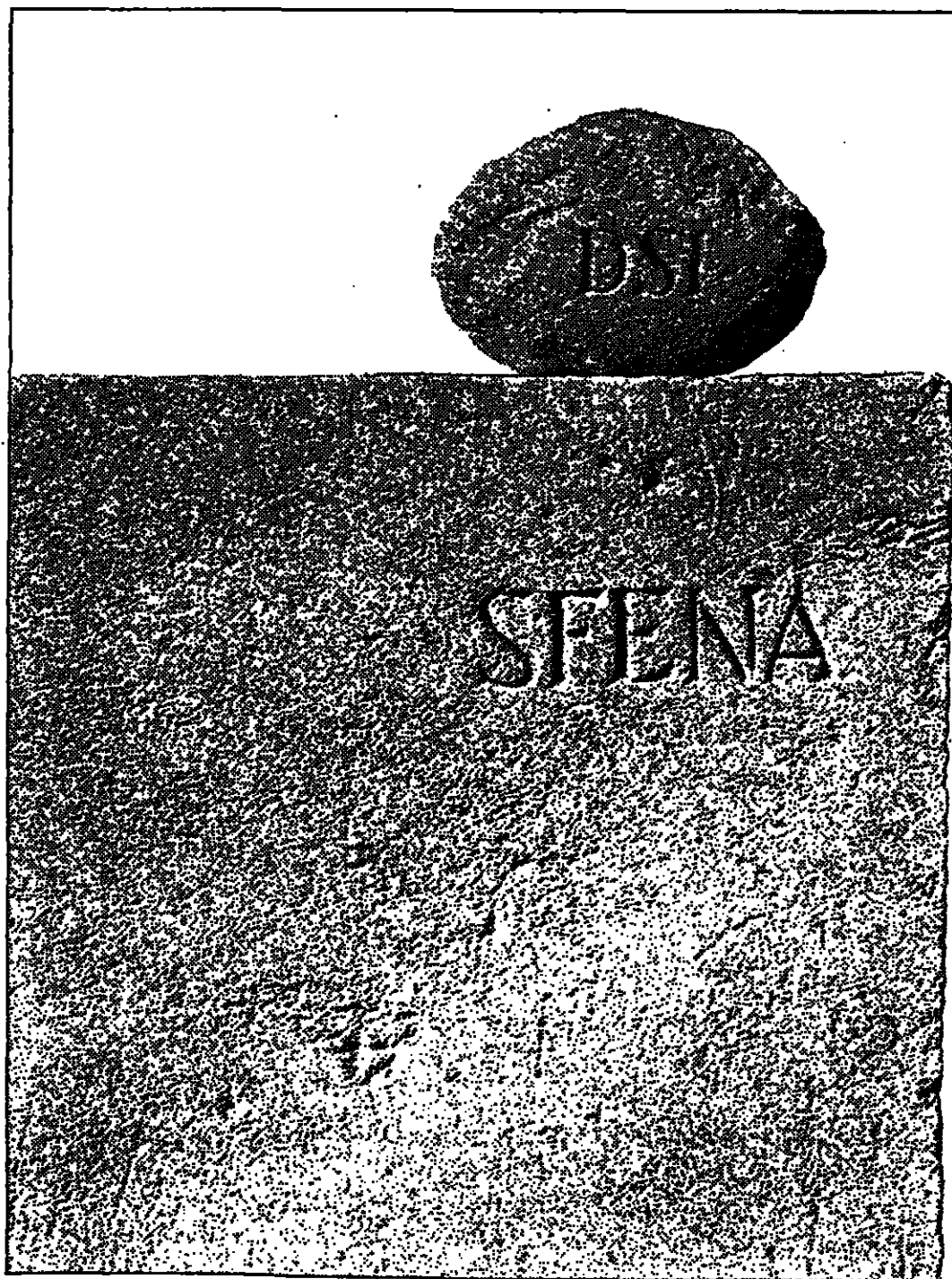
### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	QUATRE MOIS
	+ Bes + Rest	Reo + ou Dép.	Reo + ou Dép.	Reo + ou Dép.
\$ U.S. ...	4,8460 4,8430	+ 60 + 50	+ 130 + 120	+ 450 + 400
\$ can. ...	4,2630 4,2680	+ 40 + 75	+ 95 + 130	+ 240 + 200
Yen (100) ...	1,9480 1,9510	+ 90 + 120	+ 160 + 190	+ 470 + 400
D.M. ....	2,1460 2,1490	+ 80 + 100	+ 170 + 200	+ 570 + 500
Florin ...	1,9910 1,9950	+ 60 + 80	+ 120 + 150	+ 380 + 300
F.R. (100) ...	13,7130 13,7220	+ 240 + 240	+ 490 + 490	+ 1.540 + 1.540
F.S. ....	2,1940 2,1980	+ 120 + 150	+ 250 + 270	+ 700 + 600
L. (1 000) ...	5,5090 5,5150	+ 200 + 190	+ 400 + 390	+ 1.600 + 1.500
S. ....	8,7670 8,7790	+ 300 + 330	+ 530 + 600	+ 1.370 + 1.300

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	31/2	4	5 3/8	5 7/8	6 3/4	7	7 3/8	8
D.M. ....	3 1/2	4	5 3/8	5 7/8	6 3/4	7	7 3/8	8
\$ U.S. ....	3 3/8	3 3/4	4 1/8	4 1/2	5	5 1/4	5 3/8	5 3/4
Florin ...	4 1/2	5 1/4	6 1/4	6 3/4	7	7 1/4	7 3/8	8
F.R. ....	1/4	1	1 1/2	2	2 1/4	2 1/2	2 3/4	3
L. (1 000) ...	14	14	14	14	14	14	14	14
S. ....	3 1/4	4 1/4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4
F. France ...	8 3/4	9 3/4	10 1/4	11	12 3/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interban-  
caire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une gra-  
nd banque de la place.



## SFENA.DSI : les Grands de l'informatique nous pardonneront de dire pourquoi nous sommes aussi solides qu'eux

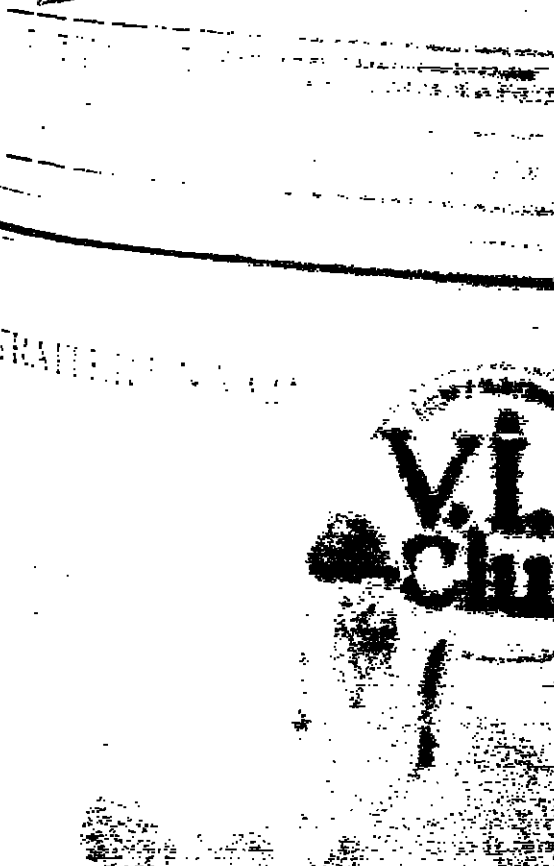
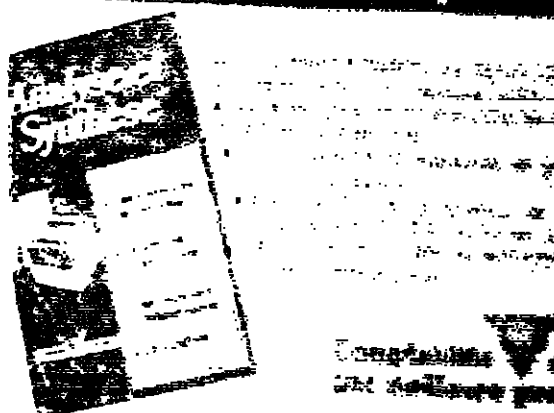
«Êtes-vous bâtis sur le  
sable ou sur la roche ?»  
Question souvent posée  
aux constructeurs  
de matériel informatique.  
Nous ne pouvons pas  
répondre pour les autres. Mais pour nous, si.  
Nous sommes SFENA DSI. Vous connaissez nos  
équipes comme spécialistes du télétraitement,  
et cela, depuis six ans !  
Nos ordinateurs, conçus et fabriqués  
en France, ont accru sensi-  
blement les possibilités de cette  
technique de base : ils  
distribuent sans contrainte  
l'énergie informatique là où il le faut.  
Et ils ont du succès.  
Vous savez aussi que notre taille nous permet  
d'être souples et disponibles pour réagir effi-  
cacement à chaque situation. Mais vous vous demandez quelquefois,  
avec un soupçon d'inquiétude, « Quel peut être leur poids ? »

Voici la réponse.  
Il y a quelque un derrière nous.  
La SFENA\* : Société française d'économie mixte, fondée  
sur la passion d'entreprendre. 30 ans d'existence. 2.400 personnes.  
CA 1975 : 306 millions de francs, 1976 : 432 millions de francs.  
La solidité. La rentabilité.  
Mais aussi - mais surtout - la SFENA est un univers industriel de  
pointe. Quatre faits :  
1 - sa compétence en technologies électroniques avancées (pilotes  
automatiques de Concorde et d'Airbus).  
2 - son savoir-faire en réseaux d'acquisition et de traitement de données.  
3 - sa capacité de production (un chiffre : 150 calculateurs par mois).  
4 - sa filiale et ses deux licenciés aux USA.  
Nous sommes (DSI) la Division des Systèmes Informatiques de la  
SFENA. Vous avez un « petit constructeur » peut disposer d'une  
grande surface technologique et financière.

10 bis, rue Paul Doumer - BP 39  
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY  
Tél. : 946.96.38  
**SFENA DSI**  
l'optimum d'autonomie informatique  
\*Société Française d'Équipements pour la Navigation Aérienne

Les ouvriers de Lip se pen-  
chent sur la reconstruction de leur

États pour l'UNU !  
une initiation  
au décalque



مكتبة من الأصول



SOCIAL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**M. BERGERON (F.O.) :** nous n'avons pas renoncé aux armes traditionnelles des syndicats.

(De notre correspondant.)  
Limoges. — Venu en Corrèze présider le congrès départemental Forces ouvrières, M. André Bergeron a réaffirmé sa satisfaction au lendemain de son entretien avec le premier ministre. « À ceux qui s'étonnent de nos rencontres avec le pouvoir, nous leur disons que nous ne sommes pas des hommes de la rue, nous sommes des hommes de la rue. »

**Les ouvriers de Lip se prononcent sur la «réanimation» de leur usine**

De notre correspondant  
Besançon. — L'assemblée générale des chômeurs de Lip devrait se prononcer, au début de cette semaine, sur un projet de «réanimation» de l'usine de Palente. Selon ce projet, qui a toutes chances d'être adopté par la majorité des cinq cents ouvriers et ouvrières qui participent encore aux activités de l'entreprise occupée, il s'agirait de rassembler le personnel en coopérative ou, à défaut, de créer une société anonyme ou une S.A.R.L.

Les deux groupes qui se sont déjà constitués dans le public et devaient par souscription permettre le rachat des stocks de matières premières à l'abri par le personnel. Rentrant dans la légalité, les Lip, qui ont longtemps refusé de se constituer en coopérative ouvrière de production, estiment qu'après dix-huit mois de silence gouvernemental la formule peut s'admettre comme une stratégie de combat.

**MATIÈRES PREMIÈRES**

**LE CONGRÈS ANNUEL DE LA RÉCUPÉRATION S'EST OUVERT À GENÈVE**

Le congrès annuel du bureau international de la récupération, dont le siège est à Bruxelles, s'est ouvert lundi 7 novembre à Genève pour se terminer mercredi. Ce bureau, qui a des adhérents dans tous les pays, se propose de réunir les déchets de la récupération de la ferraille, des métaux non ferreux, des déchets textiles, des vieux papiers et du verre.

**ISRAËL NE QUITTERA PAS L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

Israël ne quittera pas l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), telle est la décision qui a été prise par le gouvernement israélien, dimanche 6 novembre, alors que le départ des États-Unis était en partie motivé par l'attitude de l'O.I.T. à l'égard de l'État juif. Le cabinet israélien, qui a pris cette décision après consultation du gouvernement et des syndicats américains, estime que son retrait aurait fait le jeu des Arabes et aurait privé d'une tribune internationale.

Un millier de militants C.F.D.T. du Nord, de la Lorraine et de l'Alsace ont participé, samedi 5 novembre à Epinal (Vosges), à un rassemblement organisé sur le thème « Vivre et travailler au pays ». Parmi les stands installés dans toute la ville, on a remarqué ceux d'Unior-Trith, de Montferré, de Schimpf et des falenceries de Longwy. Plusieurs cortèges ont défilé dans les rues d'Epinal, avec notamment les mineurs de Lorraine, les mineurs de fer de Lorraine et les sidérurgistes lorrains.

**JAEGER**

L'évolution du marché automobile et plus particulièrement du poids lourd, qui connaît actuellement un certain tassement, a eu une influence sur les facturations du troisième trimestre de la société. Le chiffre d'affaires s'établit à fin septembre, à 476 315 000 F en progression de près de 4 % sur celui des deux premiers mois de 1977 qui correspondait à une activité exceptionnellement forte.

**SIMCO**

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre 1977 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a procédé à l'examen des comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours : le bénéfice d'exploitation s'élève à 33 638 980 F contre 30 606 328 F en 1976.

**SETFICO**

La situation provisoire du bilan arrêtée au 30 juin 1977 fait apparaître pour le premier semestre de l'exercice 1977, un bénéfice de 815 514 F contre 824 705 F pour le premier semestre 1976.

**LUCHAIRE S.A.**

Le chiffre d'affaires à fin septembre s'est élevé à 647 253 000 F, en progression de 11,9 % sur celui des deux premiers mois de 1977. Pour l'ensemble du groupe, il a atteint, au cours de la même période, 746 538 000 F contre 628 898 000 F.

**INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

**les Sicav du groupe Société Générale**

	Sigamer	Sigamer	Sigamer	Sigamer	Interfinance	Interfinance	Convergence
	Une large diversification	Un portefeuille international	Un équilibre entre valeurs françaises et étrangères	Un placement obligataire	Un choix de valeurs de croissance	Une sélection de titres de premier plan	Un placement en valeurs immobilières et en obligations convertibles
Valeur liquidative (F)	321,66	407,73	118,48	271,07	136,50	133,00	115,06
Coupon global (F) (date de paiement)	14,36	19,52	5,88	22,28	6,23	6,30	7,65
Actif net total (MF)	616,2	868,7	157,7	2310,0	134,3	130,7	200,9
France :							
- actions et obligations convertibles	23,18 %	9,60 %	26,80 %	17,16 %	7,30 %	26,80 %	53,00 %
- autres obligations	33,63 %	23,30 %	22,60 %	67,47 %	29,90 %	30,30 %	21,60 %
Etranger :							
- actions	41,06 %	63,20 %	46,20 %	6,33 %	62,30 %	39,50 %	23,00 %
- obligations et divers	1,83 %	3,90 %	4,40 %	9,04 %	0,50 %	3,30 %	2,40 %

**Thorn Electrical Industries Ltd**

**INTRODUCTION A LA BOURSE DE PARIS LE 8 NOVEMBRE 1977**

Entreprise familiale créée en 1928, THORN ELECTRICAL INDUSTRIES Ltd est devenue un groupe international de tout premier plan dans le secteur du matériel électrique. Principalement implanté en Europe, le groupe est aussi présent en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et dans d'autres parties du monde.

Quelques chiffres :  
- le groupe emploie 83 000 personnes dans le monde, dont 75 000 au Royaume-Uni et 8 000 dans des filiales implantées dans 17 pays différents.  
- son chiffre d'affaires consolidé, multiplié par 2 en 4 ans, dépasse, en 1977, 1 milliard de livres sterling et son bénéfice avant impôt, 100 millions de livres sterling.

Numéro 1 britannique dans les secteurs de l'électroménager et de l'électronique grand public (télévision et audio-visuel), THORN est aussi le premier producteur d'appareils d'éclairage, son activité d'origine. De plus, le groupe a acquis une grande renommée dans les secteurs du matériel électronique, de l'automatisation, de l'hydraulique, des outils de coupe et de l'équipement industriel.

Quelques exemples spécifiques :  
- premier sur le marché de la télévision au Royaume-Uni ;  
- principal fabricant anglais de réfrigérateurs, de congélateurs et de cuisinières à gaz et électriques, - seul producteur britannique de mixers.

THORN tire son originalité de son activité de location de téléviseurs, activité pour laquelle il occupe le premier rang dans le monde avec plus de 1 000 points de distribution et 3 millions de clients dans le seul Royaume-Uni. Le groupe possède, en outre, un des plus importants réseaux de points de vente d'électroménager avec environ 400 magasins.

L'activité commerciale du groupe est assurée par une grande variété de marques renommées comme Atlas, Mazda, Bendix, Kenwood, Tricity, Moffat, Ferguson, Ultra, Avo.

Un leader à l'exportation  
Ses résultats à l'exportation et ses performances techniques, essentiellement acquis par la division éclairage, ont été récompensés par 4 "Queen's Award to Industry".

A l'occasion de l'introduction en Bourse de ses actions, la société met à la disposition du public une note d'information qui a reçu le visa COB n° 77-129 en date du 21 octobre 1977.

BALD du 24 octobre 1977.

**THORN**



**L'ANIFOM EN GRÈVE**

A l'appel de la C.F.D.T. le personnel de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) a déclenché le lundi matin 7 novembre un mouvement de grève qui durera trois jours.

**chefs d'entreprise, responsables du recrutement**

de la région parisienne qui n'ont pas déjà en relations suivies avec une agence locale de l'AN.P.E. pour déposer rapidement vos offres d'emploi ou de stage pratique en entreprise appelez

**central-emploi**

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'Emploi  
**797-11-19**  
(10 lignes groupées)  
Tél. : EMPLOI 21905  
24 heures sur 24



**Edité par OBBO une initiation au décalque**

Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :  
- les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer ;  
- les différents documents et journaux ainsi que leur utilisation ;  
- enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse" OBBO - 9 rue de Manbege, 75019 Paris - Tél. 250.66.76 et 878.25.50

Nom : Société : Adresse : Tél. : 37 711

**COMMENT TRAITER UN V.I.P.**

Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme on savoure un plaisir un peu secret. Il l'a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son finge et sa cabine y sont personnels. Tout comme le salon-bain où l'accueille l'une des douze ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sauna, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une "Very Important Person" à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

**RELAX CENTER**  
261.27.25 - 261.27.97  
6, rue de la Paix - 75002 Paris





Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



**Télec** NOTRE  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vous n'avez rien à faire.  
SERVICE TÉLÉCOM  
345.21.62 + 345.01.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS



**LES BONS DU TRESOR SONT DISPONIBLES AU BON MOMENT**

**BONS DU TRESOR PROGRESSE**  
taux : 9,75%



## SOCIAL

A L'ÉTUDE AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

### Un projet de réforme prévoit de décharger l'A.N.P. de la « gestion du chômage »

L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.), doit recouvrer, de façon exclusive et entière, sa vocation première : le placement. C'est ce qu'a décidé le gouvernement. Un texte à l'étude au ministère du travail prévoit de décharger l'A.N.P. de la « gestion du chômage » (inscription et pointage des demandeurs) pour lui permettre de se consacrer entièrement à la collecte des offres, au placement des demandeurs, ainsi qu'au développement des stages de formation (appelés « mises à niveau »). Cependant, dans l'esprit de M. Christian Bonillac, ministre du travail, ce projet ne pourrait voir le jour qu'au lendemain des élections législatives.

Actuellement, l'A.N.P., jeune administration née il y a tout juste dix ans, prend en charge le demandeur d'emploi de A jusqu'à Z ou presque : elle l'accueille, l'inscrit, le contrôle et, si nécessaire, le radie ; elle contacte pour

lui les entreprises, recueille et lui transmet les offres adéquates et, si besoin est, le recrute ; elle n'indemnise pas le chômeur — c'est le rôle de différentes caisses d'assurance — mais elle remplit pour lui les formalités administratives qui lui permettent de bénéficier de la sécurité sociale et éventuellement d'être secouru.

De l'ensemble de ces tâches et de quelques autres, l'A.N.P. s'acquittait de façon jugée satisfaisante, avant que n'éclate la crise économique de 1974. Même si, en trois ans, son implantation s'est sensiblement augmentée et si son budget a été constamment renforcé (1), même si son réseau de télécommunication s'est notablement développé et si elle a créé de nouveaux services par téléphone et par téléx, la montée du chômage a été encore plus forte et plus rapide que son effort d'adaptation.

#### La priorité des priorités

Aujourd'hui, l'A.N.P. n'est pas analysée, loin de là, mais ses rouages essentiels sont de plus en plus engorgés par ce que l'on appelle communément la « paperasse ». Concrètement, il faut une vingtaine de minutes, en moyenne, pour inscrire correctement un demandeur d'emploi ; 224 687 personnes (dont 62 860 « premières entrées ») en août et 228 690 (dont 109 300 « premières entrées ») en septembre se sont pressées aux portes de l'Agence. Records absolus.

Du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 31 août 1977, indique M. Guy Métais, directeur général de l'A.N.P., dans le numéro de septembre-octobre de Situations, magazine de l'Agence, 3 036 000 demandes d'emploi ont été formulées auprès de ses services, dont 2 620 000 émanant de chômeurs recherchant un travail durable à temps plein.

Il a bien fallu « traiter » un flot

d'inscriptions nouvelles. Résultat : les prospecteurs-placiers ont encore moins de temps pour accomplir leur mission, et la majorité d'entre eux déplorent, à juste titre, de ne plus pouvoir « sortir » comme il conviendrait, c'est-à-dire aller dans les entreprises prospecter les offres ou placer des demandeurs d'emploi. Dans le même numéro de Situations, M. Métais attire, une fois de plus, l'attention sur la « priorité des priorités » qui doit être donnée à l'A.N.P. : le placement. Il l'avait fait avec encore plus de netteté dans un éditorial précédant en écrivant que l'Agence « souhaite plus que tout voir ses tâches administratives allégées ». Faut-il de quel, ajoutait-il en substance, elle altère son image de marque auprès de ses usagers, sous un aspect de gestionnaires et non comme un organisme des tâches administratives ?

#### Des offres qui « doublonnent »

Les usagers : en l'occurrence, M. Métais pensait visiblement aux employeurs. Même si ces derniers peuvent formuler, en retour, des griefs d'inefficacité « envers l'Agence, dont les services ne sont pas toujours rapides, on n'a jamais très bien su pourquoi les chefs d'entreprises ont toujours plus ou moins dédaigné l'A.N.P., préférant user de relations personnelles, des annonces de presse ou des facilités de la profession du travail temporaire. « N'y a-t-il pas contradiction, écrit encore le directeur de l'Agence, à constater que des entreprises pourvoient directement des postes n'impliquant pas d'expérience professionnelle alors qu'elles adressent au service de l'emploi — dont actuellement 50 % des usagers demandeurs sont des jeunes — les offres nécessitant une expérience professionnelle ? En outre, comment espérer réussir l'insertion de nombreux travailleurs s'ils ne trouvent pas les conditions de recrutement, ne tiennent pas compte de la réalité des ressources en personnel qu'ils cherchent, ne jouent pas leur rôle traditionnel d'adaptation aux conditions particulières du poste de travail, aux pratiques professionnelles ? »

A ces divers inconvénients, s'ajoute aujourd'hui le spectaculaire concurrence, même si des « conventions » ont été signées avec l'A.N.P. de la part de des chaînes de commerce et d'industrie (C.C.I.), qui se sont aussi engagées, non sans arrière-pensées politiques, dans le « pacte national pour l'emploi ». Du reste, quelle association, quelle organisation ne réunit-elle pas présentement — et surtout si c'est loin de sa compétence — sa conférence de presse, son colloque, son dossier sur l'emploi, autant de prétextes à faire parler d'elle ?

(1) L'A.N.P. compte à présent 602 agences et antennes. Au 1<sup>er</sup> janvier 1976, elle emploiera 9 240 agents contre 7 710 au 1<sup>er</sup> janvier 1977. Son budget pour 1977 est de 585 millions, en augmentation de 32 % par rapport à celui de 1976, lui-même supérieur de 31 % à celui de 1975.

(2) Dans ce total d'offres, figure notamment une pourcentage de stages, d'une durée de six à huit mois, ainsi que de simples « intentions d'embauche ». D'autre part, un certain nombre d'offres ne sont qu'à caractère définitif et nouvelles n'est-il pas connu avec précision.

En fait, il arrive de plus en plus que l'action ne se fasse qu'en faveur de l'embauche des jeunes de moins de vingt-cinq ans est essentiellement « psychologique » : pour une large part, elle n'est que le résultat de la collecte des offres par les C.C.I. et les 150 000 collectées

par les C.C.I. — dernière date connue à la fin septembre 77 — sont non seulement communes aux deux organismes, mais encore « recoupent » avec celles embauchées par l'A.N.P. Par exemple, aux C.C.I. d'Angoulême et Cognac, qui viennent de fêter leur centenaire en présence de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, nous avons récemment qu'offres recensées étaient les mêmes que celles de l'Agence, faut rendre à César...

De toute façon, le C.N.P. les C.C.I. n'ont pas les structures nécessaires pour « exploiter » les propositions d'embauche. (tâche est l'apanage de l'A.N.P. et c'est donc cette mission que le projet de réforme à l'étude en conforter. Au ministère du travail, on observe la plus grande discrétion sur le contenu du projet, qui ne serait qu'un projet de réforme à l'étude en conforter. Cette réforme de l'A.N.P. pose, fait-on retenir, de multiples problèmes d'ordre politique, législatif, administratif, budgétaire, etc., devra s'accompagner d'une simplification de la législation du chômage.

Quel organisme sera chargé de l'inscription et du pointage des demandeurs d'emploi ? Comment effectuera la liaison, nécessairement étroite, notamment en matière de contrôle des demandes, entre les services qui assurent la « gestion du chômage » l'A.N.P. et des ASS (Caisse de chômage complet salaire) ? Sera-ce dans le des « centres communs de soins », qui se mettent en un peu partout dans les régions où siègent les représentants la direction départementale du travail, des ASSÉDIC, de la sécurité sociale, des caisses d'allocations familiales et de l'A.N. ? Autant de questions auxquelles il n'est pas encore possible de répondre. Mais l'idée de séparation des sous-emploi et recherche du placement paraît elle-même séduisante à plusieurs : son application aurait seulement l'avantage l'A.N.P. de mettre toute forces au service du reclassement des travailleurs et de retrouver ainsi son image de marque, aussi elle permettrait qu'elle-même, admettent les syndicats, qui se sont toujours refusés à « administrer le chômage », soient alors associés au fonctionnement de l'Agence.

MICHEL CASTAIG

### L'IMMOBILIER ANCIEN RESTAURÉ une nouvelle génération d'investissement

L'investissement en immobilier ancien restauré a le vent en poupe actuellement. A juste titre d'ailleurs, du fait des taux de rendement particulièrement intéressants que l'investisseur y trouve.

La Compagnie Française d'Investissement, premier spécialiste dans ce domaine, propose une formule originale : les appartements achetés en copropriété par les investisseurs sont, en fait, le support d'un astucieux montage financier et deviennent ainsi un véritable « produit d'investissement » très performant, si l'on en juge par le taux de rendement moyen annoncé par cette compagnie : 14,50 % l'an, selon un calcul très précis établi sur plusieurs années et tenant compte des revenus locatifs nets, mais aussi de l'accroissement du capital corrigé par le taux d'érosion monétaire. Cela mérite d'y regarder de plus près.

1) Le matériel de base, c'est l'immeuble :

- Il s'agit d'immeubles anciens, mais sains et dont le prix d'achat demeure intéressant.
- Ces immeubles sont situés dans Paris ou à sa périphérie immédiate dans des quartiers à forte demande locative et dont l'expansion est dans le futur immédiat et non dans le passé (le Marais, c'est trop tard !).
- La restauration effectuée est totale : appartements et parties communes. Les travaux de modernisation et d'embellissement effectués apportent une valeur à l'immeuble supérieure aux dépenses qu'ils représentent.

En outre, l'investisseur bénéficie, pour son appartement, du Conseil de la Compagnie Française d'Investissement.

COMPAGNIE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT  
8, avenue Hoche, 75008 PARIS - 758-68-80.

vestissement et d'un de marché qui concourent à l'ensemble de l'investissement.

- Les charges futures réduites au minimum : Interphone remplace concierge, pas d'entrecoûts.
- Les appartements sont petite surface : studio, deux pièces, bien adaptés à la cible visée (locataire personnel seule ou couple sans enfants).

Tout ceci explique cela : faibles investissements, loyer élevé et correct pour le locataire ; il n'y a pas de charges et/ou en transport leurs.

2) Le montage financier. Deux formules sont proposées : acheter l'appartement avant la livraison ou après livraison. Elles ont chacune leurs avantages : la première formule, pour des raisons d'ordre fiscal, sans s'étendre longuement sur ces raisons, on peut toutefois signer un contrat d'achat d'un capital d'environ 35.000 F représentant les 20 % d'apport personnel pour l'achat d'appartement, plus les frais de notaire et d'emprunt, est tout à fait possible d'inverser — un emprunt complet reste... que le loyer couvrira la grande partie.

Si vous disposez de plus, mieux : vous pouvez acheter plusieurs appartements qui vous procureront plusieurs loyers. Vous connaissez la suite...

Attention : la restauration d'un immeuble est délicate. Avant de se lancer dans la restauration, les investisseurs doivent examiner ce que la Compagnie Française d'Investissement offre en plus sur le plan des garanties et des services.

**observateur**  
**Faits & Chiffres**  
vient de paraître

مكتبة من الأصل



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Marché toujours déprimé

(Agel). — Le marché euro-obligataire demeure toujours profondément déprimé. Sur le marché secondaire, les cours ont, durant la semaine écoulée, baissé de 50 à 100 points supplémentaires, ce qui porte à 400 et même à 500 points depuis un mois les pertes sur certaines émissions de fonds d'amortissement.

Le secteur des euro-emprunts convertibles a été particulièrement touché, les émissions des sociétés américaines et japonaises ayant été délaissées par les investisseurs. Les cours de Tokyo, tandis que ceux de New-York, ont baissé de 100 à 200 points.

Une légère amélioration s'est dessinée à partir de jeudi après-midi dans la comparaison des emprunts en euro-dollars, non convertibles. Mais ce mouvement a été dû aux professionnels, dont un niveau mieux ordonné.

Pour leur part, les investisseurs ont vu leurs réserves précédentes, s'abaisser, surtout d'achats de titres de dette à court terme. Les obligations de 100 à 150 jours, les obligations de 180 à 270 jours, les obligations de 360 à 540 jours, les obligations de 720 à 1080 jours, les obligations de 1440 à 2160 jours, les obligations de 2880 à 4320 jours, les obligations de 5760 à 8640 jours, les obligations de 11520 à 17280 jours, les obligations de 23040 à 34560 jours, les obligations de 46080 à 69120 jours, les obligations de 92160 à 138240 jours, les obligations de 184320 à 276480 jours, les obligations de 368640 à 552960 jours, les obligations de 737280 à 1105920 jours, les obligations de 1474560 à 2211840 jours, les obligations de 2949120 à 4423680 jours, les obligations de 5898240 à 8847360 jours, les obligations de 11796480 à 17694720 jours, les obligations de 23592960 à 35389440 jours, les obligations de 47185920 à 70778880 jours, les obligations de 94371840 à 141557760 jours, les obligations de 188743680 à 283115520 jours, les obligations de 377487360 à 566231040 jours, les obligations de 754974720 à 1132462080 jours, les obligations de 1509949440 à 2264924160 jours, les obligations de 3019898880 à 4529848320 jours, les obligations de 6039797760 à 9059696640 jours, les obligations de 12079595520 à 18119393280 jours, les obligations de 24159191040 à 36238786560 jours, les obligations de 48318382080 à 72477573120 jours, les obligations de 96636764160 à 144955146240 jours, les obligations de 193273528320 à 289910292480 jours, les obligations de 386547056640 à 579820584960 jours, les obligations de 773094113280 à 1159641169920 jours, les obligations de 1546188226560 à 2319282339840 jours, les obligations de 3092376453120 à 4638564679680 jours, les obligations de 6184752906240 à 9277129359360 jours, les obligations de 12369505812480 à 18554258718720 jours, les obligations de 24739011624960 à 37108517437440 jours, les obligations de 49478023249920 à 74217034874880 jours, les obligations de 98956046499840 à 148434069749760 jours, les obligations de 197912092999680 à 296868139499520 jours, les obligations de 395824185999360 à 593736278999040 jours, les obligations de 791648371998720 à 1187472557998080 jours, les obligations de 1583296743997440 à 2374945115996160 jours, les obligations de 3166593487994880 à 4749890231992320 jours, les obligations de 6333186975989760 à 9499780463984640 jours, les obligations de 12666373951979520 à 18999560927969280 jours, les obligations de 25332747903959040 à 37999121855938560 jours, les obligations de 50665495807918080 à 75998243711877120 jours, les obligations de 101330991615836160 à 151996487423754240 jours, les obligations de 202661983231672320 à 303992974847508480 jours, les obligations de 405323966463344640 à 607985949695016960 jours, les obligations de 810647932926689280 à 1215971899390033920 jours, les obligations de 1621295865853378560 à 2431943798780067840 jours, les obligations de 3242591731706757120 à 4863887597560135680 jours, les obligations de 6485183463413514240 à 9727775195120271360 jours, les obligations de 12970366926827028480 à 19455550390240542720 jours, les obligations de 25940733853654056960 à 38911100780481085440 jours, les obligations de 51881467707308113920 à 77822201560962170880 jours, les obligations de 103762935414616227840 à 155644403121924341760 jours, les obligations de 207525870829232455680 à 311288806243848683520 jours, les obligations de 415051741658464911360 à 622577612487697367040 jours, les obligations de 830103483316929822720 à 1245155224975394734080 jours, les obligations de 1660206966633859645440 à 2490310449950789468160 jours, les obligations de 3320413933267719290880 à 4980620899901578936320 jours, les obligations de 6640827866535438581760 à 9961241799803157872640 jours, les obligations de 13281655733070877163520 à 19922483599606315745280 jours, les obligations de 26563311466141754327040 à 39844967199212631490560 jours, les obligations de 53126622932283508654080 à 79689934398425262981120 jours, les obligations de 106253245864567017308160 à 159379868796850525962240 jours, les obligations de 212506491729134034616320 à 318759737593701051924480 jours, les obligations de 425012983458268069232640 à 637519475187402103848960 jours, les obligations de 850025966916536138465280 à 1275038950374804207697920 jours, les obligations de 1700051933833072276830560 à 2550077900749608415395840 jours, les obligations de 3400103867666144553661120 à 5100155801499201630791680 jours, les obligations de 6800207735332289107322240 à 10200311602998403261583360 jours, les obligations de 13600415470664578214644480 à 20400623205996806523166720 jours, les obligations de 27200830941329156439288960 à 40801246411993613046333440 jours, les obligations de 54401661882658312878577920 à 81602492823987226092666880 jours, les obligations de 108803323765316625757155840 à 163204985647974452185333760 jours, les obligations de 217606647530633251514311680 à 326409971295948904370667520 jours, les obligations de 435213295061266503028623360 à 652819942591897808741335040 jours, les obligations de 870426590122533006057246720 à 1305639885183795617482670080 jours, les obligations de 1740853180245066012114493440 à 2611279770367591234965340160 jours, les obligations de 3481706360490132024228986880 à 5222559540735182469930682240 jours, les obligations de 6963412720980264048457973760 à 10445119081470364939861364480 jours, les obligations de 13926825441960528096915947520 à 20890238162940729879722728960 jours, les obligations de 27853650883921056193831895040 à 41780476325881459759445457920 jours, les obligations de 55707301767842112387663790080 à 83560952651762919518890915840 jours, les obligations de 111414603535684224775327580160 à 167121905303525839037781831680 jours, les obligations de 222829207071368449550655160320 à 334243810607051678075563663360 jours, les obligations de 445658414142736899101310320640 à 668487621214103356151127326720 jours, les obligations de 891316828285473798202620641280 à 1336975242428206712302254533440 jours, les obligations de 1782633656570947596405241282560 à 2673950484856413424604509066880 jours, les obligations de 3565267313141895192810482565120 à 5347900969712826849209018133760 jours, les obligations de 7130534626283790385620965130240 à 10695801939425653698418036267520 jours, les obligations de 14261069252567580771241930260480 à 21391603878851307396836072535040 jours, les obligations de 28522138505135161542483860520960 à 42783207757702614793672145070080 jours, les obligations de 57044277010270323084967721041920 à 85566415515405229587344290140160 jours, les obligations de 114088554020540646169935442083840 à 171132831030810459174688580280320 jours, les obligations de 228177108041081292339870884167680 à 342265662061620918349377160560640 jours, les obligations de 456354216082162584679741737335360 à 684531324123241836698754321121280 jours, les obligations de 912708432164325169359483474670720 à 1369062648246483673397508642242560 jours, les obligations de 1825416864328650338718966949341440 à 2738125296492967346795017284485120 jours, les obligations de 3650833728657300677437933898682880 à 5476250592985934693590034568970240 jours, les obligations de 7301667457314601354875867797365760 à 10952511185971869387180071137940480 jours, les obligations de 14603334914629202709751735594731520 à 21905022371943738774360071137940480 jours, les obligations de 2920666982925840541950347118946240 à 43810044743887477548720071137940480 jours, les obligations de 5841333965851681083900694237892480 à 87620089487774955097440071137940480 jours, les obligations de 11682667911703362167801388477784960 à 175240178975549910194880071137940480 jours, les obligations de 23365335823406724335602776955569920 à 350480357951099820389760071137940480 jours, les obligations de 467306716468134486712055539111399840 à 700960715902199640779520071137940480 jours, les obligations de 934613432936268973424111117799840 à 1401921431804399281559040071137940480 jours, les obligations de 1869226865872537946848222355599840 à 2803842863608798563118080071137940480 jours, les obligations de 3738453731745075893696444711199840 à 5607685727217597126236160071137940480 jours, les obligations de 7476907463490151787392889422399840 à 11215371454435194252472320071137940480 jours, les obligations de 14953814926980303574785778844799840 à 224307429088703885049444440071137940480 jours, les obligations de 29907629853960607149571557778899840 à 448614858177407770098888880071137940480 jours, les obligations de 59815259707921214299331115557778899840 à 8972297163548154401977777760071137940480 jours, les obligations de 11963051941584242898662231115557778899840 à 17944504327096308803955555520071137940480 jours, les obligations de 23926103883168485797324462231115557778899840 à 358890086541926176079111111040071137940480 jours, les obligations de 47852207766336971594648944462231115557778899840 à 717780173083852352158222222080071137940480 jours, les obligations de 9570441553267394318929788894462231115557778899840 à 14355603461677047043164444440071137940480 jours, les obligations de 1914088310653478863785957778894462231115557778899840 à 28711206923354094086328888880071137940480 jours, les obligations de 3828176621306957727571915557778894462231115557778899840 à 57422413846708188172657777760071137940480 jours, les obligations de 7656353242613915455143831115557778894462231115557778899840 à 114844827693416376345315555520071137940480 jours, les obligations de 15312706485227830910288662231115557778894462231115557778899840 à 2296896493868327526906311111040071137940480 jours, les obligations de 30625412970455661821773324462231115557778894462231115557778899840 à 4593792987736655053812622222080071137940480 jours, les obligations de 6125082594091132364354664894462231115557778894462231115557778899840 à 91875859754733101076254444440071137940480 jours, les obligations de 1225016598818226472870932978894462231115557778894462231115557778899840 à 18375171950946620215250888880071137940480 jours, les obligations de 245003319763645294574186595778894462231115557778894462231115557778899840 à 36750343952733240430501777760071137940480 jours, les obligations de 4900066395272905891483731915557778894462231115557778894462231115557778899840 à 73500687905458101861035555520071137940480 jours, les obligations de 98001327905458101861035555520071137940480 à 1470013758109136237221071111040071137940480 jours, les obligations de 1960026579109136237221071111040071137940480 à 294002751621827244242222080071137940480 jours, les obligations de 392005315821827244242222080071137940480 à 58800550324365448848444440071137940480 jours, les obligations de 78401063164365448848444440071137940480 à 11760110664873089769688880071137940480 jours, les obligations de 15680212632873089769688880071137940480 à 2352022526974617937777760071137940480 jours, les obligations de 3136042526574617937777760071137940480 à 4704045053949235875555520071137940480 jours, les obligations de 6272085053149235875555520071137940480 à 9408090107898471751111040071137940480 jours, les obligations de 125441701069969435429435448848444440071137940480 à 190883402139938870822222080071137940480 jours, les obligations de 250883402139938870822222080071137940480 à 38176680427987774164444440071137940480 jours, les obligations de 50176680427987774164444440071137940480 à 7635336085597554832888880071137940480 jours, les obligations de 10035336085597554832888880071137940480 à 15270672171195069665777760071137940480 jours, les obligations de 2007067217119506966577760071137940480 à 305413443423901393315555520071137940480 jours, les obligations de 401413443423901393315555520071137940480 à 610826886847802786631111040071137940480 jours, les obligations de 802826886847802786631111040071137940480 à 1221653773695573573262222080071137940480 jours, les obligations de 1605653773695573573262222080071137940480 à 24433075473911471464444440071137940480 jours, les obligations de 32113075473911471464444440071137940480 à 4882615094782294292888880071137940480 jours, les obligations de 6422615094782294292888880071137940480 à 976523018956458858577760071137940480 jours, les obligations de 128452301895645885857760071137940480 à 195304603791291771715555520071137940480 jours, les obligations de 256904603791291771715555520071137940480 à 391609207582583543431111040071137940480 jours, les obligations de 513809207582583543431111040071137940480 à 783218415165167086862222080071137940480 jours, les obligations de 1027618415165167086862222080071137940480 à 156523683033033417372444440071137940480 jours, les obligations de 205523683033033417372444440071137940480 à 31304736606606683474488880071137940480 jours, les obligations de 41104736606606683474488880071137940480 à 62609473213213366948977760071137940480 jours, les obligations de 8220947321321336694897760071137940480 à 1252189464264267338979555520071137940480 jours, les obligations de 1644189464264267338979555520071137940480 à 2504378928528534679599111040071137940480 jours, les obligations de 3288378928528534679599111040071137940480 à 5008757857057069359182222080071137940480 jours, les obligations de 6576757857057069359182222080071137940480 à 90175157141141387183644440071137940480 jours, les obligations de 131535157141141387183644440071137940480 à 180370314282282774367288880071137940480 jours, les obligations de 263070314282282774367288880071137940480 à 360740628564565548734577760071137940480 jours, les obligations de 52614062856456554873457760071137940480 à 7214812571291310974691555520071137940480 jours, les obligations de 10522812571291310974691555520071137940480 à 14429625142822621949383111040071137940480 jours, les obligations de 21045625142822621949383111040071137940480 à 2885925028564524389866222080071137940480 jours, les obligations de 4209125028564524389866222080071137940480 à 577185005712904877973244440071137940480 jours, les obligations de 841825005712904877973244440071137940480 à 115437001142581555577760071137940480 jours, les obligations de 16836500114258155557760071137940480 à 23087400228516311115555520071137940480 jours, les obligations de 3367300228516311115555520071137940480 à 46174800457032622222080071137940480 jours, les obligations de 673460045703262222080071137940480 à 9234960091406524444440071137940480 jours, les obligations de 13469200914065244444440071137940480 à 1846980188281304888880071137940480 jours, les obligations de 2693840188281304888880071137940480 à 3693960376562609777760071137940480 jours, les obligations de 538768037656260977760071137940480 à 73879207531252195555520071137940480 jours, les obligations de 107753607531252195555520071137940480 à 14774721506250439111040071137940480 jours, les obligations de 21550721506250439111040071137940480 à 295494430125008782222080071137940480 jours, les obligations de 431014430125008782222080071137940480 à 59098886025001756444440071137940480 jours, les obligations de 86202886025001756444440071137940480 à 118197772050003512888880071137940480 jours, les obligations de 172405772050003512888880071137940480 à 23639554410000702577760071137940480 jours, les obligations de 3448115441000070257760071137940480 à 4727910882000140515555520071137940480 jours, les obligations de 6896230882000140515555520071137940480 à 945582176400028103111040071137940480 jours, les obligations de 1379246176400028103111040071137940480 à 19111643528000562062222080071137940480 jours, les obligations de 27584923528000562062222080071137940480 à 3822328705600112412444440071137940480 jours, les obligations de 5516984705600112412444440071137940480 à 764465741120022482488880071137940480 jours, les obligations de 1103396941120022482488880071137940480 à 152893148224004496977760071137940480 jours, les obligations de 22067938822400449697760071137940480 à 3057862964480089939555520071137940480 jours, les obligations de 4413587764480089939555520071137940480 à 611572592896017989111040071137940480 jours, les obligations de 882717552896017989111040071137940480 à 12231451857920359782222080071137940480 jours, les obligations de 17654351857920359782222080071137940480 à 2446290371584071956444440

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
  - Un livre de Paul Claval : les nouveaux géographes, par Maurice Le Lannou.
- 3-4. ÉTRANGER
  - Le conflit entre le Polisario, Robert et Nouakchott.
4. PROCHE-ORIENT
- 5 à 10. LE SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
11. AMÉRIQUES
- 12 à 13. EUROPE
  - ITALIE : M. Giorgio La Pira est mort.
- 13-14. ASIE
  - THAÏLANDE : Bangkok va renforcer son contrôle sur les réfugiés indochinois.
- 15 à 17. POLITIQUE
  - La convention nationale du P.S.
  - La préparation des élections législatives.
18. DÉFENSE
  - LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING À BREST : « Mieux vaut tard que jamais », libre opinion par Antoine Sanguinetti.
19. SOCIÉTÉ
  - Pris de dix mille empoisonnés de morphine ont été envoyés à un centre de posture pour toxicomanes.
19. RELIGION
  - Les travaux de l'assemblée épiscopale.
20. JUSTICE
  - Un projet de loi sur la « présomption d'innocence » : la mort du dessin.
  - LIBRES OPINIONS : « Plein-doyeur pour un délit », par Jean-Louis Coasse.
- 21-22. SPORTS
  - Les concours de pronostics en discussion à l'Assemblée nationale ; B. Darniche donne à Fiat la victoire dans le championnat du monde des constructeurs.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 23 à 28
- Les prévisions officielles pour 1978 : Un compte des Mille et Une Rutes.
  - Point de vue : Nationalisme des banques et le crédit ? Un débat escamoté, par Rémy Schumacher.
  - Un colloque de journalistes à Tokyo pour examiner la réalité de la « solidarité » internationale.

29. LETTRES
  - La mort de René Goscinny.
- 30 à 32. ARTS ET SPECTACLES
  - MUSIQUE : rencontre avec Hans-Werner Henze.
  - THÉÂTRE : la Mère, de Maxime Gorki.
- 40-41. RÉGIONS
  - En Ile-de-France : le « circuit » de Rougis mal situé et dangereux.
- 42 à 46. SOCIAL - ÉCONOMIE
  - Un projet de réforme prévoit de décharger l'ANPE de la « gestion du chômage ».
  - A L'ÉTRANGER : le Liban fait sa rentrée sur le marché financier international.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (32)  
Annonces classées (33 à 39) : Aujourd'hui (21) ; Carrel (29) ; « Journal officiel » (22) ; Météo (23) ; Météo (22) ; Météo (22) ; Bourse (47).

**parlez ANGLAIS...**  
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.  
**LOGOS international**  
centre privé de formation  
4, villa Orsano 75018  
PARIS Tél.: 255.09.05  
TOURS 30.93.31 NANTES 47.70.90  
ORLÉANS 63.24.20 MUNICH 37.47.37

Le numéro du « Monde » daté 6-7 novembre 1977 a été tiré à 496 038 exemplaires.

A B C D E F G

### AUX CHANTIERS NAVALS DUBIGEON - NORMANDIE

## Après la C.F.D.T., la C.G.T. se prononce « avec amertume » pour la reprise du travail

De notre correspondant

Nantes. — Deux mois jour pour jour après le déclenchement du conflit des chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes, les travailleurs s'apprêtent à reprendre le travail mardi 8 novembre. La C.G.T., qui était restée seule dans la grève après le retrait de la C.F.D.T. la semaine dernière, a annoncé, lundi matin, après une consultation de ses adhérents, qu'elle prenait aussi la décision d'appeler à la reprise mardi 8 ; une décision prise « avec amertume », et à laquelle la C.G.T. a été « contrainte par l'abandon de ses partenaires », selon les propres termes du secrétaire de l'union départementale, M. Frémont.

C'est au cours d'une intersyndicale réunissant lundi, à 7 h. 15, les bureaux C.G.T. et C.F.D.T., qui conduisaient depuis soixante jours la grève, que l'on est arrivé à ce dénouement. La C.F.D.T., qui avait clairement appelé à la reprise du travail dès lundi, a accepté de repousser d'une journée la reprise de ses adhérents dans le chantier. Il n'en reste pas moins que si la reprise s'effectue en bon ordre mardi, après un défilé dans l'entreprise, la tension reste très vive entre les deux centrales syndicales.

En écho à la grève, le 8 septembre, à propos de l'introduction à l'industrialisation de chantiers d'horloges, le conflit révélait un mécontentement général latent depuis plusieurs mois, reconnaissant dans les deux syndicats. Le non-renouvellement de l'accord d'entreprise, au début de l'année, l'annonce, en mai, d'un programme de suppression de quatre cent cinquante emplois d'ici à décembre 1978 (le Monde du 4 mai) et l'absence de commandes de navires en étaient la cause. Le conflit des pendules a servi de détonateur.

Plus ou moins poussés par leur



**Nicoll aime les femmes**

et « étouffe » ses rayons pour leur plaisir. En accompagnant leur mari, elles choisiront dans la sélection Nicoll des modèles ravissants... pour vivre la mode à deux.

Nicoll for ladies too.

**NICOLL**

la tradition anglaise

29, RUE TRONCHET, PARIS 8<sup>e</sup>

GRATUIT bon catalogue sur demande



Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.

**Piano center**

PIANOS Paris-Orléans 71, rue de l'Aigle 92050 LA GARENNE Tél. 242.26.30 et 750.75.67

PIANOS-ORGUES Paris-Est 122.124, rue de Paris 93100 MONTREUIL Tél. 857.63.38

### M. GISCARD D'ESTAING VA RECEVOIR LES REPRÉSENTANTS DES FRANÇAIS MUSULMANS

## LES DIRIGEANTS DES PRINCIPALES ASSOCIATIONS D'ANCIENS HARKIS ET DE FRANÇAIS DE CONFESSION ISLAMIQUE SERONT PROCHAINEMENT REÇUS À L'ÉLYSÉE PAR M. GISCARD D'ESTAING, QUI SOUHAITE S'ENTRETIENIR AVEC EUX DES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE MUSULMANE. LA DATE DU LUNDI 14 NOVEMBRE A ÉTÉ RETENUE.

Les dirigeants des principales associations d'anciens harkis et de Français de confession islamique seront prochainement reçus à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing, qui souhaite s'entretenir avec eux des problèmes spécifiques de la communauté française musulmane. La date du lundi 14 novembre a été retenue.

Le conseil national de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) s'est réuni les 5 et 6 novembre à Lyon. La LICRA avait célébré au mois d'avril dernier son cinquantième anniversaire lors d'un congrès extraordinaire à Paris (le Monde du 20-24-25 avril). Le président du mouvement, M. Jean Pierre-Bloch, a ouvert les travaux de cette réunion en déclarant notamment : « Notre combat est universel. Il n'y a pas un racisme et un antisémitisme des pays capitalistes que nous devrions réprouver et un autre des pays dits socialistes vers lequel nous devrions fermer les yeux : nous dénonçons ce qui se passe au Chili et en Argentine, mais aussi à Prague et en U.R.S.S. »

Mais cette réunion a été essentiellement consacrée à l'étude du sort des Français musulmans que l'on appelle souvent encore les harkis. « Nous savons que cinq cents d'entre eux sont incarcérés dans les prisons algériennes, a dit M. Pierre-Bloch, en demandant que le gouvernement français s'occupe de leur situation avec beaucoup plus de sollicitude. » Un représentant des Français musulmans a d'autre part déclaré : « L'incapacité des autorités est flagrante lorsque l'on fait cohabiter dans des H.L.M. des Français anciens harkis et des immigrés algériens. » Puis il a précisé que « la qualité d'ancien combattant n'est pas reconnue aux Français musulmans, eux qui ne demandent qu'à se joindre dans leur pays, la France. La situation de ces Français à part constitue une tache sur l'honneur de la France ».

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

### Nouveau succès pour les manipulations génétiques

## Un gène transplanté dans une bactérie produit une hormone

Trois équipes de chercheurs américains viennent d'obtenir, par manipulations génétiques, 5 milligrammes d'une hormone sécrétée dans le cerveau, la somatostatine. C'est la première fois à notre connaissance qu'un gène transplanté dans une bactérie s'exprime totalement. La nouvelle, annoncée la semaine dernière devant une sous-commission du Sénat américain chargée d'enquêter sur le dossier controversé des manipulations génétiques, a été publiée par le Washington Post du 6 novembre.

Les chercheurs américains, menés par Herbert Boyer (San Francisco), Arthur Riggs (Los Angeles), Wylie Vale (San Diego), ont tout d'abord synthétisé artificiellement le gène, c'est-à-dire le petit fragment d'acide nucléique qui préside à la synthèse de cette hormone. Puis ils l'ont introduit dans une bactérie et obtenu la production d'une petite quantité de l'hormone qui préside notamment à la régulation de la croissance et de la synthèse de l'insuline.

« C'est un triomphe scientifique de premier ordre », a déclaré le Dr Philip Handler, président de l'Académie des sciences américaines. Cependant cette nouvelle étape, certes importante dans la maîtrise des manipulations génétiques, n'est peut-être pas aussi extraordinaire que le font

croire les Américains. Il qu'une fois encore les chercheurs, au demeurant très prudents, aient contourné de façon exceptionnelle les difficultés que rencontrent ceux qui s'intéressent aux manipulations génétiques. Le gène de la taille a été synthétisé de façon que la molécule résultante plus possible, par les séquences qui la composent, aux séquences admises par les bactéries : d'une part il a été fusionné avec un énorme gène bactérien. Or deux particularités ne peuvent être possibles dans tous les cas : la vraie victoire sur les manipulations génétiques aura lieu lorsque les chercheurs auront véritablement compris comment faire fonctionner l'importation d'un gène naturel dans une bactérie. Pour le moment, la plupart des difficultés demeurent. Chacune fait avancer un peu le puzzle sans pour autant donner la solution.

L'énorme battage fait au sujet de ce travail, reconnu comme excellent par les biologistes français, vient du fait que les Américains, en proie à une vive contestation, ont voulu montrer à grand renfort de publicité les résultats très positifs de leurs recherches pour établir des normes qui leur permettent de travailler comme ceux d'autres pays. — M. A.-R.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos les syndicats et les employeurs », ont estimé les membres du P.C.F. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « Officiellement, rappelle l'union départementale cégétiste, nous n'en avons même pas été informés. »

« Pourtant, pour la C.F.D.T., les résultats du vote sont probants : « Le rapport de forces n'est plus suffisant », affirmait en fin de semaine Marcel Grélaud, responsable local de la C.F.D.T. »

Après une longue grève infructueuse, le comité reconstruit l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Berré en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« élever le débat » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. F.

Plus ou moins poussés par leur

base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chénard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.